

La reine, le roi et le rocher

Pas à pas, les socialistes espagnols insèrent leur pays au sein de l'Europe et, après les quarante ans d'isolement de l'époque franquiste, normalisent leurs relations avec leurs principaux partenaires de la Communauté. Le réajustement des rapports avec la France, après une longue boudoir, en était hier une preuve. La normalisation avec la Grande-Bretagne en est aujourd'hui une autre.

Une normalisation qu'illustre de manière spectaculaire la visite que le roi Juan Carlos a commencée le lundi 17 octobre à Madrid, moins d'un mois après la venue de M. Thatcher. Les quotidiens de la capitale sont unanimes à verser dans l'enthousiasme et à qualifier d'« historique » et d'« exceptionnel » un tel voyage, qui répond à celui effectué en avril 1986 à Londres par le roi Juan Carlos. Il s'agit là en effet de la première visite d'Etat jamais réalisée en Espagne par un souverain britannique.

Les maisons royales des deux pays sont pourtant allées : la grand-mère de Juan Carlos (l'épouse du roi Alphonse XIII) n'était-elle pas la petite-fille de la reine Victoria ? Mais les quatre décennies de dictature franquiste d'abord, le contentieux sur Gibraltar ensuite, ont longtemps fait obstacle à une telle visite.

Certes, le problème du Rocher, dont la cession à l'Angleterre fut reconnue en 1713 par le traité d'Utrecht et dont les Espagnols réclament la rétrocession, n'est pas encore résolu, et tout porte à croire qu'il ne sera pas avant des lustres. Londres, en effet, invoque le respect de la volonté des habitants de la colonie, qui entendent aujourd'hui, dans leur écrasante majorité, rester britanniques. Mais l'époque des mesures de force décrétées par Franco, qui avait en 1969 fermé hermétiquement la « verja », la grille séparant Gibraltar du reste du continent, est désormais bien révolue.

Les socialistes espagnols ont pris conscience qu'entre partenaires de la Communauté, seul le dialogue était à même de résoudre les contentieux bilatéraux. Les portes de la « verja » sont aujourd'hui complètement ouvertes, et le gouvernement de Madrid favorise une osmose progressive entre Gibraltar et les régions avoisinantes. C'est le seul moyen à ses yeux de convaincre progressivement les habitants du Rocher de s'insérer volontairement dans cette Espagne qui les avait si longtemps isolés.

C'est d'ailleurs en termes très civils que les deux souverains ont évoqué ce litige. « Nous sommes certains que notre compréhension mutuelle croissante nous permettra de traiter l'unique problème qui subsiste entre nous », a affirmé Elizabeth II, tandis que Juan Carlos, de son côté, soulignait : « La voie du dialogue et de la coopération doit mener à une conclusion concrète : la solution de manière amicale, de ce contentieux en suivant la logique de l'histoire. »

Cette visite constitue l'expression publique de la normalisation de nos relations après des années de profil bas », a affirmé le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordóñez. Une normalisation que devait illustrer notamment la reine Elizabeth en visitant mardi l'Escorial et la tombe de Philippe II, l'un des monuments les plus chargés de symboles de son voyage : n'est-ce pas là une manière de démontrer que le temps des guerres entre les deux pays et du désastre de l'invincible Armada appartient définitivement au passé ?

M 0147-10190-4.50 F



3790147004500 10190

Les mouvements sociaux et la présentation du budget

M. Pierre Bérégovoy dit non au laxisme comme au renforcement de la rigueur

Maintenir la rigueur salariale sans l'aggraver : tel est le sens de la déclaration que devait faire M. Pierre Bérégovoy, mardi 18 octobre, à l'ouverture du débat budgétaire à l'Assemblée nationale. Cette déclaration coïncidait avec la journée nationale interprofessionnelle de la CGT. Dans les transports, les perturbations ont été moins fortes que prévu. A EDF, le mouvement a entraîné des coupures tournantes. Quant aux infirmières, leur coordination tente d'éviter l'essoufflement du mouvement. A la SNCF, la grève était diversement suivie alors que beaucoup de problèmes soulevés par le grand mouvement de Noël 1986 n'ont pas été réglés.

(Lire nos informations pages 3, 40 et 48.)



Les chagrins du rail

Le dernier train de Guy Truchot est parti comme prévu à 10 h 04, direction Corbeil-Essonnes, pavé de fleurs et de guirlandes, mais sans chefs, petits ou grands. Seuls les copains étaient venus, des dizaines, dont un contrôleur qui faisait mine de harponner tout le monde. « Votre billet, s'il vous plaît », avec de grands rires.

Il y avait bien aussi quelques voyageurs de la banlieue Sud-Est, se demandant s'ils n'étaient pas tombés dans un tournoie de la « Caméra cachée ».

Les chefs n'avaient pas été invités, et tout le monde était content ainsi.

Tout au long du parcours, de la gare de Lyon - voie 2, celle de l'accident du 27 juin, mais on n'en a pas reparlé pour ne pas gâcher la fête, jusqu'à Corbeil-Essonnes, tous les trains croisant le dernier train de Guy Truchot l'ont salué de coups de sifflet amicaux. Même les TGV, qui pourtant d'habitude font leurs fiers : un dernier train, c'est un dernier train.

Sur le quai de la gare de Corbeil attendaient des drapeaux et une fanfare - « mais c'est exceptionnel », ont précisé les copains, parce que Guy Truchot fut, pendant neuf ans, président des anciens combattants d'Algérie du

département. Habituellement, ont précisé les mêmes, les hymnes et les drapeaux, « ce n'est pas notre genre ». A cause de l'automne précoce, les majorettes s'étaient fait excuser. Sous les applaudissements, Guy Truchot a posé devant son dernier train, avec son épouse et sa maman, et il a payé l'apéro - kir pour tout le monde - dans une salle de l'UAICF (Union artistique et intellectuelle des cheministes de fer, « un truc pour développer l'esprit maison », ont traduit les copains) située en bordure des voies.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 41.)

La campagne pour les élections du 1^{er} novembre

Israël et l'obsession de la sécurité

Tandis que le président Haim Herzog poursuit sa visite officielle en France, la campagne pour les élections législatives du 1^{er} novembre bat son plein en Israël. Les deux grandes formations en présence, le Likoud et le Parti travailliste, s'affrontent autour du thème central de la sécurité de l'Etat juif.

publiques, il y a des expositions pour amphithéâtres d'académie militaire, des clips simplistes et d'autres qui le sont moins, on joue tantôt à la peur et tantôt à la raison, mais les débats tiennent en une seule question : les territoires occupés - la Cisjordanie et Gaza - sont-ils essentiels à la défense du pays ?

La question n'est pas vraiment nouvelle, on en discute depuis 1967. Seulement dix mois de soulèvement dans les territoires en ont souligné l'urgence. Plus moyen, cette fois, d'échapper : les élections se dérouleront sur fond d'intifada. La presse égrène quotidiennement le décompte des morts et des blessés palestiniens ; dans de nombreuses familles israéliennes, un père, un frère, un fils, est occupé à patrouiller dans Naplouse ou Khan-Younis.

Avant de spéculer sur les tergiversations de l'OLP, sur la retraite du roi Hussein de Jordanie (définitive ou pas ?), sur la position des Super-Grands, on s'interroge sur une réalité militaire et géographique immédiate : peut-on « partir » sans mettre en danger Israël ?

Quelques données de base : dans ses frontières d'avant 1967,

le pays a une superficie de 20 700 kilomètres carrés. A l'est, le long du royaume hachémite, la Cisjordanie représente un ajout de 5 450 kilomètres carrés (1).

ALAIN FRACHON.

(Lire la suite page 6.)

(1) A peu près les deux tiers de la Corse.

Le spasme algérien

par ANDRÉ FONTAINE

DES conflits voués à l'éternité, et qui sont soudain résolus, ou en bonne voie de l'être. Et, en même temps, de non moins soudaines explosions de violence, prenant de court des pouvoirs désarmés. Ainsi sans doute apparaît dans le moment présent notre planète à celui qui tenterait d'en décrire en trois mots, depuis Sirius, les traits essentiels.

Détente, violence : on ne peut imaginer tendances plus contradictoires. Mais c'est l'excès même de celle-ci qui conduit le plus souvent à celle-là. L'apaisement de la guerre froide, la crosse-le-fou Iran-Irak, sont d'abord le fruit de l'usure des antagonistes. Le miracle de la réconciliation de Jacques Lafleur et de Jean-Marie Tjebou, dont on n'arrive pas à comprendre comment il laisse tant de Français indifférents, eût été impensable sans le drame d'Ouvé qui leur a fait brutalement comprendre où menait la logique de l'affrontement. Au-delà de l'horreur de la

répression, le vœu que forment tous ceux qui se soucient de l'avenir du peuple algérien est que le bain de sang amène ses dirigeants à regarder à leur tour les réalités en face.

Certaines de ces réalités sont le fait de la France : de la France d'hier ou d'aujourd'hui, certes, mais cela crée des devoirs à celle d'aujourd'hui. On a cru jadis possible de traiter les départements d'Algérie comme autant de morceaux du territoire métropolitain, sans jamais donner pour autant à leurs habitants l'égalité des droits. Longtemps cependant ils n'ont rien réclamé d'autre. Au lendemain de l'institution du service militaire pour les Algériens, la revue nationaliste Djidjelli écrivait encore en 1912 : « Nos fils sont prêts à servir la France, mais ils ne la serviront qu'à une seule condition : c'est qu'en échange des années passées à l'ombre du drapeau on leur donne le droit d'être français. »

(Lire la suite page 3.)

Maurice Allais, prix Nobel d'économie

Un Français, pour la première fois, est récompensé pour ses travaux sur la « théorie des marchés et l'utilisation efficace des ressources »

Les emprunts soviétiques

La France propose à Moscou un crédit de l'ordre de 12 milliards de francs

PAGE 42

Les Etats-Unis et le pétrole

Une rencontre avec M. John Herrington secrétaire américain à l'énergie

PAGE 44

Un entretien avec M. Cheysson

Les analyses et les mises en garde du commissaire européen sur l'avenir de la Communauté

PAGE 5

L'avenir des centristes

Les amis de M. Méhaignerie préparent l'élargissement de leur mouvement et leur indépendance par rapport à l'UDF

PAGE 9

Les CRS et la gendarmerie mobile

Des unités corvéables à tort et à travers

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 48

FRANÇOIS FURET
LA RÉVOLUTION

1770-1880
Le premier siècle de la démocratie

HISTOIRE DE FRANCE HACHETTE

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Le varroa, parasite des abeilles. ■ Le coût des infections en milieu hospitalier. ■ L'Europe médicale peut-elle exister ? ■ Physiologie et comportement de « l'Ours ».

Pages 19 à 21

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 150 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 6 000 L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 180 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

Débats

COMMUNICATION

Que vive la télévision publique!

par PIERRE BOURDIEU, ANGE CASTA, MAX GALLO, CLAUDE MARTI, JEAN MARTIN et CHRISTIAN PIERRET (*)

L'heure où la bataille se durcit en Europe et dans le monde pour la conquête des réseaux de diffusion, le programme, son rôle, ses objectifs et ses missions restent les seuls enjeux qui valent, car ils sont désormais des enjeux de société plus que de pouvoir.

Il s'agit de décider si le téléspécateur doit être nourri ou gavé, si la publicité doit être acceptée ou imposée, si ceux qui font la télévision doivent être pour les téléspectateurs des enchanteurs, des confidents, des informateurs, des pédagogues, des animateurs, en somme des créateurs de liens, ou simplement les camelots de la reine Audience, tout juste bons à encadrer des spots publicitaires.

La grève que vient de connaître le service public n'est pas l'expression d'une contestation générale. Elle est la traduction d'un désarroi particulier devant le manque de moyens, la confusion des genres et l'absence d'ambition.

Chacun sent bien aujourd'hui que le mode de financement des télévisions publiques est en totale contradiction avec les fins poursuivies et les buts assignés.

Notre projet pourrait se résumer à deux affirmations qui découlent de la logique et dont les conséquences ont été longuement posées :

— La télévision privée doit pouvoir user largement de sa liberté. Elle doit faire ce qu'elle veut, quand elle le veut, en se conformant simplement au droit commun et aux règles d'éthique. Elle doit choisir elle-même la place, le rôle et la part de financement qu'elle assigne à la publicité. En cette matière, comme dans quelques autres, elle ne tardera pas à comprendre que c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère.

La télévision publique doit renoncer à la même publicité et échapper, du même coup, aux contraintes de l'audimat. En contrepartie, elle sera financée par une contribution — prélevée sur l'ensemble des recettes publicitaires —, qui constituera un apport essentiel à la renaissance d'une télévision publique vive, légère, inventive, insolente et francophone.

En effet, l'une des causes principales de la décadence du service public est liée à l'ambiguïté de son mode de financement depuis 1969. On le sait, il est assuré pour 30 % par la redevance et pour plus de 60 % par des recettes publicitaires sur la publicité de marques.

En contrepartie, au gré des négociations sur les tarifs, la publicité impose une politique de programmes qui ne vise plus la satisfaction du public sur des critères de qualité et de diversité, mais doit tenir compte de la cible visée par les spots publicitaires aux différentes heures de la journée. Et cela au moindre coût.

S'ensuit la multiplication des jeux, des séries étrangères bon marché, des émissions de variétés cofinancées, directement ou indirectement, par les éditeurs de disques.

Quoi que l'on dise, la réalité du pouvoir au sein de la télévision publique est aujourd'hui entre les mains des annonceurs publicitaires. La sponsoring directe qui est venue s'y ajouter permet de faire assurer tout ou partie du coût du programme par la publicité.

Il est urgent de reprendre l'initiative et de renforcer la télévision publique.

Cela implique :

— de réformer son mode de financement pour lui permettre d'échapper aux contraintes actuelles et lui

assurer un niveau et une progressivité de ses ressources comparables à ceux de la télévision commerciale ;

— de redéfinir ses missions et ses objectifs de programmes en veillant à ne pas rechercher seulement le taux d'écoute, mais aussi l'indice de satisfaction du public, comme cela se pratique dans plusieurs télévisions publiques étrangères ;

— de consacrer une part fortement significative de ses ressources à la création dans tous les genres et dans tous les domaines, en s'appuyant sur d'authentiques professionnels de la communication, de la création et du spectacle. C'est le cas de la BBC, considérée assez largement comme la meilleure télévision du monde, et qui s'est toujours refusée à faire apparaître la publicité sur ses écrans ;

— de mettre en œuvre des procédures décentralisées de décision en matière de programmes pour promouvoir une politique ouverte, diverse et libre ;

— de réviser ses méthodes de fonctionnement et de gestion qui doivent s'alléger, se simplifier et aller à l'efficacité.

Cette orientation nouvelle offrira au téléspécateur une réelle liberté de choix entre deux types de télévision, obéissant à deux logiques claires :

— la télévision publique (2 chaînes), ne poursuivant aucun but lucratif et dont l'objectif est la création et la diffusion de programmes avec mission d'informer, de distraire, de cultiver et de communiquer ;

— la télévision privée (3 chaînes), à finalité commerciale, dont l'objectif principal reste le profit et le moyen d'y parvenir, le programme.

On peut espérer qu'à terme — on l'a vu en Grande-Bretagne — la vita-

lité et la diversité des programmes de la télévision publique permettront d'inverser la tendance actuelle et que la compétition avec les chaînes privées pour les meilleurs taux d'écoute se fondera sur la qualité.

Il y a tout lieu de penser, compte tenu de l'évolution constatée ces derniers mois, que l'opinion publique se montrera favorable à ce changement radical d'orientation. Dans le monde politique — à droite et à gauche — des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour exprimer la nécessité de cette cohérence. Elle répondra d'autre part à l'attente inépuisable des professionnels de la création et de la communication.

Si une réforme fondamentale — celle qui n'a jamais été faite — n'est pas entreprise à bref délai, la télévision publique continuera sur la pente de sa décadence et finira sans doute par disparaître.

Propositions

Le financement d'une télévision publique doit répondre à trois critères : échapper aux contraintes du financement publicitaire qui pèse sur les programmes ; dégager des moyens équivalents à ceux de la télévision commerciale ; ne pas être statique et évoluer dans des conditions équivalentes à celles de la télévision privée.

• Financement. — Suppression de la publicité de marque sur les chaînes de la télévision publique, qui renonceraient à deux millions de francs de recettes publicitaires nettes qui retourneront sur le marché.

Elles seront absorbées par l'essentiel par les chaînes commerciales, mais également par les autres médias. On peut penser qu'elles

contribueront à mieux équilibrer le marché entre les différents partenaires privés.

Sur TFI, les recettes nettes de la publicité et de la sponsoring sont passées de 2 milliards de francs en 1986 à près de 5 milliards de francs.

En contrepartie, création d'une contribution « culture et communication », prélevée de façon modulable selon les médias sur l'ensemble des dépenses publicitaires. Celles-ci s'élèveront cette année, rappelés-les, à 53 milliards de francs après avoir connu une progression de 30 % en deux ans. La France n'est cependant qu'au douzième rang mondial et la marge de progression reste grande.

Cette contribution, qui ne touchera pas le spectateur, permettra à la télévision publique de disposer d'un potentiel financier de 6,5 milliards de francs.

Ce financement, indexé de fait sur les dépenses publicitaires, évoluera dans les mêmes proportions.

• Fonctionnement. — Ce nouveau mode de financement doit échapper, dans ses conséquences, aux perversions qu'a connues le service public dans le passé : alourdissement des structures aux dépens de la création et de la production de programme.

Il implique, pour y parvenir, une redéfinition des rôles et une réorganisation du fonctionnement : séparation des fonctions de diffusion et de production ; pluralité en matière de programmes, qui doit se traduire par une décentralisation des décisions et une multiplication des sources de création et de production de façon à favoriser les initiatives ; création d'un Observatoire national de l'audience télévisée, financé par l'ensemble des chaînes de télévision publiques et privées.

(*) Succèsivement, professeur au Collège de France, réalisateur, scénariste, journaliste, conseil en communication, avocat à la Cour, député des Vosges.

INSTITUTIONS

Référendum : l'autre question

par MAURICE DUVERGER

Il était absurde de déduire des abstentions aux scrutins du 25 septembre et du 2 octobre la nécessité de reporter ou d'annuler le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. La faible participation aux élections cantonales ne tient pas au trop grand nombre d'élections depuis six mois mais à l'absence d'intérêt qu'offrait cette bataille d'automne. Pour le comprendre, il suffit de regarder les affiches et les circulaires des candidats. Les citoyens ne vont pas voter pour peu de chose. Certes, les conseils généraux et leur président sont devenus importants depuis la décentralisation. Mais le public l'ignore. Il prêtait certainement plus d'attention au problème de la Nouvelle-Calédonie.

Si lointain et si petit que soit ce territoire, son drame a frappé l'opinion publique au printemps dernier. Les vingt et un morts de la grotte d'Ouvéa ne sont pas encore oubliés, ni les gendarmes massacrés quelques jours auparavant.

Une campagne intelligente et dynamique mobiliserait facilement les citoyens, si le parti qui se réclame du général de Gaulle ne prêtait l'abstention sur le terrain même qui correspond au rêve du fondateur de la V^e République : réconcilier les populations autochtones et immigrées dans le cadre d'une ancienne colonie progressivement dotée d'un statut d'autonomie qui pourrait évoluer vers une communauté d'un type nouveau ou une association conforme à l'article 88 de la Constitution, encore inappliqué.

Pour éviter une telle perturbation n'aurait-on pas pu reprendre l'idée initiale d'un référendum à plusieurs questions, dont une fondamentale pour tous les Français, qui les aurait poussés à voter massivement ? Après tout, le référendum gaullien de 1945 en posait deux, certains référendums suisses en posent plus, le dernier référendum italien en a posé cinq, et nos compatriotes ne sont pas plus bornés que leurs voisins. La loi sur la Nouvelle-Calédonie aurait ainsi pu fournir l'occasion d'élargir l'article 11 à des problèmes de société, comme François Mitterrand le souhaitait en 1984 à propos de l'école privée. Il a souligné son intérêt pour une telle réforme dans la *Lettre à tous les Français* sans rappeler que les électeurs avaient bloqué cette initiative. Mais on n'a pas remarqué alors que lui-même avait tourné l'obstacle quelques jours plus tôt.

Il y a été poussé par une question directe d'un professeur de droit constitutionnel au cours d'un entretien destiné à publication dans la revue *Pouvoirs* : « Admettez-vous que l'article 11, tel qu'il existe, soit utilisé pour une révision constitutionnelle, comme le fit le général de Gaulle, avec succès en 1962, sans succès en 1969 ? ». La réponse fut nette et précise : « L'usage établi et approuvé par le peuple peut désormais être considéré comme l'une des voies de la révision, concurrentement avec l'article 89. Mais l'article 11 doit être utilisé

avec précaution, à propos de textes peu nombreux et simples dans leur rédaction. Sinon il serait préférable que la consultation des Français fut éclairée par un large débat parlementaire (1). Ce texte n'a été publié qu'après avoir été soumis à son auteur, qui en a vérifié l'exactitude. Rappelons que le président de la République s'est conformé sur ce point à l'évolution d'un bon nombre de constitutionnalistes, et qu'il tient de l'article 5 le pouvoir d'interpréter la Constitution, sauf dans les domaines où elle en décide autrement, ce qui n'est pas le cas.

En conséquence, rien n'aurait empêché de poser deux questions dans le référendum aujourd'hui prévu pour la seule Nouvelle-Calédonie. En tête aurait pu figurer alors celle tendant à une révision constitutionnelle du type suivant : « Approuvez-vous que soit inséré dans l'article 11 de la Constitution, entre ses deux paragraphes actuels, ce paragraphe nouveau : « De sa propre initiative et sans contresens, le président de la République peut soumettre au référendum un projet de loi ordinaire relatif à l'extension des libertés publiques, des droits de l'homme, ou de l'égalité des citoyens, sous condition que le Conseil constitutionnel ait constaté au préalable, par un avis public, la conformité dudit projet à la Constitution, à la déclaration des droits de 1789 et aux principes fondamentaux de la République. » Ce nouveau pouvoir correspondrait assez bien à l'image d'une dyarchie entre le président, qui oriente et arbitre, et un premier ministre qui gouverne.

Du « oui-oui » au « non-non »

La seconde question aurait porté sur la seule Nouvelle-Calédonie. Les électeurs auraient disposé d'un choix entre quatre bulletins de vote correspondant à chacune des positions possibles : « oui-oui », « oui-non », « non-oui », « non-non ». La campagne de 1945 a montré l'efficacité d'un tel système. Evidemment en un pareil cas, l'abstention ne peut être que globale, comme c'est généralement le cas dans les pays à référendum, la multiplicité des questions ayant pour but d'accroître la participation électorale.

Le référendum du 6 novembre se limite à la Nouvelle-Calédonie. Il restera valable quel que soit le nombre des votants, comme l'a justement souligné Jean-Marie Djibouti. Et ces derniers pourraient être nombreux si, au lieu des discours traditionnels, on projetait à la télévision des entretiens entre le leader du FNLS et Jacques Lafleur, en contrepoint avec les terribles images de la guerre civile qui commencent à bas au printemps.

(1) Réponse à Olivier Duhamel dans *Pouvoirs*, avril 1988.

Au courrier du Monde

RESTES

La « cathédrale » de Tchernobyl

En apprenant la décision des autorités ukrainiennes de rayer la ville de Tchernobyl de la carte du monde, il me revient en mémoire les explications du guide de la centrale de Chinnov A 1, aujourd'hui transformée en musée, lequel comparait ses promoteurs aux bâtisseurs de pyramides et de cathédrales.

Cette filiation, si osée soit-elle, mérite qu'on s'y arrête tant il est vrai que les similitudes ne manquent pas. Dans tous les cas, d'abord, on observe des édifices élevés à la gloire de puissances occultes, indomptables, surhumaines, mais surtout des monuments dont la seule foi que l'on place en eux justifie la construction. Enfin, qui, au regard de la situation d'EDF, douterait de la mégalomanie quasi pharaonique des nucléocrates français ?

Mais les analogies s'arrêtent là. La ville meurt, la centrale demeure. Quelle divinité, quelle croyance, quel idéal peut donc conduire à sacrifier une ville de dix mille âmes à seule fin de sauver un monument ? Quelle référence historique invo-

quer ? Pas celles des Égyptiens ou des chrétiens. En vérité, l'entreprise en cours en Ukraine — et demain Dieu sait où — semble plutôt s'inspirer de la décadence meurtrière d'un empereur fou de la Rome décadente : Néron.

ÉRIC LOISON (Paris.)

EUROPE

Jean-Paul II et Jean Monnet

Rendant compte du discours de Jean-Paul II à Strasbourg le 8 octobre, votre envoyé spécial écrit que « [le pape] n'a évoqué que d'un mot le Conseil de l'Europe l'ère des grands bâtisseurs, Schuman, Adenauer, De Gasperi ».

Puis-je me permettre de préciser que Jean-Paul II n'a pas manqué d'associer explicitement, dans son évocation, le nom du créateur de la Communauté européenne à ceux des trois grands hommes d'État qui, en 1950, ont assumé la responsabilité politique de cette création révolutionnaire ?

Cette mise au point, à quelques jours du centenaire de la naissance

de Jean Monnet et du transfert de ses cendres au Panthéon, méritait, je crois, d'être apportée.

FRANÇOIS FONTAINE (Paris.)

ECUMÉNISME

Une mise au point du pasteur Hoefel

Je relève une inexactitude dans l'article d'Henri Tineo, sur la visite du pape (Le Monde du 11 octobre) publié sous le titre « Une visite aux protestants ». En effet, faisant allusion à la partie de mon message relatif à : « Intercommunion eucharistique », il affirme que : « Les esprits de [mon] texte avaient été gonflés à la suite d'une intervention du Vatican ».

Je vous indique que selon l'usage, j'ai bien envoyé mon texte au pape et puis vous assurer qu'il n'a subi aucune modification, ni de forme ni de contenu, sur demande du Vatican. C'est bien mal connaître les protestants que de supposer que leur souci de l'écuménisme pourrait les empêcher de dire ce qu'ils pensent.

PASTEUR MICHEL HOEFEL, président de la confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine.

AU SOMMAIRE D'OCTOBRE

Le Monde 1988

PHILATELISTES

l'officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Mondial de l'automobile : les constructeurs français sur timbres étrangers.
- Les Jeux olympiques d'Olympie.
- Cartes postales : le musée Jean-Jaurès à Castres.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MIM, André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Weiss.

Rédacteur en chef : Daniel Veret.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Taper LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	EUROPE	SUÈDE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner Renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changement d'adresse : les abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Je vous prie d'envoyer l'obligation d'écrire pour les notes propres en capitales d'imprimerie.

POLOGNE : la préparation de la « table ronde »

Un entretien avec le négociateur de Solidarité

« Le pouvoir n'est pas prêt à se prononcer sur le pluralisme syndical »

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Le négociateur en chef de Solidarité, chargé de mener les contacts avec le pouvoir en vue de l'organisation de la « table ronde », le professeur Andrzej Stelmachowski, est un homme posé, respecté par les intellectuels de tous bords pour sa sagesse et sa modération. Aujourd'hui, M. Stelmachowski reconnaît qu'il est inquiet : « J'espère que la « table ronde » [à l'origine prévue pour la mi-octobre] commencera la semaine prochaine, dit-il, mais rien n'est sûr, au contraire. Le climat me semble beaucoup moins favorable qu'auparavant ».

La situation est même suffisamment sombre pour qu'il n'exclut pas que ces négociations entre le pouvoir

et l'opposition, décidées à l'issue des grèves d'août, n'aient tout bonnement pas lieu du tout, « ce qui serait vraiment déplorable ».

Dans un entretien accordé au Monde lundi 17 octobre, M. Stelmachowski, professeur de droit à l'université de Varsovie et président du Club de l'intelligentsia catholique (KIK), a attribué les retards imposés par les autorités à l'ouverture de la « table ronde » aux divisions du pouvoir sur l'attitude à adopter à l'égard de Solidarité. « Nous sommes dans une situation où ce sont les généraux qui décident (1), et en première ligne le général Jaruzelski, explique-t-il. Mais ils ont une attitude équivoque. Ils ne disent rien, ils restent muets. La polarisation au sein du parti est tout à fait claire. Il y a deux courants entre lesquels le général [Jaruzelski] doit décider, et il

hésite. Ceux qui le connaissent bien disent que c'est dans son caractère, qu'il ne prend pas de décision qu'après beaucoup d'hésitations, après avoir entendu diverses opinions ».

Sur quoi le « général » a-t-il tant de mal à se décider ? Tout simplement sur l'incontournable question du pluralisme syndical. « La table ronde requiert une décision préalable, observe M. Stelmachowski. Est-on prêt ou non à reconnaître le pluralisme syndical et social ? Les nouveaux obstacles qui surgissent sans cesse dans les pourparlers préliminaires, la composition de la délégation de Solidarité, l'organisation des groupes de travail, tout cela n'est que « prétexte ». En réalité, « la partie gouvernementale n'est pas prête, la décision de fond n'a pas été prise ».

Ce qui inquiète tout particulièrement le professeur Stelmachowski,

ce sont d'abord les attaques incessantes dans la presse du Parti, et à la télévision, contre Solidarité, et même contre l'idée de table ronde. « En ce moment les durs mènent l'offensive, c'est très clair », dit-il. Ce sont aussi « les promesses non tenues, et notamment certains accords sur la sécurité des grévistes », qui devaient être réintégrés à leurs postes de travail. « Ces accords ont été passés avec M. Walesa et avec l'Eglise », souligne-t-il, et malgré cela ils ne sont pas appliqués en Silésie, par exemple, où plus d'une centaine de grévistes n'ont toujours pas été autorisés à regagner la mine ».

Cette fois-ci l'épiscopat, en dépit des yeux doux que lui fait le premier ministre, M. Rakowski (« ridicule », dit le professeur, tout le monde sait qu'il est anticlérical), ne veut pas se laisser flouer et vient de rédiger

une lettre « énergique » de protestation à l'intention du général Kiszczak, le ministre de l'intérieur. Pour M. Stelmachowski, « ce geste de l'Eglise est important, car elle entend par là rappeler que l'idée de la table ronde est toujours valable et faire part de son inquiétude ».

Non moins préoccupante peut-être a été la réaction des autorités aux violents affrontements qui ont opposé dimanche, à Gdansk, des centaines de très jeunes gens aux forces de l'ordre. Qualifiée par le gouvernement de « provocation visant à torpiller l'unité nationale », cette manifestation — dont les images ont été montrées, chose inhabituelle, à la télévision — a étonné plus d'un responsable de Solidarité, et M. Stelmachowski n'écarter pas une « manipulation ».

Il se trouvait lui-même à Gdansk, samedi, pour informer M. Lech

Walesa de ses derniers contacts et « pour y prendre des instructions en vue des prochaines rencontres », car il a de nouveau rendez-vous ce mardi avec M. Jozef Czyrek, son principal interlocuteur au parti. « Nous sommes presque collègues maintenant », plaisante l'universitaire. « L'autre jour un de ses gendarmes m'a d'ailleurs demandé de saluer M. Walesa. Nous étions en prison ensemble, m'a-t-il dit. — En prison ? — Oui, je le gardais pendant son internement. Il était très sympathique. Je l'aimais beaucoup ».

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Outre le général Jaruzelski, premier secrétaire et chef de l'Etat, le bureau politique comprend deux généraux : le général Kiszczak et le général Siewicki, ministre de la défense.

Afrique

ALGÉRIE : pour lutter contre les pénuries

Le gouvernement lance un programme « global et permanent » d'importations

Un communiqué de la présidence de la République, rendu public lundi 17 octobre, a précisé le contenu des amendements à la Constitution algérienne qui seront soumis à référendum le 3 novembre. Ce projet, qui concerne quatre articles du texte constitutionnel, qui en compte cent quatre-vingt-dix-neuf, renforce les possibilités du chef de l'Etat de recourir au référendum et lui permet de conserver le titre de « commandant en chef des forces armées » et de garder le contrôle

de la politique étrangère. Le chef de gouvernement sera, de son côté, responsable devant l'Assemblée populaire nationale, qui pourra rejeter son programme et, dans ce cas, le contraindre à démissionner. Toutefois, si l'Assemblée refuse sa confiance à deux gouvernements de suite, elle sera dissoute.

Par ailleurs, le gouvernement algérien a décidé de lancer un nouveau « programme global et permanent » d'importations en vue

d'assurer la disponibilité des produits sur le marché local, vient d'annoncer le quotidien *El Moudjahid*. Une partie du financement de ces importations, comme celui du ravitaillement en cours en provenance du Maroc, est assurée par une importante ligne de crédit soudeenne. L'Algérie devrait, en outre, lancer, le 1^{er} novembre, un appel d'offres pour l'importation de 1 000 tonnes de beurre, qui seraient éventuellement livrés par l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas.

Le spasme algérien

(Suite de la première page.)

Scrutins truqués, « inégalités criantes de traitement notamment en matière d'éducation, non seulement entre Algériens et « pieds-noirs », mais entre Arabes et Berbères, répression brutale, en 1945, de l'insurrection kabyle, pas grand-chose n'a été fait, en fin de compte, malgré tout le sang versé par les Algériens sous le drapeau tricolore, pour les convaincre qu'ils seraient chez eux dans une « Algérie française ».

La décadence des taux de natalité suffisait de toute façon, comme de Gaulle l'avait bien compris, à rendre cette formule totalement impraticable à long terme, sauf à accepter que le tiers de l'lectorat français fût algérien. Ce n'est pas par hasard qu'on a vu les plus farouches partisans de l'Algérie française, Jean-Marie Le Pen en tête, se muer en adversaires non moins farouches de l'immigration maghrébine.

La guerre d'Algérie résulte de la lenteur mise, du côté français, à comprendre cette évidence. Elle a été marquée, de part et d'autre, de bien des excès, et il n'est pas de famille européenne ou arabe d'Algérie qui n'en ait dûment subi les conséquences. Sans de Gaulle, revenu au pouvoir du fait de cette guerre, l'indépendance aurait été pour la France une défaite pure et simple. Il y a eu en fait le point de départ d'une nouvelle affirmation, dans le monde, du rôle de notre pays. Grâce à lui, grâce à tous les liens que l'histoire avait tissés entre les deux peuples, le pire, qui aurait été une rupture totale, a été évité. Et les successeurs du général ont tous eu à cœur de veiller au maintien, entre Paris et Alger, d'un minimum de coopération.

Un partenariat assez poussé

Il en a été de même, l'un dans l'autre, du côté algérien, quelles que fussent les difficultés inhérentes à des dossiers aussi délicats que ceux du Sahara, avec le double arrière-plan des essais nucléaires et des hydrocarbures, ou de l'immigration, une fois relancée la croissance qui avait conduit à lui faire appel. Un partenariat finalement assez poussé s'est institué entre les deux pays, sur les plans économique et culturel, et même sur celui de la coopération des polices et des services secrets. Le moule français a profondément marqué l'administration algérienne naissante et même les ambitions d'un Bourguiba : il avait volontiers repris au général le rôle, que celui-ci ambi-

tionnait de jouer, de leader de l'Afrique et de l'Orient.

Ce moule a joué aussi dans le choix des orientations économiques. Bien sûr elles se sont fortement inspirées de l'exemple de l'URSS : l'acier (un russe stal, d'où le surnom symbolique de Staline) paraissait alors le ressort même de la puissance, et non une agriculture d'autant plus négligée que le sol national était unanimement considéré comme trop pauvre. L'efficacité du modèle soviétique paraissait d'autant plus avérée qu'il avait pour lui la simplicité d'une logique trop serrée pour ne pas paraître cartésienne.

La nécessité de la critique

Pour assurer le développement d'un pays prolétaire, il fallait planifier à outrance, obliger l'individu à s'incliner devant l'intérêt collectif et donner donc à l'Etat un rôle de chef incontesté. Rien de tout cela ne contredisait formellement le message d'une France où de Gaulle martelait l'accent, avant tout, sur l'indépendance. Et l'Algérie était bien trop fière, en même temps, de ses racines islamiques pour aller s'engager, sous la bannière du marxisme-léninisme, dans le « camp socialiste ».

Le Parti communiste était d'ailleurs — il l'est encore — proscrit et il est arrivé que le Monde fût interdit à la vente en Algérie pour avoir mentionné les trois initiales PCA dans la liste des délégations à un congrès du PCF. Un seul parti est autorisé, comme dans la plupart des pays en voie de développement, et c'est le FLN, lequel est d'abord à bien des égards une courroie de transmission d'un pouvoir demeuré fondamentalement militaire. Sous le prétexte, d'ailleurs pas faux, que la démocratie à l'occidentale ne peut être pour ces pays qu'un luxe, ou un objectif, on ne les a pas assez mis en garde contre la perversité intrinsèque de ce système du parti unique que Muscicini et Hitler avaient jadis repris à Lacine.

Les mots eux-mêmes pourtant sont antinomiques : l'étymologie étant la même, un parti a ceci de commun avec une partie qu'il ne peut constituer un tout. Il est certes bien commode de disposer, grâce audit parti unique, appuyé dans le cas de l'Algérie sur une police politique souvent formée en URSS, d'un organe d'encadrement et de transmission apte à canaliser toutes les énergies de la nation et à faire rentrer dans le rang les mauvaises têtes. Mais le propre du pouvoir absolu est de corrompre absolument, comme l'avait noté à y a déjà un siècle lord Acton, et c'est ce qui expli-

que que, presque partout dans le monde aujourd'hui, le parti unique soit en crise.

Le plus grand inconvénient de l'absence de force de contestation, la presse étant naturellement muséifiée, c'est qu'elle dissuade les dirigeants de soumettre leur action au nécessaire contrôle de l'esprit critique. Personne n'a objecté à la politique d'industrialisation à outrance dans laquelle se sont lancés ceux de l'Algérie qu'elle était vouée à créer moins d'emplois que de dépendance des importations et des chèques des immigrants. Le pétrole a fait le reste : il a tourné la tête à des technocrates trop sûrs d'eux qui ont cru, dans la foulée du « premier choc », que le monde arabe pourrait durablement dicter sa loi. Le résultat, ce sont des exportations qui reposent à 98 % sur les hydrocarbures, et que la baisse des cours compromet de manière dramatique. Si l'on ajoute que la progression du nombre des habitants, l'une des plus fortes du monde, est plus rapide que celle du revenu national, on peut dire que la crise était inscrite de longue date à l'horizon algérien.

Crise économique d'abord : ce n'est pas par hasard que les années ont été déclinées par la pénurie de semoule, de même que celle de Tunisie ou de Casablanca, il y a quelques années, avaient subi l'augmentation brutale du prix du pain. C'est bien parce que cette crise leur pendait au nez que le président Chadli et ses lieutenants ont mis en place une politique d'austérité qui n'avait rien à envier à la thérapeutique classique du FMI : appel au marché, vérité des prix, restructuration des entreprises, verrouillage des importations. On a fait à peu près autant, à la même époque, à Belgrade, avec, les morts en moins, des résultats fort voisins.

Car la crise est aussi morale : à la différence du Maroc, vieille nation dont le roi s'appuie sur les deux aristocraties du sang et de l'argent, comme de la Tunisie, qui ne serait pas en voie de se démocratiser, sous la houlette du sage président Ben Ali, si elle ne disposait pas d'une vaste classe moyenne, l'Algérie est un pays prolétaire et fier de l'être.

Une telle prétention s'accommoderait mal, surtout lorsque la pauvreté, sinon la misère, est générale, de l'étalage de la corruption et de la fortune. Aussi bien l'un des premiers objectifs des émeutes a-t-il été le complexe Radhi Al Fat'h, temple de la consommation impudiquement et donc imprudemment placé sous le signe du

sanctuaire des Martyrs auprès duquel il a été construit.

Au point où en sont les choses, il ne semble pas que les troubles aient été déclenchés par une force organisée. Les islamistes ont visiblement pris le train en marche et n'ont pas donné le sentiment que leur influence était considérable. La violence de la répression a été démesurée. On aimerait pouvoir croire qu'elle n'a été le fait que de policiers et de militaires affolés, mais le fait est, hélas, qu'il y a eu des responsables pour donner l'ordre de tirer à l'arme automatique sur des foules désarmées, sur des hommes à taifa, sur des parents venus chercher les corps de leurs enfants. Pourquoi ? Il est difficile d'écarter de son esprit l'idée que certains ont voulu profiter de l'occasion pour se débarrasser d'un président coupable, entre autres, d'avoir fait le paix avec le Maroc.

Cette hypothèse, qui n'est évidemment pas démontrée, interdit d'écarter a priori Chadli Bendjedid. Homme de goûts simples, devenu chef de l'Etat en quelque sorte au bénéfice de l'âge et sans avoir cherché, il avait donné jusqu'alors l'impression de suivre une ligne modérée, de vouloir sortir du dogmatisme et de la prétention auxquels avaient trop souvent succombé ses deux prédécesseurs. A-t-il peur y parvenir l'intelligence, l'audace, le charisme nécessaires ? Ce n'est pas prouvé, et son discours télévisé du 10 octobre a surtout donné l'impression d'un homme dépassé, au moins un moment, par les événements.

Voilà-t-il rebondir, ou son sort est-il déjà réglé ? Le référendum annoncé va donner au peuple algérien, du moins on veut l'espérer, un autre moyen de faire entendre sa voix que celui du pilage et des incendies de voitures. Mais quels que soient les hommes qui auront demain sur leurs épaules la charge de l'Algérie, il faut qu'ils sachent deux choses : l'une dépend d'eux : pour mobiliser leurs compatriotes, il faut qu'ils obtiennent leur confiance, ce qui signifie qu'on leur dit la vérité et qu'on leur demande vraiment leur avis. L'autre dépend de nous : il faut que politiquement et économiquement nous aidions généralement le peuple algérien à faire face aux difficultés qui l'assaillent. Ce n'est pas seulement affaire de cœur à l'égard d'une nation dont l'histoire est tellement mêlée à la nôtre, c'est aussi affaire d'intérêt : qui peut soutenir avec assurance les flammes d'un incendie au Maghreb n'épargnerait nécessairement notre pays ?

ANDRÉ FONTAINE.

RFA

La double succession de Franz Josef Strauss

BONN
de notre correspondant

Le comité directeur du Parti chrétien-social bavarois s'est réuni lundi 17 octobre pour procéder aux choix des successeurs de Franz Josef Strauss dans les fonctions qu'il occupait jusqu'à sa mort. M. Josef Streibl, 56 ans, ministre des finances, sera élu mercredi ministre-président par le Landtag de Bavière, où la CSU dispose de la majorité absolue. M. Theo Waigel, 49 ans, président du groupe parlementaire CSU au Bundestag, sera l'unique candidat proposé à la présidence du parti par la direction au congrès de celui-ci, qui se déroulera au mois de novembre prochain.

M. Max Streibl, ministre-président de Bavière

M. Max Streibl, qui occupera cette semaine la somptueuse Residenz des ministres-présidents à Munich, est né le 6 janvier 1932 à Oberammergau, dans cette Haute-Bavière profondément catholique où sa famille possède un hôtel. Après des études secondaires chez les bénédictins de Ettal, il s'inscrit à la faculté de droit de Munich. Ses diplômes en poche, en 1959, il entre dans l'administration bavaroise, cette rivale de toujours en efficacité de la machine d'Etat prussienne. Il mène parallèlement une activité politique dans les rangs de la CSU de Haute-Bavière, place forte de cette formation. Responsable des Jeunes de parti, il est aussi administrateur de la fameuse Passion d'Oberammergau, un spectacle somptueux datant du Moyen Age, mais qui avait suscité, ces dernières années une polémique en raison des relents d'antisémitisme chrétien qui s'y manifestaient.

En 1962, il devient député au Landtag, et sera promu en 1966 au secrétariat général de la CSU, poste qu'il abandonnera en 1971 pour entrer, avec Franz Josef Strauss, dans le gouvernement régional. D'abord ministre de l'environnement et de l'aménagement rural, il devient en 1977 ministre des finances, un poste qu'il occupait encore onze ans plus tard. A ce titre, il siègeait au conseil d'administration des principales entreprises où l'Etat bavarois détient des participations : Messerschmitt-Bölkow-Blohm (aviation), Rhein-Main-Donau AG (canal Rhin-Danube). Symbole de la réussite économique de la Bavière des années 80, M. Max Streibl, qui gérait l'intendance florissante de l'Etat libre à l'ombre de son impétueux patron, devra forcer sa nature, plutôt réservée, pour que la voix bavaroise résonne au-delà des montagnes...

M. Theo Waigel prochain président de la CSU

Sourcilux, broussailleux, accent rocailleux, élocution précise et subtile, le visage et la voix de M. Theo Waigel sont bien connus dans la capitale fédérale. Dans les turbulences qui marquaient les rapports entre Franz Josef Strauss et le chancelier Kohl ces dernières années, c'était à lui, en tant que président du groupe CSU au Bundestag, qu'il revenait de recueillir les pots cassés avec les partenaires de la coalition.

Né en 1939 à Oberrohr, dans la partie bavaroise de la Souabe, M. Waigel, malgré des origines très modestes — son père était un petit paysan obligé de compléter ses

revenus en travaillant comme maçon — fait des études de Droit. Après un passage dans la magistrature, il devient chef de cabinet du secrétaire d'Etat bavarois aux finances, avant d'être élu en 1972 député CSU au Bundestag. En 1982, il succède à M. Friedrich Zimmermann à la tête du groupe parlementaire CSU à Bonn. Désormais, il représentera son parti aux « réunions d'épluchage », comme on appelle ces sommets des partis de la coalition où se réalisent, parfois dans le bruit et la fureur, les compromis entre la CDU, la CSU et le FDP sur les principaux projets de lois et de réformes.

LUC ROSENZWEIG.

Force 10. Direction "Alizé"

Montre à quartz de la collection Force 10 ; câble marin d'acier et or, cadran clouté, fond blanc, champagne ou ardoise.
Pour elle : 21500 F.
Pour lui : 24500 F.



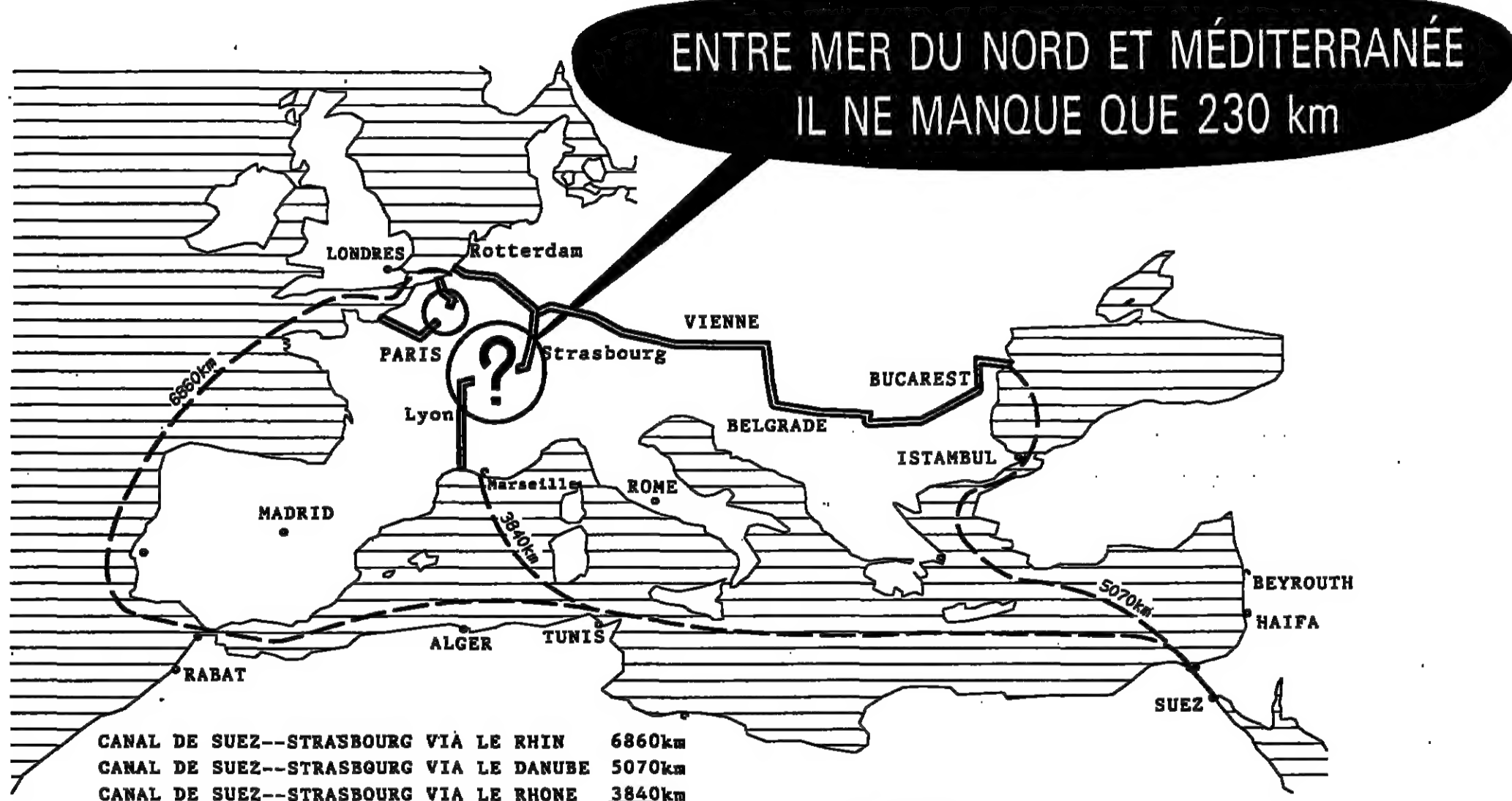
FRED 6, rue Royale, Paris 8^e 42.60.30.65
La Clarté, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz.
Hôtel Méridien • Espace "Galerie Lafayette" Paris.
Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Colas, Neuville.
21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Louis, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

L'EUROPE DES VOIES NAVIGABLES SE FERA-T-ELLE SANS LA FRANCE ?

NOS PARTENAIRES EUROPÉENS SONT PRÊTS

(La liaison Rhin-Main-Danube sera terminée en 1993)

LA FRANCE RESTERA-T-ELLE ISOLÉE ?



LE SAVIEZ-VOUS ?

- Un convoi de gabarit européen transporte autant de marchandises que :
110 WAGONS DE 40 TONNES
220 CAMIONS DE 20 TONNES
- La France a déjà investi 90 MILLIARDS dans la liaison RHIN-RHONE, 15 MILLIARDS suffisent à la terminer.
- En l'an 2000, la population du nord de l'Afrique sera égale à celle de l'Europe. Les échanges Nord-Sud seront considérables.

ENR

Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres,
Messieurs les Parlementaires,

SIX RÉGIONS :

ALSACE, BOURGOGNE, FRANCHE-COMTÉ,
LANGUEDOC-ROUSSILLON, PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR, RHÔNE-ALPES
LA C.N.R. ET SON PERSONNEL

ATTENDENT VOTRE FEU VERT !

POUR LA LIAISON RHIN-RHÔNE A GRAND GABARIT

C'EST URGENT !

TOUT EST PRÊT POUR COMMENCER LES TRAVAUX.

COMITÉ D'ENTREPRISE DE LA COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

FO - CGT - CFTD - UNCM.CGC

2, rue A.-BONIN, 69004 LYON. - Tél. : 72-00-67-01 et 72-00-69-69

سكوا من الأصل

Diplomatie

Un entretien avec M. Claude Cheysson

« Les décisions prises par la Communauté ne doivent pas continuer à échapper à un contrôle démocratique » nous déclare le commissaire européen chargé de la Méditerranée et des relations Nord-Sud

La commission des affaires économiques et du plan du Sénat, présidée par M. Jean François-Poncet, organise, les 19 et 20 octobre au Palais du Luxembourg, un colloque sur l'achèvement du marché intérieur européen. Doivent intervenir notamment au cours de ces deux jours de débats, parmi de nombreuses autres personnalités, MM. Alain Pöhl, Jacques Delors, Pierre Bérégovoy, M. Edith Cresson, MM. Roger Fauroux et Lionel Stoléru. M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé de la Méditerranée et des relations Nord-Sud, expose ses vues sur les questions dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« Le grand marché fait l'objet, c'est évident, d'une certaine contestation. Michel Rocard évoque la souveraineté des États, le risque de paupérisation des États, Margaret Thatcher refuse les transferts de souveraineté que pourrait entraîner le grand marché. Considérez-vous qu'il y a une parenté entre les griefs de Margaret Thatcher et ceux de Michel Rocard ?

« Aucune à mon avis. Et j'ai regretté que la déclaration du premier ministre français ait pu être interprétée comme une prise de position fondamentale quant à la structuration de l'Europe de demain. Michel Rocard a fait une remarque qui était presque incidente sur un point précis des propositions de la Commission : il n'estime pas indispensable qu'il y ait une harmonisation de la TVA. Il a le souci des ressources publiques et, du coup, il a semblé prendre position contre la construction du grand marché, dont il ne nie absolument pas qu'elle comporte à terme une harmonisation de la TVA.

« Au contraire, Margaret Thatcher s'est livrée à un exercice que je trouve d'un intérêt considérable. Elle a en effet mis en évidence le fait qu'il y a plusieurs conceptions de l'Europe. Est-elle simplement destinée à assurer la libre circulation des personnes, des capitaux et des marchandises ? Ou bien l'Europe de demain est-elle destinée à servir tous les citoyens ? Voilà le problème que pose Mme Thatcher. Pour moi, membre de cette Commission, mais aussi socialiste, la première tâche est inacceptable car elle marginaliserait une partie de la population d'Europe. Pour moi, la puissance publique doit prendre ses responsabilités durant ces grandes périodes de reconstruction économique, et donner un avenir à ceux que les forces du marché marginalisent.

« Quand vous dites « puissance publique », vous pensez aux gouvernements des États ou à la Commission ?

« J'emploie volontairement l'expression « puissance publique », car je suis toujours gêné quand on institutionnalise le raisonnement à l'extrême. De même qu'en France nous commençons à avoir une décentralisation d'une partie de la puissance publique, de même il y aura des éléments de la puissance publique exprimés au niveau européen.

« La contestation de Mme Thatcher est aussi politique ; elle refuse les transferts de souveraineté. La Commission d'avoir, en donnant l'impression que ces transferts sont la conséquence inévitable de l'acte unique, particulièrement escamoté le débat politique ?

« Je suis membre de la Commission, je suis totalement solidaire de cette Commission, même sur les

sujets pour lesquels lors des discussions qui précèdent la décision, j'étais d'un avis différent de mes collègues. Donc j'accepte la critique que vous venez de faire. Je l'accepte et je plaide coupable. La raison de cette erreur est très intéressante : Jacques Delors a pensé que, si une avancée considérable — l'acte unique — était faite, le progrès européen créerait une pression favorable à de nouveaux progrès. Était-ce possible pour une avancée aussi importante que celle qui est maintenant convenue entre les gouvernements, au titre du grand marché ? Je pense qu'il aurait été moins sage et plus réaliste de bien marquer que d'autres politiques devaient être prises simultanément. Je pense ainsi à la nécessité de donner aux travailleurs la possibilité de prendre une dimension européenne.

« Il y a une nécessité absolue de permettre un contrôle démocratique, un contrôle par des élus, des décisions qui, actuellement, au niveau de la Communauté, échappent pratiquement à ce contrôle démocratique. Les pouvoirs du Parlement européen tels qu'ils sont à l'heure actuelle ne permettent pas aux élus un contrôle comparable à ce qui existe au niveau national sur ces sujets qui cependant sont en voie d'être transférés à la Communauté. Il y a incontestablement une nécessité de transfert de souveraineté.

« Et ce débat, qui n'a pas eu lieu, peut-il encore être organisé ?

« La pression pour la construction politique de l'Europe vient de divers besoins : celui d'un contrôle démocratique, le besoin d'expression des forces sociales, celui des jeunes de voir les problèmes qui les intéressent le plus traités au niveau européen, sans parler des besoins nouveaux en matière d'audiovisuel ou de défense. La nécessité de la construction politique de l'Europe n'est pas seulement due au grand marché. Cette construction va se faire. Mme Thatcher en est très inquiète. Elle se sent actuellement débordée.

« Certains disent qu'elle n'a peut-être pas bien lu l'acte unique avant de l'approuver, qu'elle a été mal conseillée. Je n'en sais rien. Elle voudrait freiner... Elle ne parviendra pas à le faire. Nous, sur le continent, nous avons un besoin plus urgent que les Anglais de ce progrès européen pour des raisons qui ne sont pas économiques. Nous devons aller vite. Nous n'aurons peut-être pas tellement de temps pour créer l'irréversible. Alors il faut le proposer résolument, et, encore une fois, je regrette que la Commission ne l'ait pas fait, même si elle a pris une autre méthode qui se révèle très fructueuse puisque le mythe du grand marché n'est créé dans plusieurs pays, dont la France.

L'espace social non identifié

« C'est toujours dangereux, les mythes. Il faut qu'ils puissent tenir leurs promesses.

D'où la nécessité de compléter nos propositions et, pour les gouvernements, d'aborder les problèmes dont ils ont parfaitement conscience mais qu'ils n'ont pas osé traiter jusqu'à maintenant. Rappelez-vous 1981. Au premier conseil européen où va François Mitterrand il propose la création d'un espace social. Stupéfaction chez certains autour de la table, embarras devant une telle impudence chez d'autres, et on a cru que l'affaire pourrait être mise de côté. En fait, elle n'aurait pas dû l'être. Nous y revenons.

« Mais on ne sait toujours pas aujourd'hui ce que pourrait être pratiquement l'espace social euro-

péen. C'est une formule magique qu'on ressort sans la préciser.

« C'est une idée forte dont on ne connaît pas le contour. Quand nous avons dit grand marché, il y a quatre ans, nous ne savions pas exactement ce que cela voulait dire. Alors à fortiori dans les domaines qui n'ont pas encore été soigneusement étudiés.

« L'espace social, cela veut dire quoi ? Je crois qu'Edmond Maire, dans une interview qu'il a donnée au Monde, l'avait assez bien dit : il nous faut un socle commun de protection sociale et une déclaration des droits des travailleurs par rapport à leurs entreprises. Socle commun de protection sociale, on peut l'imaginer. Ce n'est cependant pas évident, compte tenu des divergences à peine croyables qui existent actuellement en Europe. Mais peut-il y avoir harmonisation des charges sociales des entreprises s'il n'y a pas harmonisation des charges sociales ? Et comment avoir une harmonisation des charges sociales sans avoir des politiques sociales communes ?

« Vous demandez donc aux pays du Sud d'abandonner leur avantage fondamental dans la concurrence ?

« C'est là un point important. Edmond Maire pose un problème encore beaucoup plus difficile : qui va parler au nom du monde des travailleurs au niveau européen ? Dans nos pays, ce sont les fédérations syndicales. Comment imaginer qu'elles parviennent à conjuguer leurs actions au niveau des Douze ? Je n'arrive pas pour le moment à trouver une réponse. La mentalité du travailleur par rapport aux syndicats est tellement différente d'un pays à l'autre.

« Venons-en à la disparité des charges sociales. On pourrait discuter pour savoir si le coût de la main-d'œuvre reste un élément déterminant dans l'implantation industrielle. Avec la mécanisation, la robotisation, l'informatisation, l'investissement fixe est devenu beaucoup plus lourd dans le coût de production que la main-d'œuvre. D'autre part, le grand marché à sa logique. Elle choque quand on l'exprime. Mais si les travailleurs, les marchands, les capitaux circulent librement sans aucune contrainte, il est évident qu'une partie de la population qui vit dans des régions où les charges sociales sont basses et où par conséquent la protection sociale est mauvaise se déplacera.

Une phase d'unification

« N'est-ce pas dans les milieux syndicaux qu'on trouve le plus de réticences à l'égard de la construction européenne ?

« C'est vrai. Il y a un réflexe de conservatisme, au sens propre du terme, qui est choquant et que la nature des choses va briser. Mais pour que cela soit brisé dans des conditions acceptables, il faut que la puissance publique prenne ses responsabilités et assure à ses ouvriers, à ses travailleurs, à ses jeunes cadres leur possibilité d'expression en face de l'Europe du capital, de l'Europe du management. Mais dans cette phase d'unification de l'Europe, j'estime qu'il existe un élément de stimulation qu'il ne faut en aucun cas négliger : c'est la présence de l'Europe par rapport à l'extérieur.

« La construction européenne, qui est nécessaire pour permettre le grand marché, donne un avantage en face du reste du monde. Une Europe capable de parler d'une voix est un partenaire irremplaçable pour les pays, pour les régions du tiers-monde qui veulent avoir une politique vraiment non

alignée. C'est un élément irremplaçable puisque nous ne sommes pas l'un des Deux Grands, tout en ayant d'une certaine manière une dimension qui impressionne. Je trouve que ces éléments-là ne sont pas suffisamment mis en évidence à l'heure actuelle. Je suis très frappé par exemple de constater que, selon toute vraisemblance, la prochaine Commission ne comptera que des commissaires ayant eu des responsabilités, souvent éminentes, à l'intérieur et ne comportera probablement plus aucun commissaire qui ait la moindre ouverture sur l'extérieur.

« Et vous ?

« Je viens de vous dire cela, ce qui prouve que moi je tends à croire les rumeurs qui courent sur le fait que je serai écarté de la Commission.

Rêve d'un cancheur de l'autre

« Vous croyez que, du point de vue coopération politique, des progrès importants ont été faits ces dernières années ?

« C'est incontestable. Les déclarations de la coopération politique qui se sont multipliées sont



maintenant lues à l'extérieur. Elles ne l'étaient guère autrefois. Cela dit, on peut se demander si l'intervention de l'Europe sous la forme exclusive de déclarations, ne crée pas une frustration. Personnellement, j'espère beaucoup que nous irons plus loin. L'Europe dont je rêve — Mme Thatcher aussi en rêve puisqu'elle dit que c'est un cancheur — doit être capable de parvenir à des analyses communes sur tous les sujets de politique étrangère. J'ai bien dit analyses, je n'en tire pas la conclusion que nous allons parvenir à une politique étrangère commune. Il y aura des secteurs, des sujets où nous y parviendrons et d'autres non.

« En coopération politique, il n'est pas nécessaire d'avoir l'unanimité dans l'action.

« Prenez le secteur de la Méditerranée : du côté de la Communauté, certains sujets doivent être traités par les Douze : l'accès à notre marché, la coopération industrielle, les relations financières, etc., mais d'autres seront par nature traités par les Méditerranéens : la lutte contre la pollution, la protection de la pêche, le développement du transport maritime, peut-être même des éléments de sécurité militaire.

« Peut-être faudra-t-il pour le principe ajouter un pays de Méditerranée orientale pour bien marquer que l'on ne coupe pas la Méditerranée en deux, mettre un pays non méditerranéen de la Communauté pour bien montrer que nous ne cherchons pas à diviser la Communauté.

« Mais l'idée qu'il y ait en Méditerranée occidentale une coopération politique entre les rivaux me paraît une idée forte. C'est dire si la coopération politique a encore des progrès à faire. Actuellement, elle est entièrement gérée par les diplomates ; leur style est un style déclaratoire, ce n'est pas un style d'action. Il faudra arriver à faire le pont, et ce n'est pas facile, car les structures de la Communauté sont des structures d'action qui ont beaucoup de mal à prendre en compte la dimension politique.

Le cas Arafat

« Vous pensez toujours que la Méditerranée est un élément médiateur ?

« Je trouve que nos intérêts communs dépassent de très très loin nos divisions. Les pays du Proche-Orient sont divisés parce que l'on n'arrive pas à définir l'avenir du peuple palestinien dans des termes convenables pour ce peuple ; du coup cela nous sépare, nous Européens, d'une partie des Arabes et parfois même d'Israël.

Mais supposez — et je crois que nous approchons de cette période — qu'une négociation sous une forme ou sous une autre s'engage entre les parties concernées : il apparaît très vite qu'un élément important de la négociation sera de définir la coopération entre les voisins. Coopération en termes institutionnels : ce sera vraisemblablement une confédération Jordanie-Palestine, Coopération en termes économiques : Israël a besoin de la main-d'œuvre palestinienne et d'un libre accès à tout ce qui est à son arrière-plan géographique. Les Palestiniens ont besoin de travailler avec Israël. C'est vrai de la Jordanie. L'idée qu'un marché commun prévienne dans cette partie du monde peut paraître provocante, elle me paraît cependant inscrite dans l'Histoire. Lorsque la division commence à disparaître, l'unification a des chances.

« Vous avez parlé de tout cela avec Arafat à Strasbourg ?

« Bien entendu et pas seulement à Strasbourg. Mais prenons cette idée autrement : pour moi la négociation porte sur territoires contre paix, donc sécurité, et coopération. Et chacun de ces termes est complémentaire des autres.

« Arafat, à votre avis, a-t-il aujourd'hui la volonté et les moyens politiques de sortir de cette espèce de brume dans laquelle il se maintient à cause de la division des différents groupes palestiniens ?

« La volonté politique, il l'a certainement depuis longtemps. Il s'est habitué à cette brume, et le passage au grand jour doit l'inquiéter par moments. Mais des évolutions vont commander. Je voudrais en souligner deux : le roi de Jordanie déclare : « Je n'ai plus de responsabilités vis-à-vis des Palestiniens », donc Arafat est bien obligé d'assumer toutes les responsabilités. Il ne peut plus se cantonner dans des déclarations parfois contradictoires. Plus on approchera d'une négociation, plus ce sera vrai. Deuxième élément qui transforme la situation : l'intifada, la « révolte » des Palestiniens.

« Je ne rencontre plus d'Israéliens qui refusent de reconnaître que le peuple palestinien n'accepte pas l'occupation. Et cela pourra durer dix ans, vingt ans, cinquante ans de plus, ils n'accepteront pas. S'ils n'acceptent pas l'occupation, il faudra bien qu'on leur trouve une terre qui ne soit pas occupée. Même Ariel Sharon reconnaît cela.

Les difficultés gigantesques de Gorbatchev

« La grande Europe dont vous parlez tout à l'heure doit-elle comprendre les pays de l'Est ou englober aussi l'Union soviétique ?

« Je ne sais pas, j'hésite à répondre.

« Plusieurs personnalités ont parlé d'un plan Marshall pour l'Europe orientale, mais s'agit-il par là de réaffirmer la nature européenne des pays de l'Est, ou faut-il aussi que l'Europe s'ouvre la Russie ?

« Pour poser la question en termes assez carrés, il faudrait être sûr que notre Communauté aura pris sa pleine dimension. Cela nous permettrait alors d'aller beaucoup plus loin dans nos offres à l'Europe de l'Est, et peut-être à l'Union soviétique. Cela nous permettrait aussi d'être plus crédibles dans les garanties que nous serions amenés à donner quant à notre indépendance par rapport aux États-Unis. Une Europe complètement dépendante des États-Unis, telle que l'ont vue les dirigeants soviétiques pendant des années, devait être soigneusement bloquée dans toutes ses tentatives de contact avec

l'Europe de l'Est. Elle devait être bloquée et être divisée. Je suis persuadé que cela a été une raison majeure de la non-reconnaissance par Moscou de l'existence de la Communauté.

« Quelle analyse faites-vous sur la position de Gorbatchev ?

« Je reste convaincu que Gorbatchev peut être un très grand tsar. Il a une fierté russe, soviétique, qui fait qu'il est scandalisé que le potentiel de son pays ne soit pas pleinement utilisé. Que les capacités de son peuple aient été bornées, au sens propre du terme, par une structuration politique sclérosante et par une incapacité de pénétrer dans une économie moderne. Cela fait que je le crois tout à fait sincère dans les efforts qui ont été faits pour assurer la détente, une économie de moyens, un temps de paix. Je le crois aussi parfaitement sincère lorsqu'il affirme vouloir redonner aux entreprises leur autonomie, au marché une certaine liberté. Mais d'après tout ce que l'on me dit, il reste très convaincu de la valeur de l'idéologie dans laquelle il a été élevé et à quelques nuances près, des structures qui ont été créées par cette idéologie.

« Il y a là pour moi une difficulté gigantesque. Comment passer-on à une économie de marché, alors qu'on a une personne pour le faire, personne qui sache ce que veulent dire les mots que l'on prononce et alors que les structures de l'économie d'État sont maintenues ? Par où commence-t-on ? Comment évite-t-on que tout ne se bloque pendant qu'on commence ? Comment évite-t-on que des réactions n'apparaissent dans l'opinion quand certains des droits considérés comme fondamentaux par les Soviétiques vont être mis en cause : le droit au travail, le droit au logement ? Surtout qu'on remarque beaucoup plus les droits que l'on perd que ceux que l'on gagne. Par conséquent, je ne sais absolument pas comment Gorbatchev va aller plus loin.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et PHILIPPE LEMAÎTRE.

Les instants les plus corail ne sont pas les plus chers

PAPEETE

ALLER RETOUR
DÉPART DE PARIS
À PARTIR DE

6 800 F

40 RUE SAINT-SEVERIN
9273 1064 MINUTE 3615+MF

NOUVELLES
FRONTIÈRES

EN BREF

« Un retour « symbolique » du lieutenant-colonel Mafart sur l'atoll de Hao est jugé « inacceptable » par la Nouvelle-Zélande. — Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Russell Marshall, a jugé, mardi 18 octobre, « inacceptable » un « retour symbolique pour une courte période » du lieutenant-colonel Alain Mafart sur l'atoll de Hao, dans le Pacifique sud. — (AFP.)

« M. Genscher à Paris le 21 octobre. — Les ministres des affaires étrangères français et ouest-allemands, MM. Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher, se rencontreront, le vendredi 21 octobre, à Paris, pour préparer le cinquième deuxième sommet franco-allemand qui doit se tenir les 3 et 4 novembre à Bonn.

L'inauguration à Paris d'une plaque commémorative

M. Michel Rocard a rendu hommage à l'œuvre de Jean Monnet

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a rendu hommage, lundi 17 octobre, à l'œuvre de Jean Monnet en soulignant son « actualité ». « Nos peuples expriment aujourd'hui visiblement une demande d'Europe, d'une Europe fondée sur la démocratie pluraliste, sur un haut niveau de développement, mais aussi sur un haut niveau de protection sociale », a déclaré le premier ministre. « Jean Monnet est l'un des premiers à avoir compris cette attente, et à avoir œuvré pour la traduire dans des réalisations concrètes », a-t-il ajouté.

M. Rocard inaugurerait une plaque commémorative dans l'immeuble (83, avenue Foch) où résida pen-

dant vingt ans le Comité d'action pour les États unis d'Europe, créé par Jean Monnet en 1955 et qui joua un rôle important dans la création du Marché commun européen.

Dans les semaines qui viennent, le mémoire de Jean Monnet sera également évoqué à Bruxelles, où un colloque sur « La méthode Monnet » doit avoir lieu le 10 novembre, et au Parlement européen de Strasbourg, qui lui consacra le 15 novembre une séance solennelle. Les manifestations pour le centenaire de la naissance de Jean Monnet culmineront avec le transfert de ses cendres au Panthéon, le 9 novembre prochain, en présence des plus hauts dirigeants de la CEE.

Nouveaux mouvements de grève dans les ambassades

De nouveaux mouvements de grève devaient affecter, les 18 et 19 octobre, de nombreux postes diplomatiques et services français à l'étranger. Dans un communiqué commun, « l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles » du Quai d'Orsay ont déclaré avoir « décidé d'un arrêt de travail concerté de quarante-huit heures de tous les personnels dans tous les postes à l'étranger ».

Ces organisations ont également appelé le personnel du ministère à Paris à « exprimer sa solidarité » avec les agents en poste à l'étranger, en se rassemblant pendant une heure mercredi dans la cour du ministère.

Le mouvement a été provoqué par la réduction des indemnités de résidence qui constituent une part importante des revenus des agents en poste à l'étranger.

Diplomatie

Le voyage du président israélien Haïm Herzog à Paris

M. Mitterrand plaide à nouveau pour une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient

M. François Mitterrand a une nouvelle fois exprimé, le lundi 17 octobre, à Paris, sa volonté de voir convoquée une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient « réunissant l'ensemble des parties prenantes de la région directement intéressées par ce débat ». Le chef de l'Etat français, qui prenait la parole à l'issue du dîner officiel offert à l'Elysée en l'honneur du président israélien Haïm Herzog, a souligné que, pour « préparer » une telle conférence, il souhaitait qu'une « mission préparatoire » soit confiée aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité. « Je continue à penser que c'est là que pourrait directement s'instaurer le dialogue à l'intérieur de cette conférence, avec la garantie des grandes puissances dont la caution peut être utile », a-t-il dit.

Apparaissant, le président avait réaffirmé le droit d'Israël « de vivre en paix, derrière des frontières sûres et reconnues » et celui des Palestiniens « de vivre dans une patrie sur une terre qu'ils estiment être la leur et d'y édifier les structures d'un Etat qui leur conviendrait ».

« La France n'acceptera jamais de contribuer à la mise en péril

d'Israël. Elle sera aux côtés d'Israël si cette sécurité était en danger (...), elle sera à ses côtés dans les Assemblées où elle siège, elle témoignera pour Israël », a-t-il souligné.

M. Mitterrand a fait valoir que, si les Palestiniens ne devaient pas « être interdits de patrie », ils devraient reconnaître le principe selon lequel « aucune paix ne sera possible si le projet palestinien suppose la disparition d'Israël, sa liquidation ».

« Si, finalement, les responsables palestiniens sont bien décidés à reconnaître cette existence, il serait peut-être plus sage qu'ils le disent. Mais c'est un jeu diplomatique. Qui parlera le premier ? »

Dans sa réponse, le président Herzog a fait valoir que les Israéliens « veulent la paix » et que son pays « n'a jamais cessé d'offrir la paix ». « Mais sa main est restée tendue en vain », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Les événements actuels dans les territoires ne peuvent déboucher sur rien. Pour les Palestiniens, c'est la conséquence de la tragédie que leur a imposée une classe dirigeante corrompue et divisée, qui a toujours prôné l'intransigeance. »

En visite en RDA

Le président du Congrès juif mondial a été reçu avec des égards particuliers par M. Honecker

BONN de notre correspondant

La République démocratique allemande a mis les petits plats dans les grands pour accueillir M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial. Le successeur de Nahum Goldmann à la tête de la principale organisation des juifs de la Diaspora a rencontré, lundi 17 octobre, à Berlin, le chef du parti et de l'Etat allemand, M. Erich Honecker, qui lui a remis le grand-croix de l'ordre du mérite. Le chef de l'Etat allemand a déclaré qu'il était très heureux de recevoir un représentant de la communauté juive, et qu'il était prêt à discuter avec lui toutes les questions de principe avec ses interlocuteurs.

Cette « visite officielle » témoigne du désir de la RDA de normaliser ses relations avec le judaïsme mondial des relations qui étaient au point mort depuis plusieurs décennies. On a pu constater ces derniers temps une certaine évolution de la position traditionnelle de l'Etat allemand sur la question des réparations aux victimes du nazisme. M. Erich Honecker a même laissé entendre

que son pays était disposé à mettre 100 millions de dollars à la disposition des survivants de l'Holocauste dans le besoin. Fort désireux de couronner sa carrière par une visite à la Maison Blanche, dernière étape d'une reconnaissance pleine et entière de la RDA par l'ensemble des nations, M. Honecker n'ignore pas que le prix idéologique qu'il doit payer pour cela est plus important que le coût financier. Reconnaître le principe de la responsabilité morale de la RDA pour les crimes du III^e Reich touche à l'un des piliers essentiels de la philosophie des dirigeants de Berlin-Est.

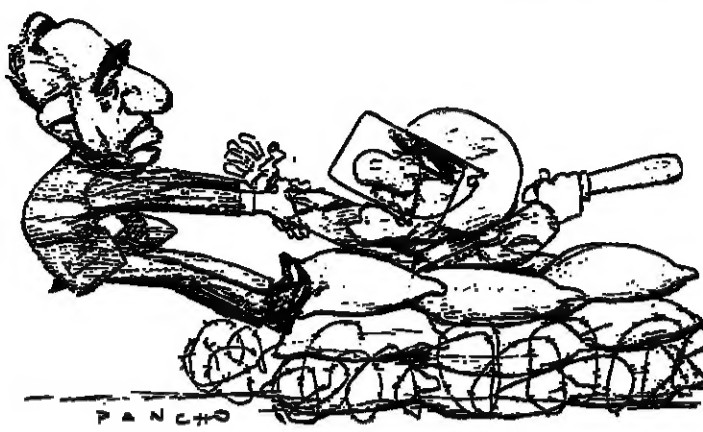
Autre point de friction : l'engagement « anti-sioniste » de la RDA, qui est traduit, dans la presse et dans les ouvrages de référence, par des formulations qui certaines n'ont pas à rapprocher des diatribes antisémites des publications nazies. Depuis quelque temps, en dépit de la tension dans les territoires occupés, la presse a mis un bâton à ces attaques et s'attache à rappeler par des séries historiques le rôle éminent joué par les juifs allemands dans la marche du pays vers la démocratie.

L. R.

Proche-Orient

ISRAËL : la campagne pour les élections du 1^{er} novembre

L'obsession de la sécurité



(Suite de la première page.)

Au sud, à la frontière égyptienne, Gaza n'est qu'une poche de 360 kilomètres carrés. Si ces chiffres donnent une idée des surfaces en question (de l'ordre d'une région française), ils rendent mal compte de leur imbrication. Dans son axe est-ouest, le profond d'Israël varie de 120 à 10 kilomètres, et c'est précisément là où cet espace est le plus restreint — le long de la bande côtière méditerranéenne, — que vit l'essentiel du pays : 70 % des Israéliens, 80 % des installations industrielles.

Les territoires ne sont jamais loin, rarement à plus de quelques minutes de voiture. Cette proximité physique compte. Le secrétaire d'Etat américain George Shultz, peut bien dire aux Israéliens qu'à l'âge des missiles le contrôle d'un territoire n'a plus grande signification militaire, il ne convainc pas forcément. On a beau lui répéter que la paix est une dynamique de la confiance, ou vice-versa, l'Israélien de Netanyahu regarde par sa fenêtre et ne voit rien, à l'est, qui ressemble au Sinai : ici, point de désert pour garantir la paix comme avec l'Egypte ; ici, on est toujours à portée de roquette.

Les arguments du Likoud

La droite nationaliste ne se prive pas de le rappeler. Regroupés au sein du Likoud, le parti du premier ministre, M. Itzhak Shamir, elle n'entend pas céder « un pouce » des territoires. Elle ne brandit plus la Bible comme titre de propriété — difficile de jouer de l'attachement séminal à l'endroit religieux pour Hébron ou Naplouse quand pas un seul des députés du Likoud n'habite la Cisjordanie. Mais elle s'en tient à des arguments politico-stratégiques.

Les Travaillistes envisagent des élections dans les territoires occupés

JÉRUSALEM de notre correspondant

Pour la première fois dans une campagne électorale sans relief, les travaillistes ont créé la surprise en proposant — s'ils revenaient au pouvoir le 1^{er} novembre — d'organiser des élections dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, « après une période de retour au calme de trois à six mois ». La proposition, accueillie avec réserve par les Palestiniens, est dans la logique de la démarche travailliste qui vise à négocier un compromis territorial en Cisjordanie et à Gaza avec une délégation jordanienne-palestinienn. Ces élections serviraient ainsi à désigner les représentants des territoires qui composeraient la partie palestinienne de cette délégation.

Si la Jordanie maintient sa volonté de rester en dehors de toute négociation sur l'avenir des terri-

toires, comme l'a annoncé cet été le roi Hussein, ces élus palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, ont expliqué au cours d'une conférence de presse, lundi 17 octobre, le chef du parti, M. Périès, et le ministre de la Défense, M. Rabin, pourront au moins négocier avec Israël un statut d'autonomie — « un arrangement intermédiaire » — pour les territoires.

Les dirigeants travaillistes ont insisté sur un point : sans la participation du gouvernement d'Amman, il ne saurait être question pour Israël et ces élus palestiniens de négocier un compromis territorial. Mais ils se disent confiants, et même « certains », que le roi Hussein de Jordanie, face à de telles propositions israéliennes, reviendra à la table de négociations pour engager des pourparlers selon le scénario déjà discuté avec M. Périès au printemps 1987.

AL. F.

trouver son expression à l'est du Jourdain, à Amman « capitale d'un Etat qui est déjà majoritairement palestinien ».

Conclusion : toute concession de la part d'Israël serait interprétée comme un signe de faiblesse et ouvrirait la porte à un nouveau conflit. Les adversaires politiques du Likoud sont traités de « Munichois », et, dans un féroce photomontage, le chef de la campagne des travaillistes, M. Ezer Weizman, est coiffé du kéffieh palestinien — façon de dire qu'il est un traître à sa patrie.

Il faut tenir, ne rien céder, être patient. La bataille des territoires est un conflit de volontés et, techniquement, une simple affaire de maintien de l'ordre, qui serait déjà réglée si on n'avait pas bridé l'armée, dit-on encore au Likoud. « L'intifada ? Donnez-moi quelques semaines, un mois », promet un des experts militaires de la droite, Yehoshua Saguy, ancien chef des renseignements de l'armée.

Le pari du Parti travailliste

Ce sont là fantasmes dangereux, réplique de chef travailliste, M. Shimon Périès, qui pose deux principes : « Nous ne pouvons continuer à dominer un autre peuple » et « Il n'y aura jamais de paix sans compromis territorial ». Toute la campagne des travaillistes est destinée à convaincre la fraction hésitante de l'électorat que l'on peut quitter les territoires tout en garantissant la sécurité du pays. La tâche en revient à un autre retraité de Tsahal, Yanoah Ben Gal, ancien général, qui passe pour avoir été un des plus brillants officiers de sa génération.

« Nous voulons une Cisjordanie démilitarisée, dit-il, nous voulons conserver le contrôle de nos espaces aériens, disposer de stations d'alerte électronique, d'une présence militaire sur le versant oriental de la ligne de crêtes qui domine le Jourdain, lequel, en tout état de cause, restera la frontière militaire ». A ces conditions, « on peut rendre 85 % de la Cisjordanie » — ses

régions les plus riches et les plus peuplées — et « 100 % de Gaza », conclut le général Ben Gal. La Cisjordanie pourrait être ainsi la partie démilitarisée d'une confédération jordanienne-palestinienn. M. Périès se dit convaincu que, face à pareille option, le roi Hussein de Jordanie se déclarerait à nouveau partie prenante à un règlement.

C'est là un pari. Mais les travaillistes avancent d'autres arguments. Au bout du programme avoué du Likoud, disent-ils, il y a l'annexion pure et simple des territoires, une mesure que les Etats arabes ne pourront pas politiquement tolérer et qui conduira inévitablement à la guerre. « C'est l'annexion et non pas le compromis territorial qui porte en germe un nouveau conflit : elle provoquera d'abord une rupture des relations diplomatiques avec l'Egypte, puis une crise entre Israël et ses alliés américains et européens, enfin la guerre avec les Etats arabes », prédit Lova Elavi, ancien secrétaire général du Parti travailliste et aujourd'hui l'un de ses porte-parole les plus écoutés.

L'annexion est la porte ouverte à un autre péril : la défaite démographique. Si les territoires restent dans l'ensemble israélien, assurent les travaillistes, Israël cessera vite d'être un Etat juif. Compte tenu du dynamisme démographique des Palestiniens, le pays ne comprendra plus que 54 % de juifs en l'an 2000 : la parité ne sera plus qu'une question d'années. Commentaire du ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin : « Ce sera l'Etat binationnel, et je n'en veux pas parce que je ne veux pas d'une « libanisation » d'Israël ».

Ce sont là projections défaitistes de sionistes démolisseurs, rétorquent les responsables du Likoud. Ils font valoir que depuis vingt ans, et grâce à plusieurs vagues d'immigration juive, les équilibres sont restés les mêmes : en 1967 dans le Grand Israël (territoire inclus), les juifs représentaient 63 % de la population ; aujourd'hui ce chiffre est de 62 %. Certes il y a bien, depuis six ou sept ans, des tendances défavorables mais on peut les combattre. Un des buts de l'immigration sioniste fustait l'immigration, et l'évolution de l'économie israélienne vers la haute technologie supprimera ces industries de main-d'œuvre qui emploient les Palestiniens des territoires, obligeant alors ceux-ci à émigrer ailleurs.

Intégrité territoriale remise en question par un éventuel retrait de Cisjordanie ou intégrité nationale menacée par le péril démographique ? La question ne résume pas le débat. La sécurité, c'est aussi l'intégrité morale, c'est-à-dire la préservation du caractère démocratique de l'Etat ; c'est lui qui scelle l'alliance stratégique d'Israël avec les Etats-Unis et cimente la cohésion intérieure du pays. Cette intégrité-là s'accommode mal de l'occupation.

ALAIN FRACHON.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

Sévère échec électoral pour le vice-chancelier Alois Mock

Le Parti libéral de M. Jörg Haider a obtenu un important succès dimanche 16 octobre aux élections de Basse-Autriche, la région la plus importante du pays après Vienne. Avec 9,4 % des voix, cette formation populiste, qui draine les voix de l'extrême droite et celles des mécontents, a réussi une nouvelle percée spectaculaire et entre au Parlement régional avec cinq sièges.

L'alliance nationale entre les deux grands partis socialistes et conservateurs, qui laisse peu de place à l'expression des mécontentements, explique en partie sans doute ce résultat, d'autant qu'ils sont tenus par la Constitution régionale de gouverner également ensemble en Basse-Autriche. Mais il s'agit surtout d'un grave revers pour le Parti conservateur qui perd la majorité absolue des voix dans ce fief traditionnel, qui est également celui de son président, le vice-chancelier Alois Mock.

Cet échec devrait relancer au sein du parti ÖVP les interrogations sur l'avenir de M. Mock, qui avait déjà été mis en difficulté ses derniers mois à cause de son soutien sans faille au président Waldheim.

Finlande

Légère progression des sociaux-démocrates aux élections municipales

Le Parti social-démocrate, membre de la coalition au pouvoir en Fin-

lande, et le principal parti d'opposition, le Centre, ont progressé lors des élections municipales qui se sont déroulées dimanche 16 et lundi 17 octobre.

Le Parti social-démocrate, premier parti du pays, au gouvernement depuis vingt ans, obtient 28,3 % des voix, soit un gain de 0,5 % par rapport aux dernières élections municipales de 1984 et de 1,1 % par rapport aux législatives de 1987. L'autre grand parti de la coalition gouvernementale, le Parti conservateur du premier ministre Harri Holkeri, dont le gain par les sondages, obtient 23 % des voix, un score identique à celui d'il y a quatre ans mais en baisse de 0,2 % par rapport aux législatives.

Dans l'opposition, les Verts et les communistes perdent du terrain. Les Verts, qui avaient rassemblé 4 % des suffrages lors des législatives, n'obtiennent que 2,4 % des voix. Avec 10,5 % des suffrages pour les eurocommunistes et 2,5 % pour les socialistes orthodoxes, les deux partis communistes sont en baisse. Le Centre est en légère progression, avec 21,2 %.

Après les dernières législatives, sociaux-démocrates et conservateurs avaient formé un gouvernement de coalition avec deux petites formations, le Parti suédois — représentant la minorité de langue suédoise — et le Parti rural, qui obtiennent respectivement 5,3 % et 3,6 %. — (AFP).

Haïti

Plusieurs militaires arrêtés après une tentative de putsch

Selon les révélations faites, lundi 17 octobre, par le gouvernement,

une tentative de coup d'Etat a été déjouée samedi à Port-au-Prince. L'échec de l'opération menée par plusieurs officiers et sous-officiers a entraîné l'arrestation d'un militaire proche de l'ancien président à vie Jean-Claude Duvalier, le colonel Samuel Jérôme, ainsi que d'un sergent de la garde présidentielle, Patrick Bauchard. Un major de l'armée, Pierre H. Chérubin, a également été exclu pour son implication et serait actuellement en fuite.

Par ailleurs, plusieurs milliers d'Haïtiens ont continué, lundi, de manifester leur soutien au Père Jean-Bertrand Aristide, le curé de la paroisse de Saint-Jean-Bosco, qui a reçu de ses supérieurs salesiens un ordre de mutation pour le Canada. Son départ, prévu lundi, a été retardé. — (AFP, Reuters).

● CAMBODGE : le débat à l'ONU. — La Vietnam a rejeté, le mardi 18 octobre, un projet de résolution sur le Cambodge présenté à l'ONU par la Thaïlande, soutenu par cinquante-deux pays (dont la France) et qui comporte une clause sur le non-retour à des politiques et des pratiques universellement condamnées. Ce texte, destiné à prévenir le retour des Khmers rouges au pouvoir, doit être soumis en novembre, à l'Assemblée générale de l'ONU. Il réclame également le retrait de « toutes les forces étrangères » (vietnamiennes) du Cambodge et la création d'une administration provisoire sous la direction du prince Sihanouk, lequel est repu, mardi, par M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. Selon Hanoi, le projet thaïlandais — que la Chine n'a pas contresigné — « continue de refléter le rôle de la confrontation ». Le siège du Cambodge à l'ONU est occupé par la résistance. Le projet thaïlandais devrait bénéficier d'une très forte majorité. — (AFP, UPI).

Après le refus de Téhéran d'accepter de nouveaux réfugiés

La Turquie continue d'héberger 43 000 Kurdes irakiens installés dans quatre camps

ANKARA de notre correspondant

Une véritable « soupe aux chèvres ». Le quotidien de gauche Cumhuriyet ne pas d'autres mots pour qualifier l'accumulation des bidons contradictoires des vrais et des faux partants pour l'Irak : 15 000 vendredi 14 octobre, il n'était plus officiellement, lundi 17 octobre, que 5 200, un chiffre avancé depuis déjà plus d'un mois. Alors que Téhéran s'est plaint toute la semaine dernière d'entrées massives et non préparées... Lundi, le porte-parole turco des affaires étrangères admettait, en plus des « 2 200 passés officiellement », le départ de 6 500 réfugiés, « avec l'autorisation des Iraniens », sans préciser la nature de cette « autorisation ».

Il semble que, soucieux de vider au plus vite les camps d'altitude menacés par le froid, les autorités aient voulu, la semaine dernière, accélérer le départ des réfugiés de retour de se rendre en Iran et dont beaucoup ont répondu à l'appel à rejoindre le camp de Zivah, en Iran, lundi vendredi par le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan irakien, M. Massoud Barzani. Téhéran, qui affirme avoir déjà accueilli 100 000 réfugiés kurdes depuis 1975, a multiplié les mises en garde contre des passages auxquels il

n'avait pas donné son accord. Selon les autorités turques, les conversations se poursuivent toutefois en ce qui concerne le passage des 4 000 réfugiés refoulés et qui ont, depuis, regagné leur camp.

Avec le raidissement iranien, la Turquie se retrouve donc avec 43 000 réfugiés dans quatre camps, au lieu des 25 000 dont elle prévoyait le maintien chez elle. Selon le « super-préfet » en charge des provinces du sud-est soumises à l'état d'urgence, après l'épuisement de toutes les possibilités de départ, « des dispositions seront prises pour les installer dans les régions chaudes ».

L'envoi de fonds et la fermeture de l'option iranienne pourraient contribuer à sortir de l'impasse le problème de l'aide internationale. Ces fonds existent : 500 000 dollars sont fournis par la CEE, 2 millions de couronnes danoises, bien d'autres offres — la France n'est pas mentionnée — et une dynamique qui ne demande qu'à s'engager pour peu que les canaux, les modalités et les objectifs de l'aide soient définis. Or cette exigence se heurte aux réticences d'Ankara. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères n'a pas d'objection à ce que la Croix-Rouge internationale « joue un rôle de transmission », mais à Genève on souligne que les mandats de la

Croix-Rouge lui demandent traditionnellement d'être beaucoup plus qu'une boîte postale.

Les armes chimiques

Par ailleurs, deux missions, l'une franco-belge, l'autre américaine, qui ont enquêté en Turquie parmi les réfugiés kurdes sur l'emploi par l'Irak d'armes chimiques, ont fait connaître les résultats de leurs travaux. Le docteur Bernard Benedetti, pour Médecins du Monde, et le docteur Yves Coyette, pour Médecins sans frontières, ont prélevé clandestinement vingt-deux échantillons d'urine et de sang sur des réfugiés désignés par les cadres des différents camps comme victimes des bombardements chimiques.

Ces échantillons, ainsi que des prélèvements effectués sur des animaux agonisants sur la route frontalière franchie par les réfugiés, ont été analysés à Bruxelles au laboratoire du professeur Hendricks, qui avait examiné les victimes des bombardements irakiens à l'arme chimique à Halabja en mars dernier. Les analyses sont toutes revenues négatives ; cette absence de preuve biologique, qui peut être imputable au trop long délai, « n'infirme pas la conviction », du docteur Benedetti, fondée « sur l'importance de ses observations cliniques », que de telles armes ont été utilisées. Par ailleurs, trois médecins américains, relevant dans les camps de Diyarbakir et Mardin la concordance des réponses faites par des réfugiés à un questionnaire en kurde, ainsi que la présence de « lésions dermatologiques et pulmonaires caractéristiques », ont également conclu à l'usage de ces armes.

MICHEL FARRÈRE.

(Publié)
UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE
APPRENEZ LE CHINOIS
EN CHINE
dans une grande université
Pékin, Shanghai, Canton...
PLACES LIMITEES
A partir de février 89, UN SEMESTRE 18.500 F. Logement compris.
CEPEB, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

هكذا من الأصل

Amériques

SALVADOR : attaques, attentats, sabotages

La guérilla multiplie les opérations sur l'ensemble du territoire

SAN-SALVADOR
De notre envoyé spécial

Le colonel Manríquez, chef des opérations de l'État-major, est furieux contre son collègue des relations publiques : une fois encore, la « commission de presse » des forces armées traîne les pieds pour délivrer les saufs-conduits autorisant les journalistes à se déplacer dans les zones de combat. La raison en est simple : les militaires ne veulent pas que les envoyés spéciaux et correspondants étrangers constatent l'implantation de la guérilla dans certaines régions et vérifient les brutalités exercées par l'armée parmi la population. Cette hostilité n'est pas nouvelle : plusieurs journalistes ont ici perdu la vie au début des années 80.

Certaines régions sont plus fermées que d'autres, selon l'intensité des combats en cours et la sévérité du colonel local. Le département du Chalatenango, dans le nord-est du pays, est le moins accessible : les postes de commandement de guérilla composant le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) se trouvent là, dans la montagne, près de la frontière avec le Honduras (les deux autres sont plus au sud, dans le département du Morazan).

Le principal base militaire du Chalatenango, à El Paraíso, a été attaquée à trois reprises par la guérilla au cours des dernières années. Le dernier affrontement remonte au 13 septembre ; il a fait seize morts dans les rangs de l'armée, selon le colonel Vargas. Mais celui-ci affirme : « L'opération menée contre El Paraíso a coûté cher à la guérilla, qui a laissé beaucoup de morts sur le terrain. Le FMLN cherche à créer un effet psychologique sur les masses et sur la scène internationale. C'est un coup de propagande qui ne traduit pas la réalité du rapport de forces. »

Mission impossible

Le colonel, comme ses collègues de l'État-major, estime que le FMLN a perdu la guerre sur le plan militaire en 1984. « Du coup, dit-il, la guérilla a adopté la stratégie de la guerre populaire prolongée, qui donne la priorité aux actions terroristes pour créer des conditions nécessaires à une insurrection populaire. »

En huit ans, le FMLN a porté des coups très sérieux à l'infrastructure du pays, dynamitant les ponts, les pylônes à haute tension, les centraux téléphoniques etc. ; 2 milliards de dollars de dégâts, soit l'équivalent de l'aide fournie par les États-Unis au cours de la même période. Le long de la route qui mène de San Salvador à Chalatenango, des dizaines de poteaux électriques sont sectionnés et réparés tant bien que mal. Dans le département de

Cabanas, où le FMLN multiplie ses opérations depuis peu, les ouvriers installent des poteaux en ciment qui résisteront peut-être un peu mieux aux explosifs. Les États-Unis financent, et les entrepreneurs salvadoriens font fortune.

Le colonel Vargas reconnaît que la mission est presque impossible pour l'armée, dont les effectifs ont pourtant quadruplé en huit ans pour atteindre à présent cinquante-deux mille hommes. « Le Salvador, dit-il, a beau être le plus petit pays d'Amérique centrale, ce n'est pas facile de surveiller 21 000 kilomètres

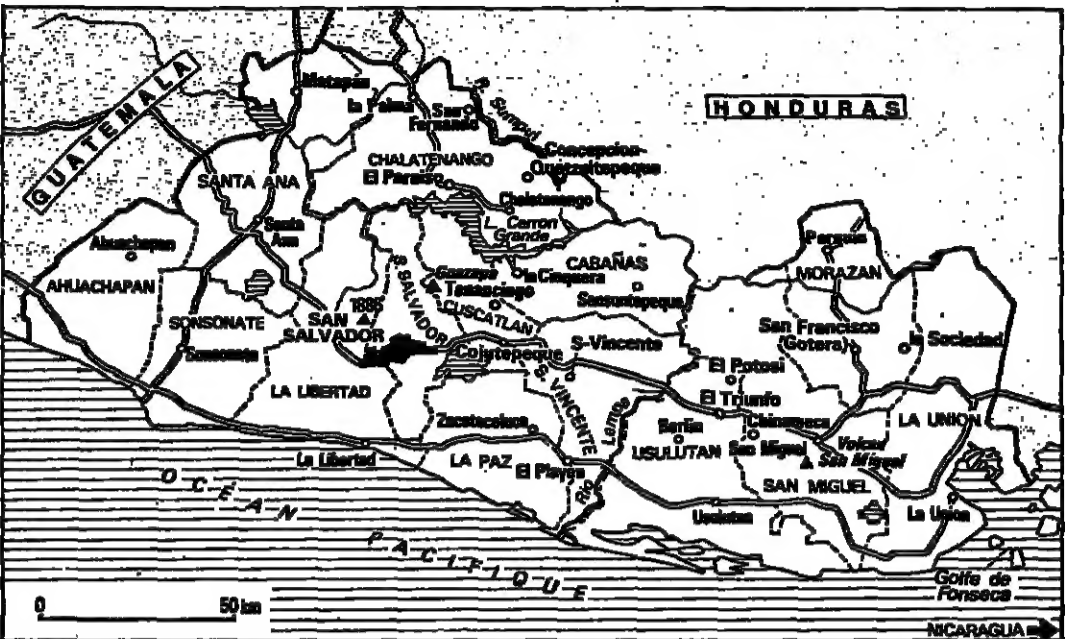
opérations de ratissage, nous ne voyons que des pauvres paysans ; mais beaucoup d'entre eux sont au service de la guérilla. C'est difficile d'obtenir des résultats ; mais nous avons trouvé d'importantes caches de munitions et de détonateurs. »

L'impasse

La guérilla est loin d'être battue, contrairement à ce qu'affirment les officiers de l'État-major. Ses effectifs ont certes été réduits de moitié par rapport à 1981 (de douze mille à six mille hommes), mais ce sont

certaines unités du FMLN qui se reconstruisent ; le vice-président du Front démocratique révolutionnaire (FDR), M. Ruben Zamora, estime ainsi que « les assassinats de maires et l'utilisation de mines constituent des erreurs politiques ». La population, ajoute-t-il, « risque de ne plus vouloir participer et de se convaincre qu'il s'agit seulement d'une guerre entre le FMLN et l'armée ».

Le recteur de l'université jésuite de San Salvador, le Père Ignacio Ellacuría, qui exerce une forte influence intellectuelle sur la classe politique et les commandants de la



tres carrés, quatre mille pylônes à haute tension, six centrales électriques, trois barrages hydroélectriques et une multitude d'objets économiques dans les villes. »

Comme pour lui donner raison, un groupe d'une cinquantaine de guérilleros a attaqué, le 3 octobre, une banque située dans une région très peu touchée par les combats, dans le département de Ahuachapán (à l'ouest du pays, près de la frontière avec le Guatemala) : le FMLN veut ainsi montrer qu'il peut frapper partout sur le territoire national. « 7 compris dans la capitale, où les sabotages sont devenus quotidiens. » La guérilla, déclare le colonel Vargas, dispose de « places de sécurité » dans les banlieues populaires de San Salvador. Elle a également des bases mobiles sur les flancs du volcan qui domine la capitale, à quelques kilomètres du centre ville.

Le volcan San Salvador (près de 2 000 mètres d'altitude), c'est le domaine du colonel Juan Orlando Zepeda, qui dirige la première brigade d'infanterie. « Depuis 1983, dit-il, le FMLN dispose sur le volcan de milices qui sont des forces d'appui pour les commandos urbains. Quand nous faisons des

les mieux entraînés et les plus convaincus qui sont restés. De plus, le FMLN compte sur un réseau logistique de plusieurs milliers de personnes (courriers, informateurs, etc.). La recrudescence des combats, en septembre, et les lourdes pertes infligées à l'armée prouvent que la guérilla a su modifier sa stratégie pour pallier la baisse des effectifs : « Les subversifs se déplacent désormais en groupes de cinq ou six et rassemblent plusieurs unités avant de déclencher une opération, affirme le colonel Zepeda. Nous avons dû nous adapter à cette nouvelle situation en réduisant la taille de nos bataillons de sept cents hommes à trois cents. Le plus dur, c'est de trouver des guérilleros. »

Le FMLN, reconnaissent certains experts militaires américains, peut maintenant « indéfiniment » sa stratégie de guerre populaire prolongée et détruire l'infrastructure du pays ; mais il n'est pas en mesure de gagner la guerre. C'est donc l'impasse tant qu'une des deux parties ne pourra réussir à transformer un avantage militaire en victoire politique.

Il ne fait aucun doute que la guérilla dispose encore d'un capital de sympathie auprès de la population ;

guérilla, estime que le FMLN se trompe dans son analyse politique. Il l'a dit récemment à l'un de ses dirigeants, le commandant Joaquín Villalobos, qu'il a rencontré à Managua. « Je ne partage pas l'optimisme de Villalobos, nous dit le Père Ellacuría. L'insurrection populaire n'est plus d'actualité au Salvador. Il faut la remplacer par une lutte sur le terrain politique et social. »

Le fait que Villalobos soit sorti, pour la première fois en quatre ans, des montagnes salvadoriennes pour se rendre au Nicaragua et à Cuba, confirme que des changements de stratégie font l'objet de discussions entre le FMLN et ses deux principaux alliés. La rencontre, prévue pour la fin du mois au Costa Rica entre les cinq commandants du FMLN avec le président Arias pourrait être un pas de plus dans la recherche d'une solution politique au Salvador. Cela n'empêche pas le colonel Vargas de maintenir la position traditionnelle de l'armée salvadorienne : « Nous n'avons, dit-il, qu'une seule chose à négocier avec la guérilla : elle doit déposer les armes. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

CUBA

Rafle contre les spéculateurs

Les autorités cubaines ont mené samedi 15 octobre une vaste opération policière, dans la capitale, contre des spéculateurs sur des produits de première nécessité. Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées. Dans l'île, la distribution est entièrement publique ; elle est organisée selon un système de rationnement fondé sur la « libreta » — un carnet sur lequel est annotée chaque mois la délivrance d'un minimum de produits de base à des prix subventionnés.

Les Cubains peuvent en outre se procurer des denrées et marchandises dites « libres », suivant les arrivages, à des prix nettement plus élevés. L'opération policière du 15 visait les acheteurs de grandes quantités de produits, destinées à une revente au marché noir, ainsi que des personnes « vendant » une bonne place retenue dans la file d'attente. La spéculation a augmenté à la mesure de la pénurie et de l'allongement des queues devant les magasins.

Les correspondants étrangers dans l'île ont d'autre part reçu, ces derniers jours, la visite de représentants de groupes opposés ou simplement « parallèles » au régime. Ceux-ci ont déclaré vouloir mettre ainsi à profit une « complexité » toute nouvelle du régime, illustrée par la visite en septembre dans l'île d'une délégation des Nations unies enquêtant sur les droits de l'homme. Trois

groupes se sont montrés à visage découvert à Cuba aux approches du trentième anniversaire de la révolution : le Parti pour les droits de l'homme, le Groupe pour l'art libre et un mouvement dénommé Argos. Deux organisations plus anciennes avaient eu maille à partir avec les autorités : le Comité pour les droits de l'homme, du dissident Ricardo Bofill, récemment émigré en RFA, et la Commission de réconciliation nationale, de M. Elizardo Sanchez Santa Cruz.

Mais le paysage de la dissidence comprend désormais de nombreuses associations et groupes, dont l'importance est cependant difficile à évaluer. Junte d'auto-défense des religieux persécutés, Étoile solitaire (des franc-maçons), Les amis de la perestroïka et de la glasnost, etc. Ces mouvements tentent de se fédérer en utilisant au mieux la constitution ; mais Fidel Castro a rappelé le 26 juillet que « Cuba n'a besoin que d'un seul parti ».

Enfin, le chef d'État a décoré, le 14 octobre, M. Carlos Medina, le diplomate qui avait été expulsé en septembre de Grande-Bretagne pour avoir ouvert la feu sur un ancien agent des services secrets de son pays, M. Florentino Azpillaga, passé à l'Ouest en 1987. L'ambassadeur de La Havane à Londres avait également été expulsé après cet incident. (AFP, Reuters.)

Asie

CHINE : entre Pékin et Taïpeh

Les « primes à la trahison » passent de mode

PÉKIN
de notre correspondant

Trois cents kilos d'or pour 6,5 tonnes de famille volant plus vite que le son... Il faudra désormais qu'un pilote du continent communiste chinois apporte à Taïwan du matériel réellement moderne pour recevoir cette récompense en prix de sa défection vers l'île nationaliste. Les autres « primes à la trahison » ont été radicalement réduites — entre 40 % et 80 % de leur montant initial — à la mi-septembre par les autorités militaires de Taïpeh.

Officiellement, cette mesure vise à calmer les critiques de l'opinion publique de Taïwan, qui considère pour une bonne part le système des récompenses en vigueur depuis quarante ans comme un gaspillage anachronique. La geste prend une tournure tout autre quand on sait que,

trois jours auparavant, Pékin avait annoncé la suppression pure et simple des primes à la défection pour les pilotes de la chasse nationaliste passant sur le continent.

Deux pilotes de l'armée communiste ont franchi ainsi le Rubicon depuis 1949 pour passer du côté nationaliste — la moitié d'entre eux via la Corée du Sud. Dans l'autre sens, le trafic fut moins intense, mais Pékin n'a jamais renoncé à sa décision, que les deux derniers cas en date, en 1981 et 1983. Ce sont là des gestes symboliques, mais, parmi les innombrables signes montrant que le rapprochement politique des deux camps chinois est bel et bien engagé, c'est pour eux une façon de reconnaître que l'État de guerre prévalant dans le détroit de Taïwan est, pour ainsi dire, révoqué.

F. D.

● CORÉE DU SUD : le président Roh Tae Woo à l'ONU. — Le président sud-coréen Roh Tae Woo est arrivé lundi soir à New-York. Il devait prendre la parole mardi à la tribune des Nations unies, où il devait faire de nouvelles propositions pour faciliter la réconciliation entre les deux Corées. Jamais un chef de

l'État sud-coréen ne s'était adressé à l'Assemblée générale de l'ONU, où Séoul, comme Pyongyang, n'occupe qu'un siège d'observateur. M. Roh sera reçu jeudi par le président Reagan. À cette occasion, les États-Unis pourraient annoncer un assouplissement de leur politique à l'égard de la Corée du Nord. — (AFP.)

IMMOBILIER C'EST AUSSI UNE QUESTION DE FINANCEMENT.



Acheter, vendre, louer, expertiser, gérer, c'est l'affaire des professionnels de l'immobilier. Mais l'immobilier, c'est aussi une question de financement. Alors faites appel à l'un des 6 000 professionnels de la FNAIM. La FNAIM, avec l'appui de 4 grandes banques spécialisées, LA HENIN, SOFAL, SOVAC, LUCB, vous

offre un service complet dans tous les domaines de l'immobilier, et des conditions de financement privilégiées. Prêts, conseils personnalisés, la FNAIM et ses partenaires financiers sauront trouver la solution la mieux adaptée à votre projet.

6 000 PROFESSIONNELS DANS TOUTE LA FRANCE.

La meilleure vue sur l'immobilier.
RENSEIGNEMENTS ACHAT - VENTE - LOCATION
MINITEL 36.15 CODE FNAIM

Politique

La discussion budgétaire s'ouvre à l'Assemblée nationale

Le premier ministre craint une conjonction des oppositions

Les députés devraient entamer, mardi 18 octobre, le marathon budgétaire. Après la discussion générale, mardi et mercredi, ils aborderont la première partie de la loi de finances (recettes) avant d'examiner, la semaine prochaine, la discussion des dépenses, ministère par ministère. Le budget 1989, en déficit de 104 milliards de francs, caractérisé par une poursuite de la politique des allègements fiscaux pour les ménages et les entreprises, enregistre une augmentation des dépenses publiques de + 4,7 %.

Devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, le 21 septembre, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, avait insisté sur le triple objectif d'efficacité, d'équilibre et de justice sociale dont ce projet de loi de finances était, selon lui, la traduction.

M. Edouard Balladur avait alors

conjointement exceptionnellement favorable en cet automne 1988 offert des marges d'action considérables (inconnues depuis de nombreuses années) aux auteurs du budget : au lieu de poursuivre l'assainissement des finances publiques entamé en 1986, le gouvernement a préféré céder à la facilité, estime M. Balladur. M. Edmond Alphandéry (UDC) a expliqué, quant à lui, dimanche que ce budget était « un budget peinant au moment où il faudrait un budget de combat pour le pouvoir d'achat et pour l'emploi ». De son côté, M. Michel d'Ornano (UDF) affirme dans un entretien au *Figaro*, que « les vieux démons socialistes se réveillent : le gouvernement s'engage à nouveau sur la voie de la dépense au lieu de faire porter l'effort sur une réduction supplémentaire des charges des familles et des entreprises et sur la préparation de notre entrée dans l'espace unique européen en 1993 ».

« Si le budget actuel n'est pas modifié, nous ne pourrions le voter », affirme M. André Lajoinie dans un entretien à l'ACP. Le président du groupe communiste souhaite notamment que le budget 1989 soit revu et corrigé pour répondre à la vague de mécontentement social

qui se fait jour. Les députés communistes devraient repousser les budgets de plusieurs ministères : celui des anciens combattants (trop réduit à leurs yeux), celui de la défense (ils n'ont pas voté la loi de programmation militaire), celui de l'éducation nationale. « L'opposition du PC ne peut être confondue avec celle des députés de droite », explique à l'avance M. Lajoinie. En revanche, les communistes ont voté l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), bien qu'ils auraient souhaité voir son rendement multiplié par cinq (20 milliards de francs).

La discussion de l'article 18 du projet de loi de finances, qui reprend intégralement l'ISF, devrait donner lieu à d'après discussions avec l'opposition de droite. Le gouvernement pourrait faire, en séance publique, d'ultimes concessions (par exemple remonter le seuil d'application de l'ISF de 4 millions à 4,5 millions de francs) pour tenter d'obtenir une attitude conciliante de l'UDC. Dans l'hypothèse d'une conjonction des oppositions, le premier ministre M. Michel Rocard devra recourir pour la première fois à l'arme du 49-3 (engagement de responsabilité) pour faire passer sa loi de finances.

PIERRE SERVENT.

La préparation des élections municipales

Les rocardiens soupçonnent M. Mauroy de manquer de fermeté face au PCF

Le Parti socialiste a, enfin, de quoi s'occuper. Il se lance dans la campagne pour le « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie (1). Il prépare les élections municipales : M. Pierre Mauroy a écrit à M. Georges Marchais, M. Marcel Debarge va rencontrer M. Paul Laurent. Comme au bon vieux temps, ce qui n'est pas du goût de tout le monde.

Si le projet de texte soumis par M. Mauroy au bureau exécutif en vue de la convention nationale du 13 novembre ne soulève pas d'objection lorsqu'il affirme que « toutes les composantes de la majorité présidentielle doivent être représentées au sein (des) listes (du) PS » (le Monde du 14 octobre), la mise en pratique de ce principe inspire une certaine inquiétude. Après l'expérience des élections cantonales, les rocardiens s'interrogent sur le réalisme du premier secrétaire, dès lors qu'il s'oblige à ranger dans la majorité présidentielle un Parti communiste qui ne veut pas en entendre parler, et qu'il se fixe pour objectif un accord national dont le PCF a explicitement écarté l'idée en dénonçant ce que M. André Lajoinie a appelé un « faux municipal ».

« La stratégie du PC ne va pas dans le sens d'un accord national », observe M. Alain Richard, porte-parole du courant rocardien et membre adjoint du secrétariat national, chargé des élections. La perspective d'une pure et simple reconduction de l'union de la gauche municipale, avec un PS qui se montrerait, une fois de plus, « unitaire pour deux », paraît, dans ces conditions, hors de saison. Si les rocardiens approuvent l'ouverture de discussions au niveau national, afin d'empêcher les communistes de mettre en œuvre, localement, des tactiques différentes dont les socialistes seraient dupes globales, ils redoutent que la recherche systématique d'un accord national ne conduise le PS à donner des gages de bonne volonté sans réciprocity. « Un accord national ne peut pas ne pas comporter un volet de politique générale », estime M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national. « Je ne vois pas très bien, ajoute-t-il, les communistes l'accepter... »

Dans le triptyque de M. Mauroy — renforcement du PS, rassemblement de la gauche, élargissement — le premier point fait, naturellement, l'unanimité, mais les deux autres suscitent un problème de priorité, sachant que, par rassemblement de la gauche, on n'entend rien d'autre, en fait, que l'union PS-PCF. Celle-ci est, pour M. Louis Mermaz, la « base historique » de la majorité réunie par M. François Mitterrand le 8 mai dernier. C'est en outre, rappelle le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, l'axe stratégique auquel le président de la République s'est toujours tenu. Ceux qui appellent le chef de l'Etat pourraient-ils s'écarter de cet axe, alors que l'unique espoir du PCF est, comme toujours, de voir les socialistes se tourner enfin vers des alliances à droite et lui abandonner, à gauche, l'espace qui fut jadis le sien ?

Le débat a un aspect tactique. Refusant de considérer comme imparable la « dissuasion du faible au fort » expérimentée par les communistes aux élections législatives, puis cantonales, les rocardiens souhaitent que le PS se garde de toute naïveté et se prépare à riposter en présentant ses propres listes dans certaines villes dirigées par le PCF et en envisageant le maintien de ces listes au second tour si son « allié »,

de son côté, tentait de lui faire perdre certaines mairies ou de l'empêcher d'en gagner de nouvelles sur la droite. Ils estiment nécessaire, en revanche, de réaffirmer l'ardeur des socialistes dans des départements comme les Côtes-du-Nord ou le Morbihan, où la tentative de disputer au PCF les municipalités de moindre importance qu'il détient encore risquerait de le libérer de toute obligation envers le PS.

Cette préoccupation tactique réveille, dans la perspective de l'après-Mitterrand, une divergence stratégique traditionnelle. Historiquement, l'union de la gauche n'a pas la même signification pour le chef de l'Etat et pour le premier ministre. Cette différence, mise en sommeil entre les deux hommes, se réveille chez leurs partisans. On l'on voit poindre, sous une nouvelle forme, le différend sur l'ouverture, différend d'ailleurs biaisé puisque M. Michel Rocard peut faire valoir qu'il n'est pas l'auteur du slogan « La France unie ». Aussi les rocardiens apprécieraient-ils que M. Mitterrand donnât une indication quant à ce qu'il attend des socialistes pour les élections municipales, afin de libérer le premier ministre de cette charge et de permettre aux uns et aux autres d'œuvrer dans un cadre commun, débarrassé de toute hypothèque stratégique.

Les difficultés de l'axe majoritaire

Enfin, comme de juste, la mise en cause de la façon dont s'y prend M. Mauroy est liée aux rivalités internes au sein du PS. En s'en prenant au premier secrétaire, qui serait inspiré par une vision périmée des rapports entre le PS et le PCF et par des préoccupations régionales, les rocardiens entretiennent le doute sur la capacité de l'axe majoritaire à mitterrandisme-mauroyisme, à assumer efficacement la direction du parti. Aussi la riposte ne se fait-elle pas attendre du côté le plus engagé dans cette gestion : les amis de M. Lionel Jospin ironisent sur l'agitation et les rodomontades des rocardiens. Ils évoquent la proposition qu'aurait faite M. Richard — et que celui-ci dément — de modifier la loi électorale municipale, sinon dans le sens souhaité par M. Raymond Barre (suppression de la possibilité de fusion des listes entre les deux tours), du moins dans celui d'un relèvement du seuil de 10 % des suffrages exprimés nécessaire, au premier tour, pour qu'une liste puisse se maintenir au second. Pourrait-on offrir un meilleur argument aux communistes et à la droite pour accuser les socialistes de tricherie ?

Les rocardiens, encouragés par leur chef de file à affirmer au sein du PS — c'est le moment où jamais — ne manquent pas une occasion de relever les difficultés qui apparaissent. M. Mauroy, selon M. Laurent Fabius, le remplacement de premiers secrétaires fédéraux élus députés et qui, au terme des statuts du parti, doivent abandonner leur responsabilité dans l'appareil, pose

parfois des problèmes délicats au sein du courant A-B (mitterrandomauroyiste). Ainsi, les fabiusiens ont-ils dû accepter, en Seine-Saint-Denis, un premier secrétaire, M. Gilbert Roger, plus proche de M. Véronique Neiertz (jospiniste) et de M. Gilbert Bonnemaison (mauroyiste) que de MM. Marcel Debarge et Claude Bartolone (fabiusien).

Il arrive que les rocardiens s'amuse à se mêler d'un différend interne au courant A, comme dans le Bas-Rhin, où s'affrontent fabiusiens et partisans de M. Jean Poperen. En Dordogne, le désaccord généralisé conduit à ce que la fédération ne compte pas moins de... quatre premiers secrétaires (un jospiniste, un fabiusien, un rocardien et un partisan de M. Jean-Pierre Chevènement).

L'obsession marseillaise

Des difficultés plus sérieuses apparaissent dans la perspective des élections municipales. A Paris, le débat au sein du courant mitterrandiste se concentre sur la recherche d'un chef de file face à M. Jacques Chirac. Proche de M. Jospin, le premier secrétaire fédéral, M. Jean-Marie Le Gues, défendant l'idée de chercher à conquérir des arrondissements et à empêcher M. Chirac de l'emporter dans tous, comme en 1983, proposait que les socialistes ne présentent pas de candidat désigné à la mairie de Paris. Cette suggestion a été combattue par les fabiusiens et abandonnée par son auteur, qui a répliqué en faisant valoir que, faute de candidature de MM. Georges Sarre (Socialisme et République) ou Paul Quilès (fabiusien), qui estimait avoir « déjà donné », l'un en 1977, l'autre en 1983, le seul champion socialiste possible à Paris est M. Jack Lang. Autrement dit : que les fabiusiens se débrouillent entre eux !

La désignation des chefs de file socialistes, ouverte le lundi 17 octobre, pose à M. Mauroy un autre redoutable problème : celui de Marseille. Le premier secrétaire s'en occupe personnellement et doit parvenir, d'ici au 13 novembre, à une solution qui permette de sortir du blocage entre le maire, M. Robert Vigouroux, et le candidat de la fédération, M. Michel Pezet. Ce dernier, membre du secrétariat national du PS, chargé des collectivités locales, s'attendait à prendre la présidence de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER), mais il s'est entendu dire par M. Mauroy que ce dernier entend le conserver. L'Elysée aurait fait savoir que le chef de l'Etat ne souhaitait pas voir M. Pezet bénéficier d'une promotion qui apparaîtrait comme un soutien du parti à sa candidature à la mairie de Marseille.

L'unanimité se reconstruit, ici, sur un constat menaçant : si les socialistes perdaient Marseille, ils auraient perdu les élections municipales. Personne n'y a intérêt. Vraiment ?

PATRICK JARREAU.

PROPOS ET DÉBATS

M. Barre

Compréhension

M. Raymond Barre a déclaré lundi 17 octobre sur RMC qu'il comprenait pour des raisons de santé économique la détermination du gouvernement face aux revendications sociales actuelles. « Je comprends », explique l'ancien premier ministre, une part de ces revendications. Nous savons tous qu'il y a des catégories dont le pouvoir d'achat stagnait qui a parfois reculé. Dans le même temps, je ne peux pas contester la position du gouvernement, qui veut éviter que nous fassions perdre du temps et de l'argent, le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Il a précisé à Europe 1 que l'organisation de ce référendum « coûtait à l'Etat 250 millions de francs », ajoutant : « On a dépensé cette année 1 milliard et demi de francs pour aller sept fois aux urnes ».

M. Juppé

Funeste

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a souhaité que le gouvernement « consacre toutes ses énergies à régler l'agitation sociale et renonce à un projet tout à fait funeste qui va nous faire perdre du temps et de l'argent, le référendum sur la Nouvelle-Calédonie ». Il a précisé à Europe 1 que l'organisation de ce référendum « coûtait à l'Etat 250 millions de francs », ajoutant : « On a dépensé cette année 1 milliard et demi de francs pour aller sept fois aux urnes ».

M. Juppé a ajouté : « M. Mitterrand nous avait promis la paix sociale. Cet engagement a été pris un peu à la légère. La politique économique a des contraintes que je respecte, mais ce n'est pas en accusant les infirmières de s'énervier sans essayer de comprendre plus en profondeur la raison de leur malaise qu'on sortira de ce conflit ».

M. Léotard

Dehors !

M. François Léotard a déclaré lundi 17 octobre sur France-inter que « les trois ministres d'ouverture, MM. Rausch, Durefou et Solisson devraient d'urgence quitter le gouvernement ». « Je trouve, s'est-il écrié, que ce serait plus honnête. Ou ils ont été piégés, ou ils sont mauvais. M. Solisson est le ministre du trouble social, M. Rausch a le record du déficit commercial, M. Durefou est le ministre de l'effondrement social du secteur public ». Insistant sur l'urgence de « reconstruire l'opposition », le secrétaire général du RPR a demandé son appréciation sur ses laudés. M. Chirac : « Il mérite beaucoup plus que ce qui est dit ici ou là ». M. Giscard d'Estaing : « Il existe un accord complet entre lui et moi ». M. Barre : « Il a toujours suivi une ligne droite mais il change toujours de ligne droite (...) Il ne faut jamais dire d'un homme politique qu'il n'a pas d'avenir, peut-être M. Barre en a-t-il un, mais ça ne sera probablement pas avec moi ».

M. Dominique Strauss-Kahn président de la commission des finances

La plume et l'expert

On l'appelle « D.S.K. », c'est plus chic et plus rapide que Dominique Strauss-Kahn. Encore que, depuis qu'il a été élu député socialiste de la Haute-Savoie, en mars 1986 — aux forces tant il partait, le courageux, battu d'avance — on le nomme « Strauss », raccourci qui l'a conservé pendant sa campagne législative de mai et juin 1988, dans le Val-d'Aoste, où il a été élu. Il aura droit désormais à son nom en entier, par déférence pour le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale qu'il est devenu l'été dernier. Il sera aux premières loges, à partir de mardi, pour la discussion budgétaire.

Malgré son passé universitaire (licence de droit, sciences-po, HEC, agrégation de mathématiques), administratif (chef de service financier du commissariat général au Plan, puis commissaire adjoint de la même institution) et politique (député, membre du secrétariat national du PS chargé des études), ce monsieur n'est pas de ceux dont le titre effleure au gré de l'ascension, même s'il est normalement soucieux d'assurer sa promotion.

D.S.K. avait la modestie un peu massive. « Je ne sais rien faire sur rien », disait-il il y a quelques années. Mais il a appris depuis à ne plus dissimuler, derrière un sourire de circonstance, sa véritable valeur. Son parcours est celui d'un esprit qui serait capable d'un choix stratégique ou de deux en moins de dix secondes.

Né le 25 avril 1949 à Paris, il était destiné par sa famille à devenir juriste ou médecin. Il a choisi la politique en 1977 lorsque M. Christian Sautter lui a ouvert les portes de la commission économique du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement. C'était, dit-il aujourd'hui, « archaïque franco-français ». Dans le genre il avait déjà donné à l'Union des grandes écoles,

alors dominée par les étudiants communistes. Son choix, il l'a confirmé en travaillant au côté de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS dont il est vite devenu l'expert économique. Dominique Strauss-Kahn, que l'on disait alors piteux politicien, avait déjà démontré un bon sens du calcul à moyen et à long terme. Plutôt que d'entrer, en 1981, dans un quelconque cabinet ministériel avec tous les honneurs dus à son rang, il avait préféré l'obscurité du Parti socialiste, un travail ingrat et harassant, l'atmosphère surréaliste des nuits de « commission des résolutions », les combats sans gloire contre ses anciens amis du CERES, les rocardiens parfois, M. Jean Poperen toujours. Au PS, la concurrence était moins rude, puisque le parti avait été vidé au profit des socialistes. Et voilà pourquoi le petit « Strauss » est devenu grand beaucoup plus vite qu'auprès d'un ministre socialiste de ceci ou de cela.

En quelques années, il a appris la politique de terrain (Haute-Savoie en 1986, Sarcelle et le Val-d'Aoste en 1988), celle de l'appareil (PS) et les combats d'experts maintes de spectacle mais toujours courtois et presque toujours raisonnables contre l'adversaire de droite : l'écriture politique lui est venue ; il a rédigé en langage clair le projet socialiste de 1988. L'art de la négociation ne lui semble pas étranger, même si ses talents sont restés (dans les luttes intestines des socialistes marseillais où il a été un bref moment « chargé de mission conciliatrice » fort discrets, il lui reste à surmonter une angoisse à la Woody Allen : en quel les existences de D.S.K., Strauss et Dominique Strauss-Kahn auront-elles changé, un tant soit peu, le monde ?

J.-Y. L.

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie

Les royalistes de la NAR votent « oui »...

A l'approche du bicentenaire de la Révolution, qui ne fut pas précisément une fête pour les royalistes, les amis de M. Bertrand Renouvin, candidat de cette mouvance à l'élection présidentielle de 1974, célèbrent — discrètement — le numéro 500 de leur bimensuel (1), qui a atteint l'âge de la majorité. Fruit d'une scission de l'Action française en 1970, le journal *Royaliste* est l'organe de la Nouvelle action royaliste (NAR), qui rejette l'appellation « royaliste de gauche », qui lui est octroyée.

Partisan du comte de Paris, membre du comité national de soutien à M. François Mitterrand au moment de l'élection présidentielle de 1988, M. Renouvin s'est prononcé, au nom de la NAR, en faveur d'un « oui sans réserve » pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Il prépare un rapport sur l'usage de la langue française pour le commerce dans le monde qu'il présentera

début 1989 devant le Conseil économique et social (CES) dont il est membre. Ne voulant pas être exclu de la réflexion qui entoure le Bicentenaire, la NAR organisera un colloque intitulé « Célébrer 1789 », le samedi 19 novembre à Paris.

« Aspects de la France » prône le « non »

Pour sa part, M. Pierre Pujo, directeur d'Aspects de la France (2), hebdomadaire de l'Action française (AF), a été renforcé dans ses convictions négatives à l'égard du référendum après un voyage d'observation de quinze jours en Nouvelle-Calédonie. Selon lui, le Calédon doit rester français et pour cela il faut revenir au statut Pons. Répondant « non à l'escroquerie » du référendum, M. Pujo soutient que le gouvernement « profère un

mensonge destiné à intoxiquer les électeurs métropolitains » quand il parle du retour de la paix et de la sécurité sur le territoire. Il cite en référence des incidents survenus à Nouméa, le 8 octobre, qui ont fait l'objet d'un reportage du directeur d'Aspects de la France, dans le n° 2065, du 13 octobre. M. Pujo prétend, par ailleurs, qu'il n'y a plus de justice sur le territoire à l'encontre des séparatistes. Les dossiers des exactions des membres du FLNKS sont automatiquement classés ». Enfin, le dirigeant royaliste s'insurge contre « la faiblesse du RPR, qui ne pense qu'à sauver ses affaires et protéger ses intérêts ».

(1) *Royaliste*, 17, rue des Petites-Champs, 75001 Paris.
(2) *Aspects de la France*, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

BIBLIOGRAPHIE

La République est-elle toujours « une et indivisible » ?

Tous les Français, avant même de devenir majeurs et citoyens, savent que « la République est une et indivisible » on l'apprend à l'école. Mais la plupart ignorent qu'ils répètent les termes de la proclamation du 25 septembre 1792 et non ceux qui sont contenus dans l'article 2 de la Constitution du 4 octobre 1958, qui dispose de façon plus concise que « la France est une République indivisible ».

Un jeune professeur agrégé de faculté de droit, de surcroît ancien élève de l'ENA, M. Roland Debbsch, s'est livré à une étude à la fois juridique, politique et historique de ce principe pour montrer son influence fondamentale et multiple.

Si la Révolution de 1789 a permis sa formulation précise, il préexistait à elle pendant la monarchie et il a survécu aux controverses entre Jacobins et Girondins. M. Debbsch montre bien que si les premiers le traduisaient par une forte concentration du pouvoir, les seconds ne le niaient pas et le jugeaient compatible avec l'autonomie des collectivités locales. Même les deux Napoléon ont prêté serment de fidélité à la « République une et indivisible », quitte à violer ensuite leur engagement. Aujourd'hui, selon l'auteur, qui se réfère notamment à la jurisprudence du Conseil constitutionnel, l'unité de la République ne

doit pas être confondue avec l'unité formelle.

Cela implique notamment que le régionalisme, par exemple, ne doit pas être doté d'un pouvoir politique, ce qui serait un démantèlement du pouvoir national unitaire. Quant à l'unité du territoire, elle exclut la séparation d'une fraction de celui-ci « contre la volonté des représentants de la nation ». Tout cela, confirmé et précisé en deux siècles d'histoire juridique, appartient aujourd'hui au « bloc de constitutionnalité ». M. Michel Debré, qui préface l'ouvrage, va plus loin que M. Debbsch, puisqu'il affirme que « l'unité et l'indivisibilité du territoire correspondent dans le subconscient de la France à l'unité et à l'indivisibilité de la culture, grâce à quoi notre nation existe ». Pour l'ancien premier ministre — toujours inquiet — il n'y a de légitimité que nationale parce que populaire, ce qui impose des limites tant à la décentralisation régionale qu'à l'intégration européenne, faute de quoi « l'unité » cesserait d'être « indivisible ».

ANDRÉ PASSERON.

* Roland Debbsch : *Le Principe républicain d'unité et d'indivisibilité de la République*, Edition Economica, 481 p., 195 F.

مكتبة من الأصل

Politique

La restructuration de l'opposition

Le CDS prépare le regroupement des forces du centre

Sont-ils en état de flottement ou de désespoir ? D'apaisement ou d'ivresse ? Que veulent-ils ? Que manigancent-ils ? Où vont-ils ? Les centristes du CDS peuvent au moins déjà se réjouir d'être depuis des semaines au centre... du débat politique. Leur groupe autonome à l'Assemblée nationale a cinq mois. Personne ne croyait. M. Giscard d'Estaing le premier, qu'ils oseraient aller jusqu'au bout. Trop mou, disait-on ! Ou bien on pensait que, s'ils s'y hasardaient, ils reviendraient aussi vite qu'ils étaient partis. Trop poltrons, assurait-on.

Erreur ! Le groupe de l'Union du centre existe et, après avoir dû parfois se pincer eux-mêmes pour y croire, pas un de ses membres ne regrette vraiment d'avoir franchi le Rubicon. Seule véritable innovation dans le décor politique, ce groupe est devenu une référence pour la droite comme pour la gauche.

Après des mois de complexité et de doutes médiatiques, M. Pierre Méhaignerie vient aussi d'être inscrit au baromètre des sondages. Les Français le découvrent. On commence à le reconnaître dans la rue. Boucheur dans tous les étages du CDS. « Pendant des années, explique un de ses conseillers, on nous a négligés. On nous a pris pour des cons. Aujourd'hui, les cons ont décidé de relever la tête. Révolutionnaire ! Les centristes ont dans le même temps appris à travailler dans l'ombre, à gérer leur silence, à s'adonner avec une propension naturelle à l'art du double jeu pour pouvoir, enfin, enlever la réserve des lendemains prometteurs.

Car ils n'ont pas épuisé tout le sac de leurs tentations. Au moment où l'ouverture paraît plutôt en voie de fermeture, où la politique semble inéluctablement se rebrancher sur le courant alternatif gauche-droite, le CDS prépare secrètement, selon l'expression d'un de ses dirigeants, « sa révolution copernicienne » : la constitution au printemps 1989 d'une grande force centriste, modèle CDU allemande, moderne, rénovée, structurée, qui peut provoquer un véritable chamboulement des fondations bien fissurées de l'opposition. Ce qui justifie l'élémentaire prudence dont M. Méhaignerie et son équipe veulent s'enlourer pour mener à bien cette vaste entreprise.

Pour ce printemps de l'opposition, les centristes veulent faire en avril

leur congrès d'Épinay. Pour la symbolique, ce congrès pourrait se tenir à... Épernay, la ville de M. Bernard Stasi. Il était prévu en novembre à Lille. Raison officielle de ce report : la surcharge des militants dus aux élections cantonales et à la campagne du référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Raison réelle : se donner le temps nécessaire et surtout laisser passer les élections municipales de mars, qui, selon la consigne centriste, « ne doivent être troublées par quoi que ce soit ». En vérité et concrètement, la stratégie centriste comprend trois volets, trois opérations bien définies.

Trois opérations

Opération camouflage : rester à l'UDF le plus longtemps possible avant de faire le grand saut. Accepter « le consensus minimum », rien de plus. La première étape de cette révolution centriste devait être l'affirmation de l'autonomie d'un groupe centriste au Palais-Bourbon. Les dirigeants du CDS considèrent que cette première étape est désormais franchie, exhalant tout retour en arrière.

« La giscardocratie », qui, petit à petit, se décalque, selon eux, sur l'UDF aurait plutôt tendance à le faire fuir encore plus vite. Entre M. Méhaignerie et l'ancien président de la République, le courant ne passe plus. M. Méhaignerie tire en ce moment sa référence à M. Giscard d'Estaing à qui il reproche en privé « de penser plus à lui-même qu'à la France ». Pour anecdote que soit cet épisode, le fait que le patron du CDS ait refusé, la semaine dernière, de mettre au pot commun UDF son temps d'antenne pour la campagne à la télévision sur le référendum calédonien est tout à fait significatif de ce nouvel état d'esprit. M. Méhaignerie attend les municipales, mais il a déjà virtuellement quitté l'UDF.

Deuxièmement, l'opération musculation. Le CDS était destiné à être « le noyau dur » de la nouvelle confédération centriste qui doit se mettre en place, ses dirigeants ont entrepris de procéder à un grand nettoyage à la base. C'est sans plaisir qu'ils ont enregistré la perte de vingt sièges de conseillers généraux sortants. Preuve à leurs yeux que

leur parti a besoin de se rajouter et de retrouver un véritable esprit de militantisme, donc de conquête. Entre le 14 octobre et le 25 novembre, tous les secrétaires fédéraux du CDS auront été réunis pour cette opération coup de foudre.

Ultime opération enfin, la plus importante sans doute et la plus complexe certainement : l'opération prospection pour agréger autour du noyau dur CDS toute la constellation centriste. « Un travail de taupes » est commencé. Le groupe d'initiative et de réflexion (GIR) créé avant l'été va continuer de se réunir, mais cette fois à l'insu de la presse afin d'éviter toutes manœuvres maladroites. On y retrouve la brochure de tous ces gens susceptibles en avril d'être les premiers acteurs de cette confédération centriste. M^{me} Simone Veil, M. Raymond Barre. Ceux qu'on appelle encore les baristes du PR, regroupés autour de M. Charles Millon, ainsi qu'un certain nombre de rénovateurs du RPR amenés par M. Alain Carignon. Parallèlement, des contacts sont noués avec les responsables de la nouvelle convention bariste du CLES et, d'une façon encore plus discrète, avec l'Association des démocrates de M. Michel Durafour. « Plus le temps passe, explique la semaine dernière M. Millon au *Figaro*, plus je suis convaincu de la nécessité d'une redéfinition du paysage politique. (...) Les idéologies étant mortes ou moribondes, cette force se constituera autour d'une philosophie politique proche à mon avis du libéralisme et du socialisme. (...) C'est bien la réflexion essentielle engagée par tous ces hommes et femmes qui acceptent de travailler avec le CDS.

Que faire de M. Barre ?

Trois hommes pouvaient prendre la tête de cette nouvelle croisade centriste. M. Giscard d'Estaing : le rennet affectif est cassé, l'opinion ne lui a pas pardonné. M. Barre : il a été le premier à souhaiter « que le centre se verifie », mais comment entreprendre avec un homme dont certains au CDS se demandent si la politique l'intéressera encore dans six mois. M. Méhaignerie : son expérience ministérielle, sa cinquantaine sont de précieux atouts. Sa position, qui n'est plus désormais contestée à la tête du CDS, semble désormais tout naturellement le prédisposer à prendre la tête, en avril, de la confédération centriste. « Il lui reste simplement à s'avouer toutes ses propres ambitions », juge un de ses proches.

M. Méhaignerie sait où il veut aller. Il sait aussi que l'entreprise n'est pas des plus aisées. Cette grande opération de printemps passera d'abord par un changement de sigle. Le CDS disparaîtra. La nouvelle confédération du centre prendra le nom du groupe centriste à l'Assemblée : l'Union du centre.

Se posera ensuite le problème des hommes. Que faire de M. Barre ? Où mettre Mme Veil ? M. Jacques Barrot peut-il garder son poste de numéro deux ? Jouant de la rumeur, l'entourage de M. Méhaignerie tente de le pousser à Bruxelles pour remplacer au poste de commissaire européen M. Claude Chéysson. M. Mitterrand et le chancelier allemand Kohl sont convenus depuis longtemps qu'il devait échoir à un centriste de poids. M. Bernard Bosson a refusé. Contacté par M. Delors, M. Barrot réfléchit. Entre-temps, M. Roland Dumas a sollicité M. Stasi. M. François Bayrou se verrait très bien remplacer à Paris, M. Barrot. Mais M. Millon a déjà fait savoir qu'il ne quitterait point le PR pour n'importe quel stratagème.

M. Georges Chacornac directeur du cabinet de M^{me} Edith Cresson

M. Georges Chacornac, administrateur civil, a été nommé directeur du cabinet de M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes.

[Né le 18 septembre 1946 à Clermont-Ferrand, M. Georges Chacornac est agrégé de philosophie et ancien élève de l'ENA. En 1975, il est nommé administrateur civil au ministère de l'Intérieur, puis occupe plusieurs postes de sous-préfet ou de directeur de cabinet de préfet. Il travaille entre 1978 et 1984 à la délégation de l'aménagement du territoire (Datar) et au commissariat au Plan. Il est sous-directeur au ministère de l'Intérieur, de 1984 à 1988, puis, pendant quelques jours, directeur de cabinet du ministre délégué chargé de la santé, M. Léon Schwarzberg.]

Enfin, comme le dit M. Méhaignerie pour « faire jouer au centre tout son rôle », il s'agit également pour circonvenir ce que M. Millon appelle « le désarmement moral de l'opposition », de retrouver un « terrain de rencontre » avec l'opinion entre le social-étatisme et le conservatisme libéro-chiracien.

Enfin, les avis dont loin d'être unanimes sur l'utilisation première de cette nouvelle force centriste. Ce congrès centriste venant deux mois avant les élections européennes de juin, il pourra tout naturellement servir de tremplin au lancement d'une liste autonome centriste. M. Giscard d'Estaing le redoute. Il n'a pas tort. Au CDS on s'accorde d'ores et déjà à considérer ce rendez-vous comme l'épreuve de vérité. Chacun se refuse encore à en parler. Astuce. « Une fois encore, glisse un proche de M. Méhaignerie, ils ne vont pas croire qu'on va aller jusqu'au bout. »

Secret de polichinelle

Ce secret de polichinelle risque d'être bien mal gardé. Si cette liste voit donc effectivement le jour — emmenée par M^{me} Veil, M. Méhaignerie ou un autre, c'est un autre débat — elle finira alors de précipiter l'UDF dans l'abîme en jetant par ricochet le PR, ou du moins ce qui en restera, dans les bras du RPR. Les élections cantonales et municipales seront gâchées. Pour les centristes, ce sera le moment ou jamais. Chacun en a conscience. S'ajoutent à cela que, pour beaucoup, « l'Europe est leur bébé », que leurs amis allemands et italiens les y incitent fortement et que ce serait pour ce centre nouveau la première bonne occasion de se mesurer face à l'opinion, de surcroît par le truchement d'un scrutin proportionnel.

Il restera à régler, s'il se pose à nouveau, le problème de l'ouverture. Un conflit de génération risquerait alors de survenir. Entre les plus jeunes, considérant que cette question est désormais obsolète, qu'il est plus urgent pour une opposition renouvelée de retrouver ses marques sur le terrain social et culturel, ce qui ne peut qu'exiger du temps, et les moins jeunes, qui naturellement sont prédisposés à moins de patience.

A l'égard des socialistes, le jeu de M. Méhaignerie et de ses amis est, ici encore, double. Installer « des risques latents de division » dans le camp du PS en continuant à dire que M. Rocard est décidément plus fréquentable que ses amis, à terme, c'est nourrir aussi l'espoir de ramener vers le centre décolorés et rocardiens. Chaque coup de sang de M. Henri Emmanuelli peut être dès lors considéré comme un petit succès. Mais, en fait, M. Méhaignerie ne pense plus maintenant que M. Rocard puisse entreprendre efficacement l'ouverture, avoué qu'il lui semble être « par son strabisme consistant à avoir un œil sur son gouvernement et un œil sur son avenir au PS ».

Pour les élections municipales, les centristes laisseront donc venir. A l'exception de M. Jean-Marie Rausch à Metz, les maires centristes sortants seront conviés à ne rien entreprendre. Tout autre perspective pourra être prise en considération à la condition que les socialistes rompent leurs accords avec les communistes. Quelques contacts sont pris. A Angers, avec le maire rocardien M. Jean Monnier ; à Nantes, où les centristes sont intéressés par l'arrivée du député, maire socialiste de Saint-Herblain, M. Jean-Marie Ayrault. A Marseille, tandis que le centriste Jean Chelini est en conversation avec M. Michel Pezet, des contacts sont noués entre l'état-major du CDS et les élus du GAM (Groupe d'action municipale), partie prenante de la gestion du maire sortant, M. Roger Vigouroux.

L'ouverture, M. Méhaignerie continue pourtant personnellement à y croire. M. Mitterrand garde selon lui des cartes en main. Que le président profite du rendez-vous européen pour proposer aux acteurs politiques de ce pays un contrat de trois, quatre ans qui ne se résume point à sa *Lettre à tous les Français* mais fixe les grands défis à relever, le président du CDS est prêt à y souscrire. « Si, confie-t-il, j'y vois le moyen de franchir pour le pays un certain nombre d'obstacles, c'est ce que je regarderais au finish. » Son autre MRP, M. Robert Schuman, ne disait pas au fond autre chose : « Il est possible d'accepter tous les atteintes, avait-il dit un jour lancé, à condition que tous les chevaux tirent dans le même sens. » Les chevaux centristes sont en tout cas bien calés dans la grille de départ.

DANIEL CARTON.

Devant le Club 89

« Il ne faut pas que l'Europe se fasse contre notre génie national » déclare M. Jacques Chirac

Le Club 89 créé en 1981, a tenu samedi 15 octobre son assemblée générale. Après l'intervention de M^{me} Nicole Catala, députée RPR de Paris, vice-présidente déléguée, le président fondateur, M. Michel Aurillac, ancien ministre de la coopération du gouvernement Chirac, a évoqué l'échec du maire de Paris à l'élection présidentielle en notant : « L'opinion n'a pas cru en notre bilan, elle n'a pas accepté notre discours sur l'effort, la volonté et la responsabilité. Elle a préféré le discours émissif de François Mitterrand, son engouement machinétique, la déclamation des principes républicains à la façon des ancêtres de la III^e République. »

Il a ensuite longuement développé le thème de l'Europe en lançant un avertissement solennel : « La mise en vigueur de l'Acte unique européen avec ses différentes étapes va précipiter la France contre un mur où elle peut se briser et trouver peut-être la fin de son histoire de nation. »

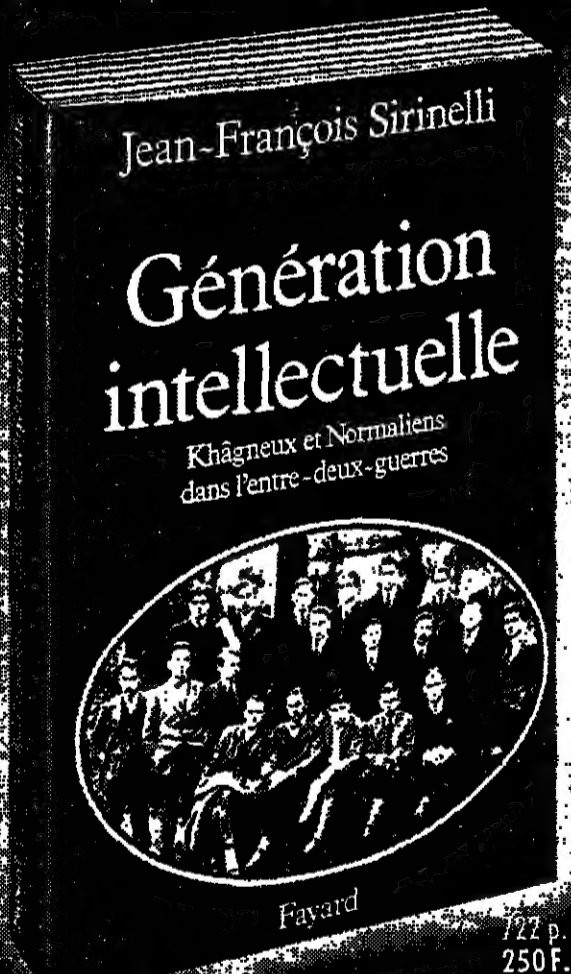
M. Aurillac reproche en effet au gouvernement Rocard de « ne pas poursuivre une politique économique et financière qui nous rapprocherait de nos partenaires européens » car « le cheval France part dans la course avec un sac de plomb sur le dos ». Il explique : « Les premiers signes sont là encore, peu perceptibles : la perte des marchés à l'exportation, le déficit du commerce extérieur, la remontée du chômage, le déficit de la sécurité sociale, sans remède plausible si le chômage augmente. Engagée dans cette voie, la France va donc se briser sur le mur de l'Europe avec le risque de voir l'opinion publique rejeter l'Europe, lui imputer l'origine de tous les maux et revenir à la tradition mortelle du repli sur soi. Or, l'isolatisme n'est pas praticable ni souhaitable dans l'état d'intégration où se trouve l'économie française. »

En conséquence, « il n'y a pas d'alternative supportable à l'accomplissement de l'Europe mais il faut s'y préparer et savoir que la France, sauf miracle, ne sera pas prête en 1993 et ne pourra pas accepter les contraintes qui se préparent à Bruxelles sans d'efforts, sans sacrifices ». Les socialistes dominants au gouvernement ne sont pas prêts à regarder la réalité en face et encore moins à trouver les bonnes réponses. Il dénonce « la tentation permanente des autorités communautaires de dissoudre les nations et de s'ériger en pouvoir central, en super-Etat. Or pour que nous acceptions la dilution de l'Etat français dans un Etat européen, il faudrait encore que la nation européenne existe. L'Europe n'a pas à se substituer aux Etats mais à prolonger et à renforcer leur action dans les domaines où ils ne pourraient agir seuls ou bien le feraient mal. »

En conclusion, voyant dans le slogan de M. Mitterrand, « la France unie », une « grosse opération politicienne », M. Michel Aurillac lance : « L'unité, le rassemblement, annoncés mais aussitôt contredits par le retour des voutours au nid du pouvoir, les Emmanuelli, les Mauroy, les Laiguel, les Nucci, la politique de l'emploi et son cortège de chômeurs, l'espoir des plus défavorisés nourri de quelques allocations et débouchant sur les foudres déversées, le droit à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie reconnue depuis longtemps par la France et exhumée comme une nouveauté pour essayer de se faire plébisciter, tout cela ne peut finir que par un haut-le-cœur d'une opinion enfin désabusée. »

M. Chirac, recevant les membres du Club 89, leur a dit : « Il ne faut pas que l'Europe se fasse au détriment de ce qui est notre génie national. »

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Une belle leçon d'histoire. Génération intellectuelle est un livre important. Il l'est non seulement par la masse des faits rassemblés et par la rigueur avec laquelle ceux-ci sont analysés, mais aussi par la mise en œuvre de concepts qui, appliqués par l'auteur avec discernement, font avancer la recherche historique.

Thomas Ferenzi, *Le Monde*.

SVM
SCIENCE & VIE MICRO
LES NOUVEAUX AMSTRAD PC GRATUIT DANS LE N° : UNE DISQUETTE D'ESSAI DU LOGICIEL WORKS DE MICROSOFT.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- Choisir un modem et un logiciel de communication
- Les outils de création graphique sur Amiga

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Société

MÉDECINE

Attribué à deux Américains et à un Britannique

Le prix Nobel 1988 illustre l'importance de la recherche pharmaceutique

L'attribution du prix Nobel de médecine et de physiologie à trois chercheurs spécialistes en pharmacologie (le Monde du 18 octobre) illustre l'importance que peut avoir la recherche pharmaceutique dans le progrès de la médecine moderne. Elle vient aussi souligner, de manière quelque peu paradoxale, la fréquence relativement faible des véritables innovations thérapeutiques dans ce domaine en dépit des sommes importantes investies par les multinationales pharmaceutiques.

Contactés le 17 octobre dans les heures qui ont suivi la décision du jury de Stockholm, les trois lauréats du prix Nobel 1988 de médecine ont, l'un après l'autre, expliqué à quel point ils étaient surpris de l'honneur qui leur était fait. Ainsi, M. Gertrude Belle Elion, soixante-dix ans (Etats-Unis), a déclaré : « Incroyable ! En apprenant la nouvelle, « Vous consacrez votre vie à la recherche, a expliqué cette scientifique ciliatienne. Vous savez au fur et à mesure de vos travaux que vous faites des progrès, mais il ne vous vient jamais à l'idée que ces travaux seront un jour récompensés. » George Hitchings, quatre-vingt-trois ans (Etats-Unis), a expliqué de son côté que l'annonce du prix Nobel était quelque chose de « merveilleux pour sa famille », et qu'il était « plus satisfait pour ses descendants que pour lui-même ».

Un travail déconsidéré

Quant à Sir James Black (Grande-Bretagne), qui s'est déclaré « embarrassé » à l'annonce de cette nouvelle, il a regretté l'évolution des conditions de travail des chercheurs en pharmacologie et en biologie. « Il y a une terrible pression exercée sur les chercheurs pour qu'ils soient utiles et pratiques tout de suite. Nous avons besoin de beaucoup plus d'argent pour laisser les gens faire leurs expériences », a expliqué M. James Black. Le lauréat britannique a aussi regretté qu'il soit aujourd'hui « moins facile d'obtenir un soutien quand on fait des travaux controversés », faisant ainsi référence au fait que ses recherches avaient été fondées sur un concept, celui d'interaction moléculaire, qui n'était pas, alors, véritablement accepté par la communauté scientifique.

Ces réactions de surprise ou d'incrédulité tiennent pour une bonne part au fait que ce prix vient consacrer des recherches déjà anciennes. Les travaux de James Black ont ainsi permis, dans les années 60, la mise au point de nouvelles classes de médicaments : celle des « bêta-bloquants » (substances capables de bloquer l'action de certains récepteurs, dits « bêta », présents au niveau cellulaire), utilisés dans de nombreuses affections cardio-vasculaires contre l'hypertension artérielle ou la migraine ; celle aussi des anti-H2 (molécules pouvant bloquer l'action de l'histamine au niveau de la muqueuse gastrique) ou médicaments anti-ulcéreux.

Les recherches de Gertrude Elion et de George Hitchings ont, quant à eux, permis, en modifiant les mécanismes de synthèse des acides nucléiques, la mise au point, dans les années 50 et 60, de toute une série de médicaments actifs contre la goutte, les infections herpétiques, certaines maladies auto-immunes, les phénomènes de rejet après greffe d'organes, le paludisme et certaines leucémies.

Rompant avec une longue tradition, le jury du Nobel a ainsi décidé de primer des scientifiques dont les travaux de recherche ont directement permis la mise au point de nouvelles classes de médicaments. « Il s'agit là d'un événement important », explique le professeur Pierre Simon, ancien universitaire spécialisé en pharmacologie, aujourd'hui directeur de la branche Recherche et Développement du groupe pharmaceutique SANOFI. On ne prime habituellement que les travaux de recherche fondamentale. Or, il faut bien savoir qu'il existe en tout un travail de recherche appliquée.

PROFESSEUR ANGLAIS

spécialisé dans l'enseignement supérieur aux étrangers (language speech and elocution)

PROPOSE

COURS INTENSIFS

adaptés à vos besoins personnels. Séances en famille ou à l'hôtel. Durée et emploi du temps à l'élève. Cyril Potter, 36 Windsor Rd. Salisbury, Wiltz. SP2 7DZ. Phone: 0144-722-336-322.

Un rapport sur les CRS et la gendarmerie mobile

Des unités corvéables à tort et à travers

Compagnies républicaines de sécurité (CRS) et Escadrons de gendarmerie mobile (EGM) sont trop sollicités. Leurs effectifs mobilisés lors de manifestations sont souvent surestimés. Gendarmes et policiers, militaires et civils qui concourent au maintien de l'ordre, ne savent pas coordonner leurs efforts. Les CRS passent plus de 40 % de leur temps en région parisienne alors que seulement un dixième de leurs effectifs y sont stationnés. Un tiers des membres des CRS sont détournés des missions d'ordre public, employés dans des services spécialisés.

Ces remarques se trouvent dans un rapport remis en juin dernier à M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, par M. Serge Gondel, nommé, depuis, chef du service central des CRS. L'auteur recommande notamment une instruction interministérielle sur « les conditions d'emploi des forces mobiles » ainsi qu'un redéploiement des CRS.

Dans le petit monde policier, c'est d'ores et déjà acquis : en matière de services d'ordre, l'année 1989 sera un grand cra, pour cause de sommet parisien des pays industrialisés et de festivités du bicentenaire de la Révolution. Multiplication des gardes statiques, compagnies de CRS provinciales appelées en renfort, un avenir de sujétions et de contraintes auquel s'ajoutent les incertitudes nées de l'agitation sociale de cet automne. Aussi le rapport demandé par M. Joxe sur « les conditions d'emploi des forces mobiles » est-il d'actualité.

C'est, pour l'heure, le seul des trois rapports commandés par le ministre de l'intérieur lors de son retour place Beauvau dont le contenu est connu. Les deux autres, confiés respectivement à MM. Jean Clerc et Gérard Maurel, portaient sur la modernisation de la police nationale et sur ses structures territoriales (le Monde du 18 août). On peut légitimement supposer, malgré la discrétion officielle du ministre, que son contenu a été validé par M. Joxe, puisque M. Gondel a été nommé en septembre « patron » des CRS, poste qu'il avait déjà occupé d'octobre 1985 à avril 1986.

L'idée centrale de ce rapport est que CRS et EGM sont actuellement mobilisés pour un oui ou pour un non, de façon disproportionnée par rapport aux risques réels que les manifestations de rue peuvent représenter pour l'ordre public (1). Si le nombre de manifestations a été « en constante augmentation » durant ces dix dernières années, « celles à risque d'origine sociale ou politique sont en nette diminution », écrit M. Gondel. Plaidant pour une « appréciation la plus fine possible des besoins réels », il ajoute : « La persistance d'un souci exagéré de sécurité, qui n'appelle communément le « syndrome Marcelin » (2), renforcé par un manque de fiabilité des informations des renseignements généraux, conduit souvent à une estimation excessive des effectifs nécessaires et donc à un surmobilier non justifié des forces mobiles. »

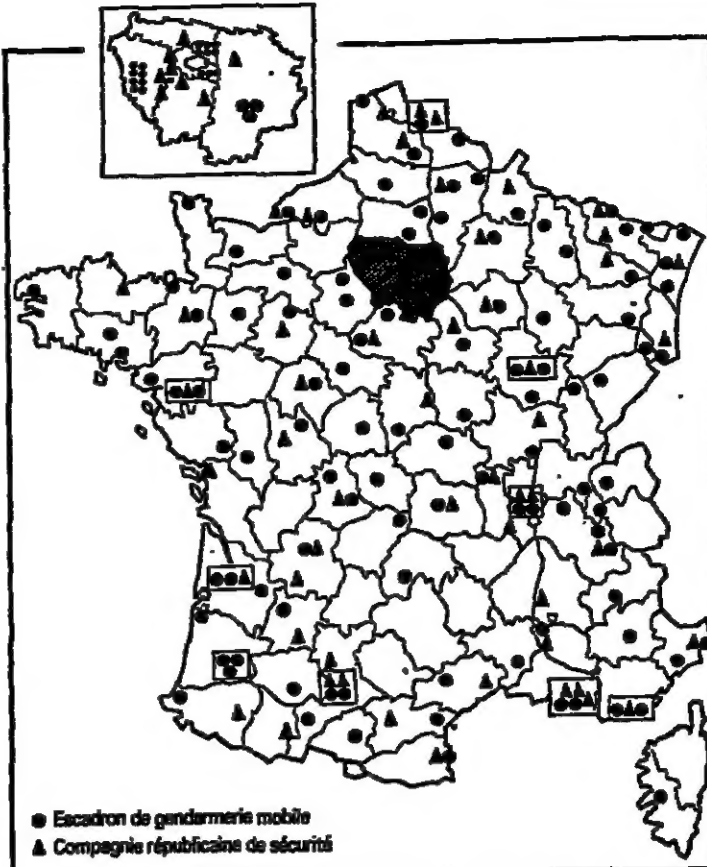
Autrement dit, le recours aux CRS et aux gendarmes mobiles ne

devrait plus être automatique. Ce sont des forces « de renfort et non de remplacement », qui ne doivent être mobilisées « qu'après l'utilisation maximale des forces locales ». Sinon, les missions confiées à ces unités chargées de « l'expression la plus difficile et la plus échevée de l'autorité de l'Etat », ne seront plus crédibles auprès des personnels concernés.

Cellule de coordination

Cette situation ne peut qu'aggraver, sur le terrain, les difficultés de coordination entre unités d'esprit, de formation et de conception différentes. Théoriquement, c'est la direction générale de la police nationale (DGPN) qui est maître d'œuvre, coordonnant effectifs civils et militaires engagés dans des opérations de maintien de l'ordre. Mais, souligne M. Gondel, la DGPN « ne possède ni les structures ni les instruments de mesure ad hoc ». Il est ainsi impossible de comparer rigoureusement l'activité des CRS et des gendarmes mobiles (pour les premiers, les statistiques sont établies à partir de la moyenne journalière d'unités employées, pour les seconds, à partir de la moyenne annuelle de jours d'emploi par unités).

Policiers et gendarmes se renvoient donc la balle, les uns estimant être plus corvéables que les autres, et inversement. Malgré de savants graphiques, le rapport ne les départage pas mais propose, dans la plus belle tradition mathématique de l'administration, « un instrument d'évaluation commun ». (3). M. Gondel suggère aussi la mise en place, auprès du directeur général de la police nationale, d'une « cellule de coordination », animée par un haut fonctionnaire policier, comprenant un officier de gendarmerie et un commandant de CRS. De ce point de vue, il s'agit d'une proposition, aujourd'hui affinée, était déjà avancée, en février dernier, par le rapport de M. Jean Cabannes au premier ministre sur les relations police-gendarmerie (le Monde du 12 mars).



● Escadron de gendarmerie mobile
▲ Compagnie républicaine de sécurité

Le rapport est plus neuf et audacieux dans sa partie consacrée aux seuls CRS. Incohérences et irrationalités administratives sont ici à l'honneur. L'effectif réel des CRS est de 13 619 fonctionnaires, alors que, budgétairement, il est fixé à 15 517. Existant sur le papier dans les documents budgétaires, plus de 1 500 fonctionnaires manquent donc à l'appel sur le terrain. Alors que l'effectif théorique d'une compagnie est de 210 personnes, la moyenne s'établit à 156 officiers, grades et gardiens pour les 60 compagnies disponibles pour le maintien de l'ordre pour un total de 63. Un « trou », qui, selon M. Gondel, « affecte considérablement leur capacité opérationnelle ». De plus, 4 545 fonctionnaires des CRS, soit 33,37 % des effectifs, ne participent pas aux missions d'ordre public. La proportion n'est que de 21,34 % pour la gendarmerie mobile.

Enfin le décalage entre l'implantation des cantonnements de CRS et leur secteur principal d'activité — la région parisienne — est flagrant. Alors que sept compagnies seulement y sont implantées, la capitale et ses environs ont mobilisé 42,15 % en 1987 et 45,47 % en 1986 de l'emploi total du corps des CRS. Pour les mêmes années, la proportion n'est que de 20,05 % et de 20,18 % pour la gendarmerie mobile. Cette situation entraîne de nombreux déplacements de compagnies, fort coûteux pour les deniers publics et fort désagréables pour les intéressés, s'accompagnant d'une pratique « dispendieuse et inadaptée » de location d'hôtels. La formation des personnels en pâtit : seulement un peu plus de la moitié des unités ont effectué, en 1986 et en 1987, la totalité des périodes de recyclage, déjà bien courtes (deux sessions annuelles d'une semaine et six journées mensuelles).

M. Gondel suggère, en conséquence un redéploiement des CRS, une nouvelle définition de leurs missions et une modification de leur implantation territoriale. Les 374 membres des CRS affectés dans les départements d'outre-mer devraient être rapatriés en métropole, la CRS numéro un uniquement spécialisée dans les voyages officiels devrait être reversée dans le service général, et les 107 grades et gardiens affectés au service central automobile du ministère devraient regagner leurs cantonnements.

Au bout du compte, il s'agit d'un rapport très empreint d'« esprit maison ». Les CRS, créés à la Libération, constituent, en effet, un corps à part au sein de la police nationale. Esprit hiérarchique aussi : pour « motiver l'encadrement », M. Gondel suggère d'offrir un « complément de traitement » aux commissaires servant dans les CRS. « L'absence de rémunérations annexes » susciterait, en effet, une désaffection grandissante pour ce corps.

EDWY FLEDEL

(1) Sur 16 490 gendarmes mobiles, 13 293 sont affectés aux missions d'ordre public, dans 118 escadrons sur un total de 126 et sur 13 619 CRS, 9 362 dans 60 compagnies sur un total de 63.

(2) M. Raymond Marcelin, député (UDR) du Morbihan, a été ministre de l'intérieur de 1968 à 1974.

(3) La « charge moyenne totale journalière » se calcule grâce à la formule $N \times E$ où N est le nombre total d'unités employées par jour, E l'effectif disponible total « pour une mission », et e le nombre moyen d'hommes déployés par compagnie ou par escadron.

La première audience du procès du Heysel

Des hooligans endimanchés

BRUXELLES
de notre correspondant

« Monsieur, veuillez cesser de mâcher votre chewing-gum, de parler, et tenez-vous mieux sur votre chaise. » Cet avertissement, bon enfant malgré tout, du président de la quarante-huitième chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles, M. Verlynde, à l'un des vingt-quatre « supporters » britanniques soupçonnés d'avoir été à l'origine du drame du Heysel — trente-neuf morts et près de cinq cents blessés — lors de la finale de la Coupe d'Europe de football, le 29 mai 1985, aura été un des rares incidents à avoir troublé l'ambiance étonnante de la première journée d'un procès qui, à tous égards, pourrait être exemplaire.

En effet, alors que l'on s'attendait à une énorme pagaille due au nombre imposant de personnes concernées et à leurs avocats, voire à des incidents entre les familles des victimes, italiennes pour la plupart, et les hooligans, il n'en a rien été. La salle des audiences, celle de la Cour de cassation, semblait même par moments, abriter un congrès d'avocats européens : du Français M. Lonsard, conseil des victimes françaises au Britannique Sir Henry Liverpool, l'ancien maire de Liverpool, et qui n'a pas l'intention d'être tendre avec la justice « du continent », en passant par les témoins des barreaux italiens, et bien entendu belge. Procès européen s'il en est, puisque à Bruxelles sont jugés en substance des Britanniques accusés d'avoir, sur un stade belge, et lors d'un match de coupe d'Europe, provoqué la mort d'une majorité d'Italiens, mais aussi de Belges et de

Français. Autre surprise : la présence à Bruxelles de la quasi-totalité des inculpés britanniques. Sur les vingt-huit hooligans impliqués, vingt-quatre avaient en effet fait le voyage de Bruxelles (le vingt-cinquième est en prison, quant au dernier il reste introuvable).

Endimanchés, certains même cravatés, les cheuveux ni trop courts ni trop longs, discrets, répétant qu'ils étaient avant tout des « scape goats » (boucs émissaires), il était difficile de les imaginer trois années plus tôt semant la terreur au Heysel. Ce sera sans doute une des phases importantes du procès de déterminer, à partir de deux millions sept cent soixante mille images qui ont été visionnées, le rôle exact des uns et des autres. Les enquêteurs de Scotland Yard, aidés par les policiers belges, ont en effet effectué un travail de fourmi pour repérer les présumés meneurs. Au cours des mois qui vont suivre — le procès en tout état de cause devrait se prolonger en 1989 — tous les protagonistes vont certainement se battre essentiellement à partir des preuves filmées ou photographiques, ce qui, à cet égard aussi, constituera une « première ».

Les vingt-quatre supporters de Liverpool qui, pour la plupart désargentés, ont passé la nuit de dimanche à lundi dans un amoncellement de paille au centre de Bruxelles, sont d'ailleurs retournés en Grande-Bretagne dès lundi soir et reviennent dans la capitale belge lorsque le tribunal aura besoin d'eux. Certains sont d'ailleurs arrivés dans la salle d'audience une valise ou un sac de sport à la main.

En attendant leur retour, le tribunal a du pain sur la planche, car, en

fait, il y aura trois procès : celui des hooligans d'abord, le plus spectaculaire ; celui de la responsabilité de certaines personnalités belges et des dirigeants du football européen ensuite. Lundi, à côté des hooligans, sept personnes étaient ainsi présumées à Bruxelles. Trois sont inculpées : Albert Roosen, l'ancien secrétaire général de l'Union belge de football, et deux officiers de gendarmerie. Quatre ont été cités à comparaître directement par la partie civile : M. Hervé Brouhon, bourgmestre de Bruxelles, et son échevin, adjoint aux sports ; Jacques Georges, président de l'UEFA, et son secrétaire général, l'Allemand Hans Bengerter (qui, parlant particulièrement bien le français, n'a pas demandé d'interprète). Troisième procès enfin, celui de l'Etat belge lui-même. Car, qui pourra indemniser les victimes, sinon lui ?

L'Etat belge au rang des accusés

La première journée du procès, une fois mis en place le dispositif d'interprétation et de micros — à cet égard l'Europe de la justice a bien du retard ! — a permis aux différents avocats d'amorcer plusieurs batailles de procédure.

L'avocat représentant l'Etat belge ouvre le feu : « La demande de citation de l'Etat belge est irrecevable et ce tribunal est incompétent », déclare-t-il, avant de se lancer dans une longue argumentation juridique. Demande de nullité aussi pour l'avocat des officiers de gendarmerie. Au nom des hooligans, M. Weinstock, du barreau de Bruxelles, insiste sur la mauvaise préparation du procès. « Pourquoi n'a-t-on pas procédé à un autre procès pour les riches et un autre pour les pauvres ? »

demande-t-il, en revenant sur la promesse de l'ancien ministre de la justice de mettre à la disposition des avocats des inculpés une série de dossiers (50 000 pages), promesse qui n'a toujours pas été tenue. Or le coût de la photocopie d'un seul dossier au greffe du tribunal s'élève à 1,5 million de francs belges (environ 230 000 francs français).

Autre point technique soulevé : les hooligans ont été extradés de Grande-Bretagne sur la base d'une inculpation ne mentionnant pas la notion de préméditation, alors que cette dernière figure dans l'acte d'accusation en Belgique. M. Beuthier, un avocat des inculpés, demande pour sa part que soient retirées du dossier deux cassettes vidéo représentant les scènes les plus tragiques tournées le soir du drame. « C'est un montage orienté, donc non objectif », des morceaux tronqués d'enregistrement ne peuvent servir de preuve, affirme-t-il au tribunal. Dernier avocat des supporters britanniques, M. Moureaux, va enfoncer le clou : « Il faut que la justice belge sauve l'honneur belge », déclare-t-il, avant de demander la comparution comme témoins d'une troupe de hauts responsables belges, dont l'ancien commandant en chef de la gendarmerie, et plusieurs députés de la commission parlementaire. Ses conclusions préliminaires prenant par trop l'allure d'une plaidoirie sur le fond, il est interrompu par le président du tribunal : « Vous m'empêchez de plaider ! » s'insurge l'avocat. La séance est levée. Ce ne sera sans doute pas le seul affrontement au procès, qui pour le moment, semble avoir étrangement oublié les victimes.

JOSE-ALAIN FRALON

50 من الأصل

Société

DÉFENSE

M. Chevènement propose de créer pour les exemptés de nouvelles formules civiles du service national

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a présenté au conseil des ministres, mercredi 19 octobre, un projet de loi qui reporterait d'un à deux ans l'incorporation de certains étudiants, appelés jusqu'à présent à l'âge de vingt-deux ans sous les drapeaux. Ce projet de loi (le Monde du 8 octobre) fait partie d'une série de mesures « simples et pratiques », selon M. Chevènement, qui seraient arrêtées ultérieurement pour adapter le service national au monde moderne. Cependant, la durée du service demeure fixée à douze mois.

Devant la commission armées-jeunesse réunie le lundi 17 octobre à Paris, le ministre de la défense a confirmé que « le service national est un droit et un devoir civiques » et il a estimé que « la moitié des quatre-vingt mille à quatre-vingt-dix mille jeunes gens exemptés chaque année était apte à accomplir un service national », c'est-à-dire une forme civile de service, dans le cadre d'une réflexion, à mener, sur la diversification des modalités de sélection et d'incorporation des jeunes recrues.

M. Chevènement a annoncé, à cette occasion, le dépôt d'un projet de loi, dont le Parlement devrait débattre avant la fin de cette année, et il a lancé des « pistes » à suivre pour ce qui concerne, plus spécialement, la modernisation et la diversification des formes nouvelles de service. Le ministre de la défense n'a pas indiqué à quelle date ces pistes devraient donner naissance à une véritable réforme du service, se contentant de préciser ensuite, devant la presse, que « la montée en puissance du service civil serait lente » et qu'il fallait « se garder des excès », « aller sans se presser » et « faire les choses de façon contrôlée ».

1) Les reports d'incorporation des jeunes étudiants. — « Le gouvernement », a expliqué M. Chevènement, « propose au Parlement un projet de loi portant d'un à deux ans le report d'incorporation pour cause d'études, au-delà de vingt-deux ans. Les étudiants pourront ainsi repousser leur incorporation à vingt-quatre ans. L'obtention de ce report ne sera pas subordonnée à l'achèvement d'un cycle d'études, mais seulement à la poursuite d'études. A cela s'ajoutent les reports d'un an et de deux ans, liés aux brevets de préparation militaire. »

2) La diversification des formes du service national. — « La diversification du service national doit respecter un principe : la priorité aux besoins des armées, qui sont la force principale de la défense », a expliqué M. Chevènement. L'extension du service national s'appliquera donc principalement aux jeunes gens qui sont actuellement exemptés. « Pour cette raison », le ministre de la défense devrait conserver la maîtrise

de la sélection du volume des contingents affectés, ainsi que le suivi de l'exécution du service. Pour cette même raison, les formes nouvelles du service national devront autant que possible comprendre « une instruction militaire de base obligatoire » d'une durée de deux mois et faire appel, dans certains cas, à un encadrement militaire.

Trente mille appelés récupérés

A titre d'exemple, M. Chevènement a cité, parmi les formules civiles d'un service national, l'orga-

En 1987

111 170 jeunes Français ont échappé à l'armée

En 1987, on a compté environ 20 080 dispensés (pour raisons sociales et administratives), soit 4,8 % du contingent, et environ 91 090 exemptés (pour motifs psycho-médicaux), soit 22,4 % du contingent.

Pour cette même année, les appelés sous l'uniforme se sont ainsi répartis : 73,1 % dans l'armée de terre ; 13,5 % dans l'armée de l'air ; 6,9 % dans la marine nationale ; et 3,3 % dans la gendarmerie nationale. Les formes actuelles du service civil concernent la coopération à l'étranger (1,4 %), la police nationale (0,6 %) et l'aide technique (0,3 %). Les objecteurs de conscience représentent 0,9 % du contingent.

Toujours en 1987, la ventilation du contingent par tranches d'âge a été la suivante : 51,24 % entre dix-huit et vingt ans ; 34,54 % entre vingt et un et vingt-deux ans ; 14,22 % au-delà de vingt-deux ans. A l'incorporation, l'âge moyen était de vingt ans et neuf mois en 1987.

La mise en œuvre d'unités d'intervention de la sécurité civile, celle d'un service des « volontaires européens du développement » (dont le secrétariat d'Etat chargé de l'action humanitaire a formé le projet) ou celle d'un service civil auprès des associations d'aide aux handicapés et auprès de l'éducation nationale pour des tâches d'enseignement et de soutien pédagogique.

Le ministre de la défense a estimé que l'on pouvait, par le biais de ces services d'intérêt civil, récupérer entre vingt-cinq mille et trente mille appelés qui sont actuellement dispensés. Mais il a considéré qu'il fallait se fonder sur « une expérimentation rigoureuse » pour lancer « cette amorce de diversification » et

éviter un service « à plusieurs vitesses ».

Outre le projet de loi sur les reports d'incorporation pour des études longues et les pistes ainsi tracées pour ajouter des services d'intérêt civil à l'actuel service militaire, M. Chevènement a tenu à rappeler à la commission armées-jeunesse que « l'armée peut et doit apporter sa contribution à la formation initiale, générale et professionnelle des jeunes » sans se substituer à l'éducation nationale.

Ainsi, le ministre de la défense a prévu de « populariser » et de « généraliser » les campagnes, en cours dans les unités, de lutte contre l'illettrisme (l'armée incorpore chaque année mille analphabètes et dix mille illettrés, soit le tiers de ceux qu'elle recense au moment de la sélection).

De même, une réflexion sera menée pour donner à chaque appelé « une instruction civique de base », en cohérence avec l'éducation civique dispensée dans les écoles et collèges.

De même, encore, le séjour de plusieurs dizaines de milliers d'appelés dans les forces françaises outre-Rhin sera mis à profit pour les initier à la langue allemande.

Enfin, M. Chevènement a indiqué que des négociations seront engagées avec les organisations professionnelles et le ministère chargé de la formation professionnelle pour que les certificats de pratique professionnelle délivrés par les armées soient aisément convertibles dans le civil.

POINT DE VUE

Une progression vers l'armée de métier

On lira ci-dessous le point de vue d'un officier supérieur d'active, auquel nous conservons l'anonymat, et qui tente de replacer l'évolution du service national dans la perspective historique et démographique en France.

Le ministre de la défense vient d'annoncer la prolongation du report du service national concédé aux jeunes Français pour leur permettre de suivre leurs études.

La formation des jeunes est un placement tellement sûr que cette mesure constitue, dès à présent, un enrichissement pour le pays.

Cependant, il convient de noter qu'il ne s'agit que d'une chiquenaude supplémentaire au code du service national promulgué par la loi du 10 juin 1971.

Ce code s'est rapidement révélé inapplicable et l'idée qui le sous-tend (et tous les Français font leur service si possible à dix-neuf ans et au plus tard à vingt et un ans, ceux qui voudront faire des études supérieures les feront après) relève du domaine de l'impossible dans notre pays. Elèves, parents, professeurs l'ont fait bruyamment savoir dès les premières années d'entrée en vigueur de cette législation. Petit à petit, elle fut amendée.

Il y eut tout d'abord la possibilité d'un appel décalé jusqu'à vingt-deux ans pour poursuivre ses études ; puis, dans un deuxième temps, l'autorisation de ne partir au service qu'à vingt-trois ans afin de pouvoir terminer un cycle d'enseignement ; enfin, quelques années plus tard, une extension jusqu'à vingt-quatre ou

vingt-cinq ans de cette autorisation pour les titulaires des préparations militaires et des préparations militaires supérieures. Les remaniements se sont faits très progressivement, à petites doses, avec la prudence d'un artificier.

Un monstre intimidant

L'article 5, qui concerne l'âge d'appel, fut modifié cinq fois dans sa formulation et par l'adjonction d'articles bis, ter et quater, mais sans en changer l'esprit et selon le principe que de ne pas partir à l'âge prescrit demeure une faveur.

Il est possible que la formulation de la décision annoncée par le ministre de la défense consacre le retour du principe du sursis dont l'abolition était l'un des objectifs du code de 1971 ; il aura fallu dix-sept ans.

C'est dire combien le sujet du service national, dans ses implications politiques, est un monstre intimidant.

Celui qui s'y attaque fait preuve de courage ; il serait normal qu'il se sente soutenu dans ses initiatives.

Employeur du contingent, victime désignée des dysfonctionnements du service national, l'armée devrait être la première à promouvoir les idées de changement.

En particulier, elle est la mieux placée par rapport à ce qui fait l'essentiel du problème du service national aujourd'hui, à savoir que la ressource excède de beaucoup les besoins.

Les besoins annuels des armées en appelés sont de 250 000 ; la res-

source en hommes est supérieure à 350 000 et les baisses démographiques prévisibles pour le début des années 90 ne nous éloigneront pas de ce chiffre. Aussi, malgré le principe d'universalité du service national et malgré les bonnes résolutions de la défense pour traiter les femmes comme elle traite les hommes, la place qui est faite à celles-ci dans le service national reste marginale (11 257 en 1988) et surtout plus de 30 % des hommes licenciés sont écartés de ce service.

Des expédients

Un certain nombre de solutions ont été déjà apportées à ce problème de sureffectif : la gendarmerie a dû accepter près de dix mille emplois d'appelés ; elle aurait préféré le personnel d'active. La police en a absorbé mille sept cents en 1988 qu'il a fallu loger, nourrir, habiliter et former. On parle des pompiers et de l'éducation nationale. Toutes ces pistes ne sont que des expédients devant le volume des effectifs disponibles ; elles n'ont qu'un effet : une progression vers l'armée de métier, dans la mesure où le morcellement est une étape vers l'élimination.

Cependant, tant que le service national universel reste la règle, les militaires ne devraient ménager aucun effort dans la recherche d'un moyen puissant pour légitimer sans ambiguïté l'exclusion de l'appel sous les drapeaux des deux tiers de la population disponible (si l'on prend en compte les garçons et les filles) ou d'un tiers de la population masculine si elle est la seule concernée.

1968 - 1988



PREFON

Depuis 20 ans au service des Fonctionnaires.

PREFON est un régime de retraite fondé en 1968 par différentes fédérations syndicales de fonctionnaires avec l'appui de la Caisse Nationale de Prévoyance.

C'est un organisme créé par des fonctionnaires pour des fonctionnaires et leurs familles.

Placée sous la tutelle du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, ainsi que sous celle du Ministère de la Fonction Publique et des Réformes Administratives, la PREFON doit une bonne part de son succès à sa nature institutionnelle. Œuvre désintéressée, sans aucun but lucratif,

elle ne réalise aucun bénéfice pour son propre compte, et ne rémunère aucun intermédiaire.

Aujourd'hui, le résultat de 20 années d'efforts et de concours désintéressés, c'est près de 130 000 adhérents dont 26 000 retraités, et un bilan financier qui, avec plus de 5 milliards de F de réserves, traduit clairement la parfaite santé des régimes.

Fort de ces 20 ans d'expériences et de réalisations, la PREFON regarde maintenant vers l'avenir.

Bon anniversaire et bon vent à la PREFON !

PREFON 95 RUE DE COURCELLES 75017 PARIS

Le Monde

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ARCHEOLOGIQUE

ICRONOS

BORDEAUX
ATHENEE MUNICIPAL - ILOT SAINT-CHRISTOLY
24 AU 30 OCTOBRE 1988

Le nouveau
compaq SLT/286.

Quand un ordinateur
permet d'utiliser la puissance
Compaq, n'importe où, sans bureau,
sans prise de courant,
il est forcément devant. Et les
autres derrière.

Ogilvy & Mather

مكثا من الأصل





Le nouvel ordinateur COMPAQ SLT/286 est une nouvelle façon d'utiliser la puissance COMPAQ® : il libère cette puissance en permettant de l'avoir partout sous la main. Partout : en avion, en TGV, en voiture, chez un client, partout, sans prise de courant, avec une autonomie totale.

Réfléchissez deux minutes à ce que cette autonomie va vous amener dans votre vie de tous les jours.

C'est bien simple, le nouveau COMPAQ SLT/286, vous ne le quitterez pas. Du reste, pourquoi le quitteriez-vous ? Cette petite merveille ne pèse que 6,3 kg et n'est pas plus grande qu'un dossier. Très rapide, il est animé par un microprocesseur 80C286 à 12 MHz. Il ouvre les portes de la plus grande bibliothèque de logiciels au monde avec MS-DOS®, et celles du futur avec MS OS/2®.

Le COMPAQ SLT/286 est le premier micro-ordinateur portable à offrir la définition graphique VGA. Vous profitez pleinement de toutes les capacités graphiques des logiciels les plus sophistiqués. De plus, cet ordinateur portable est équipé d'un clavier détachable, ce qui le rend encore plus maniable.

Quand on fait l'addition de toutes les possibilités et performances du COMPAQ SLT/286, on se dit que c'est un ordinateur de bureau COMPAQ®. En fait, COMPAQ®, dont la réussite repose sur une expérience sans équivalent des ordinateurs portables, l'a conçu pour être un vrai micro-ordinateur... portable.

En quelque sorte c'est un ordinateur de bureau qu'on peut emmener au bout du monde. Mais vous verrez : ceux qui nous suivent nous suivront bien jusque-là.

Plus de 250 Revendeurs Agréés Compaq® vous attendent pour vous parler de ce nouveau COMPAQ SLT/286. Pour connaître le vôtre, appelez le 16 (1) 69.86.71.71 ou écrivez à COMPAQ®, 5, Avenue de Norvège, 91953 Les Ulis Cedex.

COMPAQ
à suivre

Culture

ARTS

A l'Ecole des beaux-arts

Dessins d'Allemagne

Résumé de l'art allemand
en cent vingt-six dessins :
de Dürer à Baselitz
en passant
par Martin Luther

L'Ecole des beaux-arts ayant montré une forte faction de ses collections à Hambourg il y a deux ans, la Kunsthalle de Hambourg expose à Paris l'essentiel de son cabinet de dessins allemands. Le procédé est de bonne politique muséale, et d'heureuse conséquence puisqu'il permet d'aller voir Schongauer, Dürer et Altdorfer dans la chapelle de l'Ecole, chapelle que l'on est enfin parvenu à changer en galerie d'exposition sans trop masquer pour autant les copies et moulures qu'elle abrite depuis plus d'un siècle.

Il y a donc là plus d'une centaine de dessins rangés dans l'ordre chronologique, des Primitifs aux contemporains. Et il n'y aurait là qu'une anthologie de qualité conçue pour être goûtée pièce après pièce si la composition de la collection hambourgeoise et l'accrochage des œuvres ne rendaient clairement sensible une étrangeté majeure de l'histoire de l'art allemand : qu'elle se divise en deux périodes distinctes séparées par une violente rupture.

La première de ces périodes, celle des maîtres du XV^e et du premier tiers du seizième siècle, semble toute de facilité et de conquête. La minute du trait descriptif qui va s'allégeant, le pictorialisme des costumes et des visages, l'adresse des travaux à la plume sur papier de couleur rehaussés de blanc, le fantasme d'Altdorfer et d'Huber, tout cela ne pose guère de problème. On admire de bon cœur ces prodiges de méthode et d'invention. Or ce sont des prodiges sans postérité. Passé le seuil d'une salle, styles et sujets n'ont plus le moindre rapport avec ce qui précède. Le Titien remplace le Danube, la mythologie l'imagination, le classicisme l'originalité un peu médiévale des scènes paysannes.

Comme s'il ne s'était plus rien dessiné ni peint des Alpes à la Baltique entre les années 1530 et le dix-septième siècle, il faut glisser des portraits à la Holbein de Nikolaus Kremer à une vue du Forum dont n'importe quel artiste de Rome vers 1630 pourrait être l'auteur. Sujets convenus, banalité de manière : on dépit des efforts et de l'ardition des conservateurs de Hambourg, ni Scheits ni Bach cent ans après ne suffisent à convaincre de l'existence d'une école allemande.

Quelques paysages, quelques plates idylles, des effigies plus médiocres encore témoignent de l'abaissement des arts et des effets de la Réforme. Comme les représentations religieuses qui fournissent le gros des motifs aux peintres germaniques jusqu'à 1517 sont désormais interdites, il ne reste que des topographies et des imitations. La violence de la révolution réformée a été telle qu'elle a éliminé jusqu'à la possibilité d'une création.

Qu'ils aient réussi ou non dans leur tentative de restauration, les artistes de la première moitié du

dix-neuvième siècle, Nazarens et Romantiques, ont eu au moins le mérite de savoir où était le mal. Overbeck, Schlegel, Carlstadt et Runge, dont il est rare de voir des œuvres en France, se donnent des sujets sacrés et symboliques, se risquent à nouveau dans le genre du nu et tendent, de leur mieux, au sublime. Ils prétendent rendre à leur art toutes ses facultés. Leurs pastiches italiens et primitivistes peuvent sembler l'effort ou le tomber dans le sulpicianisme, il reste qu'ils ont refusé d'accepter le paysage méfiant des Erhard et Richter et couru le risque de rompre avec le goût du réalisme propre.

Ce dernier, seule forme acceptable de l'art aux yeux du public, n'a pas abdiqué pour autant. Acaémisme ou superficiellement modernisme, il règne à peu près jusqu'en 1900. Les dessins canchermardesques de Klinger, qu'aimèrent tant les symbolistes, font figure d'exception, comme ceux de Werner au dix-septième siècle. Vestiges de l'ancienne inspiration fantastique, ils rendent hommage au beau temps d'Altdorfer comme à celui d'un paradis en allé, une nostalgie non moins vive, qui s'exerce à l'endroit du pittoresque humain et du tragique, passe chez Käthe Kollwitz, Barlach, Hebbach et Grosz.

Tous veulent ressusciter un art allemand qui serait enfin libéré de la menace iconoclaste et puritaine. Ils se trouvent ainsi conduits à citer et imiter les archaïsmes de leurs lointains inspirateurs et exaltent une sorte de vitalisme de la création. L'extrême de l'expressionnisme, seul d'opposer à l'extrême de l'anticonformisme, ils répondent à l'interdit par l'instinct et au silence par le hurlement. A en juger par les Baselitz sur lesquels finit l'exposition, on peut penser que cette querelle n'est pas près de finir.

PHILIPPE DAGEN.

* Chapelle de l'Ecole des beaux-arts, jusqu'au 31 décembre.



Ere de Hans Baldung Grien

A Saint-Etienne

Le nouveau fonds Brauner

En vingt-deux œuvres,
les thèmes obsessionnels
d'un peintre surréaliste.

Vingt-deux peintures, plusieurs milliers de dessins, une vingtaine de céramiques, sa collection d'art primitif et quelques tableaux d'ami comme Matta ou Héliou : le legs de la veuve de Victor Brauner au Musée de Saint-Etienne est exceptionnel. Dans l'ensemble surréaliste déjà important de ce musée, la présence de cet artiste est désormais telle que Bernard Ceysson et Jacques Beaufort, les conservateurs, ont décidé la création d'un Centre d'études et de recherches Victor-Brauner, qui aura d'abord pour tâche de dresser l'inventaire de ce fonds nouveau.

Repères
et témoignages

Dans un premier cahier du Centre, Maurice Fréchet présente les œuvres peintes qui font l'objet de l'exposition actuelle. Elles proviennent de l'atelier même de Brauner qui les considérait comme des repères dans sa carrière, des témoignages de ses époques successives. Les thèmes obsessionnels de l'œil, du sexe, des métamorphoses suspendues entre les différents genres, des humanoïdes asservis par les projets fous d'ingénieurs en simulacres, assurent la continuité magique de ces vingt-deux peintures réalisées de 1930 à 1959.

Il est juste, pourtant, pour s'initier à la vision du peintre, de pénétrer en elle par le seuil de la Ville méditerranéenne datée de 1930, l'année où le jeune Roumain, qui avait déjà fait pour son compte, à Bucarest, l'apprentissage de l'irrational, s'installe à Paris. Le Fantôme de 1932, aux machineries dadaïstes, les peintures métaphysiques, de 1938, aux objets-rébus, proches de De Chirico, l'Œuvre à la grande mosaïque et aux forts attributs sexuels fournissent également quelques clés. Si les grilles au graphisme nerveux

de 1952 rappellent Giacometti par la manière, les mannequins impulsants ou prisonniers qui en font le thème relèvent bien de la seule angiosse de Brauner. La vierge aux ondolements lumineux de la Pierre philosophale (1940), le personnage à double face de Totipot, les petites peintures à la cire, de 1945, dont celle aux visages emboîtés, dédiée à sa femme, les galets peints, le masque polychrome, le couple presque fluorent de 1957, participent de représentations mythologiques qui lui sont propres.

Quelques belles pièces de sa collection d'art primitif, dont un dessus de casque senoufo, évoquent le concert magique dans lequel Brauner aimait vivre.

JEAN-JACQUES LERRANT.

PHOTO

Un livre et une exposition de Ralph Gibson

La magie du visible

Entre réalisme
et abstraction,
l'impasse formaliste
d'un créateur prolifique,
trop habile
et chéri par le succès.

De livre, Ralph Gibson affirme qu'il est une « suite ininterrompue de décisions correctes ». Personne n'est mieux placé que lui pour avancer une telle affirmation. Dans les albums qui ont fait sa réputation, chaque page peut se lire isolément. Prise dans une continuité, elle est indiscutable de ce qui précède et de ce qui suit.

In situ, son dernier album (1), reprend sans surprise les recettes qui ont assuré son succès. A travers ses thèmes habituels (le corps, les objets, l'architecture), on l'on retrouve sa poésie de l'étrange. Gibson dépêche froidement le mystère du banal. Son art repose sur une grammaire simple : le combat de l'ombre et la lumière, les jeux d'échelle, de volume et de surface, la primauté du plein de la matière et, surtout, le règne absolu du détail. Dramaturge

de l'anodin, Ralph Gibson, sans avoir l'air d'y toucher, bâtit ainsi à sa mesure un monde de pure illusion. Ses images, lumineuses et faiblement naturelles, ne contiennent pas tout ce qu'elles peuvent dire. Regardé séparément, chacune d'elles est fort belle et distille ce bonheur trouble que seuls ressentent ceux qui ont la patience et l'audace d'oser regarder longtemps.

Qu'il cadre un dos courbé, une bouche en très gros plan, un pan de bâtiment, Gibson est entièrement responsable de ce qu'il voit. Ennemis du réalisme, qu'il a jadis pratiqué comme reporter, il élimine lors de la prise de vue tout accident.

Dans le numéro des Cahiers de la photographie qui lui est entièrement consacré, il déclare : « Je ne désire jamais faire des photographies abstraites, mais photographier le côté abstrait des choses ».

Malgré d'éblouissantes surannes, la syntaxe gibsonienne semble pourtant avoir épuisé passagèrement son lexique. Sans le système associatif complexe qui a fait l'originalité de ses livres antérieurs, In situ apparaît comme un brillant exercice de style, un peu vain. Suivant l'exemple douteux de sa récente anthologie des « nus », le livre n'est plus pour Gibson un moyen d'expression autonome. Mais la compilation opportune, sans nécessité, d'images non datées, faites à Paris, Bergamo ou Bridgelyampton.

Reste, bien sûr, la remarquable qualité des tirages qu'expose fidèlement Agathe Gaillard (2). A savourer la profondeur des noirs, la subtilité des gris, on regrette d'autant plus que le magicien qui les a pris ait provisoirement consenti, comme tant d'autres, à s'imiter soi-même.

PATRICK ROEGERS.

(1) Ralph Gibson, In situ, Navarin éditeur + Fondation Kodak-Parthé, 60 photographies.
(2) Exposition sous le même titre à la galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris-8^e, jusqu'au 22 octobre.

Un musée Benois à Petrodvoretz

Leningrad fête le retour des émigrés

L'ouverture d'un musée
peu conventionnel,
près de Leningrad,
est aussi

l'une des manifestations
de la « perestroïka ».
Une réévaluation
du patrimoine soviétique.

« Je déclare ouvert le musée de la famille Benois. » Les paroles de Vladimir Kazenin, vice-ministre de la culture soviétique, s'envolèrent avec le vent de la Baltique, qui secouait le feuillage doré du parc de Petrodvoretz, mercredi 28 septembre, à Leningrad. Mais les deux cents invités, un peu lassés par de trop longs discours, avaient compris. Ils s'engouffraient avec impatience dans le charmant édifice baroque peinturluré de jaune et de blanc qui abritait autrefois les dames de la cour impériale.

Cela ressemblait autant aux retrouvailles d'une grande tribu qu'à une inauguration officielle. Au coude à coude, avec les « apparatchiks » de la culture, en costume sombre, se pressaient les membres de la diaspora Benois. La plus jeune, Sarina, une Américaine de vingt printemps, descendante de la lignée des musiciens Tcherépne, soutenait le plus ancien, Rémy Clément, un Français de quatre-vingt-neuf ans, auquel l'enthousiasme redonnait du jargon. Le comédien Peter Ustinov glissait des malices dans l'oreille de ses voisins : la veuve de Nicolas Benois, ancien directeur de la Scala de Milan, et Pierre Braslawsky, musicien de jazz et architecte français, coauteur du palais du Festival à Cannes.

A travers le temps
et l'espace

Tous ces Benois d'Occident retrouvaient leurs cousins demeurés en URSS. On s'exclamait, on s'embrassait et, bras dessus, bras dessous, on allait repérer son rameau sur le baobab généalogique placardé, comme il se doit, dans la première salle du musée. Puis, après avoir vérifié que l'on figurait bien sur la liste des quarante donateurs, gravée dans le marbre, on cheminait de pièce en pièce pour détailler les trois cent cinquante œuvres exposées. Un voyage à travers le temps et l'espace. Un périple d'histoire et de géographie culturelle couvrant près de deux siècles et concernant une dizaine de pays différents.

Étonnante destinée que celle de cette famille. Elle aurait enchanté le moine génésique Gregor Mendel. Elle commence sous la Terreur lorsqu'un certain Louis-Jules Benois, natif de la Brie et cuisinier de son état, suit son maître, le duc de Montmorency, fuyant la guillotine des sans-culottes. Le voilà bientôt maître de bouche de la marine, à Saint-Petersbourg. L'un de ses dix-sept enfants, Nicolas (1813-1899), devient architecte de la cour, participe à la construction de divers palais et édifices publics et prend rang avec les siens dans l'aristocratie de la capitale tsariste.

Les Benois se mêlent aux Cavors, d'origine vénitienne, aux Lancerry, descendants d'un soldat de Napoléon resté en Russie après la retraite, mais aussi à des « indigènes » qui s'appellent Konksi, Serbryakov, Ustinov, Tcherépne ou Braslawsky. Ces croisements avec d'autres familles bourgeoises cultivées génèrent une foisonnante dynastie d'artistes dont les personnalités et les aventures feraient une passionnante série télévisée.

L'un des plus connus est Alexandre Benois (1870-1960), qui fut, un moment, après la révolution de 1917, conservateur au Musée de l'Ermitage. Mais le durcissement du régime et les prévisions du stalinisme le poussent à refaire en sens inverse le chemin de son ancêtre. Le voilà à Paris, Londres ou Milan, Dessinateur de costumes pour l'Opéra, décorateur de cinémas, aquarelliste, illustrateur, historien d'art, les activités de ce touche-à-tout doué semblent un concentré des aptitudes familiales.

Son itinéraire est également celui de plusieurs autres Benois, qui émigrent en Suisse, en Italie, en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Allemagne et jusqu'en Argentine. Ainsi Zemzema Serbryakova (1884-1967), portraitiste, qui

passa la première partie de sa vie en terre russe puis la seconde à Paris, où deux de ses enfants demeurent encore. Parvenue à la quatrième génération, cette diaspora va-t-elle se diluer encore et disparaître dans le vaste melting-pot culturel mondial ? L'un des fils d'Alexandre, Nicolas Benois (1901-1988), fixé en Italie et directeur de la Scala, décide en 1986, deux ans avant sa mort, d'empêcher cela.

Mettant à profit l'ouverture gorbatchevienne, il propose aux Soviétiques de leur donner ses collections à condition qu'ils ouvrent à Leningrad un musée regroupant les œuvres éparses de la famille. L'idée est reprise, appuyée et mise en œuvre par la branche française, notamment par Pierre Braslawsky, qui ne manque pas d'attouts. Architecte, parlant russe depuis qu'il est gamin, il est également l'un des membres influents du Parti communiste français.

A Moscou comme à Leningrad, la « nomenklatura » accepte. Endroit choisi : l'une des dépendances du palais de Petrodvoretz, le Versailles de la Baltique, construit par Pierre le Grand, détruit par les Allemands durant la dernière guerre mais soigneusement reconstruit. Un lieu d'intense fréquentation touristique. Six millions de visiteurs y passent chaque saison.

En un an-miracle de la « perestroïka », les dix-huit familles et les bureaux qui occupent le bâtiment sont démantelés, la rénovation est menée à bien (coût : million de roubles), et les mille deux cents œuvres sorties des collections privées d'URSS et de huit autres pays sont rassemblées. Pour l'inauguration, les Soviétiques ont littéralement dérobé le tapis rouge. Durant quarante-huit heures, Leningrad a vécu une sorte de festival Benois : inauguration du musée avec aubade in situ par un orchestre symphonique, soirée au Kirov, plaque dévolue sur l'ancienne maison familiale qui sera restaurée, table ronde en présence de la presse dans les salons de la mairie, ballet nocturne suivi d'un feu d'artifice, multiples comptes rendus à la télévision et dans la presse.

Ce déploiement médiatique paraît inspiré par au moins trois motifs. Il s'agit d'abord, en réhabilitant une famille dont le cosmopolitisme fut longtemps suspect, d'effacer l'une des « bavures » de l'époque stalinienne. « Les Benois parlaient toutes les langues », a dit un officiel, mais ils pensaient russe. Il fallait aussi remercier les donateurs privés, soviétiques et étrangers, qui ont fait confiance aux autorités et à la pérennité de la « perestroïka ». Célébré à l'envi, le « retour des Benois » prépare le terrain à d'autres récupérations d'œuvres salées au caché. On parle de faire revenir au pays tels documents aux Pouchkine appartenant à la veuve de Serge Lifar, ou telle collection de peinture partie jadis en Inde.

Le fonds culturel
soviétique

Enfin, on tenait à souligner la volonté d'ouverture tous azimuts qui anime les nouvelles équipes. Le fonds culturel soviétique, créé il y a deux ans pour échapper aux pesanteurs administratives, a été la cheville ouvrière de l'opération Benois. Ses dirigeants ne cachent pas qu'ils ont bien d'autres projets de « joint venture » culturel avec l'étranger. Des négociations auxquelles participent les diplomates soviétiques, l'association de la famille Benois et l'UNESCO sont en cours. Objectif : la création à Petrodvoretz d'un centre culturel international, une sorte de Villa Medici qui accueillerait des artistes du monde entier pour qu'ils travaillent ensemble et se fassent connaître.

Ouverture économique aussi : à l'occasion et en marge des festivités Benois, Robert Holtz, envoyé de la Confédération des PME, a élaboré un projet de protocole avec Vladimir Khoderov, le maire de Leningrad. Il s'agit de faire travailler ensemble sur le plan technique et commercial des entreprises françaises et leurs homologues soviétiques. Pierre le Grand voulait que Saint-Petersbourg soit une fenêtre ouverte sur l'Occident. Sur ce point aussi, Leningrad renoue avec son passé.

MARC AMBROISE-RENDU.

Rendez-vous **CRETEIL**
Haut de Paris

DU 14 AU 26 OCTOBRE
MAGUY MARIN
COUPS D'ETATS

DU 18 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE
PHILIPPE AVRON
DOM JUAN 2000

48 99 18 88

Culture

VENTES

Les céramiques de Picasso

Pendant très longtemps, les céramiques de Picasso ont été considérées comme des œuvres d'art. Elles étaient mal diffusées et mal répertoriées, ce qui effrayait les collectionneurs potentiels. Explique Gérard Fagionato, expert chez Christie's. Mais, depuis un an, le vent tourne. Ces céramiques sont désormais recherchées pour le nom magique de Picasso bien sûr, mais aussi pour leur intérêt décoratif. Sotheby's et Christie's l'ont sans doute compris puisque, ils ont organisé d'intervalle à Londres, ils ont organisé pour la première fois une vente des éditions Picasso. Au total, près de soixante-dix pièces pour Sotheby's, qui a également glissé quelques céramiques de Léger, Marie Laurencin, Vlaminck et Braque, et une certaine pour Christie's.

A partir de 1946 et pendant près de vingt ans, le peintre des Femmes d'Alger exécuta des milliers de céramiques, dont six cents modèles connus, pièces uniques ou d'édition tirées par les Poteries Madoira à Vallauris, où Suzanne et Georges Rami l'accueillirent dès juillet 1946. Même si les styles Picasso demeurent parfaitement identifiables, il n'en a pas moins abordé la céramique avec le même

goût d'innovation que pour sa peinture. « Un apprenti qui travaillerait comme Picasso ne trouverait pas d'emploi », se plaisaient à dire les époux Ramis.

Sous les mains de cet apprenti sorcier, les vases et les bouteilles deviendront des petites femmes, comme on recépient à deux anses, partiellement verni (estimé à 26 000 F); des pigeons, des colombes ou des chouettes comme ce vase à la chouette (près de 45 000 F). Mais la tentation de la sculpture sans parfois la plus forte, avec un petit pigeon unique, estimé à plus de 700 000 F. Toujours plus inventif, Picasso rajoutera des débris de terre cuite qui deviendront des barbes ou des cornes de faune en relief sur un vase. Personnage et tête. Tiré seulement à vingt-cinq exemplaires, il est évalué à près de 400 000 F. A la fois graveur, sculpteur et potier, Picasso exécutera une série complète de huit assiettes, chacune représentant une étape différente de la Corrida (300 000 F).

De facture plus « classique », le profil aquilin de Jacqueline sur fond noir et ocre à la manière des vases grecs anciens est estimé entre 30 000 et 35 000 F. On encore Jacqueline

au cheval, un décor également reproduit dans de nombreux dessins et tableaux de Picasso. Cette assiette est évaluée 40 000 F. Classée toujours avec un plat unique représentant la Corrida, coté entre 800 000 F et 1 200 000 F. Quant à la Grande Femme au chapeau orné, plaque en céramique grise à décor rose incisé, elle rappelle le Picasso du Baiser, de 1969. Véritable tableau, il est plus modestement estimé à plus de 80 000 F. Enfin, une assiette Femme échevelée, à l'image de ses dessins « érotiques », des dernières années de sa vie, pourrait trouver preneur pour 30 000 F.

Même si les prix ont presque doublé en cinq ans, ils demeurent très souvent raisonnables — les entre 10 000 F et 1 200 000 F — et devraient attirer de nouveaux collectionneurs, explique Gérard Fagionato. Bica que, pour l'instant, les Anglais et les Français soient les plus gros acheteurs, ils doivent déjà compter avec les Allemands, les Américains, les Japonais et même les Africains du Sud.

ALICE SEDAR.

* Vente : le 19 octobre chez Sotheby's à Londres (10 heures du matin); le 21 octobre chez Christie's, à Londres (10 heures du matin).

THÉÂTRE

« A ta santé, Dorothee », de Remo Forlani

Pale tisane

La dernière comédie de Remo Forlani a le goût fade et sucré de ces tisanes que Jo — Michel Galabru, pourtant savoureux — refuse de boire tout au long de la soirée.

Bien sûr, Remo Forlani n'est pas dépourvu de savoir-faire. Romancier, journaliste, scénariste, réalisateur, on lui doit notamment, côté théâtre, quelques alertes comédies couronnées de prix. Ainsi, Lundi, monsieur, vous serez riche, ou Un roi qui n'est pas malheureux. Il aime la rime — ça rime beaucoup dans sa dernière pièce, A ta santé, Dorothee, — le jeu de mot cultivé — « Vous avez la An-dessous du volcan — « Non, je ne lis qu'en avion », — ou, plus irrévérencieusement, par ces grands temps d'indignation outragés, ainsi, en substance : le Christ ? Ce mort est un suicide déguisé. Ça fuse, ça passe, et ça lisse. Oh, veut-il nous mener, avec cette histoire qui emperlucote l'euthanasie

et la fièvre de la Bourse. L'amour et la maladie en une histoire qui se garde bien de déboucher sur quel que ce soit, ou même d'émouvoir ? A ta santé, Dorothee ressemble à une broderie au point vil sans motif autre que celui de donner en spectacle quelques têtes d'affiche.

Les faits ? Soit une maison confortable, mais sans plus, en Normandie (décor sans histoire de Jacques Noé). Douceur du soir, trompeuse (mise en scène par Jacques Seiler), les gens font la tête : Dorothee (Michèle Luccioni), sa copine comfite en tisanes et bondieuseries (Jacqueline Jehanneau), son fils (José Luccioni) et sa bru (Annie Jouzier). « Alors, on peut savoir, c'est quoi la suite du soir ? » tonitruent Michel Galabru, amant depuis vingt ans de Dorothee et imprégné sur le retour, devenu sourd à force de fréquenter, à défaut de Callas, les rockers dégingolés.

La suite, c'est la jambe de Médame : elle ne veut plus bouger. Vrai ou faux ? On ne sait. Survient son ex-médecin cynique et friqué (Alain Mottet, excellentement car-

naturl). Il n'y va pas par quatre chemins : paralyse générale et mort lente garantie. Ange compatissant, il lui donne la pilule fatale et libératrice.

On la croit morte, on la pleure. Mais la revoilé. Et le fils de virer son Edipe enfin dans le bon sens, et Jo de se découvrir une vocation de nou-nou. Elle, elle joue le tout pour le tout, mise à la Bourse et gagne. Coup de théâtre final.

C'est long, et on regarde ces comédiens dans l'ensemble talentueux tourner en cage, comme des lions qu'on aimerait voir se pavaner tous poil dehors. Immobilisés sur son fauteuil roulant, Michèle Luccioni jette encore des flammes. Quant à Michel Galabru, il est craquant bien sûr, débordant de vitalité mal placée — son rôle aussi veut cela. Un harnaisement de sourcil, un gonflement de joues et il occupe l'espace, s'empresse, joue, ventrè déboussie, accost anglais à couper au couteau.

Mais le théâtre, c'est plutôt rassurant, est à l'image de la langoustine que Jo tente d'élever avec beaucoup d'affection, dans une baignoire en plastique : elle manque d'ode, de grand air, elle tourne en rond. Elle a l'air bien triste.

ODILE QUIROT.

* Au Théâtre de la Renaissance. Tél. : 42-08-18-30.

MUSIQUES

La « 4^e Symphonie » de Landowski

La bonté haute, inhumaine, terrible...

Paysage intérieur d'une âme ardente et inquiète, la nouvelle œuvre de Marcel Landowski est une réussite.

Avec l'Orchestre national à nouveau fouetté par l'ambition, Georges Prêtre a fait, samedi aux Champs-Élysées, une superbe démonstration en faveur d'une musique française qu'on joue parfois de façon un peu anémique. Inaugurant le cycle consacré à Daniel-Lesur pour le quatre-vingtième anniversaire de celui-ci, il a interprété Andrea del Sarto, symphonie symphonique de 1949, comme une coulée de lave en fusion, d'un sombre romantisme, avec une violence et un frémissement qui révélaient l'accord profond du musicien et du poète, si délicats par ailleurs, dans l'illustration du tragique héros de Musset.

Il a tiré ensuite un véritable son d'artifice dans la Gloria de Poulenc, menant à bride abattue les excel-

lents chœurs de Radio-France, parinstants quelque peu essouffés par cette furie. Mais avec quelles prévenances (il entourait la soprano Michèle Lagrange, à la voix lumineuse), parfois un peu sur le bord du précipice, qu'elle évitait avec grâce.

On attendait la Quatrième Symphonie (dédiée à Georges Prêtre) de Marcel Landowski, qui arrive près d'un quart de siècle après les précédentes de cet auteur. Une demi-heure, cinq mouvements, des épigraphes mystérieuses, quatre thèmes expressifs (« thème d'espace », plainte, interrogation, choral) qui reviennent dans les différentes parties.

C'est une œuvre d'une écriture serrée, belle et émouvante, qui transcrit fidèlement le paysage intérieur du compositeur, ardent, tendre, idéaliste, mais d'une paix toujours menacée. Une angoisse pèse sur le premier mouvement (« Je crois très bas à la bonté haute, inhumaine, terrible, que l'on ne comprend pas », citation de Marie

Noël) : des sonorités très poétiques, neigeuses et étranges, sont sans cesse refoulées par une masse orchestrale de nuages noirs. La ronde de l'Allegro vivace, sous le signe de Paul Fort (« Si tous les gars du monde... »), est plus impétueuse et frénétique que dionysiaque, seulement éclairée par la lumière plus dédramatisée du choral.

C'est dans le troisième et le quatrième mouvement que la sérénité semble la plus proche : une image de grand bonheur aux couleurs chaleureuses et lyriques, puis les sonnailleries des Cloches de Bruges qui mélangent divers carillons aux lignes complexes et délicates. Mais le final, intitulé Une quête, reprend sa course de plus belle, freine, repart encore, développe puissamment le thème du choral sous des éclairages contrastés, « est appel qui demeurera sans réponse comme toutes les questions essentielles de la vie ». On sait bien que Marcel Landowski n'aura jamais fini de courir après son idéal...

J. L.

Au Festival d'Angers

Sapho, Levinas et Scelsi

Ce Festival, qui a quelque peine à se trouver, accueillera l'an prochain le congrès mondial de la Société internationale de musique contemporaine.

Angers, le sixième Festival de musique du vingtième siècle, qui s'est achevé dimanche 16 octobre, a presque atteint l'âge de raison. C'est sans doute le temps nécessaire pour enraciner une entreprise de cet ordre en une région d'authentique tradition musicale, mais aussi sage et doucement ordonnée que le sont les coteaux de Loire. Côté public, ce sixième Festival offrait cette année un spectacle rafraîchissant : salles pleines, beaucoup de jeunes.

La Conférence des oiseaux, l'opéra de Michael Levinas, avait

été présenté au Festival de Montpellier l'été dernier, mais la mise en scène d'André Wilms a été retravaillée à Angers pour un lieu clos. La chanteuse rock Sapho est revenue avec un plaisir déclaré, tant elle est ravie de participer à cette expérience, neuve pour elle, d'un nouveau langage musical, tout aussi contemporain que le sien. Elle s'y révèle excellente musicienne, s'insérant avec aisance dans cette pratique différente, occupant avec force l'espace théâtral. On aurait aimé l'entendre chanter davantage au cours de cette « conférence-opéra » essentiellement parlée. Le travail du compositeur qui a beaucoup repensé son œuvre depuis sa création (à La Villette, il y a trois ans), est aujourd'hui plus abouti.

C'est toute seule, samedi matin, dans le cadre délicieux de la Bibliothèque municipale, que l'étonnante virtuose Mishiko Hirayama offrait,

en une heure de récital d'une concentration extrême, deux cycles vocaux de Giacinto Scelsi : les Cantil del Capricorn, achevés en 1972, et Hô, laissé inachevé par la mort du compositeur le 9 août dernier. Les deux cycles sont le fruit de l'étroite collaboration entre le compositeur et son interprète. Avec le support de simples onomatopées, c'est un voyage au gré des trouvailles sonores, du signe vocal le plus violemment primitif au raffinement du son murmuré quasi imperceptible. Mishiko Hirayama, interprète idéale de ces œuvres, ouvre les portes d'un univers étrange et force à l'écoute !

L'an prochain Angers, à l'époque de son Festival, s'ouvrira encore plus largement au monde extérieur. Le Festival accueillera le congrès mondial de la Société internationale de musique contemporaine (S.I.M.C.). L'âge de raison, sans doute.

BRIGITTE MASSIN.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

INSTITUT MEERLANDAIS 21, r. de Lille Paris 7 Jeucl 20 octobre 18 h 30 Tél. : 47-65-65-68 (R. Valentin)	AURELIA SAXOPHON KUARTET Quatre saxophonistes RAVEL, PIERRE FLORENT SCHWITT MARTIN PADONING Salle PLEYEL Samedi 22 octobre 17 h 30 (R. Valentin)
Église des Réformés 24, rue des Archives Dimanche 23 octobre 17 heures (Rouge)	CONCERTS PASDELOUP Dir. : Gérard DEVOS Sot. : Théâtre DUKAS, GRIEG DVOŘAK
Théâtre Athénien L. JOURNET Lundi 24 octobre 20 h 30 (p. a. Valentin)	Arleen THIEL Soprano Joël PONTET Piano Fort Chœur de Joël HAYON
GAVEAU Mardi 25 octobre à 20 h 45 (p. a. Mandel Musique)	CECILIA GASDIA Mecelle GUESSON Piano MOZART, ROSSINI DONIZETTI, VERDI L. L. FERNANDEZ PRODUCTIONS FINE ARTS
GAVEAU Vendredi 28 octobre à 20 h 45 (p. a. Mandel Musique)	ACTION MUSICALE PHILIP MORRIS Vocal : GILLES APAP Dir. : BEN SELIG MARTIN GRIEG J. L. FERNANDEZ PRODUCTIONS Piano : ANDRÉAS BACH MARTIN GRIEG
GAVEAU Lundi 31 octobre à 20 h 45 (p. a. Mandel Musique)	

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Musical Daniel Barenboim
Directeur Général Pierre Vostinsky
SALLE PLEYEL 20H30
19, 20 octobre
Emmanuel Krivine, direction
Jean-François Heisser, piano
Mozart, Les Noces de Figue, ouverture K. 482
Brahms, Concerto pour piano n° 2
Franck, Symphonie en ré mineur
RENSEIGNEMENTS - LOCATION
SALLE PLEYEL : 45630796

SALLE PLEYEL ALBERT SARFATI présente

DIMANCHE 6 NOVEMBRE 1988 A 20H30
GEWANDHAUSORCHESTER DE LEIPZIG
KURT MASUR
WBER - MATTHIAS - BEETHOVEN
Location Salle Pleyel - Agences et 3 FNAC
Par téléphone : 45 63 08 73 de 13 h à 18 h - 45 61 08 40 de 9 h à 18 h

Concerts Radio France Octobre-Novembre

MUSIQUES SACRÉES	MUSIQUES DE CHAMBRE
25 Mardi 25 octobre 20 h 30 Église Notre-Dame-du-Travail J. S. Bach : Cantates Valls : Missa Scala Arelina A. Mellon - G. Lema - J. Elwas - P. Kooy Ensemble vocal et instrumental La Chapelle Royale Direction : Gustave Lacombe	22 Samedi 22 oct. 15 h Salle Gaveau Le Salon Beethoven Alban - Liszt - Chopin - Reber Régis Pasquier - Roland Pidoux - Olivier Gardon 7 Lundi 7 novembre 20 h 30 Salle Saint-Germain l'Auxerrois Musique Ancienne, Chant Ménestrel ou Chant Ambrosien (Haut Moyen Âge) Ensemble Organum Direction : Marcel Pérès Radio France LOCATION 14 j. à l'avance RADIO FRANCE 42 30 15 16 SALLE GAVEAU 45 63 20 30 ÉLUSÉS : Vente sur place le soir de concert
4 Vendredi 4 novembre 20 h 30 Eglise Saint-Germain-des-Près Coproducteur avec le Festival d'Art Sacré	17 Du 17 au 21 oct. 20 h 30 Radio France - Vendredi 21 oct. 20 h 30 Eglise Audouin Quatre concertos pour guitare et orchestre, avec le Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio France

LE THEATRE GERARD PHILIPPE

présente du 14 au 25 octobre
LE ROCADO ZULU THEATRE
dans
ANTOINE M'A VENDU SON DESTIN
mise en scène D. Mesquich et S. Lathou Tansh.
Location, Renseignements 42.43.17.17 - Agences et FNAC - Pl. 100 F et 50 F.

danse

21-22 oct. 20 h 30
dim. 23 à 14 h 30
MATHILDE MONNIER FRANCE
danse théâtre
du 26 au 30 octobre
MARTHA CLARKE USA
VIENNA LUSTHAUS
LOC. 4274 2277
2 PLACE DU CHATELET

ESPACE CHAMPERRET

(Porte Champerret) Paris 17^e
PASSERELLES DE L'ART
2^e SALON
des ANTIQUAIRES
et des CRÉATEURS CONTEMPORAINS
Du 14 au 23 octobre 1988
de 11 h à 19 h 30 • Jeudi jusqu'à 22 h

Minetti

de Thomas BERNHARD
Mise en scène
Joël JOUANNEAU
avec
David WARRILOW,
Marie GUILLIER,
PIERAL
48 31 11 45
11 OCT. →
13 NOV.
FESTIVAL d'AUTOMNE à PARIS 1988

LA DISPUTE

de Marivaux
Mise en scène
Laurence Février
Du 13 au 23 Octobre
CAC LES GEMEAUX
49 Av. G. Clemenceau
92330 Sceaux
46 60 05 64

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

PARIS-NORD. ATTRACTIONS POUR NOCES ET BANQUETS. Jardin d'hiver (42-62-59-00), 21 h.

ARISTOTELES. L'homme Form (42-62-59-00), 18 h.

LA MINOTAURE. Théâtre des Poètes Maritimes (42-62-59-00), 19 h.

GERARD SETY. Théâtre de Dix Heures (42-62-59-00), 20 h 30.

LA PARIS D'ARAGON. Maison de la Poésie (42-62-59-00), 20 h 30.

AVANT. Théâtre Antoine-Simone Barreau (42-62-59-00), 20 h 30.

ANTOINE M'A VENDU SON DESTIN. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-62-59-00), 21 h.

LE ROI SE MEURT. Bouffes du Nord (42-62-59-00), 20 h 30.

FIN DE PARTIE. Comédie-Française. Salle Richelieu (40-15-00-15), 21 h.

TOKYO. Théâtre de la Huchette (42-62-59-00), 21 h 30.

L'ÉLÉPHANT EST TOMBÉ. Palais des glaces. Grande salle (46-07-49-93), 21 h.

LES ATELIERS GÉRARD-PHILIPPE. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe. Salle Le Tournier (42-62-59-00), 21 h.

LES DAMES DU JEUD. Théâtre Arlequin (42-62-59-00), 20 h 30.

DOM JUAN. 2000. Créal. Maison des arts (42-62-59-00). Palais de la Sorbonne.

LE FESTIVAL DE CUCULON. Guichet Montparnasse (42-62-59-00), 20 h 30.

AMANDIERS DE PARIS (42-62-59-00). Salle de la Sorbonne. 20 h 30.

ANTOINE M'A VENDU SON DESTIN. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe. Salle Le Tournier (42-62-59-00), 21 h.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (42-62-59-00). Les Dames du Jeud. 20 h 30.

ARTISTIC-ATHEVARS (42-62-59-00). La Troupe au Palais. 20 h 30.

ATELIER (42-62-59-00). Baby Boom. 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (42-62-59-00). Salle C. Bérard. Soirée spectacle. 18 h 30. Salle Louis-Jovet. Simplicité scénographique. Festival d'automne à Paris 1988. 19 h.

BOUFFES DU NORD (42-62-59-00). Le roi se meurt. 20 h 30.

BOUFFES-PARISIENS (42-62-59-00). Une absence. 20 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (42-62-59-00). Notes en duo. 20 h 30. O. Béra (La Trilogie du mythe). 22 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (42-62-59-00). Théâtre. 20 h 30.

CARTOUCHE (THÉÂTRE DE L'AQUARIUM) (42-62-59-00). L'Amant. 20 h 30.

CARTOUCHE (THÉÂTRE DU SOLEIL) (42-62-59-00). Trucial. 20 h 30.

CARTOUCHE (THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE) (42-62-59-00). Salle I. Cami. drames de la vie courante. 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-62-59-00). Ah! Ça rira, ça rira, ça rira... 21 h.

CENTRE MANDAPA (42-62-59-00). L'ombre de la vallée. 21 h.

CINQ DIAMANTS (42-62-59-00). L'Orphe. 20 h 45.

CIRQUE D'HERVÉ (42-62-59-00). Amis. 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (42-62-59-00). La Calva. La Seconde Surprise de l'amour. 20 h 30.

COMÉDIE CALUMARTIN (42-62-59-00). Revue d'actualité. 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-62-59-00). O. Voltaire. 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (42-62-59-00). Les Dilectes du bal. 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (42-62-59-00). Salle Richelieu. O. Fin de partie. 21 h.

DAUNOU (42-62-59-00). Monsieur Mère. 21 h.

DEUX ANES (42-62-59-00). Le Colit du piteux. 21 h.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-62-59-00). Le Gardien. 20 h 30.

EDGAR (42-62-59-00). Les Babes. 21 h.

EDOUARD-VIE-SALCHA-GITRY (42-62-59-00). Gleanings-Gleanings. 21 h.

ESSAIEN DE PARIS (42-62-59-00). Salle I. Les Anciens Odeurs. 18 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (42-62-59-00). Salle II. Les Anciens Odeurs. 18 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (42-62-59-00). Salle III. Les Anciens Odeurs. 18 h 30.

Mardi 18 octobre

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-62-59-00). Grande salle. Le Retour au désert. Festival d'automne à Paris 1988. 20 h 30.

TINTAMARRE (42-62-59-00). Barthélemy. 19 h. Les majorités se cachent pour mourir. 21 h 30.

TOURTOUR (42-62-59-00). Identités. 19 h.

TRISTAN-BERNARD (42-62-59-00). Rifiots dans les labours. 21 h.

Les concerts

AMPHITHÉÂTRE RICHELIEU. Gustave Lemaître. 20 h 30. mar. Récital de claviers. Œuvres de Couperin, Frescobaldi.

CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE (42-62-59-00). Marie-Françoise Bucquet. 12 h. mar. Et les élèves des classes de piano. Œuvres de Albanis, Ibert, Saint-Saëns.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Les Trompettes de Versailles. 21 h. Œuvres de Bach, Telemann, Vivaldi. Téléphone concert : 42-62-40-45.

ÉGLISE SAINT-LÉON. LES VALAIDES. Ensemble Marquis. 20 h 30. Didier Boute. Requiem de Mozart. Téléphone concert : 42-62-55-28.

ÉGLISE SAINT-PIERRE-DE-MONTMARTRE. Ensemble Vauxcelles. 20 h 30. Concert. Fauré. Dans le cadre du Festival d'art musical de la ville de Paris.

cinéma

Cinéma

PALAIS DE CHAILLOT (42-62-59-00).

L'EMIGRANT (1939). de Léo Jannou. 16 h. Holiday Camp (1947, v.o.). de Ren Anselmi. 19 h. De courage pour chaque jour (1975, v.o.). de Edward Scissor. 21 h.

CENTRE POMPIDOU GRAND FOYER. Vidéotexte : 20 vidéos en non stop, un panorama de la danse contemporaine depuis dix ans. Tous les jours de 14 h à 21 h, gratuit.

SALLE GARANCE. CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-62-59-00).

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (42-62-59-00).

Jacques Brel à la Vidéotheque de Paris : Hommage télévisé à Jacques Brel. Jacques Brel (1985) de Jacques Brel. 14 h 30. La Brel à Brest (1986) de Philippe Fournier. 18 h 30. Brel (1982) de Frédéric Rossif. 18 h 30. L'Emmerdeur (1973) d'Edward Scissor. 20 h 30.

Les exclusivités

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.). Rex. 2 (42-62-59-00). Jacques Brel à la Vidéotheque de Paris : Hommage télévisé à Jacques Brel. Jacques Brel (1985) de Jacques Brel. 14 h 30. La Brel à Brest (1986) de Philippe Fournier. 18 h 30. Brel (1982) de Frédéric Rossif. 18 h 30. L'Emmerdeur (1973) d'Edward Scissor. 20 h 30.

ADA DANS LA JUNGLE (Fr.). Forum Horizon. 1 (42-62-59-00). Jacques Brel à la Vidéotheque de Paris : Hommage télévisé à Jacques Brel. Jacques Brel (1985) de Jacques Brel. 14 h 30. La Brel à Brest (1986) de Philippe Fournier. 18 h 30. Brel (1982) de Frédéric Rossif. 18 h 30. L'Emmerdeur (1973) d'Edward Scissor. 20 h 30.

LES ANNEES SANDWICHES (Fr.). Les Anneses Sandwiches. 1 (42-62-59-00). Jacques Brel à la Vidéotheque de Paris : Hommage télévisé à Jacques Brel. Jacques Brel (1985) de Jacques Brel. 14 h 30. La Brel à Brest (1986) de Philippe Fournier. 18 h 30. Brel (1982) de Frédéric Rossif. 18 h 30. L'Emmerdeur (1973) d'Edward Scissor. 20 h 30.

L'AUTRE NUIT (Fr.). L'Entreprise. 1 (42-62-59-00). Jacques Brel à la Vidéotheque de Paris : Hommage télévisé à Jacques Brel. Jacques Brel (1985) de Jacques Brel. 14 h 30. La Brel à Brest (1986) de Philippe Fournier. 18 h 30. Brel (1982) de Frédéric Rossif. 18 h 30. L'Emmerdeur (1973) d'Edward Scissor. 20 h 30.

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.). Gaumont Les Halles. 1 (42-62-59-00). Jacques Brel à la Vidéotheque de Paris : Hommage télévisé à Jacques Brel. Jacques Brel (1985) de Jacques Brel. 14 h 30. La Brel à Brest (1986) de Philippe Fournier. 18 h 30. Brel (1982) de Frédéric Rossif. 18 h 30. L'Emmerdeur (1973) d'Edward Scissor. 20 h 30.

LES ANNEES SANDWICHES (Fr.). Les Anneses Sandwiches. 1 (42-62-59-00). Jacques Brel à la Vidéotheque de Paris : Hommage télévisé à Jacques Brel. Jacques Brel (1985) de Jacques Brel. 14 h 30. La Brel à Brest (1986) de Philippe Fournier. 18 h 30. Brel (1982) de Frédéric Rossif. 18 h 30. L'Emmerdeur (1973) d'Edward Scissor. 20 h 30.

L'AUTRE NUIT (Fr.). L'Entreprise. 1 (42-62-59-00). Jacques Brel à la Vidéotheque de Paris : Hommage télévisé à Jacques Brel. Jacques Brel (1985) de Jacques Brel. 14 h 30. La Brel à Brest (1986) de Philippe Fournier. 18 h 30. Brel (1982) de Frédéric Rossif. 18 h 30. L'Emmerdeur (1973) d'Edward Scissor. 20 h 30.

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.). Gaumont Les Halles. 1 (42-62-59-00). Jacques Brel à la Vidéotheque de Paris : Hommage télévisé à Jacques Brel. Jacques Brel (1985) de Jacques Brel. 14 h 30. La Brel à Brest (1986) de Philippe Fournier. 18 h 30. Brel (1982) de Frédéric Rossif. 18 h 30. L'Emmerdeur (1973) d'Edward Scissor. 20 h 30.

ÉGLISE SAINT-ROCH (42-62-59-00). Orchestre français d'Autriche. 20 h 30. Dir. Michèle Folsch. Sontier d'ondes de Paris, chœur féminin. C. Brill (piano). Œuvres de Mendelssohn. Concert d'ondes Martenot.

INSTITUT NÉERLANDAIS (42-62-59-00). Tibia Kwara. 18 h 30. Œuvres de Kuhn, Cella, Heideveld.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-62-59-00). M.C. Girard. 21 h 30. Récital de piano. Œuvres de Debussy, Tournemire. Grand auditorium.

Quatuor Chingiré. 20 h 15. Œuvres de Schostak, Martin. Grand auditorium.

Marco de Saint. 20 h 30. Œuvres de Villa-Lobos, Castelnuovo, Todeca. Studio 105. Dans le cadre de la Semaine internationale de la guitare.

SAINT-CHAPPELLE (42-62-59-00). Ensemble d'archets français. 21 h. Dir. Jean-François Gonzales. J.-F. Louchet des Longchamps (contralto). Œuvres de Mozart, Vivaldi, Haendel.

SAUT GAVEAU (42-62-59-00). Quatuor Talca. 20 h 45. mar. Z. Korozny (alto). Œuvres de Haydn, Mozart, Brahms.

SALLE PLEYEL (42-62-59-00). Œuvres de Mozart, Schubert.

TAC STUDIO (42-62-59-00). Dario Fo. 21 h. Violon. Bernard Nicolas. Jusqu'au 22 octobre. 18 h 30. Œuvres de Villa-Lobos, Yvanqui.

PARIS-NORD. ATTRACTIONS POUR NOCES ET BANQUETS. Jardin d'hiver (42-62-59-00), 21 h.

ARISTOTELES. L'homme Form (42-62-59-00), 18 h.

LA MINOTAURE. Théâtre des Poètes Maritimes (42-62-59-00), 19 h.

GERARD SETY. Théâtre de Dix Heures (42-62-59-00), 20 h 30.

LA PARIS D'ARAGON. Maison de la Poésie (42-62-59-00), 20 h 30.

AVANT. Théâtre Antoine-Simone Barreau (42-62-59-00), 20 h 30.

ANTOINE M'A VENDU SON DESTIN. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-62-59-00), 21 h.

LE ROI SE MEURT. Bouffes du Nord (42-62-59-00), 20 h 30.

FIN DE PARTIE. Comédie-Française. Salle Richelieu (40-15-00-15), 21 h.

TOKYO. Théâtre de la Huchette (42-62-59-00), 21 h 30.

L'ÉLÉPHANT EST TOMBÉ. Palais des glaces. Grande salle (46-07-49-93), 21 h.

LES ATELIERS GÉRARD-PHILIPPE. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe. Salle Le Tournier (42-62-59-00), 21 h.

LES DAMES DU JEUD. Théâtre Arlequin (42-62-59-00), 20 h 30.

DOM JUAN. 2000. Créal. Maison des arts (42-62-59-00). Palais de la Sorbonne.

LE FESTIVAL DE CUCULON. Guichet Montparnasse (42-62-59-00), 20 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

FRISONNIÈRES. Film français de Charlotte Silvera. Forum Arc-en-Ciel. 1 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 2 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 3 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 4 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 5 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 6 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 7 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 8 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 9 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 10 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 11 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 12 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 13 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 14 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 15 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 16 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 17 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 18 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 19 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 20 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 21 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 22 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 23 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 24 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 25 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 26 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 27 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 28 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 29 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 30 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 31 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 32 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 33 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 34 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 35 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 36 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 37 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 38 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 39 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 40 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 41 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 42 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 43 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 44 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 45 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 46 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 47 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 48 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 49 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 50 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 51 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 52 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 53 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 54 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 55 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 56 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 57 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 58 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 59 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 60 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 61 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 62 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 63 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 64 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 65 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 66 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 67 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 68 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 69 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 70 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 71 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 72 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 73 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 74 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 75 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 76 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 77 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 78 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 79 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 80 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 81 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 82 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 83 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 84 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 85 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 86 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 87 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 88 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 89 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 90 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 91 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 92 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 93 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 94 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 95 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 96 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 97 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 98 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 99 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 100 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 101 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 102 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 103 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 104 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 105 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 106 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 107 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 108 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 109 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 110 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 111 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 112 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 113 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 114 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 115 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 116 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 117 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 118 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 119 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 120 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 121 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 122 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 123 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 124 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 125 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 126 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 127 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 128 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 129 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 130 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 131 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 132 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 133 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 134 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 135 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 136 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 137 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 138 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 139 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 140 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 141 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 142 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 143 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 144 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 145 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 146 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 147 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 148 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 149 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 150 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 151 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 152 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 153 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 154 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 155 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 156 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 157 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 158 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 159 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 160 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 161 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 162 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 163 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 164 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 165 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 166 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 167 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 168 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 169 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 170 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 171 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 172 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 173 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 174 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 175 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 176 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 177 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 178 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 179 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 180 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 181 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 182 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 183 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 184 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 185 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 186 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 187 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 188 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 189 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 190 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 191 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 192 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 193 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 194 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 195 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 196 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 197 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 198 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 199 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 200 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 201 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 202 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 203 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 204 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 205 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 206 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 207 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 208 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 209 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 210 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 211 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 212 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 213 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 214 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 215 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 216 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 217 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 218 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 219 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 220 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 221 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 222 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 223 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 224 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 225 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 226 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 227 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 228 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 229 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 230 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 231 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 232 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 233 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 234 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 235 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 236 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 237 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 238 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 239 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 240 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 241 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 242 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 243 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 244 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 245 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 246 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 247 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 248 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 249 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 250 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 251 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 252 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 253 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 254 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 255 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 256 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 257 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 258 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 259 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 260 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 261 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 262 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 263 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 264 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 265 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 266 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 267 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 268 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 269 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 270 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 271 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 272 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 273 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 274 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 275 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 276 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 277 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 278 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 279 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 280 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 281 (42-62-59-00). Pathe Impérial. 282 (42

Communication

Le marché international des programmes de télévision

L'offensive des petits producteurs européens

CANNES
de notre envoyé spécial

Il est plus de deux cents. Plus de deux cents petits producteurs indépendants à se soucier comme d'une gaine de voir leur stand - l'un des plus grands du marché avec 400 mètres carrés - dédaigné par les représentants des « majors » américaines : les Lorimar, Orion, Columbia et autres Fox... Car pour eux, comme l'explique Richard Stanforth, le patron de la compagnie galloise Teletyco, « il est moins important de vendre immédiatement que d'apprendre à se connaître ».

Rassemblés sous la bannière d'Euro AEM (Organisation européenne pour un marché indépendant de l'audiovisuel), ils ont choisi de se regrouper pour se donner les dimensions d'une « multinationale » sur le marché mondial des images. Leur force de frappe ? Une banque de données informatisée réunissant déjà cinq cents heures de programmes. Du vidéo-clip au long métrage, du reportage d'actualité au documentaire. Trois mille titres répertoriés, aujourd'hui délaissés par les grandes télévisions, mais qui formeront, demain peut-être, un « catalogue » performant.

Euro AEM (1) doit son existence à une initiative belge. En 1984, le gouvernement de la Communauté francophone, soucieux de mieux vendre son cinéma, demande à Rudi Barnet de travailler sur ce sujet. « Très vite », raconte le responsable de Wallonie-Bruxelles-Images, « je m'aperçois que les producteurs européens, dispersés, isolés par les barrières linguistiques, sont incapables de répondre aux exigences des grands marchés internationaux de programmes. Atomisés, leurs créations sont noyées au milieu des superproductions américaines notamment ». Aussi, en mars 1987, Rudi Barnet réunit, avec l'appui des autorités belges, quatre cent cinquante professionnels à Paris, qui élisent un comité permanent représentant sept nations et présidé par

Karol Kulik, une Britannique ayant longtemps dirigé le London Market.

Auro AEM est lancée. L'association obtient le soutien de la Commission de Bruxelles, du gouvernement belge et d'un certain nombre de sponsors. Et le sang neuf est au rendez-vous de Cannes. Avec Ann Beynon, une maison de production galloise spécialisée dans la musique classique. Avec François Manceaux de Com'Unimage, venu chercher à Cannes des coproducteurs européens pour la réalisation d'une série de documentaires sur les grands chefs-d'œuvre du patrimoine. Avec Jacqueline Atellan de Cédre Production, spécialisée dans les émissions culturelles et les documentaires sur les sports différents. Avec ces producteurs venus des Pays-Bas, du Danemark, d'Espagne, d'Irlande, d'Autriche.

Un déferlement - qu'il a fallu endiguer par l'introduction de contingents nationaux - et qui ne se limite pas aux frontières de la Communauté. Avec l'accord de Bruxelles, plus d'une quinzaine de producteurs indépendants de Suisse, de Suède, mais aussi de Pologne, d'Islande, du Canada et du Venezuela, ont rejoint leurs confrères de la CEE. « Il n'est pas déraisonnable d'affirmer, ont ainsi Carlo Ripa di Meana, membre de la Commission, que le paysage audiovisuel de demain, à l'image du paysage industriel en général, pourrait être dessiné par un grand nombre de PME. Leur taille est propice à l'esprit d'initiative et à l'innovation. » Un état d'esprit qui n'est pas, chez les « grands de la profession », sans faire grincer quelques dents.

Euro AEM soutient-elle la revanche des petits ? L'association projette en tout cas de créer son propre marché de programmes aux côtés du festival de Saint-Sébastien en Espagne, d'ouvrir un stand au prochain MIP-TV, ainsi qu'à Berlin et au marché du dessin animé d'Annecy.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Euro AEM, rue des Minimes, 26 Boite 1, B 1000 Bruxelles.

La CNCL surveille le capital de TF 1 et tance la 5

Dans un communiqué publié lundi 17 octobre, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) demande à TF 1 de lui fournir « tous les éléments d'information utiles sur les récents changements intervenus dans la société ». Informée du changement de président de TF 1, elle estime qu'il « n'est pas de nature à remettre en cause l'autorisation accordée » à la chaîne.

En revanche, la CNCL rappelle que TF 1 doit informer préalablement la commission de « toute modification supérieure à 1 % de son capital ou de toute modification affectant le contrôle auquel l'un de ses actionnaires est soumis ». En clair, elle veut savoir si certains des actionnaires de TF 1 ont augmenté leur participation dans la chaîne, comme cela a été écrit à propos de M. Maxwell. De plus, elle demande des explications sur les mouvements affectant le capital de Bouygues, actionnaire principal de TF 1.

Dans un tout autre registre, la CNCL a mis en demeure la 5 de cesser sa programmation de films érotiques le jeudi soir. Cette diffusion avait déjà été critiquée par le PDG de TF 1 M. Patrick Le Lay, et par le ministre de la communication M. Tassac (le Monde du 18 octobre). Celle-ci avait même qualifié la diffusion de « l'Amant de Lady Chatterley » de « d'erreur commerciale ». Ces films ont pourtant réalisé d'excellents scores d'écoute (17,5 % et 20 % respectivement), plaçant la 5 en tête de toutes les chaînes jeudi dernier.

Le directeur général de la 5, M. Philippe Ramond, déclare « toujours attendre la mise en demeure de la 5 » et sa motivation est « préférable que la CNCL s'occupe d'autre chose que des films érotiques ». Peu ému apparemment par les protestations venues de tout bord, de Chrétiens Médias au Front national, M. Ramond estime que la 5 n'est pas une chaîne généraliste, mais une chaîne focalisée sur la fiction, l'information et l'événement.

● Havas achète deux hebdomadaires de la banlieue parisienne. — Havas Média Régions, filiale du groupe Havas, a acheté 75 % du capital de la société Libération Presse, imprimerie installée à Evry (Essonne), et de la Société d'édition et de presse, qui édite deux hebdomadaires, le *Républicain de l'Essonne* et le *Républicain du Val-de-Marne*, ainsi que divers journaux gratuits. Cette acquisition entre dans le cadre d'un développement de la société sur la Région parisienne. Havas Média Régions possède déjà 50 % des parts de toutes les nouvelles de Versailles.

FR3 abandonne « Disney Channel »

« Disney Channel » sur FR 3, c'est fini. Le câble, désirant faire appel « prioritairement » à la production européenne et française, a décidé « de ne pas reconduire l'accord » qui la liait à Disney Télévision. Voilà pour la position officielle, dont les responsables de la FR 3 soulignent qu'elle répond aux vœux du ministre délégué à la communication. Mme Tassac n'a-t-elle pas souhaité, en inaugurant le quatrième MIPCOM, « une relance réelle de la production française de documentaires et de programmes pour enfants, en particulier dans la création de dessins animés » ?

La réalité semble plus complexe. L'audience de « Disney Channel », le samedi, n'a cessé de baisser depuis un an alors que la chaîne acquiert 50 millions de francs par an pour l'acquisition de ce programme. FR 3, qui proposera dès janvier prochain une nouvelle soirée jeunesse et famille le samedi, espère bien faire mieux et moins cher. La production en a été confiée à M^{me} Christine Jolivet de FR 3-Limoges et sera réalisée avec les moyens de production régionaux de la chaîne.

Le groupe Walt Disney ne se cache guère, de son côté, d'avoir des ambitions plus grandes que « Disney Channel », à l'heure où il s'apprête à lancer son parc de loisirs Eurodisneyland à Marne-la-Vallée. Ses responsables estiment que la chaîne n'ont-ils pas jadis langue, sans conclure jusqu'ici, pour travailler ensemble sur le projet « Canal-Plus Famille » ?

Civisme pirate à Val-de-Reuil

La mairie de Val-de-Reuil conteste notre interprétation du piratage à des fins électorales du réseau câblé de la ville. La semaine précédant la deuxième tour de l'élection cantonale, un spot produit par la mairie s'était substitué, peu avant 20 heures, aux émissions de la Cinq diffusées sur le réseau câblé (le Monde du 6 octobre). La mairie de Val-de-Reuil fait observer que ce film de quelques minutes appelait les habitants à voter sans faire de « propagande électorale pour une des listes en présence ». Elle affirme que la Cinq, contrairement à nos informations, n'a pas porté plainte.

[Nous donnons volontiers acte à la mairie de Val-de-Reuil des motivations citées de son acte. Reste que ce type de campagne électorale est du strict ressort du Centre d'information civique qui négocie avec les chaînes l'insertion de spots nationaux. La mairie de Val-de-Reuil, elle, a « emprunté » le canal de la Cinq sans prélever la chaîne, ce qui reste, malgré la noblesse des intentions, un acte de piratage et constitue un fait divers.]

Ted Turner dîne avec Robert Maxwell

Les deux barons - membres du club très fermé des magnats de la télévision internationale - ne s'étaient jamais rencontrés. Et puis vint le Mipcom. Habités des coups de théâtre et des envois éclair, Robert Maxwell débarque sans crier gare. Massif et chaleureux, cabotin aux effets étudiés, il s'installe à la tribune comme un artiste entre en scène. Le truc en moins. Puis, seul derrière son micro, il occupe avec délectation le terrain.

Ted Turner, lui, avait tant de fois annoncé son arrivée à Cannes que plus personne ne voulait le croire. « Cela dépendra de son humeur », s'excusait par avance un membre de son équipe. Caprice de star ou pas, le turbulent Turner, champion de la télévision par câble, débâche des Etats-Unis, à l'heure dite, dimanche, fait une apparition rapide au Palais des festivals sur les stands de sa société et disparaît pour la soirée. Une soirée passée, on le saura plus tard, avec Robert Maxwell.

« Un dîner sans ordre du jour ; juste pour se connaître », expliquera Ted Turner le lendemain, lors de sa propre conférence de presse. « C'était le seul baron de la télévision que je n'avais pas encore rencontré. » On n'en saura pas plus. La cinquantaine sportive, la moustache de play-boy et l'allure arrogante, l'homme d'Atlanta débouche, visiblement d'une tout autre planète.

Maxwell, la veille, s'était exprimé en français pour évoquer TF 1 et sa foi dans la production européenne. Turner, lui, n'imaginait guère qu'on puisse l'aborder autrement qu'en anglais. Maxwell s'était efforcé de marquer son attachement à la France en rappelant les origines françaises de son épouse, ses sept enfants nés à Maisons-Laffitte, et son engagement pendant la guerre mondiale. Turner, lui, démontre avec une belle constance son ignorance totale du pays où il passe quelques heures. Quelques projets en France ? « Pas dans l'immédiat, si ce n'est la croissance du réseau CNN repus déjà dans de nombreux hôtels ».

Fleurbaey de l'empire Turner, ce réseau d'informations ne cesse en tout cas de s'étendre : aux Etats-Unis où il pénètre dans plus de quarante millions de foyers et dans cinquante-cinq autres pays où il est relayé dans les grands hôtels, et certains réseaux câblés. « Mon but ? », réplique Ted Turner, « c'est la couverture du monde entier : la suppression des frontières, l'abolition de la notion d'étranger. Le monde est un grand village et nous sommes tous voisins. Ma croisée, c'est la paix universelle. La télévision a son rôle à jouer et j'y travaille très fort. » Ovation du public américain. Stupéfaction des Français qui ouvrent des yeux ronds.

ANNICK COJEAN.

Le Festival international de programmes audiovisuels s'installe à la Vidéothèque de Paris

Du 19 au 25 octobre

Le FIPA s'installe pour une semaine à la Vidéothèque de Paris. Le Festival international de programmes audiovisuels, qui s'est tenu du 8 au 12 octobre à Cannes, pourrait bien devenir l'une des principales compétitions de télévision par la qualité et la rigueur de sa sélection.

Une sélection de quarante émissions

Lancée par le cinéaste Michel Mitrani et par Pierre-Henri Deleau, initiateur de la Quinzaine des réalisateurs, cette manifestation qui permet de voir une centaine de documentaires, de fictions, de séries et de courts métrages - parmi les meilleurs de la planète audiovisuelle - se prolonge du mercredi 19 au mardi 25 octobre à la Vidéothèque. Ceux qui n'ont pas eu la chance d'aller au FIPA pourront donc se rattraper un peu avec les quelques quarante émissions sélectionnées qui seront projetées au rythme de quatre séances par jour.

Sans vouloir faire une sélection parmi tant de productions venues des Etats-Unis, d'URSS, du Canada, d'Italie, de France (on

regrette que la Vidéothèque n'ait pu montrer aucune des émissions britanniques), signalons *Tanner 88*, feuilleton surréaliste, énorme farce aux allures de documentaires de Robert Altman sur les élections aux Etats-Unis (le 23, à 16 h 30 et 18 h 30, première et deuxième partie) ; *Lénine, le chagrin de 1924*, parce que ces archives soviétiques superbes sur l'enterrement de Lénine sortent pour la première fois (le 22 à 12 h 30), ou *Risque II*, des archives soviétiques encore, mais travaillées façon « fiction » qui racontent l'histoire de la fabrication de la bombe pendant la deuxième guerre mondiale (le 25, à 20 h 30).

Notons également *Procs à la Mafia*, montage du gigantesque procès entièrement filmé par la RAI italienne en 1988 (le 23, à 14 h 30) ; *Le Réve*, du Syrien Malas (le 25, à 17 h 30), les *Petites Photos*, de Guy Mousset (le 19 à 20 h 30) ; ou *Trotsky* de Patrick Legall (le 21 à 16 h 30). Entre autres...

C. H.

* Vidéothèque de Paris. Renseignements tél. : 40-26-34-30.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

N'en jetez plus !

1 Bilan d'une année ordinaire

Il y avait en cette matinée de septembre, et comme tous les mardis, marché à Saint-Tropez sur la place des Lices. J'avais envie d'un pot de miel, du miel de lavande, mais mon attention fut détournée par le stand assez minable d'un bouquiniste qui avait tout son temps pour lire au soleil, assis sur un tabouret, ses propres productions. Bouquiniste, le mot semblait pompeux pour qui n'avait à proposer que romans policiers et fadaïes sentimentales.

Ce n'est pas que je crache sur les « Série noire » ou les « Masque » mais quand je me laisse aller à cette littérature rétrograde, il me déplaît que d'autres s'y aient essayés avant moi. Le puritanisme a ses surprises : quand je brode du noir, il me faut du neuf ! En y regardant de plus près, j'aperçois une pile de belles *nt*, que je feuilletai aussitôt. Pour des francs, j'acquis le numéro daté du 1^{er} février 1935 qui n'en valait à l'époque que six. Au sommaire, il y avait des textes de Claudel, de Léon-Paul Fargue, de Jean Prévert, de Paul Eluard et de Charles Arland, d'Albert Thibaudet et de Ramon Fernandez. En fait, c'était un article de Drieu la Rochelle, « L'homme mûr et le jeune homme », et qui ne me disait rien, qui m'avait déçus. J'ai publié, il y a juste trente ans, un essai sur cet écrivain et en vus spécialiste, je considère comme une offense tout texte de lui qui m'a échappé. A la terrasse du Café des Lices on s'entendait au « Casa », je m'aperçus avec soulagement que mon ouvrage pouvait dormir sur ses deux oreilles, que « L'homme mûr et le jeune homme » n'en changeait pas fondamentalement l'intérêt.

D'ailleurs dans ce numéro de février, si riche fit-il, ce qu'il y avait de plus frappant, c'était la publicité. Les publications des éditions de la NRF durant l'année 1934 s'y trouvaient énumérées. En 1934, la NRF avait publié environ trois cents livres. Sur ces trois cents, les trois quarts sont ou pourraient être réédités. Et le reste, qui ne s'imposait pas, rivaliserait avec bonheur avec de nombreux livres dont on parle pour les prix. En 1934, on pouvait lire si l'on avait le goût pueril des nouveautés le dernier roman de Marcel Aymé, de Marcel Auricler, de Marcel Aymé, de Marcel Bernard, de Gaston Bonheur, d'Eugène Dabit, le *Corridore* de Charlot de Drieu, le *Chant du monde* de Giono, *Cheminée* de Joubert, *Les Enfants de la chance* de Kessel, de Pierre Mac Orlan, du Max Jacob, du Morand, du Jean Prévert, *Gueule de Pierre* de Raymond Queneau, *Sainte Unifois* de Louise de Vilmorin ; le premier roman de Joséphine de Jacques Lemaître ; relire les *Vies imaginaires* de Marcel Schwob ; une foule impressionnante de classiques russes : outre Dostoïevski, Gogol, Tourgueniev et Tolstoï, furent publiés cette année-là les œuvres de Kouprine (1870-1938) (*Le Duet*), de Konstantine Baïmont (1867-1942), de Dmitri Mérgolovski (1866-1941), de Fedor Soloubov (1863-1923) et son inépuisable *Démon mesquin*, de Bouine (1870-1953), prix Nobel 1933.

Ne soyons pas plus communistes que Gorkatchev, et maintenant qu'il est permis de parler en URSS de Boukharine, il serait souhaitable que le service des traductions de la maison Gallimard, ne craignant plus les foudres du PCF - ce qui était le cas à la Libération - réédite son fonds d'étoiles.

En 1934, on lisait également deux nouveaux romans de Simenon, qui avait, rue de Beaune, sa propre collection, ainsi que Pierre Vély et Noël Vindry, bien oubliés celui-là !

1934 c'était aussi l'année de *Tandis que l'agonise* de Faulkner (traduction de L. Baudou, de Young Louigian de James T. Farrell, de l'introuvable de Dashiell Hammett, de l'homme qui était mort de D.H. Lawrence (préface de Drieu). On traduisait Fallada, Conrad, Chesterton, Meredith, Pirandello, des essais d'Ehrenbourg, de Gorki, de Julian Huxley, de Walther Rathenau (le *Kaiser*), de Bertrand Russell (*Le Mariage et la Morale*). Alain publiait cette année-là les *Dieux*, *Breton Point du jour*, *Claudel Positions et propositions*. Dans la collection « Poésie » nous étaient proposés la *Rose* publique de Paul Eluard et les *Amis inconnus* de Jules Supervielle. Notons également la publication de *Madame Récamier* et ses amis d'Edouard Herriot. Dans la collection « Bibliothèque des idées », les six tomes de Charles Andler sur Nietzsche, sa vie et sa pensée. Comme souvenirs, l'*Autobiographie* d'Alice Toklas de Gertrude Stein ; dans la collection « Les documents bleus », l'*Afrique française* de Michel Lévêque. Et des tas de documents politiques, de grands voyages, de *Pfésades*, les tomes C et D des œuvres de Paul Valéry, les tomes V, VI et VII des œuvres complètes de Gide. Pour les amateurs de romans potagers, des œuvres d'Edgar Wallace, de S. S. Van Dine, de Raoul Whitfield, d'Elly Queen.

Où, je sais, n'en jetez plus. Ça veut dire quoi ? Qu'il y avait alors plus d'écrivains ? Qui et non. Ce qu'il y avait, c'était des éditeurs et des comités de lecture. Une politique éditoriale qui avait de la suite dans les idées. C'est le livre « médiocre » et le livre « de qualité » qui m'intriquent aujourd'hui. Ils sont souvent aussi illisibles et dépourvus de nécessité l'un que l'autre. Mais comme je m'en voudrais d'être négatif, je vais suggérer à de jeunes écrivains le doute le plus sûr d'un bon livre. Celui que j'écrirais si j'avais entre vingt et quarante ans en 1988. Je reprendrais cette année 1934. Et uniquement chez Gallimard pour ne pas m'y perdre. Je lirais, si j'étais veuf, ou je relirais ce qui a été écrit cette année-là. Je m'enfermerais dedans. Pas de discrimination, de « racisme » entre les bons et les mauvais livres. Je révisais dessus. J'appellerais ça : *Une croisière sur la 1934 avec Monsieur Gaston*.

L'écrivain qui suivra mon conseil aura le Goncourt l'an prochain. Hervé Bazin me l'a juré à condition que le roman ne soit pas de moi. A ce propos, il était épatant notre prix Lénine l'autre mois chez Pivrot entouré de sa cour. On aurait dit Harry Baur dans le Volpone de Maurice Tournier. Pivrot semblait jouer le rôle de Jovet. Et Besson, et Lévy et les autres, celui de l'héritier présomptif qui dépose au pied du lit du moribond imaginaire, présents et louangeux.

2 Le Lavisse de Calmann

Il y a une excellente collection chez Calmann-Lévy, cette maison d'édition glorieusement vétuste et dont le personnel est en grève - ce qui semble aussi inconcevable que celui de Michélin l'était - c'est « Tirage limité » dirigé par Olivier Barck. On y a déjà publié les *Mémoires d'un voleur de pied* de Thackeray, trois Bove - mais quelle maison d'édition ne possède pas aujourd'hui son petit Bove chez soi ? *Azayade* par Pierre Loti, qui jouit du privilège d'être précédé par Roland Barthes et la *Jeune fille bien élevée* de René Boylesse. Boylesse a surtout souffert de s'appeler Tardieu et de ne pas avoir écrit l'œuvre de Proust qui était presque son contemporain. Pour Tardieu, il a fait avec

son nom ce qu'il a pu ; pour l'œuvre de Proust, il était un peu tard quand il s'est découvert. Mais d'avoir souffert avec élégance de ne pas avoir été Proust lui vaut l'estime de ceux qui l'ont lu depuis sa mort. Il vous citent avec gourmandise *Je vous ai désiré un soir et Souvenirs d'un jardin détruit*.

Quand j'étais enfant, attiré sans doute par le titre, j'avais emprunté à la bibliothèque de mon père sa *Leçon d'amour dans un parc* qui m'avait semblé d'un abord facile. Rien n'annonçait pourtant que cette collection gentiment démodée allait rééditer un chef-d'œuvre. C'est pourtant ce qui vient de lui arriver avec les *Souvenirs* d'Ernest Lavisse (préface de Jacques et Mona Ozouf (Calmann-Lévy, 89 F). Si vous voulez tout savoir sur Lavisse, je crois qu'il vous faut consulter le tome I des *Lieux de mémoire* dirigé par Pierre Nora (chez Gallimard), et dans ce tome le chapitre qui lui consacre Nora sous le titre *Lavisse, instituteur national*.

En deux mots, je peux vous dire que cet historien considérable est né en 1842 au Nouvion-en-Thiérache dans le nord de l'Aisne, près des frontières, qu'il fut bourgeois à Lyon et lycéen à Charlemagne. Qu'il est entré à l'Ecole normale en 1862, qu'il fut attaché au cabinet de Victor Duruy alors ministre de l'instruction publique (1863-1869), précepteur du prince impérial, qu'il dirigea la chaire d'histoire moderne de la Sorbonne, qu'il fut maître de conférences à l'Ecole normale supérieure avant d'en devenir le directeur (de 1904 à 1919), qu'il fut élu à l'Académie française en 1893, qu'il a été rédacteur en chef de la *Revue de Paris* de 1894 à sa mort en 1922.

Jules Isaac, qui fut son élève, dit qu'il régnait chez Hachette et chez Armand Colin, ces grandes puissances de la librairie française de l'époque. Il a renouvelé l'histoire de l'enseignement en France et inspiré d'une façon durable jusqu'en 1939 l'enseignement de l'histoire dans ce pays. Par ses propres livres et par ceux de ses disciples, de l'école primaire à l'enseignement supérieur, l'histoire de France ce fut Lavisse. Mais rien n'explique qu'au soir de sa vie, cet éminent professeur, ce grand maître de l'histoire ait pu écrire ce chef-d'œuvre de simplicité, de précision et de poésie sur ses premières années scolaires, son pays natal, son arrivée à Lyon et à Charlemagne. Peut-être faut-il chercher la clef de ce miracle dans la phrase qui termine le préface de ces *Souvenirs* rédigés quelques mois avant sa mort : « Je les écris tout simplement parce que je ne peux pas m'en empêcher. »

3 Ma sélection 1

Je vous avais promis de vous indiquer quelques-uns des ouvrages que j'avais lus avec plaisir pendant mes loisirs, les voici : *Les Rois aveugles* de Joseph Kessel en « 10-18 » (l'assassinat de Raspoutine) ; *la Corruption du siècle* de François Sureau. Un récit (chez Gallimard, 76 F) : c'est agréable un écrivain de trente ans qui se souvient du scandale de Panama ! *Sacha Guirya* de Noël Simolo (*Cahiers du cinéma*, 120 F) : un bon titre dans une bonne collection ; *Marcel Proust à la recherche d'un éditeur* par Franck Lhomieu et Alain Celho (Olivier Orban, 145 F) : fraîcheur et clarté dans une histoire que l'on croyait bien connue ; *Les Derniers Jours de Charles Baudelaire* de Bernard-Henri Lévy (Grasset, 98 F) : le premier vrai livre de BHL ; *Thalys*, l'île du second visage d'Albert Vigoleis (traduit de l'allemand par Dominique Tassel, Fayard, 180 F) : un roman autobiographique de près de 800 pages qui se passe à Majorque et qu'on lit avec passion. Les années 30.

SCIENCES ET MEDECINE

Le varroa, saigneur des abeilles

Le varroa, parasite de l'abeille, dévaste les ruchers. Les apiculteurs pourront utiliser une nouvelle molécule pour lutter contre ce fléau.

Il y a des guerres qui n'en finissent pas. De ces guerres où l'on se demande de quoi demain sera fait et de quelle arme nouvelle il faudrait disposer pour mettre fin au conflit et repousser définitivement l'ennemi. C'est un combat de ce type que les apiculteurs et les biologistes européens mènent actuellement contre un minuscule parasite, le varroa jacobsoni, véritable vampire de l'abeille dont il pompe le sang (hémolymphe) au point de la tuer. Le mal est à ce point répandu qu'il n'y a pas en France, selon M^{me} Péatrice Merle, de l'Institut technique d'apiculture (ITAP), une seule des un million trois cent cinquante mille ruches qui ne soit touchée par le parasite. « On peut estimer, dit-elle, à 20 % l'ensemble des pertes du cheptel français, car toutes les ruches qui n'ont pas été traitées depuis trois ou quatre ans ont disparu. »

La menace est donc grave. Car faute d'une production de miel suffisante, les éleveurs d'abeilles professionnels risquent de perdre leur gagne-pain. De même, nombreux arboriculteurs et horticulteurs, privés de ces « professionnelles de la pollinisation » que sont les abeilles, pourraient avoir à souffrir d'une baisse importante de leur production. Fort heureusement, l'existence sur le marché de substances chimiques, les acaricides, a permis de limiter les ravages du varroa dans les ruches. Mais ces produits, bien qu'efficaces, présentent l'inconvénient de devoir être administrés souvent dans la ruche, car ils ne sont actifs en effet que pendant une courte période, ce qui oblige les apiculteurs à de nombreuses opérations de traitement et de manipulations de

ruches, peu compatibles avec la recherche du meilleur prix de revient pour le miel.

Une nouvelle arme chimique, commercialisée prochainement sous le nom d'Apistan et sur laquelle le directeur de l'ITAP, M. Raymond Barnebeck, avoue être « tombé un peu par hasard », pourrait bien permettre de porter un nouveau coup au varroa. L'ennemi, il faut le dire, est redoutable. Ni bactérie ni virus, mais tout simplement une sorte de tique minuscule d'à peine un millimètre, un petit acarien doté de palpes et de pinces puissantes lui permettant de s'agripper solidement aux segments abdominaux de l'abeille qu'il saigne. Là, confortablement installé, il pompe l'hémolymphe de l'insecte à raison d'un dixième de millilitre toutes les deux heures, soit les deux tiers de son poids. Ce qui explique que les abeilles adultes, les apis mellifica de nos campagnes, incapables de se débarrasser de leurs hôtes encombrants, dépérissent rapidement, entraînant à terme la mort de la ruche si aucune précaution n'est prise.

Une invasion mondiale

Cet acarien redouté nous vient d'Asie. Là-bas, il vit « en bonne intelligence » avec une autre race d'abeilles, les apis cerana, qui ont, elles, la capacité de se débarrasser naturellement en broyant le parasite entre leurs mâchoires. Seulement voilà, la multiplication des transports de ruches, l'introduction en Asie dans les années 50 d'essaims

d'apis mellifica appréciées pour leur meilleur production de miel, ont conduit à la catastrophe. Les apis mellifica ont été rapidement contaminées, et le mal s'est alors propagé d'est en ouest du fait de la migration naturelle des insectes et de la multiplication des circuits commerciaux de ventes de reines et d'essaims.

Très vite, l'Union soviétique a été touchée sans que l'on s'en soucie trop. Puis ce furent les pays de l'Est, l'Allemagne fédérale en 1977 et la France en 1982, où le parasite fut

une première fois identifié en Alsace. Depuis, le varroa a poursuivi son expansion. L'Amérique du Nord serait désormais touchée, notamment la Floride. L'Amérique du Sud l'est aussi par la faute des Japonais, et l'Afrique du Nord par celle des Roumains. Senles, semble-t-il, la Grande-Bretagne et l'Australie seraient provisoirement épargnées. Bref, le tableau est plutôt sombre, même si l'on a réussi à contenir le varroa grâce à l'emploi dans les ruches d'acaricides.

Malheureusement, les substances chimiques utilisées ne sont pas spécifiques du parasite. « Le marché, explique M. Gérard Arnold, du Laboratoire de neurobiologie comparée des invertébrés de Bures-sur-Yvette (Essonne), dépendant à la fois de l'INRA et du CNRS, n'est pas assez important pour que les firmes phyto-sanitaires cherchent des molécules exclusivement destinées au parasite. En fait, elles ont puisé dans leurs réserves et dans leurs catalogues de produits acaricides, les ont testés et ont gardé ceux qui paraissent susceptibles

d'avoir une action. » La chance aidant, trois substances permettant de détruire le varroa ont pu être proposées aux apiculteurs. La plus ancienne d'entre elles, l'Amiraz, est une pyridine commercialisée par la firme britannique Schering. La deuxième, la Perizin, est un organophosphoré produit par Bayer. Quant à la troisième, le Folbex, administré par fumigation, elle est assez peu utilisée.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(Lire la suite page 21.)



LES PASSOIRES DE L'US ARMY

RIEN ne va plus au pays de la haute technologie. Hier, c'était la navette spatiale Challenger dont la dramatique explosion en vol révélait à une Amérique ahurie l'irresponsabilité de certains de ses ingénieurs. Aujourd'hui, c'est au tour des installations chargées de fournir le plutonium et le tritium nécessaires à la confection des armes nucléaires d'être sous les feux de l'actualité à cause de leur trop grande vétusté. Le département de l'énergie (DOE) a décidé en début de semaine dernière de fermer temporairement l'installation de production de plutonium de Rocky Flats (Colorado) en raison de l'insuffisance et du non-respect des procédures de sûreté.

Cette affaire fait suite à la décision, prise en août dernier, de fermer aussi pour des raisons de sûreté les trois vieux réacteurs « P » « K » « L » du centre de Savannah River (Caroline du Sud), source unique actuelle de production de tritium pour l'arsenal nucléaire américain. On avait relevé dans ce centre nucléaire au moins trente et un incidents sérieux. Les plus graves ont entraîné la contamination d'un des trois réacteurs et à un inévitablement sursaut de puissance dans l'un d'entre eux en août de cette année.

« Beaucoup a déjà été fait » pour améliorer les choses, a

beaucoup plus reste à faire », a récemment reconnu le secrétaire d'Etat à l'énergie John H. H. H., dont le département estime qu'il faut désormais « rectifier les péchés du passé ». De son côté, le sénateur John Glenn (démocrate, Ohio) a déclaré que l'on avait failli avoir en août « un autre Tchernobyl » et son collègue représentant de l'Oklahoma, Mike Synor, « a condamné les attitudes qui ont entraîné le programme nucléaire militaire américain au bord du désastre ». Car le problème est que le tritium contenu dans les têtes nucléaires « disparaît » — du fait de la décroissance radioactive — au rythme de 5,5 % par an.

Le Pentagone en serait donc réduit à puiser dans les stocks et à désactiver certaines charges pour récupérer le tritium nécessaire au reste de l'arsenal. Le secrétaire adjoint au département de l'énergie, Joseph Selgado, espère éviter une telle « cannibalisation ». Pour cela il faudrait produire du tritium dans des installations civiles — mais cela paraît délicat à mettre en œuvre — en achetant à des pays alliés comme la France, le Canada ou la Grande-Bretagne, mais aucun contact n'aurait réellement été pris — ou lancer un programme d'urgence et convertir deux réacteurs existants du centre de Hanford.

La plus simple serait la remise en route des réacteurs de Savannah River, même à 50 % de leur puissance seulement, en attendant que soit lancée la construction, pour 6,8 milliards de dollars, de deux nouveaux réacteurs ultra modernes.

J.-F. A.

Hôpital : le lit de l'infection

La première étude sur le coût des infections contractées en milieu hospitalier

QUEL est le coût global moyen des infections contractées par les patients en cours d'hospitalisation, ce qu'on appelle l'infection nosocomiale ? Que représentent, en termes de surcoût, les quelque 10 % de malades — selon les statistiques généralement admises — infectés à l'intérieur des murs, alors qu'ils y sont pris en charge pour une autre pathologie ? Ce type de recherches est relativement abondant aux Etats-Unis où dans certains pays d'Europe du Nord. En France, où l'infection hospitalière est trop souvent considérée comme une fatalité, rares sont les travaux de recherches qui ont abordé la question sous l'angle économique. Surtout, jusqu'à présent, aucune recherche n'avait été menée pour évaluer le coût entraîné par l'infection hospitalière, y compris après que le patient eut rejoint son domicile. Pour la première fois, une étude réalisée au sein de deux services de chirurgie digestive de l'hôpital Edouard-Herriot (Lyon) a tenté de chiffrer le coût global de l'infection : environ 17 000 F par malade atteint.

Une amicale compliquée

M. Robert Meynet a consacré une thèse, Micro-économie de l'infection nosocomiale, pour parvenir à ce résultat, qui devrait alarmer tous les gestionnaires de la santé publique, les directeurs d'hôpitaux, les médecins et les responsables de la Sécurité sociale. Ce long travail de recherche a été entrepris en mai 1977. Il porte sur 512 malades qui furent hospitalisés entre mai 1977 et avril 1978 dans les deux services lyonnais de chirurgie digestive

dont les « patrons » avaient accepté de « jouer la transparence », c'est-à-dire de livrer au jeune chercheur toutes les informations nécessaires sur leurs patients (tant sur le plan médical que sociologique, âge, profession, adresse, etc.).

Grâce au soutien de ces médecins, puis des informaticiens des Hospices civils, enfin — malgré de fortes réticences au départ — avec l'appui des différentes caisses d'assurance-maladie, « couvrant » ces patients d'origines géographiques diverses, Robert Meynet a pu mener à terme son travail. L'originalité de cette thèse est que pour la première fois le coût de l'infection hospitalière est pris en compte six mois après que les patients ont quitté l'hôpital. En d'autres termes, il s'agit de la première étude, exhaustive et prospective, chiffrant précisément et le coût de l'infection traitée à l'hôpital et celui des soins qu'elle entraîne à la sortie. Elle montre que sur les 512 patients hospitalisés, 79 soit 15,4 % ont contracté une infection. « Cela peut sembler important », souligne Robert Meynet, et il est vrai que la chirurgie abdominale n'est pas exempte d'infection. Mais ce pourcentage, entre 10 et 15 % d'infection, est celui qui est généralement retenu par les équipes de recherche nord-américaines, et il est confirmé par toute la littérature sur le sujet, centralisée par l'Organisation mondiale de la santé.

A ce premier résultat aisément repérable, l'étude a ajouté toutes les informations médicales et sociales en provenance de l'hôpital, des médecins, des employeurs de patients (arrêts de maladie évènements dans la période post-

opératoire de six mois), de la Sécurité sociale (indemnités journalières, convalescence, consommation de médicaments, etc.) et des mutuelles. De surcroît, grâce à la « complicité » amicale de l'ex-médecin-chef de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Lyon, le docteur Plénier — et il s'agit là aussi d'une première tant ce type d'informations est protégé — le jeune chercheur a pu étudier la consommation médicale de ces patients sur une durée de six mois après leur sortie de l'hôpital : elle est trois fois plus élevée en moyenne chez les sujets infectés que pour les non infectés (3 362 francs environ contre 1 272 francs).

Le service d'à côté

L'étude lyonnaise confirme l'importance du coût médical total de l'infection nosocomiale : en valeur absolue, le coût médical facturé attribuable à l'infection s'élève à 545 733 F pour les 79 malades infectés, et en moyenne ce coût des traitements pour les patients atteints excède de 78 % celui des sujets n'ayant pas subi d'infection à l'hôpital (15 871 F contre 8 963 F). Pour parvenir au coût moyen total (médical et social), qui est d'environ 17 000 F (16 994 exactement) par malade infecté, l'étude a additionné le coût médical hospitalier post-opératoire facturé (4 817 F), le coût médical post-hospitalier facturé (2 090 F), le coût médical non facturé (7 486 F) et le coût social (2 601 F). En conclusion, l'étude aboutit au coût micro-économique attribuable à l'infection proprement dit : 1 342 689 F pour les 79 malades infectés, ce qui représente une augmentation de plus de 13 % du coût de la maladie... s'il n'y avait pas eu d'infection nosocomiale. Elle démontre de façon tout à fait convaincante qu'une personne infectée séjourne plus longtemps à l'hôpital (16,2 jours contre 10 pour un patient non infecté) et qu'elle entraîne un surcroît de travail pour le personnel

soignant et d'actes médicaux (radiographies notamment) pour l'hôpital.

« Nous n'avons pas voulu placer ce travail sous l'angle de la responsabilité médicale », insiste l'auteur de la thèse, Robert Meynet. Et il est bien connu que, si vous interrogez n'importe quel médecin hospitalier, c'est toujours « dans le service d'à côté » qu'il faut chercher l'infection, et pas dans le sien. Mais en restant résolument dans une optique et une recherche économiques, nous démontrons que le coût réel global des infections nosocomiales est nettement plus élevé que ce que l'on imagine en général. Certes, nous nous gardons de toute extrapolation : cette étude est valable pour ces deux services de chirurgie, il serait, intellectuellement parlant, malhonnête d'en tirer des conclusions chiffrées au niveau national.

C'est en économiste que raisonne l'auteur de la thèse — pour laquelle il vient d'être nommé docteur d'Etat — avec mention très bien et éloges du jury — lorsqu'il espère que les prises de conscience s'accroîtront à l'hôpital : « Le jour où les directeurs d'hôpitaux auront compris que, sur un plan financier, ils ont intérêt à investir ne serait-ce que le montant du surcoût entraîné par l'infection, pour leur établissement, dans la lutte contre l'infection, un grand pas sera franchi... »

Et ce jour ne semble pas très loin : début octobre, Robert Meynet était invité à exposer sa recherche au cours d'une journée réunissant l'ensemble des cadres hospitaliers de son département, la Haute-Savoie. Simultanément, le ministère de la santé vient de lui commander deux exemplaires de cette thèse.

GÉRARD CLAVAIROLY.

(1) L'infection nosocomiale est celle qui apparaît à l'hôpital (alors qu'elle n'existait pas à l'entrée) sans distinction de l'origine.

PIXIM 88 à la Villette l'image numérique dans tous ses états...

Une installation artistique inédite :

une scénographie d'avant-garde du 25 au 28 octobre, grande halle-la Villette.

Le festival de films

et vidéogrammes :

une sélection internationale

d'une heure et demie...

et une avant-première européenne

les 25 et 26 octobre à 19h,

cité des Sciences et de l'Industrie.

Et pour les spécialistes de

l'image de synthèse :

un colloque scientifique international,

des rencontres professionnelles,

3 niveaux de cours, l'exposition

de matériels et de logiciels.

pour toute information : BRP 47.42.20.21.

la Villette la grande halle

PIXIM

L'« Europe blanche » oublie ses malades

Une Europe médicale peut-elle exister sans la libre circulation des patients ?

A construction de l'« Europe blanche », véritable leitmotiv de nombreux colloques socio-médicaux, est-elle véritablement à l'ordre du jour des Douze ?

Adopté lors du sommet européen de Luxembourg en décembre 1985, l'acte unique européen vise à faciliter l'urgence, d'ici au 31 décembre 1992, d'un vaste marché intérieur sans entrave de trois cent cinquante millions de consommateurs.

Pour accélérer la mise en œuvre de ce marché, il prévoit que les mesures destinées à harmoniser certaines législations seront adoptées à la majorité et non plus à l'unanimité. Mais comme le rappelle fort justement M. Jean-Pierre Dumont, ancien directeur de la recherche au Centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale (CNES), l'assurance-maladie, l'assurance-vieillesse et la politique familiale restent encore du domaine réservé des États membres.

Mais, ajoute-t-il aussitôt, « cela ne veut pas dire pour autant que 1992 n'aura pas d'effets directs ou indirects dans le domaine de la santé ». Déjà bien avant la signature de l'acte unique, des directives ont été adoptées au milieu des années 70 visant à la reconnaissance des diplômes de docteur en médecine. La libre circulation des médecins en Europe, effective depuis 1977, n'a pas entraîné de migrations importantes. A l'échelon de la Communauté, le phénomène ne concerne que 1 % de l'ensemble de la population médicale, selon l'estimation glanée par le docteur Roger Brearley, membre du comité consultatif pour la formation des médecins de la CEE, lors du huitième congrès des internes et des chefs de clinique à Strasbourg (le Monde du 20 septembre).

L'autre dossier défriché de longue date par les experts européens auprès de la Commission de Bruxelles est celui du médicament. Une demi-douzaine de directives se sont succédées depuis 1965 sans compter les multiples recommandations destinées à les préciser et à les

expliquer. Le professeur Jean-Michel Alexandre, chef du service de pharmacologie à l'hôpital Broussais et membre du comité des spécialités pharmaceutiques à la CEE, le reconnaît : « Tout le travail de base a été fait, nous en sommes à la dernière étape ».

Pourtant, dans l'optique de la définition d'une politique européenne du médicament, quelques points, et non des moindres, restent à préciser. Celui du prix d'abord. Il faut savoir que, pour un même produit, les écarts de prix vont de 1 à 2,5. Pour certaines spécialités, le rapport est même de 1 à 14. La République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et le Danemark ont les médicaments les plus chers, l'Espagne, le Portugal et la France, les produits le meilleur marché. Celui des conditions de remboursement ensuite.

Il existe, à l'heure actuelle, quatre types de remboursement effectués sur des bases différentes en Europe. La libre circulation des spécialités pharmaceutiques ne sera effective que lorsque les prix et les remboursements seront l'objet d'un minimum d'harmonisation. C'est tout le sens d'une directive adoptée fin 1987 qui vise à instaurer la transparence en matière de fixation des prix et de conditions de remboursement.

Le troisième problème épineux à régler est celui de l'autorisation de la mise sur le marché (AMM). Faut-il procéder, comme pour les diplômes, à une reconnaissance mutuelle ? Mais la procédure, dite multi-étatique, instaurée depuis 1979, qui tend à mettre en place ce principe, connaît des ratés. Faut-il au contraire opter pour un système centralisé et créer une agence unique (type FDA américaine), dont la décision, positive ou négative, ouvrirait ou fermerait d'un coup le marché des Douze ? La Commission de Bruxelles devrait faire sur ce point des propositions au conseil des ministres en 1989. Le choix sera de toute façon politique. Mais comme le souligne le professeur Alexandre, « que ce soit l'un ou l'autre des sys-

tèmes, il faut que quelque chose fonctionne pour que l'industrie pharmaceutique puisse obtenir rapidement les réponses à ses demandes d'AMM ».

Les organisateurs de colloques sur l'Europe de la santé consacrent assez rarement un temps de réflexion important aux aspirations des malades. Dans ces conditions, la question en forme de boutade lancée par le professeur Dominique Jolly, directeur du plan à l'Assistance publique de Paris, lors d'un récent colloque du Graph (1), ne manquait pas de sel : « Les malades seront-ils plus européens que les bien-portants ? » Libre circulation des médecins, libre circulation des spécialités pharmaceutiques. A quand la libre circulation des malades ? Un règlement communautaire de 1971, relatif à l'application des régimes de Sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, encadre encore strictement tout « déplacement ».

Avec parcimonie

Un assuré social européen qui veut bénéficier de conditions de remboursement identiques à celles offertes par son régime de protection sociale ne peut en principe choisir librement le pays dans lequel il souhaite recevoir des soins. Il existe cependant quelques circonstances précises définies dans lesquelles il peut y prétendre. Ainsi un Français qui désire se faire soigner en Grande-Bretagne doit obtenir de sa caisse d'assurance-maladie une prise en charge (formulaire E 112). Or ces prises en charge ne sont que parcimonieusement accordées. Le malade doit rentrer dans l'un de ces deux cas de figure : soit démontrer que les soins dont il a besoin ne peuvent être dispensés en France, soit, à supposer qu'un traitement équivalent existe en France, que le délai d'attente est tel qu'il mette en péril sa santé.

Pour les assurés français du régime général, c'est la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) qui centralise les demandes. Et ce sont les services du médecin conseil national qui examinent le bien-fondé des dossiers au cas par cas, et tranchent en fonction de critères médicaux après audition des autorités

médicales les plus pointues. « Les trois quarts du temps, le traitement identique existe en France », explique un responsable de la CNAM.

Pourtant, régulièrement, les journaux se font l'écho du lancement de guêres publiques effectuées afin de faire bénéficier, le plus souvent, un enfant d'une opération délicate à l'étranger. Le 23 mai 1987 à Londres, le célèbre professeur Magdi Yacoub réalisait une double transplantation cœur-poumons sur une petite Française de onze ans, hospitalisée dans son service depuis trois mois à la suite d'une collecte de fonds. Quelques mois plus tard, en décembre, des médecins français, les docteurs Voubé et Darteville, réussissaient la même intervention sur une autre fillette de onze ans. Ce qui tendrait à prouver que point n'est toujours besoin de traverser le Channel. En fait, souvent c'est moins la qualité des équipes médicales qui motive ces départs à l'étranger que la longueur des listes d'attente et la faiblesse du nombre de donneurs compatibles en cas de greffe.

Reste qu'il est extrêmement difficile d'avoir au niveau national une idée exacte du volume réel des migrations des malades à l'intérieur de la Communauté. L'Assistance publique de Paris tient pour sa part une comptabilité en terme de flux d'entrées par rapport au nombre total de journées d'hospitalisation. Selon M. Alain Cordier, conseiller technique à l'AP de Paris, les malades européens hospitalisés dans les hôpitaux de l'Assistance publique représentent moins de 1 % du total des journées d'hospitalisation en court et moyen séjour. Les ressortissants italiens forment de loin le groupe le plus nombreux. La constatation est la même au CHU de Strasbourg, pourtant ville frontalière avec l'Allemagne.

En 1987, huit mille six cent cinquante étrangers ont été hospitalisés dans ce CHU dont deux mille deux cent dix Européens parmi lesquels on comptait sept cent quarante-neuf Portugais, deux cent quatre-vingt-dix Espagnols et seulement deux cent soixante-huit Allemands. Comme le fait remarquer M. Jacob, responsable du bureau des admissions au CHU de Strasbourg, la ven-

tilation par nationalité des malades originaires de la CEE hospitalisés à Strasbourg reflète avant tout l'implantation d'importantes communautés italiennes et portugaises en Alsace. Et si pen d'Allemands éprouvent le besoin de passer la frontière, pourtant toute proche, c'est vraisemblablement parce que le système hospitalier allemand offre toute satisfaction.

Mais le caractère généralement attractif de la médecine française de pointe n'est pas sans causer quelques tracasseries aux hôpitaux. L'AP de Paris évaluait, en 1987, à 800 millions de francs sa créance sur les organismes de Sécurité sociale étrangers, toutes nationalités confondues, et à 200 millions celle sur les particuliers.

L'Europe des assurances

Si la dette des organismes de protection sociale des pays de la CEE envers l'AP est négligeable (0,3 % du total), en revanche celle des particuliers européens l'est beaucoup moins puisqu'elle représente 20 millions (10 % de la dette totale des assurés sociaux européens qui n'ont pas d'assurance complémentaire maladie, et qui se trouvent dans l'impossibilité de régler la part de leurs dépenses non couverte par leur régime général. Sans parler de ceux qui pratiquent allégrement, ce qu'il faut bien appeler le « tourisme médical » et se présentent le soir aux urgences des hôpitaux sans prise en charge mais dans un état tel que l'interne de garde est bien obligé de les hospitaliser.

Dans ces conditions, et en l'absence d'une réelle volonté d'harmoniser les couvertures de base de l'assurance-maladie et les conditions d'organisation des systèmes de soins en Europe, comment réagira le malade ? Sera-t-il tenté d'aller se faire soigner à l'étranger ? Oui, répond le professeur Dominique Jolly. « Si d'autres pays en Europe, comme la Belgique et l'Espagne, développent des programmes d'évaluation de la qualité des soins et que la France reste en deçà, le « consommateur » sera en droit de s'interroger ». D'après lui, les orga-

nismes de protection sociale pourraient même être un jour tentés d'inciter leurs affiliés à se faire soigner dans les hôpitaux des pays ayant prouvé que, à qualité de soins égale, ils savent limiter leurs coûts de séjour par pathologies.

Scénario fiction ? Pas tant que cela. « On y arrivera dans cinq ou huit ans, c'est très proche », prédit le professeur Jolly. Le scénario de M. Jean-Pierre Dumont est plus pessimiste : « Si des convergences entre les différents systèmes de santé ne se dessinent pas rapidement, nous irons vers des tensions entre pays et une accélération du tourisme médical. Les convergences actuelles ne se font pas en faveur du malade : tous les pays sont en train d'accroître leurs tickets modérateurs ».

Une tendance qui laisse le champ libre à l'affrontement entre assurances privées et mutuelles pour la conquête du marché convoité de l'assurance-maladie complémentaire. A partir du 1^{er} janvier 1993, en effet, toutes les sociétés d'assurances pourront intervenir directement dans tous les pays de la Communauté. A la faveur de la libre circulation des travailleurs, les assureurs pourront à loisir démarcher auprès des individus mais aussi des entreprises.

Dans cette course, la mutualité n'entend pas se laisser distancer. Pour prendre pied sur le marché européen, la Fédération nationale de la Mutualité française (FNMF) a récemment créé Euromut, une société d'assurances « à direction mutualiste ». Un groupe de pression, constitué sous l'égide de l'Association internationale de la Mutualité, s'implante actuellement à Bruxelles pour lutter à armes égales contre le « lobby des assureurs ».

Les malades seront-ils plus européens que les bien-portants s'interrogeait le professeur Dominique Jolly ? Tout dépend finalement du poids que ceux-ci auront, notamment au travers des associations de malades, auprès des instances de décisions européennes et de leurs gouvernements respectifs.

CLAUDE DUJARDIN.

(1) Groupe de recherche et d'applications hospitalières Assistance publique. • 1992. Quel hôpital pour l'Europe ?

Les bons conseils de Mr. Financement

aujourd'hui, la Renault 21 TL

Location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 29120 F (dont 18200 F de 1^{er} loyer majoré et 10920 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), et 11 loyers de 510 F, 12 loyers de 837 F et 36 loyers de 1375 F. Coût total en cas d'acquisition 94274 F. Prix TTC Renault 21 TL au 1/7/88 : 72800 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A. au capital de 321490700 - 27-33, quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex - R.C.S. Nanterre B702002221. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au

NUMERO VERT 05.25.25.25

RENAULT DES VOITURES A VIVRE

Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

50 من الأمل

malades

L'enfance de l'ours

Le tournage du film « l'Ours » a permis aux zoologues de mieux comprendre la physiologie et le comportement de ce plantigrade méconnu.

OCTOBRE, le mois de l'ours. De l'ours des Pyrénées, dont le déclin paraît inéluctable et qui émeut le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, décidé à « renforcer » les effectifs avant qu'il ne soit trop tard (le Monde daté 2-3 octobre). De l'ours dans tous ses états, préhistorique ou en peluche, qu'on expose au Muséum national d'histoire naturelle (1). Enfin, de l'Ours, de Jean-Jacques Annaud.

« Un ourson orphelin, Youk. Un grand ours solitaire, Kaar. Deux chasseurs dans la forêt, Tom et Bill. Le point de vue des animaux », résume lui-même Jean-Jacques Annaud. Filmé à l'occasion de la rentrée, l'Ours fut également l'occasion d'une rencontre sans précédent entre les spécialistes animaliers qui participaient au tournage (de mai à septembre 1987, quatre mois au cœur des Dolomites italiennes) et les douze oursons sélectionnés pour jouer le rôle de Youk, le héros de la fable. Une rencontre qui a permis de mieux connaître les us et coutumes de la famille Martin, dont la physiologie, le développement et le comportement sont encore, pour une grande part, ignorés.

Des oursons vétérinaires

Mais, tout d'abord, pourquoi douze oursons ? « Quand on tourne un film avec des bêtes, il ne faut pas les fatiguer ; ils doivent pouvoir se reposer, surtout lors du tournage de scènes difficiles, comme la traversée d'une rivière ou une longue course. D'autre part, on pensait que tous ces oursons allaient se répartir les tâches en fonction de leurs aptitudes, chacun exécutant devant la caméra ce pourquoi il était le plus doué. Mais, en pratique, les choses se sont passées de façon très différente : l'un des oursons, la Douce, s'est révélé tellement à l'aise devant la caméra qu'elle a pratiquement assuré la totalité du film ! », explique Jean-Philippe Varin.

Photographe et cinéaste animalier, responsable de tous les animaux (à l'exception des grands ours) intervenant dans le film, ce

diplômé de zoologie sait de quoi il parle : c'est à lui, en effet, que Jean-Jacques Annaud a confié la responsabilité de dresser les bébés ours, dans sa propriété solognote.

« Quand j'ai lu le scénario et découvert que l'ourson, dans l'une des scènes, était supposé se déplacer par bonds, comme une grenouille, j'avoue que j'ai eu de sérieux doutes », admet aujourd'hui Jean-Philippe Varin. Et pourtant, cela a marché ! Au prix d'une bonne dose d'enthousiasme, d'ingéniosité... et de patience.

« C'est la première fois qu'un travail aussi systématique est réalisé sur des oursons », confirment les deux conseillers scientifiques de l'équipe, Maryvonne Leclerc-Cassan, vétérinaire au parc zoologique de Vincennes, et François Hugues, vétérinaire attaché aux parcs de Vincennes, de Thoiry et de Saint-Vrain.

« Dans les conditions habituelles de captivité, il est en effet impossible d'approcher les petits, au risque de se faire tuer par leur mère. Et comme les ours bruns se reproduisent bien (ils auraient même tendance à être trop prolifiques pour les capacités d'accueil des zoos), personne ne s'était vraiment penché jusqu'à présent sur l'étude de leur comportement et de leur croissance. En nous donnant l'occasion d'étudier douze oursons en même temps, le film nous a fourni un modèle de travail extraordinaire. »

Sélectionnés dans différents parcs, les oursons ont été séparés de leur mère dès leur plus jeune âge — certains n'ayant pas même encore les yeux ouverts. C'est dire la responsabilité des deux vétérinaires, chargés d'assurer leur surveillance scientifique et médicale.

Des semaines durant, Maryvonne Leclerc-Cassan et François Hugues se sont transformés en parents adoptifs pour contrôler les vaccinations, l'état des yeux et de la dentition, les courbes de poids de leurs protégés. Et, bien sûr, reproduire autant que possible leur environnement naturel : en mettant au point, par exemple, une mamelle de substitution (une tétine d'enfant agrémentée d'une seringue) destinée à contrôler quasiment heure par heure les injections de lait.



Dernier préalable indispensable au tournage : l'« imprégnation » des oursons, afin d'obtenir des animaux non seulement apprivoisés mais également parfaitement naturels en présence de l'homme. Rendu célèbre par le spécialiste allemand du comportement animal Konrad Lorenz, ce phénomène d'imprégnation est commun à tous les mammifères, aux oiseaux et sans doute à d'autres espèces encore : durant une courte période succédant à la naissance, le petit animal va être « marqué », de façon quasiment irrévocable, par la présence de l'espèce qui est à ses côtés. En l'occurrence l'homme, qu'il prend aussitôt pour son semblable et qui ne lui inspire plus aucune crainte.

De tout petits bébés

« Pendant les deux mois qui ont précédé le tournage, la maison a ressemblé à une pouponnière, avec encore plus de soins que n'en reçoivent ordinairement les bébés humains, raconte Jean-Philippe Varin. Biberons toutes les trois heures avec un lait spécial, deux pesées par jour, une visite hebdomadaire des vétérinaires, des cahiers tenus à jour pour chacun d'eux... Les jeunes filles engagées pour s'occuper des oursons, qui avaient une formation non pas de dresseurs mais de puéricultrices, devaient régulièrement les gratter, les caresser, leur

faire faire pipi en les frottant doucement avec une éponge, afin de remplacer la mère qui les sollicite en les léchant. » Le dressage proprement dit, quant à lui, commence dès que les oursons considèrent la présence des humains comme naturelle.

Lorsqu'on les recueille à la naissance, sans poils, sourds et aveugles, ils pèsent alors quatre cents grammes à peine, et ces minuscules boules de vie, quelques années plus tard, deviendront des masses colossales de deux cents kilos et plus !

Pour les zoologues, la réside d'ailleurs dans des principales énigmes de la biologie du développement des ours. « La proportion du poids de l'ourson nouveau-né au poids de sa mère est de l'ordre de 1 à 600, alors que le poids d'un lionceau représente 1/150 de celui de la lionne, celui d'un chiot 1/50 de celui de la chienne et celui d'un jeune enfant 1/20 de celui de sa mère », précise Francis Pelter, responsable au Muséum national d'histoire naturelle du laboratoire de zoologie des mammifères. A proportions égales à celle de l'ours, un petit d'homme pesant trois kilos en venant au monde atteindrait ainsi, à l'âge adulte... près de deux tonnes !

Pourquoi les ours naissent-ils si petits ? Cette disproportion hors du commun entre leur taille à l'âge adulte et à la naissance

étonne d'autant plus les scientifiques que la durée de la gestation, de six à sept mois, est loin d'être négligeable.

Au parc zoologique de Vincennes — où se trouve réunie, avec une trentaine d'individus, la plus importante collection d'ours d'Europe — les données accumulées lors du tournage serviront désormais de modèle pour étudier d'autres espèces, plus rares et plus mal connues encore que l'ours brun, tel l'ours polaire, dont la reproduction en captivité est particulièrement difficile.

Mais, au-delà de ces préoccupations écologiques, les zoologues comptent bien mettre à profit les connaissances tout juste acquises pour élucider l'énigme de cette étrange gestation. D'autant qu'ils ont déjà leur petite idée sur la question.

Tolérance

« Il existe peut-être chez l'ours un phénomène de nidation retardée, une sorte d'hibernation » in utero, explique François Hugues. Comme chez le phoque gris (espèce pour laquelle l'hypothèse reste également à vérifier), l'ourf fécondé resterait en attente plusieurs mois durant et ne commencerait à se développer que dans les dernières semaines. « Pour tenter de transformer l'hypothèse en certitude, les vétérinaires du zoo de Vincennes effectuent régulièrement, depuis juin dernier (mois des accouplements), des

échographies sur trois femelles en gestation. Echographies qui servent leur donner raison puisque, à ce jour — soit environ aux deux tiers de la grossesse — seules des « ampoules embryonnaires » de dix-huit millimètres de long ont pu être repérées.

Dernière révélation du tournage : la cohabitation des ours avec Bart, l'un des grands ours jouant le rôle de Kaar. Un exploit que la plupart des spécialistes estimaient irréalisable, dû peut-être à une grande part au talent et à l'opiniâtreté du dresseur dudi ours, l'Américain Doug Seus.

« La première difficulté provenait de la mise en présence de deux espèces différentes, explique François Hugues. Alors que Youk est un ours brun, Bart, comme tous les grands ours utilisés pour le film, appartient en effet à la famille des kodiaks, géants des ours actuels dont l'habitat naturel est aujourd'hui cantonné au Canada. De plus, un grand ours n'adopte jamais un petit, et il est normalement quasiment impossible de faire cohabiter un ourson et un adulte. A fortiori quand ce dernier est un mâle, car il considère alors l'ourson comme un concurrent dans sa conquête de la femelle. Mais le contact entre Bart et Doug Seus était si extraordinaire, ce type avait tellement son ours en main que nous avons quand même tenté le coup. » Et le miracle eut lieu : pas l'amour fou, certes, mais un voisinage suffisamment amical pour permettre, au prix de quelques astuces, de tourner toutes les scènes d'effusions inscrites au scénario.

« La grande force des animaux comédiens est de ne pas trop s'interroger sur leur métier », estime, non sans humour, Jean-Jacques Annaud. L'une des grandes forces de l'Ours aura été de permettre aux spécialistes, zoologues et ethnologues, de comprendre un peu mieux les coutumes et leurs exceptions de ce grand fauve, si présent dans notre imaginaire et pourtant si mal connu. Ce « roi des animaux », dont seule une quinzaine de représentants subsistent encore, avec difficultés, dans nos montagnes pyrénéennes.

CATHERINE VINCENT.

(1) « L'ours en ours », exposition permanente de 5 octobre 1988 au 31 août 1989, Jardin des Plantes, 18, rue Buffon, 75005 Paris. Tous les jours sauf le mardi. Tarifs : 25 F et 15 F. Visites guidées et scolaires sur rendez-vous uniquement, au 43-36-34-26.

LE SIDA RÉACTIVE LA TUBERCULOSE

La relation entre l'infection tuberculeuse et l'infection VIH, évoquée pour la première fois aux États-Unis à la fin de 1986, se précise : le SIDA peut désormais être considéré avec certitude comme un facteur de dissémination tuberculeuse. Cette maladie, dont les médecins pronostiquaient l'éradication pour la fin du XX^e siècle dans les pays de faible endémie, connaît, avec l'épidémie du SIDA, une importante réactivation. C'est ce que vient de souligner le professeur Jacques Chretien, chef du service de pneumo-phthisiologie à l'hôpital Laennec, dans une communication faite, mardi 11 octobre, à l'Académie de médecine.

En France, le nombre de cas de tuberculose qui diminuait de 11 % par an jusqu'en 1984 n'a régressé que de 8,2 % et 8,1 % entre 1985 et 1988, puis de 1,3 % seulement en 1987. Et l'on a remarqué, pour la première fois depuis plus de vingt ans, une augmentation des nouveaux cas, de 2 % au cours du premier trimestre de 1988 par rapport à la même période de 1987.

La fréquence de la tuberculose chez les malades atteints du SIDA, supérieure à la prévalence dans la population générale, est variable selon les groupes de population. Pourtant, dans ces différents groupes, l'émergence et l'évolution de la tuberculose procèdent de deux mécanismes liés à l'immunoséquence induite par

le VIH : d'une part la facilitation d'une réactivation tuberculeuse chez des sujets anciennement infectés, d'autre part la facilitation d'une tuberculose rapidement extensive chez un premier contact avec la bacille de Koch.

Les moyens à employer pour lutter contre l'association tuberculose-SIDA doivent être envisagés différemment selon qu'il s'agit de pays industrialisés ou en voie de développement. « En France, souligne le professeur Chretien, il importe avant tout de conserver à l'égard de la tuberculose une vigilance qui tendait à se relâcher durant les dernières années. » Il considère donc comme « légitime » une certaine relance des actions épidémiologiques visant à la fois la tuberculose et l'infection VIH.

Dans les pays en voie de développement, où les problèmes sont plus préoccupants du fait de la masse des individus touchés par les deux maladies, la mise en œuvre d'une action internationale est considérée comme « nécessaire urgente ». D'autant que ces pays constituent un énorme réservoir pathologique rassemblant 95 % des cas mondiaux de tuberculose. Déjà un groupe de réflexion et d'action commun à l'OMS et à l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires (UICMR) travaille à la redéfinition de la lutte antituberculeuse.

C. D.

Le saigneur des abeilles

(Suite de la page 19.)

Reste que ces traitements qui tuent le parasite à 95 % ne sont actifs que pendant une trop courte période : vingt-quatre à quarante-huit heures. S'ils permettent d'éliminer les parasites déjà installés sur les abeilles adultes, ils ne permettent pas, en revanche, de venir à bout de ceux qui s'installent dans les cellules du couvain où se développent les larves et les nymphes.

Les femelles varroas, qui sont d'ailleurs les seules « à vampiriser » les abeilles, profitent en effet de ce que ces cellules sont ouvertes pendant une dizaine de jours pour y pondre et les contaminer. Aussi est-il difficile, sans manipulations continuées et répétées, de couvrir l'ensemble de ce cycle de reproduction de la ruche (une vingtaine de jours environ) du fait de l'activité très courte des produits actuels.

Avec l'Apistan, pour lequel une autorisation de mise sur le marché pourrait être donnée prochainement (1), cet inconvénient pourrait être supprimé. « Car, selon M. Gérard Arnold, le traitement par l'Apistan peut s'étendre sur une quarantaine de jours, empêchant ainsi la reproduction du varroa au sein même de la ruche, dans les cellules du couvain. » Cela tient à ce que cet acaricide, imprégné dans un ruban de plastique à la manière des colliers antiques, ne s'échappe que lentement au passage de chaque insecte qui ensemence ainsi la ruche. Longue durée testée par M. Raymond Borneck et Mme Béatrice Merle, de l'ITAPI, mais aussi par le professeur Ducos de Lahitte, respon-

sable du laboratoire de parasitologie de l'école vétérinaire de Toulouse, cette nouvelle molécule « ne serait pas toxique pour les abeilles et ne laisserait aucune trace dans le miel ou dans la cire, ou sinon à des taux si faibles qu'on ne peut pas les mesurer ».

Avec ce nouveau produit phytosanitaire, les apiculteurs paraissent donc en passe de mieux combattre le varroa avec un produit qui, comme le rappelle M^{me} Béatrice Merle, a été un peu découvert par hasard. « Au début des années 80, raconte-t-elle, on avait testé sur les abeilles un bon acaricide, le Clartan, de chez Sandoz, utilisé d'ordinaire sur les champs de colza. L'idée nous est alors venue de regarder si cette molécule avait une quelconque efficacité sur le varroa. Nous avons alors demandé à Sandoz s'il était possible de réaliser une sorte de plaquette Vapona avec ce produit pour lutter contre ces acariens. Entre-temps, Sandoz racheta une firme américaine, Zocon, spécialisée dans les produits vétérinaires, et qui à partir des études menées dans les laboratoires de la maison mère développa l'Apistan. »

De là à penser que la guerre est finie et que l'Apistan va stopper ou éliminer le varroa, il y a un pas que les spécialistes se gardent de franchir. Les produits de lutte mis en vente sur le marché ne sont pour eux que des solutions provisoires, « un mal nécessaire » auquel il faut avoir recours avec parcimonie. « Il ne faut pas se faire d'illusions », affirme M. Gérard Arnold, nous ne disposons que de moyens de lutte à court

terme. « Car on ne peut exclure, dit-il, l'apparition avec le temps d'une certaine forme de résistance des varroas à l'arsenal des armes chimiques utilisées par les apiculteurs ».

C'est la raison pour laquelle les chercheurs s'emploient dès aujourd'hui à mettre au point de nouvelles méthodes de lutte, plus naturelles, plus sûres et potentiellement moins dangereuses.

A cet effet, l'Institut national de recherche agroalimentaire, le ministère de l'environnement, les Communautés européennes et l'association

interprofessionnelle du miel Inter-miel ont lancé, après un démarrage assez lent, un vaste programme de recherche couvrant treize projets de lutte biologique et génétique qui pourraient enfin venir à bout du problème.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) La commission chargée de délivrer l'autorisation de mise sur le marché de ce produit devait en principe se réunir le 17 octobre.

LES TREIZE LUTTES BIOLOGIQUES

L'ENSEMBLE des treize projets de lutte biologique et génétique couvre un assez large champ de recherches :

— Il y a tout d'abord la recherche de molécules naturelles que produit l'abeille et qui attire inéluctablement le varroa. Que l'une de ces substances vienne à être découverte puis synthétisée et l'on pourra peut-être utiliser les signaux chimiques qu'émettent pour faire des pièges à varroas. C'est ce qu'espèrent, avec de bonnes raisons d'aboutir, semble-t-il, les chercheurs du laboratoire de neurobiologie de Bures et celui de zoologie de l'université de Dijon.

— On peut aussi chercher à trouver des colonies d'abeilles résistantes au varroa et faire des opérations de sélection

d'espèces. C'est ce qu'essaient de faire des équipes des laboratoires de l'Inra de Bures-sur-Yvette et d'Avignon. On peut encore tenter de trouver, comme au laboratoire INRA d'Antibes, un gène résistant que l'on pourrait transférer à une autre abeille, ou lancer des recherches sur l'immunologie de l'abeille comme à Pasteur.

— D'autres, comme les chercheurs INRA de Saint-Christophe-Alba, voudraient identifier des ennemis naturels du varroa : soit d'autres acariens prédateurs du varroa, soit des champignons dont la présence lui serait fatale.

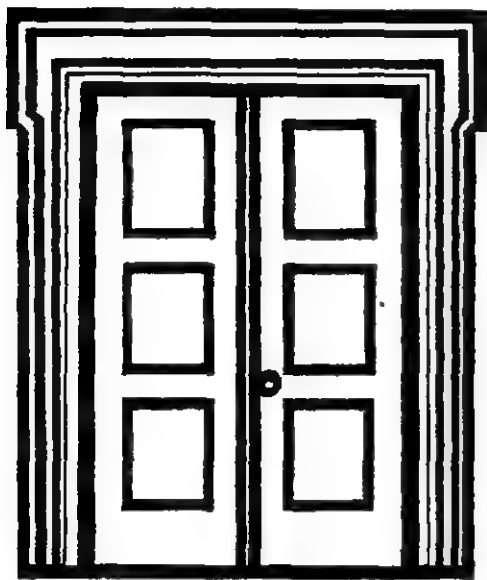
— D'autres enfin s'interrogent sur les propriétés acaricides que pourraient avoir certains sels de cuivre ou certaines huiles essentielles de thym.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

ACCES A UN ENVIRONNEMENT PERFORMANT



3 grandes vedettes vous dévoilent les raisons de leur succès : tradition, haute technologie, efficacité industrielle et dynamisme commercial.

MAMIE NOVA, ELLE & VIRE, MEULE D'OR : marques de vitalité et possibilité d'avenir. 6000 hommes et femmes par leur cohésion, leur professionnalisme, leur imagination, construisent avec passion l'avenir du premier groupe laitier français (5,6 milliards de CA, 16 % à l'export).

AVEC
ELLE & VIRE,
MAMIE NOVA,
MEULE D'OR.

CHEF DE PROJET CONFIRMÉ, PARTEZ DE NORMANDIE A LA CONQUÊTE DE L'EUROPE !

Nous pouvons dire sans complexe que nous avons les moyens informatiques les plus puissants (IBM 300X, parc de 35 VAX/VMS...) de toute la Normandie et nous faisons à Saint-Lô du travail de "pro".

Nous renforçons nos équipes par le haut et attendons de vous le punch nécessaire pour mobiliser vos équipes (10 p.) et gérer votre budget (10 MF), si vous maîtrisez l'un de ces domaines : finances/gestion, paie/gestion du personnel, production. Nous avons besoin d'experts pour participer à l'optimisation de notre informatique et aborder 1992 avec un esprit de conquête.

Ingénieur diplômé ou titulaire d'un MIAGE ou d'un DEA, vous avez au moins 5 ans d'expérience acquise dans des offices agro-alimentaires, voire même pétroliers et envies, tout en étant à deux pas de la mer, de gagner en savoir-faire.

Nous avons confié cette recherche à Mlle K. CHATIMKES, Consultante chez ALEXANDRE TIC S.A. - Spécialiste de l'informatique. Merci de lui adresser votre candidature au 10, rue Royale 75008 Paris.

ULN
UNION LAITIÈRE NORMANDE

Ingénieur mécanicien

Au sein de notre établissement de St-Maur (450 personnes), nous vous proposons, de façon fonctionnelle et opérationnelle, de faire évoluer la qualité de notre maintenance. Vous interviendrez donc, dans un esprit de prévention, auprès des services études lors de la conception et du développement d'outils de production. Vous saurez également motiver notre équipe de techniciens de maintenance. Intégré à notre service ingénierie, vous aurez l'opportunité d'utiliser un logiciel de gestion maintenance. Ce poste de contact, d'organisation, vous permettra d'exprimer votre goût pour la pluridisciplinarité, votre sens de la communication et pourra évoluer vers des responsabilités plus importantes. Une première expérience (2 à 5 ans) sera un plus apprécié.

Merci d'adresser dossier de candidature sous réf. 194 à ESSILOR INTERNATIONAL Service Emploi Formation - 1, rue Thomas Edison - Echât 902 - 94028 Créteil Cedex

OPTIMISEZ LA QUALITE DE NOTRE MAINTENANCE

ESSILOR

S L.E.R.S

Société de recherche du Groupe SYNTHELABO.

Au sein de notre groupe informatique (20 personnes) et en tant que responsable de l'unité Chimie, vous travaillerez en étroite collaboration avec les chercheurs et êtes chargé des développements informatiques.

Vous définissez et conduisez des projets dans les domaines de la conception des nouvelles molécules jusqu'aux phases de production pilote. Parallèlement, vous encadrez une petite équipe.

Vous disposez d'une formation supérieure : BAC + 5, comme ingénieur, chimiste ou informaticien. Votre expérience, environ 5 ans, s'est déroulée sur matériel VAX (VMS), de préférence dans le secteur pharmaceutique ou des secteurs de recherche similaires. Vous possédez de solides connaissances en SGBD relationnelles, si possible orientées vers la chimie, les logiciels de modélisation moléculaire, les LIMS.

La nature de vos nombreux contacts nécessite une pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste à notre Conseil DATAID SELECTION - 48, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

**DATAID
SELECTION**

Chef de projet informatique en recherche pharmaceutique

R.M. CP 869

**PROCHE
BANLIEUE
SUD-EST**

Filière d'un grand groupe, notre Société à taille humaine (650 personnes) et aux activités diversifiées renforce son Département Equipements WESTINGHOUSE, spécialiste de la conversion d'énergie (chargeurs de batterie, onduleurs...), d'un

Ingénieur électronicien

OPTION MICRO ELECTRONIQUE OU TRANSMISSIONS

En prise directe avec le service Etudes et l'usine, vous définissez et promouvez des systèmes de télécommande, télécommande et téléassistance appliqués à des équipements de conversion d'énergie. Après avoir recueilli les besoins auprès de la clientèle et spécifié un système, vous en proposez la structure et en coordonnez la réalisation (services techniques, fabrication, fournisseurs...).

Vous disposez d'une expérience d'au moins 3 ans acquise si possible à un poste d'ingénieur d'affaires ou de Chef de produit vous permet aujourd'hui d'avoir une bonne maîtrise des réseaux de communication et des applications industrielles de la micro informatique.

Rigoureux et pragmatique, vous avez des qualités de contact et de communication reconnues. Votre créativité et votre sensibilité à l'aspect marketing de ce poste vous permettront d'y réussir pleinement et d'évoluer au sein de la Société.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 8810 à S.G.T.E. - DRH - B.P. 100 94210 LA VARENNE ST-HILAIRE.

SGTE

COMMENCEZ VOTRE CARRIERE PAR UN PROJET D'ENVERGURE

SAF

Nous sommes la première entreprise française dans notre activité : conception, production et commercialisation de matériels conservant notre avance par un important investissement en R & D et par une adaptation permanente de nos produits aux nouvelles technologies. Dans ce contexte nous recherchons pour l'une de nos usines (280 personnes) un

JEUNE INGENIEUR

Dans un souci d'optimiser le contrôle qualité de notre production, vous procéderez à l'étude et à la mise en place de l'automatisation des plates-formes de Contrôle. Fonctionnant comme un véritable "ingénieur projet", vous êtes responsable après audit des besoins, de la mise en œuvre des méthodes, procédures et moyens techniques.

Diplômé d'une école d'ingénieur (HEI, INPG, INSA, ENSEIHT, ...), vous êtes spécialisé en électrotechnique ou en électronique de puissance. Votre réussite dans l'automatisation et le développement du service contrôle vous ouvre de nombreuses perspectives d'évolution.

Pour ce poste basé dans l'OISE, merci d'adresser votre manuscrit et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 1835/SAM à notre Conseil : 17, rue Courmesur - 51100 REIMS 34, rue du Collège - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

INGENIERIE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE d'un GROUPE MULTIBRANCHES en forte expansion

(230 personnes, 130 MF de CA).

Nous recherchons, en proche banlieue Sud de Paris, un

Ingénieur concepteur informaticien

Développement d'applications en temps réel
RMK / INTEL ou OS9 / 68000

VOUS :

- 25/30 ans, Ingénieur Grande Ecole,
- une première expérience de développement d'informatique industrielle en temps réel et tout particulièrement sous RMK ou OS9.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- d'être totalement responsable de projets d'envergure, en contact direct avec notre clientèle,
- d'intégrer une structure souple qui favorise l'autonomie et l'initiative,
- de participer à l'expansion d'une Société en plein essor.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 58.1187 LM à notre Conseil MERCURY URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS.

Mercuri Urval

INGENIEUR TECHNICO- COMMERCIAL

mettez votre curiosité à profit

25/30 ans, de formation universitaire, vous êtes créatif et doté d'un esprit d'initiative.

Au sein d'un groupe de 700 collaborateurs, présent en Europe, notre société vous propose, après une période de formation à nos produits, de prendre en charge la totalité d'un marché nouveau pour nous : la filtration air dans ses applications industrielles.

La maîtrise d'une langue étrangère est indispensable. Le poste est basé à Paris.

Pour participer pleinement au développement commercial de notre groupe, adressez votre candidature avec lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 100 m

à Raymond PROUST, Service du Personnel

5/7, Place de l'Adjudant

Vincennes 75020 Paris.

PERMATIC
Raymond PROUST

سكوا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE EN INGENIERIE ET ELECTRICITE
(2400 personnes - C.A. 1,5 milliard de France)

poursuit sa diversification dans le domaine des Transports : systèmes de gestion et de contrôle du trafic urbain et souhaite intégrer à son équipe jeune et performante un

INGENIEUR DE PROJET

Vous aurez à assurer le développement des systèmes automatisés de gestion et de contrôle, mais aussi à imaginer, concevoir et mettre en place tous nouveaux projets complets dans le domaine des Transports et secteurs connexes. Vous disposez d'une solide formation d'ingénieur (ESE, POINTS et CHAUSSES, ENST...) et d'une connaissance optimale des systèmes temps réel à microprocesseurs.

Une première expérience de deux années, de préférence dans la conduite de projets, acquise dans le milieu professionnel des Transports Urbains et/ou Collectivités Locales, ainsi que la maîtrise de l'Anglais seront des atouts très favorables. Le poste est basé à Nanterre (92) proximité R.E.R.

Merci d'adresser votre dossier complet sous la référence A 8173 à notre Conseil NERVET PONT, 15 rue Cardinet, 75017 PARIS.

nervet pont conseil



Groupe Pharmaceutique Français en développement
Spécialiste en Imagerie Diagnostique
Leader en France - 880 personnes
800 MF de CA - Implanté dans plus de 100 pays

recrute pour son Service Méthodes un

CHIMISTE ORGANICIEN

Vous êtes spécialiste en chimie organique (Thèse universitaire, Grande Ecole d'Ingénieur). Vous avez le goût de la vie industrielle et vous désirez valoriser une première expérience, de préférence industrielle, de 2 à 5 ans dans un Centre de Développement ou de Recherche.

Vous améliorerez les procédés existants (y compris l'assistance à la Fabrication) et vous étudierez de nouveaux procédés. Vos objectifs seront la fiabilité, la rentabilité, la sécurité et le respect de l'environnement de notre production.

Vous travaillerez en contact constant avec la Fabrication, le Contrôle, l'Ingénierie. Vous animerez une équipe de techniciens et vous en développerez les compétences.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite - C.V. détaillé et photo) à :
GUERBET - Etablissement d'AULNAY
BP N° 16 - 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex (sous réf. AU-MG1088).

KONE ANALYSEURS ET REACTIFS DE LABORATOIRE
INSTRUMENTS recherche son

RESPONSABLE

SERVICES TECHNIQUES

Notre gamme d'analyseurs, largement diffusée dans les laboratoires hospitaliers et privés, bénéficie de la haute technologie (microrobotique) de notre recherche internationale. Soucieux de préserver la qualité de nos produits, nous assurons, auprès de notre clientèle, le suivi technique et le S.A.V.

Nous souhaitons confier la responsabilité de ces services à un homme d'expérience (30-35 ans) qui encadrera et animera une équipe de techniciens (15 personnes). Organisateur et Gestionnaire, ses connaissances en électronique, micromécanique, logique et connectique seront appréciées. Dans l'idéal, vous avez acquis une expérience similaire.

Pratique de la langue anglaise indispensable. Le poste est basé en région Parisienne Sud. Ecrire avec CV + prétentions + enveloppe à v/ adresse, sous réf. KE/IM1 à



Michel Jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard, 75015 PARIS

PARIS-LILLE



Leader en Ingénierie du Logiciel scientifique et technique, nous recherchons pour participer à nos développements, plus particulièrement dans les domaines ARMEMENT, AERONAUTIQUE, ESPACE :

Ingénieur d'affaires

Région Parisienne

Mission :

• En collaboration étroite avec le Directeur de Division, vous coordonnerez et animerez l'équipe commerciale pour les actions de prospection et négociation.

Profil :

• Homme dynamique et de bon contact.
• Formation Grandes Ecoles : Polytechnique, Centrale, SUPélec.
• Expérience souhaitable : 2 à 3 ans dans la vente de prestations intellectuelles de haut niveau.
• Bon généraliste de l'informatique technique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1810 IAM à ANY BOULADE PARTNERS - 35-37, avenue Joffre - 94169 SAINT-MANDÉ.

Any Boulade Partners

MOYENS

ACCES A UN ENVIRONNEMENT PERFORMANT

Qualité, formation, maîtrise technologique sont les trois axes qui font d'ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE un projet d'entreprise passionnant.

Parce que nous nous engageons à faire évoluer les grands systèmes d'information, nous nous dotons des moyens qui nous permettent d'aller à l'objectif. Ils sont ceux du leader mondial du conseil ; les vôtres, demain quand vous nous rejoindrez. A preuve : 1500 stagiaires formés à CHICAGO sur le premier campus privé au monde, 500 chercheurs répartis entre plusieurs centres mondiaux d'expertise, des formations permanentes dans les domaines techniques et d'applications (technologies de pointe et méthodes)...

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS
(Grandes Ecoles option Informatique)

Intégrés à nos équipes, vous participerez à toutes les phases de nos projets (conception, réalisation) et interviendrez sur des grands systèmes d'information. La complémentarité des missions et la diversité des environnements techniques (IBM, BULL, DEC, HP...) favoriseront la progression de vos responsabilités.

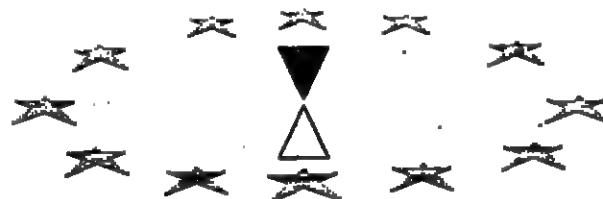
Jeunes diplômés de formation Ingénieur, avec ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE, vous bénéficierez d'un environnement performant. A terme, vous évoluerez vers le conseil informatique, le management de projet ou l'expertise technique.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature à Monsieur Henri DAVIGNON - ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE - Tour GAN - Cédex 13 92082 PARIS LA DEFENSE 2.

ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE

LA RADIOTELEPHONIE EN EUROPE

IL Y A DES PERSPECTIVES DANS LESQUELLES IL FAUT SAVOIR S'INSCRIRE



PERSPECTIVE EUROPE : Un dessin ambitieux pour des hommes passionnés engagés sur des marchés très concurrentiels et de haute technologie.

Aujourd'hui, ALCATEL RADIOTELEPHONE est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés.

Afin de mettre en oeuvre ce projet "PERSPECTIVE EUROPE", ALCATEL RADIOTELEPHONE cherche à intégrer des

INGENIEURS PROJETS AFFAIRES

Au sein de l'équipe responsable de l'ingénierie des réseaux de radiocommunication, vous agirez comme support technique auprès de la Direction Commerciale.

Vous serez, dans un premier temps, chargé de l'élaboration de projets techniques et de la rédaction de propositions.

Vous prendrez ensuite la responsabilité de la gestion, du suivi et de la réalisation d'affaires tant en France qu'à l'étranger.

Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs débutants ou possédant une 1ère expérience, maîtrisant la langue anglaise et disponibles pour des déplacements de courte durée en France et dans le monde entier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence LM.18 à : Agnès GRANDJEAN - ALCATEL RADIOTELEPHONE 58, av. Jean Jaurès - 92707 COLOMBES CEDEX.

ALCATEL

RADIOTELEPHONE

L'EUROPE EN PERSPECTIVE

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

AVENTURIERS DU LOGICIEL SOYEZ DES NÔTRES SUR UN PROJET HORS DU COMMUN

Jeunes ingénieurs, grandes écoles ou universitaires, de niveau bac + 4 minimum, vous souhaitez vivre aujourd'hui l'aventure d'un grand projet ou soin de petites équipes dans un environnement très exigeant.

Vous êtes créatifs et la complexité ne vous fait pas peur, devenez ingénieurs en architecture de logiciel. Ingénieurs en développement ou encore ingénieurs Système chez Bull. Nous vous proposons de rejoindre une des toutes premières équipes logicielles européennes qui travaille sur un des plus grands systèmes d'exploitation mondiaux : GCOS7.

Bull vous permet ainsi d'accéder à un haut niveau d'expertise en :

- Génie logiciel, langages de 4^e génération,
- Base de données, Moniteurs interactifs et transactionnels,
- Réseaux et Télécoms,
- Superviseur, Unix...

Saisissez cette offre exceptionnelle, avec nous, vous accéderez à une variété de métiers hors du commun.

Bull

Alors, dépêchez-vous, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous la référence 1810 M, à Ivan Maltcheff - BULL Systèmes - 2, rue Ernest Lefèvre - 75990 PARIS Cedex 20 - ou encore téléphonez avant le 21 octobre au 43.56.41.10.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

L'univers des matériaux. L'avenir des biotechnologies...



Nous sommes l'un des leaders de l'industrie française (ciments, matériaux, biotechnologies) présent dans le monde entier. Notre principale filiale, CEMENTS LAFARGE (+ 6 milliards de CA, un effectif de 4 500 personnes), propose à un

CHARGE D'ETUDES BUREAUTIQUES
l'opportunité de

CONCEVOIR ET METTRE EN PLACE NOTRE PLAN BUREAUTIQUE

- Sa mission intègre l'évaluation des investissements nécessaires, la définition et la mise en place d'un projet : optimiser l'existant (70 postes installés) avec des objectifs de qualité et de service.
- De formation Ecole Supérieure de Commerce (ou équivalent BAC + 5), vous avez acquis une expérience similaire de 2 à 3 ans dans une entreprise ou comme consultant bureautique dans une SMI.
- Vous trouvez chez nous des opportunités de carrière à votre mesure, grâce à la diversité de nos métiers, de nos implantations et à notre dimension internationale. Poste basé à Saint-Cloud (92).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. AF/XB à notre Conseil : Anna STAROSWIECKI
INFORAMA Carrières - 7 rue Pasquier - 75008 PARIS

BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE - PARIS - PAU - TOULOUSE



la technologie pour les hommes

Etudier et réaliser nos projets d'automatisation

Ingénieur Mécanicien

Dans le cadre de nos projets, orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles dans nos usines vous étudiez et réalisez des projets d'équipements automatisés de production comprenant :
L'élaboration du cahier des charges, les études techniques, l'évaluation des coûts, la gestion financière des projets, le suivi de la réalisation et la mise en service.
Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (AM, ENI, ICAM...), ayant si possible une première expérience d'ingénieur projet.
Ce poste basé à notre siège social de CERGY, nécessitent de fréquents contacts avec nos usines de Beauchamp (95) et nos fournisseurs. Bonne connaissance de l'anglais et véritable aptitude au travail en équipe.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en mentionnant la référence 107/MMG/LM à Monique GERMAND, 3M FRANCE, Bld de l'Oise, 95006 Cergy Pontoise Cedex.



l'enthousiasme



CA 57 : 235 MF

Notre spécialité... la télématique sectorisée !
Fort de cette compétence et du professionnalisme de nos hommes, notre Direction Recherche et Développement se renforce.

De formation Ingénieur, vous pouvez faire valoir une expérience de 5 à 10 ans acquise dans le domaine de l'électronique et de l'informatique.
Votre mission de RESPONSABLE PROSPECTIVE : à partir d'une idée ou d'un concept lancé par la Direction Générale, vous proposez et développez des solutions concrètes de mise en œuvre.

RESPONSABLE PROSPECTIVE

Vous effectuez des études de faisabilité et de rentabilité.

Vous intervenez dans des domaines aussi variés que la recherche des composants matériels ou logiciels, la consultation des fournisseurs ou partenaires éventuels en France et à l'étranger, ainsi que la préconisation de solutions.

Vous êtes bilingue anglais.
Vous effectuez de fréquents déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à notre Conseil.

VALORISEZ NOS IDÉES !

Charlotte Voituriez

17, rue de la Baume 75008 Paris

SITA

Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques présente dans 180 pays et territoires, exploitant le plus grand réseau mondial de télécommunications et de traitement de l'information au service de plus de 330 compagnies aériennes, recherche pour son

CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION A SOPHIA ANTIPOLIS (06)

ANIMATEURS DE FORMATION

réseaux SNA, X25.
(architecture, exploitation, équipements...)

INGENIEUR débutant ou ayant quelques années d'expérience acquises dans les domaines de la formation et des réseaux de Télécommunications, vous êtes motivé par l'animation de sessions de formations techniques s'adressant à nos Cadres et Techniciens au sein d'une structure internationale. Vous possédez une parfaite maîtrise de l'anglais (les formations sont assurées en anglais) et êtes disponible pour des déplacements de courte durée dans nos autres centres (Afrique, Amériques, Asie, Europe).

De réelles perspectives de carrière dans notre société en constante expansion, seront proposées aux candidats en fonction de leurs motivations et de leurs résultats.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (avec photo) sous réf. OF, à SITA, Direction des Ressources Humaines, 112 avenue Charles de Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

JEUNES INGENIEURS EXPRIMEZ VOTRE DIFFERENCE

SKF Distribution, qui assure la mission recharge du 1er producteur mondial de roulements SKF, connaît une forte croissance. Ingénieurs INSA, ENI, ESTACA débutant ou avec une 1ère expérience dans l'industrie, vous êtes seul capable de commercialiser nos 25 000 produits de haute technologie. Si vous avez le goût des contacts et le sens de l'animation, nous vous proposons d'intégrer une

de nos 6 Directions régionales en tant qu'INGENIEUR DE VENTE. Exprimez-nous votre différence, à savoir votre motivation pour la vente de produits techniques et de services, en adressant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Michel CHASSELOUP - Direction des Relations Humaines - SKF Distribution - 8, avenue Réaumur - 92142 CLAMART Cedex

SKF

SKF Distribution
L'expérience qui fait la différence

Jeunes ingénieurs

Vous êtes de formation type ARTS ET METIERS, CENTRALE, MINES, PONTS, T.P. ...

La Société des Tuyaux Bonna, c'est 2500 personnes qui participent à la réalisation de grands projets :
• conduits de refroidissement des centrales nucléaires, • pose de conduites d'alimentation en eau de mer,
• réalisation de galeries éanches dans la gare souterraine de Paris-Nord, • voûtes du métro de Lille,
• participation au projet européen Euréka...

Choisissez votre spécialité :



- LA FABRICATION dans ses usines de la région parisienne, Lyon, Marseille.
- LES CHANTIERS DE POSE moitié Nord de la France.
- LES ETUDES DE PROJETS (FRANCE ET ETRANGER) à son siège social à Paris.
- LA GESTION TECHNIQUE INFORMATISEE pour sa division régionale Banlieue Ouest de Paris.

Des candidats performants peuvent envisager de plus larges responsabilités tant en France qu'à l'étranger.
Merci d'adresser c.v. et photo sous référence 8419 (en précisant le poste qui vous intéresse) à SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA, Boîte Postale 359-08, 75365 Paris Cedex 08.

Important Laboratoire Pharmaceutique Français avec des moyens de production particulièrement performants.
Nous recherchons pour notre unité située en Normandie un(e)

PHARMACIEN RESPONSABLE DE PRODUCTION

Directement rattaché au Directeur de Production, vous assurerez la responsabilité complète des lignes de produits (comprimés, gélules), de la matière aux produits finis. Vous êtes pharmacien option industrie, une formation complémentaire galénique (DEA/DESS Pharmacie Industrielle) serait appréciée. Une expérience industrielle de 3 - 4 ans est demandée. Vous avez le goût de la production, un esprit pragmatique et du dynamisme. Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature et CV, sous réf. 119 à notre conseil

5, rue
des Terrasses
14000 CAEN

JACQUES PIGNARD
CONSEIL

HIGH TECH, INFORMATIQUE, INDUSTRIE CONSULTANT SENIOR FUTUR PARTENAIRE

Nous sommes une équipe de 15 personnes. Conseil en Recherche de Cadres et Dirigeants. Une déontologie très précise à laquelle nous répondons depuis 10 ans nous fait adhérer à SYNTHEC.

Une équipe soudée et efficace, des moyens modernes sont les clés de notre réussite. Preuves en sont nos nouveaux locaux près du parc Monceau dans le quartier le plus européen de Paris... particulièrement agréables pour nos clients, les candidats... et nos collaborateurs.

Nous sommes un professionnel du recrutement. A 35 environ vous êtes rompu aux rencontres candidats-entreprises et êtes motivé par un projet de partenariat. Votre dynamisme et la qualité de vos contacts commerciaux seront les garants de votre réussite.

Il faudra adhérer sans réserve à nos principes de qualité, garants de la fidélisation de notre clientèle.
Nicole ANCESSI traitera en toute confidentialité votre candidature. Adressez-la lui sous référence NAC.

SODERHU
36 rue de Lisbonne
75008 PARIS.
42 89 20 50



هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable recherche/développement



est la filiale froid industriel du groupe FIVES-LILLE. Elle réalise un chiffre d'affaires de près de 200 millions de francs (dont 40 à 50% à l'exportation) dans la conception, la fabrication et la mise en route de matériels et d'équipements frigorifiques ainsi que d'installations clés en main de froid industriel. Ces matériels et ces équipements sont principalement destinés aux industries agro-alimentaires. Nous recherchons au sein de la direction technique le responsable recherche et développement. Assisté d'une petite équipe de techniciens, sa mission consistera, au départ, à développer le savoir-faire de l'entreprise sur toute la gamme des équipements de surgélation. Il assurera ce rôle en collaboration avec les équipes commerciales et avec les autres services. Ce poste évolutif, devant déboucher à terme sur des responsabilités plus importantes au sein de la direction technique, s'adresse à un ingénieur diplômé (en mécanique ou électromécanique) avec dans la conception, la recherche et le développement pour du matériel technico-commercial une expérience dans la conception, la recherche et le développement pour du matériel technico-commercial similaire. La rémunération proposée sera fonction du niveau de compétences offert. Ecrire à G. MASSON en indiquant vos prétentions et la référence A/S8309M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur d'études

Sécurité de systèmes

Paris - Cette importante société de services, filiale d'un grand groupe à vocation internationale, recherche, pour faire face au développement de sa nouvelle activité "Sécurité de Systèmes Militaires Spéciaux et Nucleaires", un jeune ingénieur d'études à fort potentiel. Au sein d'une équipe jeune et dynamique, il sera chargé de l'analyse technique de système et de l'évaluation de sa sécurité de fonctionnement, des analyses de risques et des évaluations probabilistes. En étroite relation avec le client, il formulera des propositions concernant la conception même du système, la spécification des essais et des procédures d'exploitation et de maintenance. Par ailleurs, il participera au développement commercial de l'activité et à la mise en œuvre de ses outils et de ses méthodes. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une grande école d'ingénieurs, électronicien ou électricien de préférence, ayant acquis si possible une première expérience réussie dans les domaines de la sécurité ou de la fiabilité de systèmes. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client, prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence B/5954M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

RANK XEROX

Ingénieurs débutants

Votre réussite en deux temps :

- aujourd'hui, les technologies informatiques,
- demain, la vente de systèmes.

Ingénieurs débutants (BAC + 5), Rank Xerox vous propose d'intégrer sa Direction des Systèmes Informatiques pour vous forger une compétence technique dans les domaines de l'informatique et de la bureautique. Demain, fort de cette crédibilité technique indispensable auprès de votre clientèle, vous pourrez exprimer vos capacités de négociateur pour évoluer vers des fonctions commerciales ou technico-commerciales. Vous avez de bonnes capacités relationnelles et une volonté de vous investir : vous pouvez prendre à terme des responsabilités d'expertise ou d'encadrement. Merci d'adresser votre candidature avec C.V. sous réf. D.L.M. 194 à Laurent Amelino, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aubry-sous-Bois cedex.

150 MIPS à travers l'Europe
Paris - Grenoble - Genève



Prendre des responsabilités immédiates dans la conduite des projets, disposer des techniques les plus performantes sur des sites pilotes IBM, 6000 terminaux connectés, c'est l'environnement dans lequel vous allez évoluer.

Ingénieurs système confirmés

- Système DB/DC (MVS - VM - DOS/VSE) Réf. 80604/M
- Système VM - HPO - DOS/VSE Réf. 80005/M

Intégrés à une équipe performante, hautement qualifiée, vous participerez au développement de nos centres serveurs. De formation ingénieur, ces postes nécessitent une excellente compétence en DB/DC sur CICS, IMS, DB2 ou ADABAS NATURAL pour le premier poste, en VM, HPO, DOS/VSE ou VM/3A pour le second poste. Une expérience réussie de 4 à 5 ans dans une fonction d'ingénieur système a prouvé votre goût pour le travail en équipe et a développé votre sens de la communication.

Envoyez sous référence choisie. Consultez aussi le MINITEL 3677 code KRIEF.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
Tél. 47.33.11.00



Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer recrute pour la Sous-Direction Technique de son centre de BREST

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE OU 3° CYCLE

- possédant de solides connaissances :
 - électronique
 - physique
- particulièrement attiré par les capteurs et la mesure physique
- 2 à 3 ans d'expérience ou de spécialisation vivement souhaités.
- pratique courante de l'anglais parlé.

OBJECTIFS :

- développer les capteurs pour la mesure des paramètres physico-chimiques en océanographie et assurer leur expérimentation in-situ.
- initier et coordonner au niveau Européen des actions de recherche dans ce domaine.
- assurer l'application et le transfert industriel de ces travaux.

Adresser C.V. et prétentions à IFREMER
Service du Personnel - 66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.



T.MIS CONSULTANTS

Filiale du Groupe TECHNOLOGIES
Notre vocation : les systèmes d'informations du management dans les grandes organisations



"Entrez de plain pied dans l'informatique nouvelle"
(Base de Données Relationnelles, Langages de 4^{ème} Génération, Génie Logiciel...)

Ingénieurs Consultants
Débutants ou 1^{ère} expérience

Diplômés Grandes Ecoles (Centrale, Enseith., IDN, Ensimag, HEC, ESSEC, Sup de Co...)

Vous serez, après une période d'intégration et de formation, responsables auprès de nos clients (Grandes Groupes, Banques) de la mise en place d'applications informatiques décisionnelles : Finance, Marketing, Production, Personnel ou de Missions de Conseil et d'Assistance à l'infocentre.

Nous souhaitons rencontrer des candidats débutants ou ayant une première expérience de langages du type FOCUS, INFORM, RASE, SAS, ORACLE, INGRES, capables de dialoguer avec l'utilisateur final autant que de maîtriser les outils techniques.

Vos qualités de contact et d'autonomie vous permettront d'acquies rapidement une expérience concrète et diversifiée des applications de gestion à l'intérieur de l'entreprise, des techniques informatiques avancées ainsi que des relations commerciales.

Merci d'envoyer un dossier de candidature (CV, photo...) à Marie-Pierre BROULT - T.MIS Consultants, 76, rue Roque de Filol 92800 PUTEAUX - Tél. 47.74.69.14



Siège à Rouen
Implantation nationale :
1 700 personnes
360 bureaux
+ 2 millions de contrats gérés

La MATMUT, importante Mutuelle d'Assurance, dispose de moyens informatiques modernes en constante évolution et à la pointe de l'innovation :

- environnement humain : 40 personnes étudient et exploitent,
- environnement technique : IBM 3081 ; 330 terminaux au siège - 500 micro IBM connectés - Logiciels : MVS, IMS DB/DC/OPC

La Direction Générale souhaite renforcer sa structure informatique et recherche :

INGENIEUR D'ETUDES

- Débutant, ou si possible une première expérience sur matériel IBM, connaissant le langage COBOL et les logiciels IMS/MVS.
- Vous assurerez des responsabilités pratiques sur les applications du système central.
- A moyen terme, vous pourrez évoluer vers des fonctions de Chef de projet.

Réf. 5178 M

INGENIEUR SYSTEME

- Deux à trois ans d'expérience avec compétences IBM et connaissance indispensable des logiciels MVS, IMS.
- Dans un premier temps, vous aurez à proposer des améliorations pour optimiser les traitements de l'information.
- Dans un second temps, vous pourrez évoluer vers un poste de responsable au sein de l'équipe système.

Réf. 5179 M

Vous êtes ingénieur diplômé d'une école à forte vocation informatique. Vous êtes intéressés par la technique informatique et ses développements. Vous bénéficiez, compte-tenu de l'environnement humain et technique de la direction informatique, de postes formateurs et évolutifs. Si vous pensez avoir le profil de la personne recherchée, merci d'envoyer votre dossier en précisant la référence choisie à Roland Gardoux, Sérifo, 47 bis avenue Bosquet - 75007 PARIS.



Membre de Syntec

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

TRADUCTEURS TECHNIQUES
BULL ENGAGE VOTRE FIABILITE !

Vous êtes français(e) de langue maternelle, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (ISIT, ESIT, ...), expérimenté(e) dans la traduction technique depuis au moins 5 ans dont 2 minimum en informatique. Dans une unité de taille humaine, venez acquies un niveau supérieur d'expertise technique (traduction de l'anglais vers le français de documents logiciels - matériel - applications, destinés à la clientèle). Votre précision sera le garant pour nos clients de la qualité des documentations qui leurs sont destinées. Ces postes sont basés à Paris 20°.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence M 1810 à ANNE RIFFAUD - BULL - Système - 2, rue Ernest Lefèvre - 75990 Paris Cedex 20.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Afin d'assurer notre important développement dans le domaine du conseil auprès des GRANDES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, nous souhaitons recruter plusieurs :

ARTHUR ANDERSEN & CIE
conseil en management

Ingénieurs - 2 à 5 ans d'expérience

(X - ECP - ENSTA - SUP'AERO - MINES - PONTS - ENST - ESE)

Secteurs Aéronautique - Défense

Vous désirez valoriser votre expérience de 2 à 5 ans, acquise au sein d'entreprises industrielles des secteurs aéronautique et défense, en tant qu'ingénieurs (B.E., méthodes, fabrication, achats).

Nous vous offrons l'opportunité :

- en intervenant comme Consultant, d'élargir vos compétences à l'ensemble des fonctions de l'entreprise, par la diversité des missions auxquelles vous participerez, et par une formation intensive et continue, en France et aux Etats-Unis,
- de maîtriser les techniques modernes de gestion des entreprises industrielles,
- de bénéficier d'opportunités d'évolution de carrières motivantes : les candidats performants auront comme perspective d'accéder à des postes d'ingénieurs en Chef, puis d'Associés du Cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence GUC/AER à :
Paule BOURY - ARTHUR ANDERSEN & CIE
Tour GAN - Cédex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2



JEUNES INGENIEURS DIPLOMES POUR POSTES D'ADJOINT DE FABRICATION

INDUSTRIE EXTRACTIVE

Notre Société, en pleine expansion, est spécialisée dans l'élaboration de matières minérales destinées à l'agriculture et à l'industrie. Nous recherchons, pour plusieurs sites de production très décentralisés, des ingénieurs diplômés AM/INSA/MINES ou équivalent, pour postes d'Adjoint au Chef de Fabrication.

Débutant, ou après une toute première expérience dans un centre de production (cimenterie, plâtres, extraction de minéraux, ...), vous serez, après formation, près de votre Chef de production, responsable de la fabrication, des expéditions et de la carrière.

Rigoureux, direct, disponible et mobile, ouvert aux innovations techniques, vous êtes une force de proposition.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 1825/OMM à notre Conseil :
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS
34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



JAEGER

La branche instrumentation de MAGNETI MARELLI (CA 5 Milliards de Francs), premier fabricant européen d'équipements de bord électroniques et électromécaniques pour l'automobile, recherche pour JAEGER sa principale filiale française (IUT).

INGENIEURS ELECTRONICIENS

De formation supérieure, ils sont débutants ou ont quelques années d'expérience. Au sein de la Direction Recherche et Développement située au siège de Levallois-Perret, ils sont intégrés dans des équipes dynamiques dans un environnement motivant et avec des moyens importants. Ils participent à la conception de produits nouveaux (ordinateurs d'habillage, nouveaux dispositifs d'élaboration de données et d'affichage d'informations, systèmes de multiplexage, etc.). Ils font appel à l'électronique analogique, aux microprocesseurs, au traitement du signal, au développement de logiciels.

REF. 900M

Ces postes sont à pourvoir au sein d'un Groupe International pratiquant une gestion avancée des carrières, garante d'une évolution rapide pour des candidats de valeur.

Adresser CV, photo, prétentions sous référence choisie à Pierre STOFATI
Gestion des Cadres JAEGER - 2 rue Baudin - 92303 LEVALLOIS-PERRET

INGENIEUR QUALITE

Ingénieur mécanicien, il a choisi une option qualité dans sa formation et il a une première expérience industrielle dans ce domaine. Intégré dans notre usine d'Amiens (1 500 personnes), il anime, organise, gère l'Assurance Qualité des produits d'étanchéité de pompes à eau que nous fabriquons. Rattaché au Responsable de la Qualité usine, il coordonne les différentes actions nécessaires pour obtenir l'amélioration de la Qualité par l'intégration des contrôles en fabrication et l'utilisation généralisée de la méthodologie du SPC.

REF. 901M

MAGNETI MARELLI

INGENIEUR D'APPLICATION ANALYSES D'IMAGES

MACHET VISION, filiale de MICRO-CONTROLE à pour vocation la microscopie et la vision assistée par ordinateur. De taille humaine, 80 personnes, 2 établissements, 20 MF de C.A. en 87 elle connaît une forte progression de son activité.

Ingénieur électronique (ISEP, ENSERG, SUPELEC) vous aurez à expertiser les demandes de nos clients (secteur d'activité diversifié : industrie, bio médical et centres de recherche, rédiger le cahier des charges et réaliser les logiciels d'application. Votre parfaite maîtrise de l'informatique, vos qualités de rigueur et d'autonomie ainsi que votre sens du délai sont indispensables à votre réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. IAA1 - P.A. de St-Guenault B.P. 189 - 81005 EVRY CEDEX.



S'unir, c'est gagner

AU CŒUR D'UN TECHNOPOLE A LA POINTE DE L'EUROPE

Vous recherchez une entreprise moderne, innovatrice, performante, à la pointe de la technique. Vous souhaitez un emploi formateur qui développera vos aptitudes, vos compétences et vous ouvrira de larges perspectives de carrière (responsabilité de projets, d'encadrement...). Vous êtes débutant ou avez quelques années d'expérience.

Au sein de la BRANCHE EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES de THOMSON-CSF, notre division RADARS, CONTRÔLES, ELECTRONIQUE DE MISSILES vous offre de réelles opportunités à BREST.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Participez à la conduite d'études dans l'un des domaines suivants :

- Traitement Numérique et Logiciels
- Circuits Electroniques Analogiques
- Electronique de Puissance.

INGENIEUR INFORMATICIEN

Assurez la responsabilité de projets en informatique de gestion de production.

Pour chacun de ces domaines, la pratique de l'Anglais est vivement souhaitée.

Votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant le domaine d'études choisi est à adresser à :
Bernard LETOURNEUX - THOMSON-CSF
Route du Conquet - 29283 BREST CEDEX



THOMSON

Ingénieurs assistance clientèle

CEBAL, département emballage du Groupe Pechiney, avec 3,5 MF de CA et plus de 6 000 collaborateurs, poursuit son développement sur un plan national et international.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (ENSAM, ENSM...), parfaitement bilingue anglais, vous avez acquis une première expérience industrielle, si possible en conserverie, que vous souhaitez élargir par des contacts plus directs avec la clientèle.

A la tête d'une équipe de techniciens, vous prendrez en charge l'avant et l'après-vente de boitage alimentaire, en relation étroite avec notre site industriel, situé à proximité du MANS.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de l'une de ces deux zones :

SUD : France Sud + Bassin méditerranéen.

NORD : France Nord + Europe du Nord.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prét.) sous la réf. CB/19 à notre Service Recrutement PECHINEY - 23, rue Balzac - 75008 PARIS.



UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE PECHINEY

Le Monde ES RENDEZ-VOUS EMPLOI

OPÉRATION SPÉCIALE

LES MÉTIERS DE LA SANTÉ

mardi 25 daté 26 octobre 88

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ENERDIS

Groupe DARDEL - Technologies
Pour continuer l'expansion de la marque ENERTEC, nous avons repris cette année les activités des Appareils de Mesure et de Contrôle du Groupe Electrotech de Schumberger Industries.

Nous occupons sur le marché une position forte et reconnue.

Pour notre Direction Industrielle à Paris, nous recherchons :

INGÉNIEUR D'ÉTUDES H/F

Directement attaché au Département Recherches et Développement, vous aurez à concevoir une gamme de produits nouveaux à technologie numérique tels que Multimètres portables, contrôleurs de puissance...

Vous êtes récemment diplômé d'une Ecole d'Ingénieur ESME, SUPLEEC, ENSI, INSEA...

Vous êtes âgé de 23 à 26 ans, vous désirez vous intégrer dans une équipe dynamique et motivée.

INGÉNIEURS SOFTWARE TEST H/F

Directement rattaché à notre Département Industrialisation, vous aurez en charge le développement et la maintenance de systèmes de mesures électriques assistés par ordinateurs (Banc d'étalonnage et de tests intégrés en fabrication).

Vous êtes récemment diplômé d'une école d'Ingénieur ENSI, ESME, ENSAM...

Vos connaissances en instrumentation analogique et en programmation structurée (Turbo Pascal, Basic...), vous assureront une parfaite intégration dans une équipe de professionnels confirmés.

Votre sens des responsabilités, votre autonomie et votre dynamisme vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre Groupe.

Adresser CV + photo + lettre manuscrite à :
ENERDIS - Direction du Personnel - Offre N° 26
B.P. 675 - 92512 MONTRouGE CEDEX

**Alcatel Answare
regardez votre avenir
sous un autre angle**

Spécialistes en informatique aujourd'hui, vous voyez votre avenir sous l'angle de la polyvalence et de l'évolution. En répondant à vos attentes, ALCATEL-ANSWARE satisfait en même temps l'exigence de ses clients (entreprises des secteurs public et privé de toutes tailles) en leur proposant des systèmes d'information dont la complexité va sans cesse croissant. Nos moyens aujourd'hui (les vôtres demain) : ceux d'ALCATEL dont nous sommes filiale, 800 collaborateurs de haut niveau, une implantation nationale et régionale, un large éventail de prestations, axé sur l'informatique technique et industrielle.

PARIS - ORLÉANS - METZ - LYON

**INFORMATIQUE TECHNIQUE
ET INDUSTRIELLE**

INGÉNIEURS LOGICIELS TEMPS REEL

• Nous vous demandons accès à tous les grands projets des années à venir :
Aérospatial, Nucléaire, Ingénierie, Systèmes Embarqués...
INFORMATIQUE TECHNIQUE : télécommunications, traitement de signal et d'images, génie logiciel, scientifique...
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : productique (automatismes, GPCO, robotique, contrôle de process), mesure, instrumentation...
• Vous êtes de formation Grande Ecole ou Université, débutant ou expérimenté.
• Vous avez de réelles capacités d'adaptation, d'autonomie et de communication, de bonnes compétences techniques dans les environnements suivants : PDP/RSX, VAX/VMS, 68000/UNIX, 68016/68020.
Langages : ASSEMBLEUR, FORTRAN, PASCAL, C, ADA.

Merci d'adresser votre dossier avec CV et photo à Marie-Hélène DOUVIER, Responsable des Ressources Humaines, sous référence ITI/M/10/88, ALCATEL-ANSWARE ITI - Tour Franklin - Cedex 11 - 92081 Paris-La Défense.

**ALCATEL
ANSWARE**



POINTU

PARCE QUE

HIGH TECH

**CHEFS DE PROJETS
DEVELOPPEURS**

Société d'Ingénierie en informatique (400 personnes), CMG est une entreprise de 3^e type qui est amenée à renforcer ses équipes pour faire face à sa forte croissance (40% l'an).

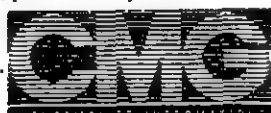
L'agence de Lille, c'est une équipe jeune, dynamique, de haut niveau qui recherche en permanence des talents jeunes et confirmés.

Diplômés d'école d'Ingénieurs, DESS, MIAGE, ..., vous avez acquis une expérience dans les environnements DEC, HP, IBM et vous maîtrisez l'un des domaines suivants :

- Langage C,
- UNIX, OS2, GEM, WINDOWS,
- Réseaux locaux, SG&D relationnel.

Si vous désirez vous impliquer dans des projets de grande envergure, adressez votre dossier de candidature sous réf. 21 (lettre, CV, photo et prétentions) à :

CMG Nord-Picardie,
parc club des prés,
31 rue Denis Papin,
59650 Villeneuve d'Ascq.



**INFORMATIQUE
SCIENTIFIQUE
ET INDUSTRIELLE**

**INGÉNIEURS
D'ÉTUDES STRUCTURES** réf. IES

Vous avez une formation mécanique et analyse numérique. Vous avez une première expérience de la modélisation et de la pratique des calculs par éléments finis concernant les analyses statiques, dynamiques ou sismiques des structures ou des tuyauteries.

Au sein de nos équipes, vous réaliserez des études de comportement de structures complexes.

CHEFS DE PROJETS UNIX

réf. CPX

Vous avez acquis une culture UNIX lors de projets informatiques temps réel que vous avez dirigés avec succès.

Vous connaissez bien les Internals d'UNIX et le langage C.

Venez prendre la responsabilité de projets importants dans ce domaine.

**INGÉNIEURS DE
DEVELOPPEMENT**

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

réf. IDI

Les Systèmes Temps Réels ne vous effraient pas, bien au contraire. Vous avez un penchant pour la programmation structurée, en environnement d'atelier de Génie Logiciel. Votre "esprit service" vous permettra de prendre en charge des projets informatiques dans des secteurs de pointe : Systèmes Embarqués, Contrôle de Processus, Automatismes, Télécommunications.

**INGÉNIEURS -
ELECTRONICIENS** réf. IEL

Ingénieurs SUPLEEC, ENSIMAG, ENSERG, ENSEIHT, ... ayant 1 à 5 ans d'expérience en conception de cartes, systèmes électroniques et ASIC.
Des compétences en fiabilité, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais seraient un plus.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite et C.V.), en indiquant la référence du poste souhaité à :
GECI - Tour Winterthur Cedex 18 - 92085 PARIS LA DEFENSE.

UNE EQUIPE DE PROFESSIONNELS

hutchinson



Nous sommes un
GRAND GROUPE
d'envergure internationale
en plein développement.
(AGILE, PAULSTRA, MAPA...)

Vous êtes

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN DEBUTANT

**LE SUD DE LA TOURAINE SERA
LE TREMPIN DE VOTRE AVENIR !**

Votre formation du type ESSE, ISEN, ISEP, ENSEIHT... vous prépare à :

- Participer à la mise en place d'un réseau X25 privé multi site IBM.
- Assurer la gestion du parc MICRO IBM sur le plan Hardware.
- Participer à la réalisation d'interfaces MICRO/Miniéu industriel.

La politique interne de formation vous permettra de vous intégrer rapidement à une équipe de haut niveau.

Vous atteindrez une expertise vous ouvrant des opportunités d'évolution au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser CV, photo, présentations sous réf. LAIFT à notre Conseil
Anne STAROSWIECKI - **INFOLAB** 7 rue Pasquier
92085 PARIS.

**Directeur
de projets**

Ingénieur ou universitaire

Société de Service et d'Ingénierie Informatique, nous sommes filiale d'un Cabinet de Conseil spécialisé en organisation et en monétique.

Nous développons pour de grandes banques françaises ou internationales des applications touchant tous leurs domaines d'activité.

Notre forte expansion nous pousse à intégrer aujourd'hui un informaticien expérimenté capable de prendre en charge à terme des projets novateurs.

De formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs, Université), vous avez une expérience de la conduite de projets de 5 ans environ acquise au sein d'un établissement financier ou d'une SSII.

Un fort talent de manager, le sens des contacts, de la créativité sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

La maîtrise de l'environnement IBM grands systèmes sera un atout apprécié.

Réf. D.P.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste à :
BBC - 125, rue de Turanne 75003 Paris, qui transmettra votre candidature en toute confidentialité.

**Chef de projets
activités nouvelles**

Ingénieur Grande Ecole

Etablissement bancaire, filiale d'un groupe financier international (Paris 8^e) équipé de matériel IBM haut de gamme (3090/ MVS-XA, Télématic, réseaux, L4G), nous développons de nouvelles activités spécialisées.

Votre expérience de 5-8 ans acquise au sein d'un service informatique équipé de gros systèmes, votre maîtrise de la conduite de projets significatifs et votre connaissance des domaines d'applications de la banque font de vous le candidat que nous souhaitons.

Créatif, dynamique et autonome, vous aurez la responsabilité de l'implémentation de nouveaux secteurs spécialisés et encadrerez les équipes de réalisations.

Votre salaire, votre évolution seront fonction de votre compétence et de vos ambitions.

Réf. C.P.A.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CORNING FRANCE

Ingénieur Production Wafer-Fab

Fibres optiques et composants

CORNING GLASS WORKS est le premier fabricant mondial de verres spéciaux et de fibres optiques. Ce leadership résulte de notre esprit d'innovation et de l'importance que nous attachons à la Recherche et au Développement.

La production-pilote de l'une de nos nouvelles lignes de produits : composants en optique intégrée pour les réseaux de télécommunications, connaît un succès croissant.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune et motivée par son challenge.

Responsable pour la partie Wafer-Fab de notre ligne-pilote, vous assurerez la production et le développement des procédés dans un environnement international et de haut niveau technologique.

Diplômé d'une G.E. d'ingénieur et si possible d'un doctorat (micro-électronique, physique des matériaux...), vous avez acquis une première expérience de production ou de développement industriel : salle blanche, dépôt de couches minces, diffusion...

Ce poste exige de réelles qualités d'innovation et de réalisation.

Anglais indispensable. Localisation Fontainebleau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. IPWF/M, à CORNING FRANCE, Direction du Développement du Personnel, 44 av. de Valvins, 77211 AVON Cedex.

Les câbles, c'est aussi de la haute technologie...

SILEC

Au sein de l'ensemble industriel SAGEM-SAT-SILEC (17 750 personnes dont 6600 cadres et techniciens, 9 milliards de francs de CA), nos activités sont centrées sur les câbles électriques isolés pour le transport d'énergie et les télécommunications ainsi que sur les matériels de signalisation. Dans notre principal établissement situé à Montreuil (près de Fontainebleau), nous travaillons dans le domaine des câbles d'énergie (où nous sommes le leader mondial en THT jusqu'à 500 KV) et dans celui des câbles à fibres optiques pour les télécommunications. Nous souhaitons renforcer nos structures et recherchons donc :

Responsable méthodes et moyens de fabrication "câbles"

Ce collaborateur, rattaché à la direction des fabrications, prendra en charge la création et le fonctionnement d'un service méthodes et industrialisation de la fabrication des câbles isolés (énergie, téléphone, fibres optiques) : conception des moyens de fabrication, conduite d'études d'organisation et d'implantation de postes, animation d'un groupe de réflexion sur l'amélioration de la productivité. Il disposera d'une équipe de collaborateurs et travaillera en étroite relation avec les responsables des différents ateliers. Ingénieur mécanicien ou électromécanicien de formation supérieure (Arts et Métiers, ENI ou équivalent), il a une expérience industrielle de quelques années dans la fonction méthodes, acquise de préférence dans les câbles. Pour ce poste basé à Montreuil, la pratique de l'anglais est nécessaire.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 877.88 M à notre conseil, 51 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron, s.a.

MEMBRE DE SYNTec

BLAUPUNKT

La différence est à ce point.

Groupe BOSCH

Notre leadership en France et en Europe sur le marché concurrentiel de l'autoradio lecteur de C.D. et du son automobile en général doit autant à nos bureaux d'études qu'à notre dynamisme commercial. Le développement rapide de notre service première monte constructeurs illustre parfaitement.

Pour intensifier cette collaboration avec l'industrie automobile française et les principaux importateurs de marques étrangères nous recrutons aujourd'hui un

INGENIEUR

Chargé du Développement Commercial

200KF +

A ce poste, vous assurez une interface active entre nos services Etudes et Qualité et les départements Achats, Etudes et usine des constructeurs.

Vous favorisez le recours aux solutions BLAUPUNKT et préparez la venue de nos futurs systèmes intégrés de navigation, communication et bureautique automobile.

En acquiescent la maîtrise progressive des dossiers, depuis le cahier des charges constructeurs jusqu'à la production dans nos usines, vous assurez le rôle d'ingénieur d'Alfa Romeo, ce qui constitue une belle ouverture pour votre carrière au sein du groupe.

Récentement diplômé d'une Ecole d'ingénieurs, ouvert sur l'électronique et la mécanique, capable d'aborder les problèmes de production et de fabrication, vous justifiez d'une première expérience de 2 à 3 ans chez un équipementier.

Merci d'adresser votre dossier, CV, lettre manuscrite sous la référence M/5177/C (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

Chantal Baudron, s.a. - 51 boulevard Haussmann - 75008 Paris

CAEN
NORMANDIE

Notre entreprise de 140 personnes est spécialisée dans l'étude et la mise au point de systèmes de télécommunication sophistiqués. Nous faisons appel aux techniques hyperfréquences, analogiques, numériques, informatiques. Notre qualification : RAQ 2 - Notre force : l'exportation. Nous recherchons pour notre

Laboratoire un

Ingénieur spécialiste antenne

Il aura une double mission : Avec son équipe de techniciens supérieurs, il concevra et développera de nouveaux produits. En relation permanente avec notre BE et notre service industriel, il répondra aux besoins de nos clients. Vous êtes diplômé Sup-Télécom, Sup-Aéro, ENSET, ENSERG, DEA "Antennes"... et vous connaissez notre spécialité.

Réf. 1090.01

Bureau d'Etudes un :

Ingénieur BE

Pour la conception et la direction d'importants projets. De formation INSA, AM... vous serez l'homme de la synthèse entre électronique et mécanique entre conception et application industrielle.

Réf. 1100.01

Nous vous proposons un cadre de travail privilégié et une structure qui favorise la responsabilité des hommes.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier à nos conseils, en mentionnant la référence du poste.

JMLF Consultants
Pélicentier IV
Av. de la Côte de Nacre
14000 CAEN

TOUTES VOS RESSOURCES POUR ATTIRER ET GERER LES NOTRES.

Leader dans le domaine de l'ingénierie informatique notre société de service (l'un des plus grands groupes français) fonde son avance et sa croissance sur la qualité, le savoir-faire et l'engagement de ses ressources humaines. C'est la raison pour laquelle nous avons créé un centre de compétences constitué de consultants en recrutement de haut niveau. Ils sont chargés d'apporter toutes les solutions qualitatives en réponse aux attentes de leurs clients internes.

Pour animer et diriger cette équipe, nous recherchons le

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

qui saura définir, concevoir et mettre en place la politique de recrutement à court, moyen et long terme.

Coordonner, animer, motiver, gérer la mobilité et les carrières : une mission passionnante pour un professionnel du recrutement d'informaticiens.

A 30-35 ans, après une formation supérieure, 5 ans d'expérience sur le marché de l'informatique vous ont donné l'autorité de compétence nécessaire pour atteindre vos objectifs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. 2760/M à : HCA - 1 place du Palais Royal - 75001 Paris, qui transmettra.

PARIS - Nous sommes la filiale d'un important groupe industriel de réputation internationale, spécialisée dans l'étude et la réalisation de systèmes avancés en supervision et contrôle de procédés industriels.

Pour coordonner et prévoir l'évolution des différents systèmes d'informations industriels des unités de production du groupe, nous créons le poste de

■ Chef de projet informatique industrielle

Intervenant comme conseiller dans l'organisation des différentes unités de production, vous serez à ce titre garant de la cohérence des systèmes d'information industriels (niveaux 1 à 3 du CIM).

Vous serez chargé de définir et de mettre en place notre plan directeur en menant toutes les études nécessaires (veille technologique, architecture des systèmes, normalisation, méthode). Ingénieur diplômé grandes écoles, vous justifiez d'une expérience approfondie dans la conduite de projets d'automatismes et d'informatique industrielle.

Vous trouverez, dans ce poste évolutif, la possibilité de faire la synthèse de compétences techniques de haut niveau ainsi que l'opportunité de mettre en valeur vos qualités personnelles.

Bernard RIQUEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MBRC/ORD à

ORDIS

CHANTAL BAUDRON, s.a. - 51 boulevard Haussmann - 75008 Paris

STEP

SYSTEMES ET TECHNIQUES DE POINTE

Venez participer à notre essor

Notre métier : le conseil et la réalisation d'applications intégrant les technologies de pointe. STEP, société de conseil en plein essor, recherche, pour renforcer son équipe de consultants :

CONSULTANTS (H.F.) DE HAUT NIVEAU INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Dynamiques, autonomes et créatifs, vous cherchez la structure où vous pourrez mettre en valeur votre expérience.

De formation grande école ou université (3^e cycle), votre maîtrise des environnements (KC, KEE, ART...) et des langages de l'I.A., acquise au cours de ces quatre dernières années, vous permet de prendre en charge des missions de conseil de haut niveau pour l'intégration des techniques issues des systèmes à base de connaissances dans l'informatique de l'entreprise.

Votre expérience de la conduite de projet vous permet d'analyser et de mettre en place les justes moyens pour mener à bien les applications qui nous sont confiées.

Votre sens des contacts, votre compétence, et votre capacité d'analyse feront de vous l'interlocuteur privilégié de nos partenaires.

La pratique de l'anglais est nécessaire pour ces postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo, prétentions à R. BRUNEAU, STEP-Informatique, 19, rue Martel, 75010 Paris.

aérospatiale

La division avion, recherche

INGENIEURS D'AFFAIRES

ACHATS EQUIPEMENTS/SYSTEMES

Votre mission : Après définition des spécifications proposées par le Bureau d'Etudes et compte tenu des objectifs financiers, vous optimisez la détermination du produit, contribuez à la détermination des coûts, négociez avec les fournisseurs les conditions générales contractuelles, les conditions financières et les plans de production.

Vous assurez la gestion des commandes et des approvisionnements afin d'optimiser l'acheminement des équipements, et de diminuer les en-cours. Vous animez et motivez une équipe de 5 acheteurs, chargés de la gestion des achats.

Vous vous déplacez en France et à l'étranger. 1/3 des négociations s'effectuent en anglais, d'où la nécessité de maîtriser l'usage de cette langue.

Votre profil : Vous êtes ingénieur diplômé, si possible en Electronique, et vous vous valorisez d'une première expérience enrichissante, au cours de laquelle vous avez exprimé votre détermination, vos qualités d'homme actif et rigoureux, allant avec harmonie pragmatisme et diplomatie. De plus, vous aimez les contacts humains.

Si cette mission vous passionne, et si vous vous reconnaissez dans ce profil, écrivez à notre conseil QUID COMMUNICATION, 40, Allées Joffre-Jaurès, 31008 TOULOUSE sous référence AE 2/3, en envoyant lettre de motivation + C.V. + photo + prétentions.

Confidentialité et réponse sont assurées.

Quid Communication

50 من الأصل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**INGENIEURS
ASSISTANCE CLIENT**

**SEW
USOCOME**

Leader mondial sur son marché, fait partie d'un groupe international qui réalise un chiffre d'affaires de près de 2 milliards de francs dans le domaine de l'électromécanique. Elle désire intégrer plusieurs ingénieurs Assistance Client pour renforcer ses structures.

Rattachés aux chefs de groupes, ils auront la responsabilité de la détermination technique du matériel proposé au client.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste de jeunes ingénieurs de formation mécanique débutants ou DUT mécanique confirmés. La pratique de la langue allemande sera un atout supplémentaire.

Le poste est basé à Haguenau situé à 20 minutes au Nord de Strasbourg dans un cadre de travail agréable, au sein d'une équipe performante et offre des perspectives d'évolution intéressantes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 52/2418 F à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, Av des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASL

**MARKETING PRODUITS
INTERNATIONAL**

Télécommunications

Cette entreprise intégrée dans un des premiers groupes français est leader mondial dans le domaine des produits et systèmes complexes des télécommunications. Elle réalise plus d'un milliard de Francs de chiffre d'affaires à l'export dont une part importante vers les U.S.

Au sein d'une petite équipe autonome et pluridisciplinaire, affectée à un domaine d'application particulier, vous prendrez en charge de manière complète le marketing d'une ligne de produits au plan international (analyse de la concurrence, définition des stratégies commerciales, appui à la force de vente, formation, etc.).

Ce poste est basé à Paris. Il s'adresse à des diplômés d'écoles d'ingénieurs ou de commerce souhaitant, après une première expérience dans un domaine technique, aborder ou approfondir une responsabilité marketing au plan international et dans des produits très sophistiqués.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 32/1386 BP à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, Avenue des Champs-Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASL CANADA

**NOTRE AVANCE SUR
LES TECHNIQUES :
UNE AVANCE SUR
VOTRE CARRIERE**

MBK YAMAHA
SAINT-QUENTIN (02) AISNE

Parmi les leaders sur le marché des véhicules de loisir (motos, scooters, cyclo-moteurs, ...) notre société (1450 personnes) réalise un CA de 850 MF. Bénéficiant de la puissance du groupe YAMAHA, nous fondons notre réussite sur notre capacité à anticiper l'évolution des techniques tant au niveau des produits que de l'outil industriel. Dans ce contexte, nous vous proposons de jouer un rôle clé dans l'optimisation de notre système d'information et de gestion par la mise en place des techniques les plus avancées en matière de G.P.A.O.

JEUNE CHEF DE PROJET G.P.A.O.

De formation supérieure, de préférence en informatique (ingénieur grande école, M.I.A.G.E.), vous possédez une première expérience de la conduite de projet informatique de gestion en milieu industriel.

Nous vous offrons les moyens et la formation complémentaire vous permettant de prendre en charge l'aspect technique de ce projet dans un environnement d'avant-garde, aussi bien du point de vue informatique : matériel AS400, langage Isocentre, systèmes experts, que fonctionnel : KANBAN méthode "Just in time".

Rigueur, autonomie, esprit d'équipe, aisance relationnelle sont les qualités que nous attendons d'un chef de projet capable d'évoluer rapidement vers des responsabilités informatiques plus étendues.

A vous de nous prouver que ce sont les vôtres !

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 157/MCM à notre Conseil : 17, rue Commauld - 01000 REIMS - 54, rue du Collège - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



FRAMASOFT, unité autonome de FRAMATOME, spécialisée dans le développement et la commercialisation de logiciels et services dans le domaine des calculs scientifiques appliqués à la conception des produits industriels, recherche des

Ingénieurs

ayant des compétences dans les domaines suivants :

- Applications Industrielles du calcul de structures.
- Architecture Informatique de logiciels.

Pour Paris :
- Développement de l'environnement graphique/CAO de logiciels de calcul.

Ingénieur de formation, vous avez une première expérience dans l'un de ces spécialités ou, débutant, vous avez réalisé un projet dans l'un de ces domaines.

Vous êtes intéressé, alors écrivez-nous !

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et photo) sous réf. BS 19.10 à Framatome, Service des Ressources Humaines, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris la Défense.

framasoft
UNITÉ DE FRAMATOME

LA ROCHELLE

Filière du Groupe CGE, nous fabriquons des matériels roulants destinés aux métros et chemins de fer du monde entier. Une activité en expansion, des projets à développer nous conduisent à rechercher de nouveaux collaborateurs, jeunes ingénieurs informaticiens ou M.I.A.G.E. débutants ou ayant une première expérience.

chef de projet CFAO

Vous prenez en charge les analyses et développements liés à la mise en œuvre de notre système CAO 3 D.

responsable des études et développements

Vous animez une équipe de 6 analystes programmeurs.

chef de projet « gestion de projet »

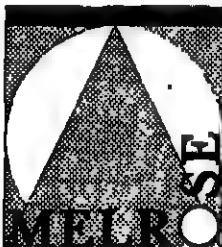
Dans un environnement SGBD relationnel et L4G, vous procédez aux analyses et développement nécessaires à la gestion prévisionnelle d'importants projets.

Homme ou femme de communication, ouvert(e) à la polyvalence, vous saurez donner la mesure de votre potentiel dans la définition des besoins et la conception d'organisations nouvelles. Un environnement technologique et un cadre de vie de qualité, les possibilités d'évolution d'un grand groupe pour des personnalités adaptables vous attendent.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite et C.V. à notre Conseil : Sophie BECQUET - LHERITEAU - BP 5 - 17002 LA ROCHELLE CEDEX



ALSTHOM



Vos 10 ans d'expérience :
une valeur sûre dans l'informatique de gestion.

**INGENIEUR
D'ENCADREMENT TECHNIQUE**

MELROSE (80 personnes - CA : 28 MF) bénéficie d'un savoir faire privilégié dans l'ingénierie financière. Notre expansion et notre volonté de pénétration des grands comptes du secteur tertiaire nous conduisent à recruter un Ingénieur d'Encadrement Technique.

Diplômé d'une école d'ingénieur, votre expérience d'une dizaine d'années en informatique de gestion vous permet de prendre en charge la direction effective de projets de plusieurs hommes/ ou dans le secteur bancaire. Vous maîtrisez une méthode de développement.

Rattaché au Directeur du Département Tertiaire, vous valorisez vos qualités de gestionnaire et vos capacités à suivre plusieurs missions de front. Etablir des devis techniques en environnement IBM gros systèmes, respecter les délais, telles seront vos principales préoccupations. Venez partager notre ambition. La progression forte de MELROSE (130 personnes en 1989) offre des opportunités de carrière importantes au sein de la société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence LM 10 IE à : Annick BONNAVAUD - MELROSE - 8, rue du sentier - 75002 PARIS

Vous, qui êtes titulaire

d'un D.U.T. INFORMATIQUE,
d'une Licence INFORMATIQUE,
d'une M.I.A.G.E. d'un DEA, DESS,
ou diplôme "Grande Ecole",

qui êtes libéré des obligations militaires,

UAP

PREMIER GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCE PRESENT DANS 60 PAYS
vous offre un emploi dans son

INFORMATIQUE DE GESTION.

Envoyer CV à : UAP - Mme SEBASTIEN
20 ter, rue de Bezons - 92411 COURBEVOIE CEDEX.

S'unir, c'est gagner



**PARTICIPEZ AUJOURD'HUI
AUX ENJEUX TECHNOLOGIQUES DE DEMAIN**

La DIVISION RADARS, CONTRE-MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES du groupe THOMSON, premier constructeur européen de radars aéroportés, recherche pour son Etablissement de BORDEAUX-PESSAC, un

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

De formation Grande Ecole, vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

Au sein d'une équipe fortement impliquée, vous participez au Développement et à la Réalisation d'Equipements Electroniques Aéroportés haute performance.

De réelles perspectives d'évolution seront offertes à un candidat qui est prêt à prendre rapidement des responsabilités techniques et de management.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à
THOMSON-CSF - Division RCM - Service du Personnel
Avenue Gustave Eiffel - 33600 PESSAC



THOMSON

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GRACE

Un Groupe mondial : 40000 personnes.
Une unité française de 1000 personnes près de Rambouillet
ayant réalisé un CA de 1 Milliard de Francs en 1987 et
réputée pour ses TECHNOLOGIES DE POINTE.

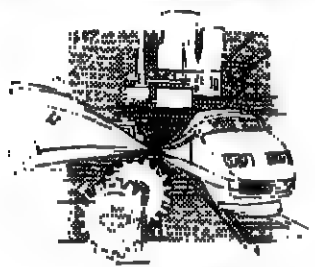
Pour renforcer l'équipe d'un secteur d'activité très performant en Process Industriel, nous recherchons

INGENIEUR (ou Niveau équivalent)

Vos atouts	Débutant ou expérimenté, basé sur site Grenoble-Lyon. Un goût prononcé pour les contacts à tous niveaux. Une certaine curiosité / ouverture d'esprit. Une bonne autonomie et disponibilité (déplacements de courte durée) Une spécialisation en microbiologie de l'eau. Anglais parlé, autre langue un plus.
Votre mission	Suivi de la clientèle (en terme de technique et de vente) Essais industriels sur le terrain Résolution de problèmes techniques.
Notre proposition	RESPONSABILITE de la promotion et de la vente de nos produits spécialisés pour une industrie importante dans le secteur France Sud-Est. Conditions de travail motivantes (ambiance, rémunération, voiture) Possibilités d'évolution à la mesure de notre Groupe.

Si cette offre vous intéresse, adressez rapidement votre C.V., avec photo et prétentions sous la référence 102 à :
Sté GRACE, TOUR OBJECTIF - 2, rue Louis Armand - 92807 ASNIERES Cedex.

ALSTHOM



DIVISION ROBOTIQUE ET MATERIAUX RESPONSABLES MARKETING

Notre société vous propose d'animer les Etudes Marketing d'importantes Etablissements ou Filiales de sa division Robotique et Matériaux.
Vous avez acquis une formation commerciale Marketing dans une grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co) ou par un MBA, une double formation technique et commerciale serait appréciée.
Une première expérience professionnelle minimum de trois ans dans le commerce des Systèmes ou des Produits Industriels est nécessaire.

Notre métier est vivant et évolutif. Nos activités se développent sur le marché international. Elles sont liées à trois lignes principales :

- Systèmes automatisés, Servomotricité, Robotique, Productique (AIR INDUSTRIE SYSTEME, Paris - CGP, Orléans - PARVEX, Dijon - SCMI - CLIMAX AUTOMATION).
- Matériaux nouveaux et Composites Hautes Performances (IVA et FIBRE et MICA, Lyon - CARBONE INDUSTRIE - ALSTHOM FERRO COMPOSITE - VIERACHOC, Paris)
- Diversification thermique et mécanique, (SCAM Paris - ROTELCO - ACS - ACS - NEYTEC, Grenoble).

Après une adaptation aux techniques de quelques mois, vous serez rattaché au Directeur de l'Etablissement ou de la Filiale concernée.

Les postes à pourvoir actuellement sont basés dans des grandes villes universitaires de Province.

La dimension de notre groupe offre de très larges perspectives d'évolution de carrière pour des hommes de valeur.

Merci d'adresser CV, photo et lettre manuscrite s/réf. LMA à ALSTHOM DRM, 40, rue Jean Jaurès, 93176 BAGNOLET Cedex, à l'attention de M. CUEFF.

LANCEZ NOTRE NOUVELLE STRATEGIE DE COMMUNICATION

Le groupe STERIA, leader parmi les SSII (1700 personnes, progression de 70 % du bénéfice) recherche :

Adjoint au directeur de la communication

De formation supérieure (ESCP, IEP, DESS...) vous savez passer du concept à la réalisation.

Rédacteur confirmé, très dynamique, autonome, vous possédez d'excellentes qualités relationnelles et de préférence une connaissance du monde informatique.

Au sein d'une équipe enthousiaste, vous êtes à un poste clé :

- conception et réalisation d'outils de communication (journal clients, système d'édition, dossier de presse...),
- organisation des manifestations presse et rédaction des communiqués en liaison avec les directions opérationnelles du groupe.

Merci d'adresser votre candidature détaillée sous la référence ZC1 à notre

Conseil LAGOUË, STERIA SELECTION, 147, rue de Courcelles 75017 PARIS.

steria sélection



L'Electronique spatiale a un nom : MATRA

MATRA innove et développe les équipements électroniques les plus performants pour tous les programmes de satellites scientifiques, de télécommunication et d'observation de la terre. Notre Direction Equipement qui conçoit et réalise ces produits complexes recherche des

Ingénieurs Electroniciens

Vous étudiez l'architecture de l'équipement et définissez les spécifications de l'électronique ainsi que des interfaces. Chargé de la réalisation et des tests d'une maquette, vous serez également responsable du développement et vous participerez à la qualification et à la recette de l'équipement.

Ingénieur Grandes Ecoles (ECP, ESE, ENST, ISEN, ISEP...)

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans les domaines suivants :
• conception et développement de calculateurs embarqués et électronique digitale • électronique de puissance DC/DC haute performance • électronique analogique
L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous réf. IE1010/LM à M.J. REBEYRAT - MATRA - Centre de Montigny - 3 av. du Centre - 78182 St-Quentin-Yvelines

MATRA
DEFENSE ESPACE

Ingénieur chimiste ou génie chimique

L'évolution constante des produits que nous concevons nous amène à rechercher un spécialiste orienté matériaux. Vous serez plus particulièrement chargé d'études sur le traitement de surfaces et les techniques de décor sur métal et plastique. Pour les mener à bien, vous serez à l'écoute des innovations qui se produisent dans ce domaine, puis, vous saurez convaincre les utilisateurs de ce que peuvent leur apporter ces nouveaux procédés. Dépendant du Directeur Technique d'un de nos départements, vous trouverez dans ce poste l'opportunité d'exprimer votre créativité et votre sens des applications concrètes, dans un groupe où les possibilités d'évolution de carrière sont nombreuses. Lieu de travail : Joinville le Pont.

Merci d'adresser dossier de candidature sous réf. 195 à ESSILOR INTERNATIONAL Service Emploi Formation - 1, rue Thomas Edison - Echât 902 - 94028 Créteil Cedex

DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

ESSILOR

AGIR

groupement d'intérêt économique en informatique pour les collectivités territoriales

12, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble.
Tél. : 76-76-36-08.

Recherche pour son site
équipe de matériel BULL DPS 7000/40

1 PRÉPARATEUR-PUPITREUR

ayant une excellente pratique de
GOS7/GCL/ICI (niveau minimum bac)

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR

pour développement avec MANTIS et CORAL sous GOS7
(niveau minimum bac + 2)

- Pour la mise en place d'une structure d'assistance technique et de formation bureautique sur produits micro-informatique (MOTUS, MULTI-PLAN, CHART, MSDOS en liaison également avec le DPS 7000).

2 BUREAUTICIENS

ayant pratique de la micro-informatique professionnelle
(niveau minimum bac + 2).

Adresser c.v. + photo + prétentions à
Monsieur G. SCHMITT, directeur du GIE AGIR.

47.63.11.15

ANALYSTE

GPAO - GMAO - IBM 36 - AS 400

Ingénieur - MIAGE ou titulaire de diplômes voisins confortés par une solide expérience de gestion industrielle dans un environnement IBM. Ce cadre interviendra avec une large autonomie dans la conception et la réalisation d'applications importantes de gestion de production et de gestion de maintenance sur des sites industriels décentralisés. Basé en région parisienne, il se déplacera environ 50% de son temps. Notre société est l'une des branches opérationnelles de l'un des tout premiers groupes industriels français. Rattaché au département des études de la Direction des systèmes d'information, l'analyste recherché sera le catalyseur des développements des applications de gestion industrielle à la fois par ses compétences et par ses qualités d'animateur et de coordinateur. Poste évolutif.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une première rencontre, appelez le (1) 47.63.11.15, réf. 341. On peut également adresser son dossier à RHC.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL
65, avenue de Wagram 75017 Paris

Membre de la chambre syndicale
des conseils en recrutement

MAGNETECH

Société française, spécialisée dans l'imagerie médicale, concevant, fabriquant et commercialisant des Systèmes de Haute Technologie, recherche, dans le cadre de son développement, un

Responsable technique et industriel

Rattaché à la direction générale, cet ingénieur de haut niveau aura la responsabilité d'une équipe d'électroniciens et de mécaniciens, chargée :

- d'adapter les solutions techniques aux nécessités d'industrialisation et de commercialisation,
- d'établir les dossiers de fabrication,
- d'élaborer les prix de revient,
- d'assurer l'intégration des systèmes et le respect des plannings et des coûts.

Le candidat âgé de 35 ans environ, ingénieur de formation supérieure (Université, Grandes Ecoles...) aura acquis lors d'une expérience antérieure réussie des connaissances dans les domaines suivants :

- analyse de la valeur,
- gestion des projets,
- fabrication unitaire de Systèmes de Haute Technologie,
- électronique numérique et Systèmes radio-fréquence.

Ses qualités humaines, sa diplomatie, sa capacité à prendre des décisions, son sens commercial, lui permettront d'animer avec efficacité son équipe d'ingénieurs spécialistes.

Prière d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. M101/M à G.B. Conseils 52 rue de la Bienfaisance - 75008 PARIS.



CONSEILLER PEDAGOGIQUE

Vous souhaitez intégrer l'équipe pédagogique du 3CA : Comité Central de Coordination de l'Apprentissage du Bâtiment et des Travaux Publics.

Dans cette équipe de 7 conseillers, et sous l'autorité de son Directeur, vous serez le seul conseiller pédagogique pour le domaine Mathématiques et Sciences. Vous êtes ingénieur ou vous êtes titulaire d'une maîtrise en mathématiques, vous avez au moins 5 ans d'expérience des maths et des sciences dans l'enseignement technologique et/ou professionnel.

Merci d'adresser CV, salaire actuel sous réf. M/290/E (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

هكذا من الأصل

مكثا من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 19 octobre 1988 31

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Schlumberger Industries

ETUDES
ET
REALISATIONS
EN
ELECTRONIQUE
AVANCEE
(Matériels et Logiciels)

Schlumberger Industries est le premier fabricant mondial dans les domaines des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, de systèmes de défense, des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique...
Nous souhaitons renforcer les équipes d'études et de développement d'Unités opérationnelles basées à Vélizy et à Poitiers par de jeunes

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Plusieurs postes sont à pourvoir, préparant à des évolutions de carrière très ouvertes au sein de SCHLUMBERGER. A ce titre, ils impliquent une bonne connaissance de l'Anglais, des qualités de contact et de créativité ainsi que l'acceptation d'une certaine mobilité géographique et fonctionnelle.

ACQUISITION DE MESURES ET ENREGISTREMENT MAGNÉTIQUE Vélizy

Appelés à participer à d'importants projets d'équipements embarqués pour le secteur spatial, les candidats souhaités doivent posséder des compétences dans les domaines suivants :

ÉLECTRONIQUE NUMÉRIQUE

Pour assurer l'étude du traitement numérique du signal et participer à l'élaboration du système et des automatismes d'un enregistreur.

Réf. : FO/N1

ÉLECTRONIQUE ANALOGIQUE

Pour assurer les études et l'optimisation de la partie analogique du traitement du signal d'un enregistreur. Une expérience de 2 à 3 ans à dominante analogique est nécessaire.

Réf. : FO/A2

Pour ces deux postes, merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence du poste concerné au Service du Personnel

Schlumberger Industries
Division Acquisition de Mesures
et Enregistrement Magnétique
1, rue Meusport B.P. 54
78141 Vélizy-Villacoublay Cedex

ÉQUIPEMENTS DE COMPTAGE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE Poitiers

Pour ces postes, liés au développement de nouveaux produits d'acquisition et de traitement de données dans le domaine de la distribution et de la consommation d'énergie électrique, une première expérience ou une formation complémentaire est requise :

SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

Pour concevoir et réaliser, en relation avec les autres équipes d'études et la Fabrication, les moyens de test associés aux nouveaux produits.

Réf. : TR/S3

LOGICIEL TEMPS RÉEL

Pour concevoir et développer les logiciels intégrés aux nouveaux équipements. Une formation informatique et un goût pour les applications scientifiques et industrielles sont indispensables.

Réf. : TR/L4

Pour les postes basés à Poitiers, merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence du poste concerné, au Service du Personnel
Schlumberger Industries
Division Électricité Distribution
21, de Chasseneuil - B.P. 23
86360 Chasseneuil du Poitou



POLYSIUS S.A.
est une entreprise française
membre d'une société d'ingénierie européenne

Nous apportons des idées nouvelles dans plusieurs secteurs de l'industrie lourde. Nous étudions et réalisons des ensembles clés en main et des machines pour l'industrie du ciment et du plâtre, pour la sidérurgie et l'industrie chimique sur les cinq continents.

Nous recherchons pour les associer à des équipes dynamiques :

1) UN JEUNE INGÉNIEUR

ayant 3 ou 4 ans d'expérience dans le transport pneumatique.

2) DES PROJETEURS NIVEAU 1 ET 2

pour installations cimentaires.

3) UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

30 ans environ ayant une culture électrotechnique des courants forts et faibles et un esprit méthodique nécessaire au développement des automatismes séquentiels. Bonne connaissance anglaise.

Ces activités sont situées dans un cadre agréable de la banlieue Ouest où nous vous offrons de travailler avec les équipements les plus modernes, au sein d'une équipe de professionnels fortement motivés.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence DG/JPF, POLYSIUS S.A. - B.P. 243 - 30, boulevard Bellerive, 92504 RUEIL-MALMAISON CEDEX.



GLAENZER SPICER

Groupe Uni-Cardan
Spécialiste mondial de la Transmission

Avec l'ensemble du personnel nous avons fêté notre 150^e anniversaire et remercions nos clients de leur confiance :

CHRYSLER CORPORATION - CITROËN - FIAT - FORD - IVECO -
MERCEDES BENZ - PEUGEOT - RENAULT - SAAB -
TALBOT - TOYOTA - VOLVO.

L'automatisation de nos fabrications est très avancée et nous poursuivons la mise en place d'un second atelier flexible à Poissy (78).

INGÉNIEUR METHODES

ENSAM - ENI - INSA - débutant ou presque...

Dès votre entrée en fonction vous serez fortement responsabilisé par la mise en place de machines numériques et robots.

Merci d'adresser votre dossier, sous réf. 964 M, à Michel Dussault, qui vous proposera de visiter le site si votre dossier est retenu, KEY MEN - 10 rue de Rome - 75008 PARIS.

KEY MEN

GRUPPO DANIELI PIAZZA CENNAMO 10

Parce que vous êtes ambitieux,
exigeants et...
passionnés de high tech :

La réalisation de notre dernier contrat remporté
à l'export vous intéresse.

Notre domaine : l'électronique professionnelle dans une perspective résolument high tech.

Nous devons nos succès commerciaux à l'international et notre position parmi les leaders mondiaux à notre parti pris permanent d'avance technologique fondé sur des moyens techniques considérables et des ressources humaines de premier plan. Nous souhaitons vous associer à la réalisation d'un grand contrat récemment remporté à l'export.

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS Débutants ou confirmés

Comme nous, vous êtes ambitieux, désirez d'être impliqué dans la conduite de projets de grande envergure dont la réussite participe au rayonnement international de l'hexagone.

Nous vous proposons d'intervenir dans l'un des domaines suivants :

- Maîtrise d'œuvre
- Traitement du signal
- Traitement de l'information
- Electronique générale

Expérimentés : vous prenez en charge la responsabilité d'un projet.

Débutants : vous participez à la conduite d'un projet au sein d'équipes de haut niveau.

Dans tous les cas, vous possédez un fort potentiel et un goût affirmé des responsabilités.

Votre évolution ? Elle sera à la mesure de vos résultats et de vos ambitions.

Ces perspectives vous intéressent, alors adressez sans tarder votre candidature (CV, photo, prétentions) sous réf. 92969/M à : HCA - 1 place du Palais Royal - 75001 PARIS.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

<p>Compagnie Européenne d'Accumulateurs</p> <p>1^{er} fabricant français d'accumulateurs au plomb - 2 100 personnes - CA 1,2 milliard.</p> <p>BATTERIES INDUSTRIELLES FULMEN</p> <p>Une production de : + 50 % en 1989 réussissez avec nous, un challenge pour un Produit de pointe le plomb étanche.</p> <p>CIGIE L'espérance de Conquête</p>	<p>RESPONSABLE INGENIERIE USINE VIERZON</p> <p>INGENIEUR ENSAM, IUT, ICAM, ION OU EQUIVALENT, VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE DE 5 A 8 ANS EN USINE DANS UN POSTE METHODES OU CHEF DE PROJET INGENIERIE. VOUS MAITRISEZ BIEN L'ANGLAIS.</p> <p>Rattaché au Directeur de l'usine, vous supervisez une équipe de 4 personnes et aurez la responsabilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> de l'étude des besoins puis de l'élaboration des propositions d'investissements nécessaires à la réussite de notre objectif, de la réalisation jusqu'à la mise en route des installations et du suivi de leur rentabilité. <p>Vous serez en relations étroites avec les services production et connexes.</p> <p>Déplacements fréquents.</p> <p>LARGES POSSIBILITES D'EVOLUTION</p> <p>Réf. RIUV/M</p>	<p>JEUNE INGENIEUR PROJET VIERZON</p> <p>INGENIEUR ENSAM, IUT, ICAM, ION OU EQUIVALENT, VOUS ETES PASSIONNE PAR LA TECHNIQUE ET VOUS AVEZ UNE BONNE MAITRISE DE L'ANGLAIS.</p> <p>Rattaché au Responsable Ingénierie, vos missions seront les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> concevoir les cahiers des charges des nouvelles installations, en assurer la responsabilité technique, coordonner les travaux d'installation, participer et suivre la mise en œuvre. <p>Vous serez en relations étroites avec les services production et connexes.</p> <p>LES CANDIDATURES D'INGENIEURS DEBUTANTS SERONT ETUDIEES AVEC ATTENTION.</p> <p>Réf. JCPV/M</p>
---	---	---

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en indiquant la référence choisie et en précisant votre salaire actuel, à Madame THIEUN - Direction des Ressources Humaines - C.E.A.C. - 18, rue de Cligny 92111 CLICHY.

LA GRANDE AVENTURE DES TELECOMS : EN AVEZ-VOUS L'ETOFFE ?

Où bien sûr, et de plus vous voulez toucher du doigt des réalisations concrètes.

STERIA TELECOM, département d'un des 1^{ers} groupes d'ingénierie informatique en Europe (1700 personnes, progression de 70 % du bénéfice) vous propose des références de pointe.

1981 : Démarrage du Vidéotex en France avec Télémat 3V à Vélizy.

1987 : Maîtrise d'œuvre du réseau Carte Bancaire, le plus ambitieux des projets récents de monétique.

1988 : 500 sites installés avec nos produits réseaux.



Adresses CV détaillées, photo et prétentions à Yves ROUILLY - STERIA TELECOM - 8, rue des Frères Cadron 78140 VÉLIZY VILLACOUBLAY.

Jeunes Ingénieurs

Une formation complète à nos méthodes et à notre technologie pour participer à la réalisation de nombreux projets couvrant les domaines : protocoles OSI, messagerie X 400, communication de l'écrit, administration de réseaux, téléphonie publique et privée, développements RNS...

Ingénieurs expérimentés

La possibilité d'un rôle actif en plus de notre organisation et des évolutions de nos produits de la gamme VIDEOPAC 8001. Vous avez l'agilité des concepts et la capacité de mener de front plusieurs actions. Venez valoriser et développer vos compétences sur nos « grands » projets.

Consultants experts en Télécom

Conseils, audits, schémas directeurs, conceptions d'architectures multinationales, pour les plus grandes entreprises nationales ou internationales. Vous serez appelés à votre expérience et à l'incomparable richesse de notre infrastructure technique pour aller à l'essentiel, professionnalisme et sens du service au profit de nos clients.

venez monter et suivre des opérations immobilières

Grand groupe immobilier, nous développons des opérations diversifiées (logement, activité tertiaire) et cherchons pour l'île de France

un jeune ingénieur bâtiment

qui aura pour mission, au sein d'une petite équipe, de monter et suivre des programmes variés de logements.

Vous aimez construire, et diplômé ESTP, INSA ou Ecole de Commerce, vous avez commencé votre carrière en travaux ou en études.

A 30 ans aujourd'hui, vous souhaitez élargir votre horizon au montage.

Notre consultant, J.P. DOURY, ingénieur ESE, vous remercie de lui écrire (réf. 5331 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue Royale - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEUR CHEF DE PRODUIT Composants professionnels

Cette Société (800 personnes, 350 MF de CA), filiale d'un groupe Américain, est spécialisée dans la conception professionnelle de haut de gamme.

Rattaché au service marketing et ventes, il a pour mission de développer commercialement sa ligne de produits. Pour cela il adapte la gamme à l'évolution du marché, lance de nouveaux produits, étudie les objectifs à court et moyen terme et contrôle le résultat des actions entreprises.

Ingénieur électrotechnicien (INSA, INPG, AM...) 30 ans, il possède une expérience en bureau d'études électroniques dans un contexte industriel sérieux et souhaite maintenant évoluer vers un poste de Chef de Produit. Ce poste s'adresse à un candidat créatif et rigoureux capable de communiquer et de comprendre une clientèle industrielle de première importance.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 18/2808 G à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS - LYON - BORDEAUX - LILLE - NANTES - STRASBOURG - TOULOUSE
BELGIQUE - DANMARK - DEUTSCHLAND - ESPAÑA - ITALIA - PORTUGAL - UNITED KINGDOM - SWITZERLAND

Ingénieur logiciels de dépouillement

VAR

Notre établissement (1.200 personnes) à caractère scientifique et industriel, est spécialisé dans le matériel sous-marin.

Nous recherchons un jeune ingénieur qui sera chargé de développer, produire, intégrer puis gérer des logiciels pour calculateurs de laboratoire dans le domaine de l'exploitation d'essais en mer (microvax et calculateurs H.P. série 300).

Ingénieur type ENSI avec orientation informatique, vous possédez si possible des connaissances en FORTRAN, PASCAL, BASIC.

Merci de faire parvenir votre lettre manuscrite + C.V. + photo sous la référence 8839 à notre Conseil CAPFOR MEDITERRANEE - Centre d'Activités EVOLIC - La Bastide Blanche - Bat. B6 - 13127 VITROLLES, qui garantit toute confidentialité. Informations Minutiel : 3615 code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - AD-MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - CASTRES
ANGERS - AIX-TOULOUSE - BREST - NICE - NIMES - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

Important organisme province proche Paris
plaque tournante d'échanges internationaux
recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

SPECIALITE INFORMATIQUE PREFERENCE TELECOM PARIS

- Disposons EXPERIENCE 5 ANS MINIMUM :
 - Conception Systèmes Informatiques.
 - Réseaux hétérogènes.
- Connaissances des réseaux et services à valeur ajoutée appréciées.
- Apte à dialoguer, négocier et convaincre sur la base d'une excellente maîtrise de TECHNOLOGIES EVOLUTIVES.

pour lui confier la fonction de

chargé de mission haut niveau

- Il assurera le développement d'un réseau COMMUNICATIONS SANS FRONTIERE intégrant les NORMES INFORMATIQUES INTERNATIONALES, dans le secteur des TRANSPORTS.
- Il pourra s'appuyer sur la collaboration d'une équipe « exploitation » et « projets », dont plusieurs cadres, bien « rodés ».

RÉMUNERATION PERSONNALISÉE
et EXCELLENTE GARANTIE D'EMPLOI.

Envoyer candidatures sous # 8819 M. LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS, discrétion assurée.

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

- à l'avant-garde de l'étude, du développement et de la production de matériels de pointe dans les domaines de l'électronique et du traitement de l'information,
- impliquée dans les GRANDS PROGRAMMES DU FUTUR

sa DIVISION ESPACE-CONTREMESURES

en forte croissance

a pour mission de concevoir, d'étudier et de réaliser les Systèmes Intégrés de la nouvelle génération, notamment en association avec les grands partenaires européens.

Autour de projets de grande envergure se constituent des équipes pluridisciplinaires, qui disposent des technologies d'avant garde (AsGo, Macro-hybrides,...) s'appuyant sur des moyens XAO particulièrement performants et recherchent des

INGENIEURS ELECTRONICIENS

souhaitent participer à une phase passionnante de démarrage de nouveaux développements d'équipements complexes, ainsi que d'en suivre les évolutions (études théoriques, réalisation de prototypes, essais en vol...). Ils se verront confier, selon leurs aptitudes et leurs compétences, des responsabilités dans les domaines suivants : Logiciel Temps Réel, Traitement du Signal, Circuits Analogiques large bande, Simulations Interactives, Réseaux Hyperfréquences...

Ces postes s'adressent en priorité à des ingénieurs SUPLEC, SUP TELECOM, ENSEA, ISEP, ISEN,..., curieux et créatifs, ayant acquis une première expérience de deux à trois ans dans des domaines similaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V.) sous réf. 3549 M à préciser sur l'enveloppe à Développement (qui transmettra)

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

CSEE DIVISION TRANSPORT

La Division Transport, basée à Chilly-Mazarin (91), met en œuvre des systèmes de sécurité dans le domaine ferroviaire. Dans le cadre du développement de ces systèmes, elle recherche un

INGENIEUR LOGICIEL TEMPS RÉEL

possédant 2 à 4 ans d'expérience en langage de haut niveau sur micro-processeur. La connaissance du PASCAL ou ADA sur 68.000 serait un plus.

INGENIEUR QUALITÉ LOGICIEL

pour assurer la responsabilité de la qualité logiciel, dans le cadre d'un projet important nécessitant le suivi et le contrôle des sous-traitants. Prévoir des déplacements en clientèle et chez les sous-traitants.

Nous souhaitons intégrer un ingénieur possédant une expérience de 5 à 10 ans en développement logiciel, spécification, avec la connaissance du langage C, PASCAL ; VAX, APOLLO ainsi qu'une très bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, prétentions), précisant le poste retenu, à CSEE, R. Pétain, Chef du Personnel - Z.I. de la Vigne-aux-Loups - rue Denis Papin 91380 Chilly-Mazarin.

CSEE

Ensemble créons un avenir plus sûr

مكتبة من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Résines et matériaux composites

**manager la recherche
notre challenge :
rester les meilleurs**

Dans un contexte de mutation technologique rapide, vous saurez élaborer de nouveaux produits, répondant à de nouvelles applications ou à de nouveaux marchés. Vous animerez un laboratoire de 10 personnes et assurerez la collaboration avec universités et centres de recherche. Ingénieur chimiste, une expérience de 7/8 ans vous a permis d'appréhender les derniers développements techniques relatifs aux produits époxy, élastomères, silicones, et à leurs composites. Filiale d'un groupe multinational leader sur ses marchés, nous sommes une société industrielle très performante ayant pour clients l'aéronautique, l'automobile, l'électronique, l'industrie de loisirs...

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 1080.02 à notre conseil. Nous nous efforcerons de vous répondre le plus vite possible de votre domicile.

ONOMA BP 666 75367 Paris Cedex 08.
PARIS, LILLE, LYON, NANTES, STRASBOURG

**UNE CARRIERE
A FEU
CONTINU
POUR JEUNE
INGENIEUR
DIPLOME**

**INDUSTRIE EXTRACTIVE
Bouches-du-Rhône**

Notre Société en France, avec plusieurs sites de production, occupe 550 personnes et exporte la moitié de sa production. Nous produisons des charges minérales et appartenons à un groupe international, leader mondial de son marché. Le Directeur de notre Unité implantée dans les Bouches-du-Rhône (13) désire renforcer l'encadrement et veut intégrer près du Chef de Production, un jeune adjoint.

Pris en "tutoring" durant un à deux ans, il est formé aux techniques de notre métier à partir de missions et d'études fonctionnelles propres à accroître l'efficacité de nos moyens, et ensuite assumer la gestion courante de la production, son animation, sa direction, son développement.

Jeune ingénieur diplômé (AM, Mines, Chimie ou équivalent) parlant l'anglais couramment, et si possible l'allemand ou l'espagnol, ou l'italien, vous avez une première expérience industrielle et d'encadrement d'équipes (mini 50 personnes) dans l'industrie lourde à feu continu, utilisant des lignes de process très automatisées (néo chimie, sidérurgie, cimenterie, verrerie, ...).

Perspectives très ouvertes pour candidat disponible et de valeur. Merci d'adresser votre manuscrit et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 1825/AMM à notre Conseil.

17, rue Courmeur - 51100 REIMS
34, rue du Collège - 75008 PARIS
MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

**Coordonnez
nos études,
développez
nos produits**

Spécialisés dans la conception et la fabrication d'appareils pour l'automobile, nous avons pour partenaire l'un des plus grands équipementiers européens.

Vous coordonnez les études et projets d'une section technique et prenez en main le développement d'une production existante. Vous vous imposez comme expert auprès de nos clients et au sein de notre Groupe.

Environ 30/35 ans, de formation ingénieur en électronique ou similaire, vous avez une expérience d'au moins 5 ans de l'animation d'un bureau d'études. Votre pratique de l'anglais vous permettra de développer des contacts avec nos clients internationaux. De réelles perspectives d'évolution seront à saisir pour un candidat performant.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions), sous réf. 915, à notre Conseil, PASCAL STEVENS.

HayGroup
5, place de la Gare de la Part-Dieu
69428 LYON CEDEX 03.

SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE SPÉCIALISÉE
EN ENSEMBLES INDUSTRIELS FAISANT APPEL
À DES TECHNOLOGIES DE POINTE
RECHERCHE

**CHEF DE DIVISION
CONTROLE - COMMANDE -
INFORMATIQUE**

Ingénieur grande école ayant 10 à 15 ans d'expérience industrielle et une bonne connaissance de l'anglais.

Il dirigera une équipe de 60 à 70 personnes, chargée de :
- la conception et la réalisation de systèmes de contrôle-commande
- l'analyse fonctionnelle de processus continus ou discontinus
- la définition et la réalisation des matériels et des logiciels
- les essais et la mise en service industrielle
- l'exploitation et le développement des moyens informatiques de l'entreprise (matériels et logiciels).

Il devra également :
- développer des activités de simulation de produits et des systèmes experts.
- agir en soutien de l'activité commerciale.

Il devra également s'attacher particulièrement à la recherche de la qualité et au respect des coûts et délais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 1436 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

*Votre compétence,
c'est notre satisfaction-client.*

INGENIEUR D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Classé n°1 par DATAPRO en satisfaction clientèle sur le marché français des constructeurs, la Division Technique Hewlett-Packard participe activement à notre démarche de qualité totale et développe l'activité support matériel, logiciel et réseau auprès de nos clients.

De formation supérieure en électronique ou en informatique (INSA, ENIB, ESEO, ISEN, ISEP...) vous êtes débutant avec peut-être une première expérience de l'assistance technique.

Votre mission : prendre en charge un portefeuille de clients, prévenir et résoudre tous les problèmes sur systèmes ou matériels. A votre disposition, toutes les ressources HP que vous saurez déclencher et coordonner pour une meilleure satisfaction de vos clients. Vous êtes le garant de la qualité HP.

Formé sur des matériels de haute technologie, vous

devenez rapidement un spécialiste et développez une expertise dans des domaines porteurs :

Réseaux, Bureautique, GPO, CAO...
Au sein d'HP, vous pourrez évoluer vers d'autres fonctions : Support Technique, Laboratoire, Management, Vente... Ou cette première expérience constituera un plus appréciable.

La connaissance de l'anglais est indispensable. De nombreux postes sont à pourvoir sur toute la France.

Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous réf. CEO/12/MO, à Hewlett-Packard France, Etablissement Commercial, Service Recrutement, ZA du Bois Briard, 91040 Evry Cedex.



**TOUS DOMAINES,
TOUS RESEAUX,
TOUS PAYS,
TOUTES EVOLUTIONS,...
VOTRE CHAMP
D'ACTIONS
SERA ILLIMITE.**



ALCATEL

CETT

Parce que nous développons des applications dans des domaines aussi variés que le contrôle de l'énergie, les télécommunications et le contrôle industriel...

Parce que nous utilisons tous les supports et réseaux de transmission...

Parce que nos équipements de télécontrôle sont choisis par de nombreux exploitants de grands réseaux à travers le monde...

Parce que les nouvelles technologies accroissent sans cesse la complexité des systèmes d'exploitation, les 140 ingénieurs et techniciens de CETT s'adaptent et anticipent les exigences d'une clientèle très diversifiée.

notre département Technique (+ de 60 personnes) renforce son potentiel et recherche des

INGENIEURS LOGICIELS

Au sein de petites équipes, bénéficiant de moyens importants (APOLLO, SUN, ...), vous suivez vos projets de A à Z. De formation Grande Ecole, vous avez acquis une première expérience significative en temps réel et vous parlez anglais.

Dans le cadre de votre première mission, vous participerez

▼ à l'étude d'applications sur IBM-PC (C, Assembleur 80188 et 80286) mettant en œuvre les techniques les plus récentes en matière de réseaux, visualisation graphique animée et relations homme-machine. Réf. IML/01

▼ à l'étude d'applications sur matériels à microprocesseur de famille 68000 (Assembleur, C, PASCAL) destinés à la supervision et à la gestion opérationnelle de réseaux de communication. Réf. IML/02

Postes basés en proche Banlieue Ouest. (RER)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à :
Service des Relations Humaines - COMPAGNIE EUROPEENNE DE TELETRANSMISSION - 3 Parc des Grillons - 60 Route de Sartrouville 78230 LE PECQ

NOUS TRANSMETTONS NOS IDEES

**Chargé
d'études logistiques**

Scénarios, simulations, essais... et études se succèdent à chaque étape. Au cœur de la situation, vous coordonnez l'ensemble des diverses actions et, évaluant constamment le réalisme des applications, vous en mesurez l'impact, la rapidité...pertinence l'opérationnalité.

Agé de 27 ans minimum, diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, ou de formation équivalente, vous avez acquis une première expérience de conduite de projets en logistique ou distribution.

Nous recherchons donc un chargé d'études logistiques.

Merci d'adresser (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence PROD.2 à France Télécom, DPR/SGM, 39/45 Quai André Citroën, 75015 PARIS

FRANCE TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Peindre le futur avec talent

Jeunes ingénieurs Qualité mécaniciens, électromécaniciens, instrumentistes

La Qualité FRAMATOME ? C'est la clé de voûte de l'ensemble de nos activités. En intégrant notre Division Qualité, plusieurs voies vous seront ouvertes :

- Après formation, vous serez chargé en tant qu'inspecteur de surveiller la fabrication et les contrôles effectués sur les sites nucléaires ou dans les usines de nos fournisseurs.
- Ou encore vous participerez à des audits et à la mise en place de programmes d'assurance de la Qualité afin de devenir responsable d'évaluation de nos fournisseurs et de pouvoir jouer le rôle d'ingénieur conseil.

Débutant ou riche d'une 1^{re} expérience, vous acquerez une solide compétence en matière d'Assurance de la Qualité et une bonne connaissance du fonctionnement global de la chaudière et des équipements. Votre dynamisme, votre sens des responsabilités, votre goût pour les contacts humains vous permettront de réussir pleinement dans votre fonction. Vous serez amené à vous déplacer en France ou à l'étranger : l'anglais est indispensable.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite, sous réf. SCT 1910 à Société FRAMATOME - Cedex 16 - 92084 PARIS-14 DÉPENSE.



LE FUTUR EN TÊTE

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

- à l'avant-garde de l'étude, du développement et de la production de matériels de pointe dans les domaines de l'électronique et du traitement de l'information,
- impliquée dans les GRANDS PROGRAMMES DU FUTUR offre à des

INGENIEURS CONFIRMES SUPELEC, SUPTELECOM, SUP'AERO, ENSTA...

des postes de

CHEFS DE PROJETS

Vous avez la volonté et le talent de prendre en charge la totalité d'un projet et vous possédez de très bonnes compétences dans les domaines radars, autocircuits, réception et traitement du signal, rayonnement électromagnétique, automatismes, simulation. Vous souhaitez évoluer dans un environnement de haute technologie qui s'appuie sur les moyens XAO les plus performants. Nous vous offrons d'intégrer des équipes pluridisciplinaires hautement qualifiées pour mener à bien l'étude et le développement de matériels intégrant toutes les technologies d'avant-garde telles que microélectronique hyperfréquences, circuits intégrés à haute densité et grande vitesse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V.) sous réf. 3550 M à préciser sur l'enveloppe à Développement (qui transmettra)

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

DIGITAL, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information, spécialisés certains de ses établissements européens dans la conception de produits de communication et la mise en œuvre de solutions clés-en-main. En France, notre Centre de Systèmes Spéciaux, basé à Annecy, est en fort développement.

Ingénieur génie industriel

Vous apporterez votre expérience des méthodes de fabrication de l'industrie électronique (fabrication de cartes et de produits complets) à notre équipe d'industrialisation.

Vous organiserez les flux de matières et d'informations entre les différents services de notre unité de production et de développement.

Vous prendrez en charge la structuration et le maintien de l'intégrité de nos bases de données et de leur adéquation par rapport aux besoins de la gestion de production.

Vous avez une bonne connaissance de l'outil informatique, de la GPAD, 10 ans d'expérience de l'industrie électronique dans le domaine des méthodes, de préférence.

Ces opportunités constituent votre véritable chance de vous épanouir sur un plan international. La langue anglaise est donc un moyen de communication indispensable.

Ecrivez sous référence MON 579, en précisant le poste choisi, à Anne CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

INGENIEUR "MESURE-CONTROLE-REGULATION" DEBUTANT

COMPLETEZ VOTRE FORMATION EN REGION PROVENCE-COTE D'AZUR

Parmi les premiers chimistes français ATOCHEM - filiale du groupe Elf Aquitaine avec un C.A. consolidé de 23 milliards de francs et 20 sites de production en France, développez vos activités dans les secteurs de la pétrochimie et les grandes matières plastiques, la chlorochimie et la PVC, la chimie des spécialités et les polymères techniques.

Afin de permettre à un jeune ingénieur automatisé de mieux maîtriser les procédés et la culture d'entreprise, nous créons un poste d'intégration - Formation « Mesure-Contrôle-Régulation » sur un site à ce titre très intéressant. Vous découvrirez l'entreprise dans une équipe opérationnelle et pluridisciplinaire (Procédés, Mécanique, M.C.R.). Là, à partir de tâches spécifiques, vous vous familiariserez avec les méthodes de travail et les équipements. Progressivement, vous vous verrez confier des missions de plus large autonomie. A la fin de cette période, vous intégrerez de façon opérationnelle un site d'affectation.

Ce poste concerne un ingénieur automatisé (ESE, ESIE, ENSIEG, ESME ou généraliste avec

formation spécifique de type Aries ou Sofite-Antipol) désireux de faire carrière dans un grand groupe. La dimension de celui-ci permet de nombreuses possibilités d'évolution. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., complétée, photo et rémunération actuelle, sous référence 10/1350/AQ/LM, à EGOR Technologies - 125, Avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS.



UNE CHIMIE POUR LES CREATEURS

EGOR

EGOR TECHNOLOGIES
125, Av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS



Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer
recrute pour son centre de TOULON

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

(ENSI, SUPELEC ou équivalent)
débutant ou 2 à 3 ans d'expérience
anglais impératif

Dans le cadre de projets en intervention sous-marine, il sera chargé de l'aspect systèmes informatiques embarqués dans les domaines :

- CARTOGRAPHIE, IMAGERIE sous-marine, NAVIGATION
- ROBOTIQUE sous-marine (PAO-TAO)
- acquisition données et automatismes sur sous-marins.

Envoyer C.V. et prétentions à IFREMER
Service du Personnel
66, avenue d'Iéna
75116 PARIS



La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Brie

recherche

UN ANALYSTE- SYSTÈME

De formation supérieure, le candidat retenu devra justifier d'une expérience en environnement IBM/MVS/XA - VTAM, GICS.

INFORMATIENS HF

Jeunes ingénieurs ou universitaires (niveau maîtrise). Débutants ou 1 à 2 années d'expérience. Ils prendront en charge dans un environnement IBM le développement d'applications bancaires. Une connaissance Packbase serait appréciée. Situés sur MEAUX, dans un premier temps, ces postes pourront être déployés sur PARIS. La rémunération sera adaptée à la valeur des candidats retenus.

Les candidatures, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sont à adresser à :
Monsieur le Directeur du CA - BP 205 - 77101 MEAUX



Filiale d'un grand groupe, nous sommes un des leaders de la transformation des matières plastiques spécialisées dans la fabrication d'EMBALLAGES INDUSTRIELS en POLYETHYLENE. Notre volonté de nous placer parmi les premières sociétés européennes nous amène à rechercher note

Ingénieur qualité

VOTRE MISSION : Rattaché au Directeur d'Usine, vous animerez une équipe de 6 collaborateurs qui suivent la qualité de la production : élaboration des cahiers de charge, des contrats d'assurance qualité avec nos clients, mise en place des contrôles M.P., recherche et développement de nouveaux produits en liaison avec les services commerciaux. Pour réussir, vous avez 30/40 ans, une formation ingénieur, une expérience professionnelle en milieu industriel (et possible matières plastiques), des aptitudes à l'encadrement.

NOTAOUTS : - Une entreprise très dynamique où la valeur des hommes fait la différence. - Un créneau industriel porteur. - Des conditions de travail agréables : laboratoire moderne... Ce poste est situé à BERNAY (27), Haute-Normandie.

Merci d'adresser C.V., photo et rémunération actuelle s'il y a lieu, 46,1881 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Dard, 75006 PARIS qui vous assure une totale confidentialité.

Mercuri Urval

SECRE

750 personnes - CA 350 MF -
Société d'électronique du Groupe
JEUMONT SCHNEIDER recherche
pour son département
AIDE À LA NAVIGATION

INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou confirmés

ayant 3 ou 4 ans d'expérience dans l'utilisation des techniques digitales, des circuits associés et de leurs règles d'assemblage. Des connaissances en CAO et en développement logiciel seront appréciées.

Au sein d'une équipe, vous participerez :

- À L'ETUDE, la REALISATION, et au SUIVI de matériels aéronautiques utilisés notamment dans le contrôle aérien militaire.

Ouvrez vos qualités techniques, nous apprécierons votre esprit d'entreprise et le souci spontané d'assurer la satisfaction du client.

Ces postes conviendront à des candidats de formation de type ENSI disposant d'une large culture technique, soucieux d'intégrer leur action dans des systèmes complexes.

Adressez-nous votre dossier de candidature sous réf. IAN 5 SECRE - Direction du Personnel 214, rue du Faubourg Saint-Martin 75010 PARIS.

مكتبة من الأصول

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SECRE

750 personnes - CA 350 MF -
Société d'électronique du Groupe
JEUMONT SCHNEIDER (aérospatial)
pour son département
AIDE A LA NAVIGATION

TECHNICIENS ELECTRONIQUES

débutants ou confirmés (5.1 - 5.2)

ayant 4 à 5 ans d'expérience dans l'utilisation des techniques digitales, des circuits associés et de leurs règles d'assemblage.

Au sein d'une équipe, vous participerez :

- A L'ETUDE, la REALISATION, et au SUIVI de matériels aéronautiques utilisés notamment dans le contrôle aérien militaire.

Outre vos qualités techniques, nous apprécierons votre esprit d'entreprise et le souci spontané d'assurer la satisfaction du client.

Ces postes conviendront à des candidats disposant d'une bonne culture technique, soucieux d'intégrer leur action au sein d'équipes dynamiques.

Adressez-nous votre dossier de candidature sous réf. TAN à SECRE - Direction du Personnel 214, rue du Foubourg Saint-Martin, 75010 PARIS.

Ingénieur production méthodes
arts graphiques modernes

Forges les Eaux (76)

Second site Industriel du Groupe Livre HACHETTE (150 personnes - 15 millions d'exemplaires par an), nous sommes tournés vers la production du livre relié. Ingénieur mécanicien, votre expérience de 5 ans ou plus en production vous permet d'envisager des responsabilités élargies. Celles-ci vous sont proposées aux côtés du Directeur de l'unité. Votre mission consistera à analyser les moyens, les méthodes et la gestion de production afin de très largement les optimiser. Assez vite, vous en assurerez la responsabilité opérationnelle. Au delà des compétences techniques, des qualités de dialogue et d'animation sont des éléments de réussite pour cette fonction et pour votre futur dans le groupe.

Les entretiens auront lieu dans un premier temps à Paris. Merci d'adresser un dossier de candidature, s/réf. FV-AM, à notre Conseil : INFRAPLAN, 83, Bd. Raspail, 75006 PARIS.



L'enthousiasme ça se communique.

Située au premier plan de l'industrie aéronautique et spatiale européenne, notre société recherche pour notre site de l'Ouest de la Région Parisienne, un :

INGENIEUR
QUALITE

Vous prendrez en charge le suivi des travaux d'étude et de réalisation des produits spatiaux que nous réalisons.

De formation UTC de Compiègne, Masters Qualité ou équivalent, vous avez acquis :

- une expérience de 2 ou 3 ans dans une fonction similaire,
- une pratique courante de l'anglais,
- de bonnes qualités relationnelles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 14343 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

MAN POWER CADRES

JEUNES INGENIEURS

nos missions valorisent votre 1^{ère} expérience :

Votre formation supérieure ENSAM, INSA, ESSIGLEC, ESE... consolidée d'une expérience dans le développement de projets en électronique, en électricité nous intéresse.

Des connaissances en informatique seraient un plus.

Contactez-nous :
14, rue Médéric 75017 Paris.
Tél. : 47.66.00.14

SOGREAH

Ingénieurs Conseils à GRENoble

Recherche pour son Département "Aménagement Portuaires et Côtières" un

INGENIEUR D'AFFAIRES

De formation générale ou appliquée aux domaines du Génie Civil et de l'Hydraulique Maritime.

CARACTÉRISTIQUES DU POSTE :

- Chargé de la gestion technique, commerciale et financière de projets maritimes ou portuaires.
- Bonne expérience dans le domaine d'études générales portuaires.
- Maîtrise de la langue anglaise et bonne connaissance de l'espace méditerranéen.

Adressez lettre manuscrite, CV détaillé, photographies et prétentions à SOGREAH - 6, rue de Lorraine BP 172 X - GRENoble CEDEX

TELIC

ALCATEL

Etudes et
Développement
à Strasbourg

Dans son nouvel ensemble industriel, la Direction Etudes et Développement de Strasbourg s'est donnée les moyens de répondre à tous les défis techniques de la communication d'entreprise. 300 ingénieurs et techniciens y développent actuellement des systèmes de communication multiservices RNIS et une large gamme de terminaux associés. Ils mettent en œuvre des technologies avancées : commutation et transmission numériques, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel, technologie VLSI. Ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants, constitués de stations de travail (Sun, Apollo) et d'un réseau de conception intégré (CAE, CAO et VLSI). Conscients de l'enjeu, ils sont ainsi armés face à une concurrence internationale vive, mais stimulante.

Faites connaissance !

INGENIEURS
D'ETUDE
ELECTRONIQUES

Rejoignez le N°1 de la communication d'entreprise
Filiale CGE - 15.000 personnes
9 milliards de francs de Chiffre d'Affaires

Débutants

Vous êtes diplômé d'une grande école avec une spécialité en électronique. Vous approfondirez vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuient sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

Confirmés

Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes ou produits électroniques et vous avez de bonnes connaissances en logique et/ou en analogique. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

☐ Créatif, vous êtes intéressé par le développement de nos projets. Pour miser sur l'enjeu Télec, adressez votre candidature sous Réf. JB/M à M. Camille LEJEUNE, Direction des Ressources Humaines, TELIC ALCATEL, 1 route du Docteur Albert Schweitzer, 67408 Illkirch Cedex.

VOCATION MEDIA

Offre forte IBM :
conseillez les décideurs.

Votre motivation pour le Conseil et la Vente est forte : aptitude à communiquer, ambition, sens de la méthode, esprit de synthèse, talent pour négocier et convaincre sont vos qualités. Ce sont aussi celles qui sont nécessaires pour représenter notre Compagnie à un haut niveau, dans les domaines les plus variés : Administrations, Industries, Commerces, Services...

JEUNES DIPLOME(E)S
D'UNE GRANDE ECOLE
D'INGENIEURS OU DE
COMMERCE

(Bac + 4 minimum)

après une formation réputée et rémunérée, nous choisirons avec vous l'activité la plus adaptée à votre projet professionnel. Vous deviendrez

INGENIEUR
COMMERCIAL ou
INGENIEUR TECHNICO-
COMMERCIAL.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE, avant la fin de 1988.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience professionnelle, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence S41 à :
IBM FRANCE - Département Recrutement - 5, Place Vendôme 75001 PARIS.

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



IBM

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



NOTRE GROUPE
18000 PERSONNES
21,6 MILLIARDS DE CA
EST LE LEADER
MONDIAL DU
CYCLE DU COMBUSTIBLE
NUCLÉAIRE
POUR NOTRE SITE
DE LA HAGUE
NOUS RECHERCHONS
UN

RESPONSABLE DES ETUDES

Sur ce site, l'Informatique de Gestion gère les applications à orientations financières et ressources humaines sur 2 DPS 7 connectés à plus de 1000 terminaux à travers un réseau local.

Nous remplaçons notre responsable études qui évolue vers d'autres fonctions au sein du groupe.

A la tête d'une équipe d'une quinzaine de personnes, il assurera la conduite des projets nouveaux et la maintenance des applications en exploitation.

Il devra posséder des qualités techniques et d'organisation et en particulier : • l'aptitude à encadrer les projets informatiques importants, • la connaissance des gros systèmes informatiques dans un environnement transactionnel, • la connaissance des méthodologies de développement, • la pratique du Cobol et des bases de données, • la connaissance de l'environnement BULL DPS 7 (souhaitable bien que non indispensable).

Ce poste doit motiver un jeune informaticien, impérativement diplômé de l'enseignement supérieur : Ingénieur ou BAC + 5, justifiant d'une expérience significative.

La rémunération, en fonction de l'expérience, pourra être de l'ordre de 250 KF.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., salaire actuel, photo d'identité) sous référence RE/M à COGEMA Service du Personnel - B.P. 508 - 50105 CHERBOURG CEDEX.



Société Novespace
Filiale du Centre National d'Etudes Spatiales

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

(2-3 ans d'expérience ou débutant)
Grande école + formation complémentaire
en Médecine, Biologie ou Pharmacie.

Pour prendre en charge le développement de l'activité de promotion de la microgravité industrielle dans ce secteur au sein d'une petite structure.

Anglais courant impératif.

Envoyer C.V. et prétentions à NOVESPACE
Direction Technique - 15, rue des Halles, 75001 PARIS.

SSII à taille humaine spécialisée dans
l'automatisation d'usines recrutée

INGÉNIEURS INFORMATIENS

2 à 5 ans d'expérience, expérimentés ou très motivés, pour étudier dans un des secteurs :

- PROJETS sur PDP11 et VAX
- TEMPS REEL sur MICROS IBM
- SUPERVISION de RESEAU
- AUTOMATES PROGRAMMABLES

Autonomie, ouverture d'esprit et capacité d'analyse sont des qualités appréciées que nous savons récompenser.

Adresser C.V. photo et prétentions à :
ABC INDUSTRIE,
138 avenue Jean Jaurès, 75009 PARIS.

Le Monde CADRES

TRES IMPORTANTE SOCIETE
IMPLANTÉE A MADAGASCAR

recherche

CADRE DE HAUT NIVEAU DE NATIONALITE MALGACHE

Une FORMATION D'INGENIEUR ENST, ESE, ou ENSI pour lui confier ses activités télécommunications.

Une pratique de quelques années dans le domaine des négociations technico-commerciales et de gestion d'offices est indispensable.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et réf. 41810 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20 avenue de l'Opéra 75001 Paris, qui transmettra.



cesi-sud ouest

Pour accompagner son développement
et renforcer son équipe d'ingénieurs

Le CESI SUD-OUEST recherche un

formateur expérimenté

rompu à l'animation de groupes, habitué à la gestion de cycles longs, capable de concevoir des projets de formation intra-entreprise et de les animer.

Passionné par l'ingénierie pédagogique, âgé de 30 à 40 ans, le candidat que nous recherchons doit posséder, outre l'expérience des problèmes de formation, une réelle polyvalence.

Salaire : 280 000 F.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à B. MONTFORT
CESI SUD-OUEST - Château de Péchanziolle 31181 BALMA
Cedex

LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

RECRUTE

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

- Etudes statistiques dans le domaine scolaire.
- Mise en œuvre d'outils informatiques.
- Conseil auprès de la direction.

PROFIL :

- Etudes supérieures (École d'ingénieur, économie, statistique...).
- 3 à 5 ans d'expérience, dont celle des outils micro-informatiques.

Candidatures à adresser à :
M. le Directeur de l'Administration Générale,
RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
251, rue de Vaugirard, 75015 PARIS.

FUTUR SPECIALISTE DU MARCHE DES PROGICIELS

Vous connaissez notre spécialité : les progiciels. Nous assurons sur ce marché une mission originale d'information technique des entreprises. Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe pour y prendre rapidement des responsabilités. Vous êtes un jeune diplômé de l'enseignement supérieur BAC + 4, minimum, ayant une première expérience informatique acquise par exemple lors d'un stage. Vous serez responsable de la rédaction de publications du CXP consacrées aux progiciels : catalogues ou études de marché. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.

Vous êtes attiré par la connaissance du marché informatique, vous avez le goût des contacts, du travail en équipe, ainsi qu'une bonne aptitude à la rédaction, contactez-nous : ce poste est à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser C.V. photo et prétentions
à Madame BRAULT - CXP
99, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.



**Centre d'Information
des Utilisateurs de Progiciels**

SSCI en pleine expansion

MUREAUX PORTE D'ORLÉANS

équipe dynamique cherche
pour réaliser, maintenir et diffuser la nouvelle génération de ses progiciels
distribués à plusieurs centaines d'exemplaires

- 1 INGÉNIEUR CHEF DE PROJET
système d'exploitation UNIX, SGBD, INFORMIX.
- 2 ANALYSTES PROGRAMMEURS
expérimentés SGBD INFORMIX.
- 2 ANALYSTES PROGRAMMEURS
expérimentés MSDOS et COBOL.

Env. c.v., photo et prêt. à SINCIR, BP 98, 92123 Montrouge Cedex.

l'Etudiant

cherche pour sa collection

« L'Etudiant pratique »

UN(E) RESPONSABLE D'ÉDITION

Missions :

- Prendre la direction de la collection (40 titres).
- Budgets, recherche et suivi des auteurs, choix et conception des nouveaux titres, rééditions, propositions d'évolution à long terme.

Le candidat idéal aura :

- 30 ans minimum, une expérience réussie dans la presse (grand public) ou l'édition, de trois années au moins dans un poste à responsabilité.
- Un réel intérêt pour les publics lycéens et étudiants, pour l'orientation scolaire et professionnelle.
- Une connaissance approfondie de l'enseignement supérieur et une expérience du monde professionnel.
- Une formation supérieure de niveau BAC + 4 ou min.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Christine GUESDON,
« L'Etudiant » - 27, rue du Chemin-Vert, 75011 PARIS.

Transrack

P.M.I., 350 personnes, leader sur notre marché
nous créons dans le cadre de notre expansion
un poste de

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Le titulaire recherché devra avoir acquis au moins 5 ans d'expérience
dans une fonction similaire en milieu industriel.

Outre les missions classiques de gestion des rémunérations et des relations sociales, il sera chargé de mettre en place et d'animer une politique des ressources humaines avec gestion par objectif, formation et motivation des hommes.

Rémunération : 250-300 KF.

Poste situé en banlieue Est de Paris.

Faire offre de candidature sous pli confidentiel à :

Direction Générale TRANSRACK S.A.
60, avenue Mias-Cavell, B.P. 12,
94101 SAINT-MAUR CEDEX.

2 Professionnels du Conseil

(5 ans d'expérience minimum)

Vous souhaitez valoriser et développer vos savoir-faire en vous impliquant au sein d'une équipe pluridisciplinaire en stratégie et management, reconnue pour l'originalité de ses approches, la qualité de ses prestations et pour son éthique.

Il vous répondra au profil suivant :

- 35-40 ans,
- double formation,
- expérience professionnelle de haut niveau (entreprise + conseil) dans un ou plusieurs des domaines suivants : marketing, communication, organisation, ressources humaines,
- sens commercial éprouvé,
- créatif, rigoureux, doté d'une forte puissance de travail et si possible... d'humour.

nous serons heureux de vous faire participer à notre forte expansion. Rémunération motivante.

A terme, une association au capital pourrait être la reconnaissance de vos performances.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et salaire actuel) à notre conseil : Développement et Management des Hommes et des Entreprises.



8, RUE CHALIEU-LAGARDE - 75008 PARIS

AGRO-ALIMENTAIRE BRETAGNE

RESPONSABLE QUALITE TOTALE M/F

Ce groupe leader de transformation des viandes (saucissons, charcuterie, conserves) a placé son redéploiement sous le double signe d'une productivité accrue et de la qualité totale.

En 3 ans, au-delà des résultats quantifiables enregistrés, c'est un état d'esprit nouveau qui s'est instauré, dont le flamme doit être entretenue et renforcée.

Le titre en jeu étant la première marche du podium, nous cherchons le relayeur qui assurera le second souffle à l'action entreprise.

Il y mettra foi et intelligence, tonus et cran, imagination et rigueur.

Il sera soutenu par une Direction volontariste et convaincue.

Un jeune ingénieur, Agro, Ensis, ou équiv., trouvera dans ce poste un champ d'exercice aux talents d'excellence qui bouillonnent en lui.

En échange d'une parfaite discrétion, merci d'adresser sous identification 1037 G, CV détaillé, avec références, photo et indication de salaire au CEIP, Conseil d'Entreprise, 56270 PLOMEUR.

CEIP - Conseil d'Entreprises 56270 PLOMEUR.

Ingénieur Manager

ESTP - INSA...

Deux priorités :

- une solide expérience (bâtiment, travaux d'entretien, et connaissances en informatique),
- des qualités relationnelles évidentes dès le premier abord.

Bras droit de votre CHIEF DE SERVICE, et en liaison directe avec nos unités territoriales, vous suivrez d'abord la mise au point d'importants travaux d'entretien et de rénovation.

Ensuite, la mise en place et l'informatisation du plan de patrimoine technique (122 sociétés) vous seront confiées personnellement.

Deuxième étape : gérer et contrôler les mises à jour de ce plan, ainsi que l'exécution d'importants budgets (gros entretien, remise en état des logements). A ce titre, vous disposez d'enveloppes financières exceptionnelles qu'il vous appartiendra d'utiliser.

Dès ce moment, l'importance de vos tâches et de vos responsabilités, nous obligera à réétudier votre fonction.

Envoyer C.V. et prétentions, sous référence 6582 à : ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 Paris, qui transmettra.

INGENIEUR-CONSEIL AGRO-ALIMENTAIRE

Notre Direction des ETUDES INDUSTRIELLES recherche un

Agé de 35 ans environ, vous avez une formation supérieure (type Grande Ecole), complétée par une expérience concrète de fonctions à responsabilité dans l'entreprise.

Vous êtes très ouvert aux problèmes financiers et bancaires, et parlez couramment l'anglais.

Votre mission : vous serez chargé d'apprécier, pour notre Banque, les perspectives économiques et finan-

cières d'entreprises du secteur agro-alimentaire. Vous aurez à en faire le diagnostic en examinant plus particulièrement leurs aspects industriels, commerciaux et humains.

Faites nous part de vos ambitions ! Ecrivez-nous (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence 5621 à COMMUNIQUE - 53, avenue Victor Hugo, 75116 Paris qui transmettra.

BNP c'est gagner.



FROID INDUSTRIEL

Filiale d'un Groupe Français très important, de réputation internationale, souhaite renforcer ses structures sur les marchés de la C.E.E. et de l'AMERIQUE DU SUD.

Rattaché au Directeur Commercial, bénéficiant de larges pouvoirs de délégation, le titulaire du poste assume la responsabilité de la zone qui lui est confiée.

Il définit la stratégie commerciale, met en oeuvre les moyens de promotion et de développement des ventes, négocie personnellement les contrats.

Rompant aux problèmes de financements internationaux, il assure la coordination entre les filiales, les agents et les représentants de la société.

Ce poste, basé à Saint Denis (93), s'adresse à un candidat de formation supérieure, d'au moins 30 ans, bilingue français-anglais, ayant une bonne expérience du froid industriel appliqué aux industries agro-alimentaires.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet et photo au Service du Personnel - SAMI BABCOCK - 71, rue Paul Eluard BP 125 - 93204 SAINT-DENIS Cedex 1.

AREA MANAGER

DIRECTEUR DE LA PLANIFICATION DE L'INFORMATION ET DE LA GESTION

Grand Groupe industriel à vocation internationale (1750 personnes, 9 sites), leader de notre profession, décide de relever les défis majeurs de l'avenir : compétitivité et qualité des produits, motivation et responsabilisation des hommes, pertinence et efficacité de la gestion. Nous recherchons notre :

Vous avez 35 ans environ, vous disposez d'une formation supérieure et d'une première expérience professionnelle réussie, acquise dans un grand Groupe industriel ou une société de conseil performante.

- Chargé de :
- définir et faire vivre le système d'information de gestion
 - mettre en place l'ensemble des méthodes et procédures d'organisation administrative
 - diriger le contrôle de gestion du Groupe.

Jeune, dynamique, mobile, disposant d'un fort potentiel, vous êtes capable d'assumer une responsabilité fonctionnelle importante au sein de notre holding. Vous faites partie du Conseil de Direction.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV) sous référence H1 à : JEAN-PIERRE MARTICHOUX & ASSOCIES 15, rue des Saint-Pères - 75006 PARIS.



Le Groupe CGEA (6500 personnes) prestataire de services auprès des Collectivités Locales dans les domaines de la propreté, de l'environnement et des transports en commun, appartenant au Groupe Générale des Eaux, recrute dans le cadre de son développement en France et en Europe



Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

ECOLE D'INGENIEUR ou ECOLE DE COMMERCE

Ils auront pour mission de :

- GERER nos Centres de profits,
- DEVELOPPER nos activités commerciales,
- ANIMER des équipes d'une cinquantaine de personnes.

Une première expérience vous a convaincu de vos aptitudes dans ces domaines.

Merci d'adresser lettre avec C.V., photo et prétentions sous référence 8818 à C.G.E.A. Direction du Personnel - 174, rue de la République - 92800 PUTEAUX

(Discrétion totale assurée).

Importante société d'édition, filiale du Groupe HACHETTE, recherche pour son unité Edition-Fabrication un ou une :

Secrétaire général(e) d'édition

pour la réalisation d'une encyclopédie générale.

Vous définirez les méthodes de travail et assurerez la réalisation de l'ouvrage sous l'autorité du Directeur de la collection.

De formation supérieure (niveau licence), vous avez une réelle capacité d'animation des équipes : votre rigueur, votre promptitude à résoudre les problèmes et votre sens de la gestion seront appréciés.

Vous possédez une excellente culture générale, un savoir-faire rédactionnel et une expérience confirmée dans l'édition, si possible dans le domaine des dictionnaires et encyclopédies. Enfin, vous connaissez les techniques d'édition et de fabrication (photocomposition, photogravure, impression).

Votre maîtrise des systèmes informatiques liés à la P.A.O., aux bases de données documentaires, représente des atouts supplémentaires. Vous parlez l'anglais couramment et avez si possible de bonnes notions d'espagnol. Veuillez envoyer (C.V., lettre, photo et prétentions) sous la réf. SG/M à : J. de POIX, LE LIVRE DE PARIS, 3 & 5, av. de Garlande, 92220 BAGNEUX.



L'enthousiasme ça se communique.

Beherrschen Sie die Sprache der Automobiltechnik ?*



De formation ENI, ESTACA..., vous débutez ou possédez une première expérience en mécanique ou carrosserie. Si vous êtes de formation Bac + 2, vous avez nécessairement une solide expérience du secteur. Dans les deux cas vous êtes bilingue allemand. Mettez à profit la maîtrise de vos connaissances techniques et vos capacités relationnelles et devenez notre :

Conseiller technique après-vente véhicules utilitaires légers

Interface privilégiée entre les concessionnaires et l'usine, vous contrôlez la qualité et le coût des réparations et apportez des solutions techniques.

En relation avec les carrossiers, vous aidez à l'adaptation et l'optimisation de leurs études relatives à nos véhicules. Poste basé à Villers-Cotterêts.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 40168M, à V.A.G. France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 64 - 02600 Villers-Cotterêts.

V.A.G. Parlez-vous la langue de la technique automobile ?

Jeune

Au sein de notre Département Juridique, vous réaliserez des missions de conseil et d'information. Vous traiterez de l'ensemble des questions juridiques que peut connaître une Société de dimension internationale (droit européen, commercial, civil, du travail...). De formation supérieure en Droit des Affaires (type DESS ou DJCE), vous possédez un bon niveau d'anglais. La diversité de vos interlocuteurs mettra en évidence vos qualités relationnelles d'ouverture et de négociation.

Votre sens des affaires et du concret seront vos atouts pour réussir à ce poste et évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. CS/04, à Christian Salaün, 3M France, Bd de l'Oise, 95006 CERGY Cedex.



diriger recherches et documentation

chez un grand conseil en recrutement

Venez gérer notre documentation économique et nos fichiers informatisés, "produire" les coordonnées des hommes que nous voulons approcher, animer et assister les équipes parisiennes (3 p.) et régionales (6 p.) travaillant au profit de nos 7 bureaux nationaux.

Pour avoir déjà assisté des consultants dans leurs missions, vous savez que les deux maîtres-mots de notre métier sont l'efficacité (travailler vite et bien) et le sens du service.

A 30 ans au moins, IEP ou ESC, vous souhaitez enrichir votre fonction d'assistante en prenant des responsabilités d'animation d'équipe. Rejoignez-nous !

Notre consultante, Mlle A. DANIEL, vous remercie de lui écrire (réf. 5308 LM)

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75006 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Économie

SOMMAIRE

■ En présentant le projet de budget à l'Assemblée nationale, M. Bérégovoy devait rappeler qu'il faut se garder d'un optimisme excessif comme d'un pessimisme prématuré (lire ci-contre).

■ Dans un entretien accordé au Monde, le secrétaire américain à l'énergie souligne que le pétrole va rester bon marché. Il indique que les États-Unis se tourneraient vers la France pour leurs équipements nucléaires (lire page 44).

■ Les Français sont prêts à proposer un crédit de l'ordre de 2 milliards de dollars à l'Union soviétique pour accélérer le processus de modernisation de l'économie (lire page 42).

■ Les investisseurs japonais ont acheté 200 000 mètres carrés de bureaux dans la région parisienne (lire page 42).

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Le Crédit mutuel négocie sur les procédures de licenciements

Regroupant trois mille caisses locales, vingt et une fédérations régionales et vingt et une mille salariés, dont le statut est régi par vingt et une conventions collectives fédérales, le Crédit mutuel vient d'ouvrir, non sans difficultés, une négociation sur les garanties sociales à apporter aux salariés en cas de licenciements économiques. Le cinquième groupe bancaire français a toujours l'ambition de maintenir l'emploi, mais il veut améliorer les procédures d'information et de consultation, et aussi les garanties des salariés (plan social, reclassement) en cas de licenciements. Depuis 1985, le Crédit mutuel, tout en préservant l'autonomie de ses fédérations, tente de négocier des orientations sociales à l'échelon national. Des accords ont été conclus par la Confédération sur la mobilité verticale, une convention de branche et une politique active et préventive de l'emploi. Originalité de la démarche, des groupes de réflexion paritaires (GRP) préparent le terrain en faisant la liste des « solutions qui peuvent être proposées à l'instance de négociation ». Ils sont composés de deux représentants des six syndicats et douze représentants de la direction (directeurs du personnel des fédérations régionales, membres de la direction des relations humaines de la Confédération). Rejeté par les syndicats, le texte sur les licenciements a été renvoyé au GRP, qui va essayer de faire redéfinir la négociation début novembre.

■ Production maintenue chez Condor. — Vingt-trois des trente-huit salariés de Condor, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), qui fabriquent des tableaux de relaxation pour personnes âgées, continuent à occuper les locaux de leur entreprise depuis le 26 août. Après avoir empêché le déménagement de la plus grande partie des machines, ils entendent maintenir une activité. Grâce à la solidarité extérieure, ces salariés, soutenus par la CGT, ont continué une production limitée (15 % à 20 % de la normale) ; par cette production, dont le produit est bloqué, ces salariés veulent aussi prouver la viabilité de l'entreprise : deux expertises ont d'ailleurs conclu en ce sens. Cinq repreneurs seraient sur les rangs. Le tribunal de commerce de Bobigny doit décider le 25 octobre.

■ Légère augmentation du nombre de chômeurs indemnisés en août. — A la fin du mois d'août, le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés par l'UNEDIC a augmenté de 0,7 % en données corrigées par rapport à juillet et de 0,5 % par rapport à août 1987. Au total, il y avait 2 252 650 bénéficiaires d'une allocation dont 1 817 700 chômeurs, en progres-

A l'issue de sa journée nationale interprofessionnelle d'action du mardi 18 octobre, la CGT fera un bilan pour « décider de la suite », a déclaré, le lundi 17 octobre sur RTL, M. Henri Krawczyk. Le secrétaire général de la CGT estime que cette journée « va agir comme un grand coup de turbo pour le développement des luttes sociales ». Intervenant sur la Cinq, le 17 octobre, M. André Bergeron a déclaré qu'il tiendrait un langage « dur » à M. Rocard, qu'il devait rencontrer le 18 octobre : « Il ne faut plus attendre, et il ne faut surtout pas que le gouvernement mise sur le décongelage, l'effacement des conflits. (...) Le gouvernement doit prendre contact avec les fonctionnaires ».

M. Bérégovoy : éviter le laxisme que nourrit l'euphorie

Ni optimisme excessif ni pessimisme prématuré : tel est le sens de l'intervention que devait faire M. Pierre Bérégovoy, mardi 18 octobre, devant l'Assemblée nationale. En présentant le projet de loi de finances pour 1989, le ministre de l'économie entendait pas surprendre son auditoire en annonçant des mesures nouvelles. Son discours n'en était pas moins attendu comme point de repère dans le contexte social. (Lire page 8.)

La position de M. Bérégovoy est constante. Il veut éviter le laxisme que nourrit l'euphorie. Il ne veut pas non plus qu'un discours trop pessimiste conduise les entreprises à ralentir leur effort. Il faut, dit-il, garder le cap de la croissance, condition nécessaire pour améliorer

l'emploi. Le problème qui se pose à la France est celui des capacités de production. Le déficit des échanges industriels reste à cet égard des plus préoccupants, même si on doit analyser avec circonspection les résultats du mois d'août. Ces mauvais résultats de commerce extérieur, estime M. Bérégovoy, obligent le gouvernement à ajuster la demande, en attendant que la reprise des investissements que connaît la France depuis 1984 finisse par produire tous ses effets.

L'ajustement de la demande, cela signifie, pour le ministre, qu'il faut poursuivre une politique rigoureuse, du moins dans les mois qui viennent. Il propose une sorte de rendez-vous de la confiance avec les partenaires sociaux au printemps prochain. D'ici là, c'est le seul maintien du pouvoir d'achat qui devrait être la règle.

L'objectif du gouvernement reste l'amélioration de l'emploi, indique M. Bérégovoy. Cela suppose la stabilité des prix et de la monnaie. Sur le premier point, le ministre devait s'en prendre une nouvelle fois aux services, dont les dérapages, en la matière, risquent de compromettre un résultat d'ensemble jugé plus que satisfaisant. Sur le second point, la monnaie, il devait réaffirmer qu'il n'y aura ni dévaluation du franc ni changement de parité. Il se prononce pour une politique adaptée des taux d'intérêt : on baisse quand c'est possible, on monte quand c'est nécessaire.

Sur le plan européen, estime-t-il, la situation du commerce extérieur de la France montre qu'il aurait été imprudent de faire baisser aujourd'hui le TVA sur des produits importés. Il faudra le faire par la suite en tenant compte de la situation française. Ainsi harmonisée-t-il sa position avec celle du premier ministre.

S'agissant du service public, enfin, M. Bérégovoy souhaite sa réhabilitation et sa modernisation. Il aimerait engager une vaste discussion sur les nécessaires redéploiements d'emplois. Il devrait en effet rappeler que les priorités sont celles de la défense, de l'éducation, de la recherche, de l'emploi, du logement social, de la justice, de la sécurité et de la solidarité, ce qui fait déjà beaucoup. Les économies seraient faites sur les secteurs non prioritaires, et plus encore en allégeant la dette publique et en réduisant au maximum les subventions aux entreprises, celles-ci trouvant une large compensation dans la baisse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis.

Ni durcissement ni relâchement

Le ministre de l'économie ne devait rien annoncer de précis sur une réduction du déficit budgétaire en dessous des 115 milliards de francs prévus à la fin de 1988. Celle-ci sera sans doute possible, mais il faudra attendre de connaître ce qu'auront rapporté les recettes fiscales pour en décider. Ce qui est acquis, devait-il rappeler, c'est l'augmentation d'un point, à partir du 1^{er} novembre, de la cotisation vieillesse. Cette mesure doit permettre d'assurer un meilleur équilibre des comptes de la Sécurité sociale. Elle aura aussi pour effet d'opérer une ponction de 15 milliards de francs en année pleine sur la consommation. C'est la raison pour laquelle M. Bérégovoy la relie aux mesures destinées à ajuster la demande intérieure. S'y ajoutent, comme on l'a vu, le maintien du pouvoir d'achat (autrement dit le maintien d'une vigilance sur la progression des salaires) et la réduction du déficit budgétaire.

Pas de durcissement de la rigueur, donc, mais pas de relâchement non plus. Tel est le message que voulait faire passer le ministre des finances devant l'Assemblée nationale.

FRANÇOIS SIMON.

Les conflits dans la fonction publique

La CGT souhaite s'appuyer sur le mécontentement des fonctionnaires pour relancer les luttes dans le secteur privé

Pour sa part, l'Union interfédérale des agents de la fonction publique FO estime qu'il est « inacceptable que le gouvernement ne les ait pas reconnus depuis plusieurs années, que l'INSEE et le CERC situent officiellement entre 3 et 10 % ». Sur France-Inter, le 17 octobre, M. Edmond Maire a réitéré l'argumentation gouvernementale sur la rigueur en soulignant que « le discours tenu aujourd'hui, alors que la croissance est de l'ordre de 3,5 %, est le même que celui tenu lorsque celle-ci n'était que de 1,5 %. Les risques d'inflation ne sont pas du fait des salaires mais du fait de certains commerces et des loyers. Les

coûts salariaux en France sont inférieurs à ceux de l'Allemagne ».

Pour M. Maire, l'émergence des coordinations « pose la question d'un pluralisme syndical plus coopératif qu'il ne l'est ». A Brive, le 17 octobre, M. François Perigot, président du CNPT, s'est inquiété des risques d'aggravation des conflits de la fonction publique. Le même jour, M. Jean-Jacques Queyranne, porte-parole du PS, a demandé au gouvernement de « poursuivre les négociations avec les salariés de la fonction publique », et M^{me} Damesch-Chich, membre du secrétariat national du PS, a estimé qu'il faudrait « en arriver à des accords Matignon de la fonction publique ».

Les infirmières tentent d'éviter l'essoufflement de leur grève

L'incompréhension continue de régner entre les infirmières et la coordination et le premier ministre, M. Michel Rocard, et son ministre de la santé, M. Claude Evian. Les premières, oubliées pendant des années et renforcées dans leur sentiment d'injustice par une opinion publique qui, jusqu'à présent, leur a été favorable, repoussent les propositions gouvernementales. Les seconds continuent à penser que ce refus est dû à une mauvaise information et à l'« éternel », selon le mot de M. Rocard.

« Nous ne sommes pas éternels, nous sommes éternels », ont répliqué, lundi 17 octobre, lors d'une conférence de presse, les représentants du bureau de la coordination. Nous saurons briser la grève quand des mesures seront prises... Mais on est très, très loin de nos revendications, même si on note quelques avancées. On constate cependant que la coordination ne met plus l'accent sur la hausse des salaires (elle ne parle plus des 2 000 F d'augmentation qu'elle exigeait au début), mais sur les améliorations des conditions de travail, notamment par une hausse

des effectifs et sur la formation, initiale ou continue.

La fatigue se fait sentir, et les dirigeants du mouvement, soucieux de ne pas aboutir à une impasse, se ménagent une porte de sortie en menaçant les revendications. Aussi le bureau de la coordination se dit-il prêt à accepter « un échec avec des garanties immédiates de revalorisation réelle ». Il déclare qu'il veut bien négocier et réitére sa demande d'audience au président de la République.

La réaction de M. Barre

Sur le terrain, les grèves sont diversement suivies. Certains hôpitaux ont même suspendu leur mouvement c'est le cas à Douai (Nord) et dans la Sarthe. La grève semble avoir été surtout effective à Marseille, Reims, Rennes et Toulouse. A Paris, lundi, suivant des chiffres officiels, le mouvement n'était suivi qu'à environ 30 %. Il n'y avait aucune grève à Orléans et à Strasbourg.

Du côté des partis politiques, l'opposition, muette jusqu'à présent,

commence à s'exprimer. M. François Léotard, secrétaire général du PR, estime qu'il n'aurait pas été « responsable de la part du gouvernement d'accepter les 2 000 F réclamés par les infirmières » et « qu'il ne fallait pas céder à la pression de la rue ». Il a toutefois jugé que le gouvernement de M. Rocard n'est pas capable de faire face à la grogne du secteur public et a demandé aux ministres centristes de démissionner. De son côté, l'ancien premier ministre Raymond Barre a affirmé « comprendre une part des revendications », mais note par ailleurs qu'il ne « peut pas contester la position du gouvernement », qui veut éviter des « tensions inflationnistes ».

De son côté, le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a dénoncé la « carence du gouvernement », qui « a laissé pourrir cette situation » et lui a reproché d'être incapable d'« établir le dialogue avec les vrais partenaires » : c'est très inquiétant pour l'avenir.

Seul le PCF a affirmé que « les revendications des infirmières étaient légitimes ».

Ch. Ch.

Des grévistes sans interlocuteur

n'est pas clairement affirmée comme elle l'était par les cheminots en 1986, une protestation contre les conditions de travail : « Les sous ne sont pas notre obsession », soulignait un de leur porte-parole à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon (le Monde du 18 octobre).

Technique et volontarisme

Mais la revendication va plus loin. Dans les services confrontés aux cas les plus « lourds » (cancérologie, traumatologie, réanimation, transplantations, notamment), le contraste entre la réalité dramatique de la maladie ou de la souffrance et l'aspect technique des soins, entre l'espoir que peuvent faire naître des traitements et certains effets secondaires destructeurs, enfin le volontarisme obligé des soignants entraînent à la longue une usure spécifique — que des sociologues américains ont baptisée « burn out ».

Contre celle-ci, on peut réagir en revendiquant un « statut » social, un renforcement du rôle technique (par des conditions plus strictes d'entrée dans la profession, une formation plus poussée) — ou par la fuite.

GUY MEZLUCH.

POINT DE VUE

Malheureux syndicats...

par Jean-Jacques Dupeyrou

CONFLIT extraordinairement difficile que celui qui oppose les fonctionnaires au gouvernement. Encore faut-il en bien comprendre les termes.

De Jacques Delors à Michel Rocard en passant par Edouard Balladur, la politique gouvernementale s'est axée sur un maintien du pouvoir d'achat global de l'ensemble des fonctionnaires intégrant le fameux glissement-vieillesse-technicité, c'est-à-dire, essentiellement, les avancées de carrière liées à l'ancienneté. Cela signifie concrètement, et tout le problème est là, que ces avancées ne se traduiraient plus automatiquement, comme par le passé, par une progression du pouvoir d'achat des intéressés, mais — révolution ! — — seraient seulement la condition de son maintien. Autrement dit, si une telle politique devait perdurer, les fonctionnaires en fin de carrière pourraient disposer... du même pouvoir d'achat qu'à leurs débuts. Tels des soldats d'opéra marchant à contrepied sur un tapis roulant !

Situation particulièrement incomfortable pour les grands syndicats de la fonction publique. Si, en effet, ils ne font pas montre d'une détermination suffisante, ils risquent fort d'être débordés — ils le sont déjà — par la base. Une base prolétarienne, notamment par l'effet

du coût des logements. Une base démotivée, dans la mesure où, depuis quelques années, des irresponsables n'ont cessé de dénoncer, sur le ton le plus strident, le trop grand nombre de fonctionnaires : ce qui revient à les traiter d'inutiles et de parasites. Une base déboussolée par les salaires mirobolants de certains stars des médias. Comment peut réagir l'infirmière épuisée lorsqu'elle entend l'excellent Jacques Julliard déclarer à « Apostrophes » que « Christine Ockrent mérite de gagner ce qu'elle gagne » ? Alors, elle, avec les critères de Jacques Julliard, que mérite-t-elle de gagner ?

Mais les organisations syndicales de la fonction publique doivent mesurer aussi les risques très graves inhérents à la globalisation de la revendication et au durcissement du conflit.

La globalisation risque fort d'étouffer la voix de ceux ou celles pour lesquels l'Etat doit, certainement, prendre des mesures prioritaires ; elle risque même de rendre ces mesures impossibles. Par ailleurs, le durcissement d'un conflit généralisé pourrait déboucher sur une déstabilisation du gouvernement de Michel Rocard, pour la seule justification commune des partis extrêmes. Lugubre victoire : dans quel état serait alors, pour le pays, l'image, déjà bien éculée, des syndicats ou du syndicalisme ?

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque Demachy & Associés

Le Conseil d'Administration, réuni le 13 octobre 1988 sous la présidence de M. Claude PIERRE-BROSSOLLETT, a examiné l'activité de la BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS au cours du premier semestre, qui s'est développée de manière satisfaisante, notamment dans le domaine des affaires financières.

Le bénéfice net consolidé (part du groupe) s'établit à 47,8 millions de francs, en progression de 13 % par rapport à la moitié du résultat de l'exercice 1987.

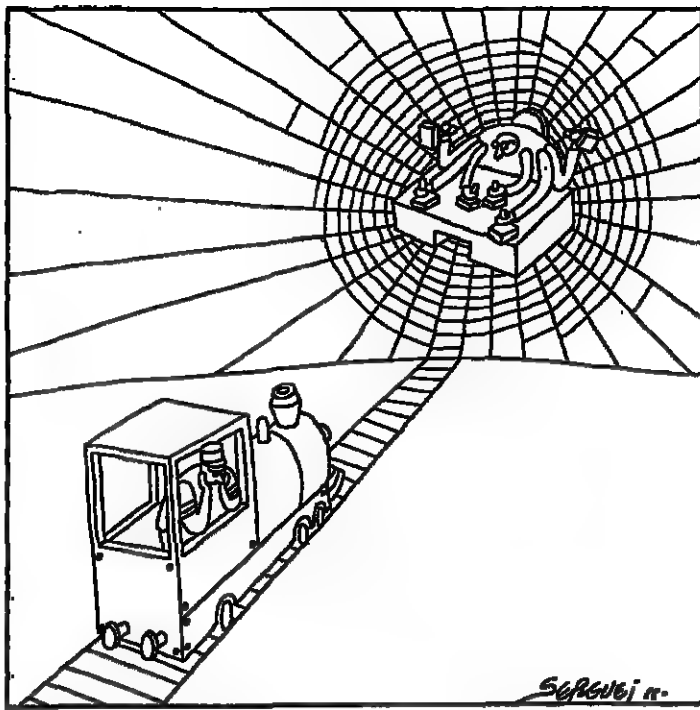
Les données disponibles sur l'activité des neuf premiers mois permettent actuellement d'envisager un résultat de l'année entière qui, toutes choses égales par ailleurs, se situerait en progression par rapport à celui de l'année précédente.

سكزا من الأصل

Économie

et les conditions de vie des agents de l'Etat

Les chagrins du rail



viande», ce qui fut une des causes du ras-le-bol de 1986. Depuis la grande grève, la SNCF veille à garnir chaque foyer en café soluble et en morceaux de sucre. Dans certaines régions « de pointe », la gestion des foyers a été retirée aux gares, qui ne s'en souciaient guère, et attribuée aux dépôts, plus directement concernés et qui peuvent remplacer une tête en panne sans que cela remonte au président de la SNCF. Éléments bon sens, mais personne n'y avait songé auparavant.

Heureux ceux qui connaissent l'avance leurs horaires, échappant ainsi au régime « facultatif ». Plusieurs années durant, les élèves conducteurs sont « en fac », leurs horaires ne leur sont communiqués que quelques heures à l'avance, par téléphone ou par courriel.

Hantise du contrôle

Sur les lignes de banlieue, il y a aussi le stress des voies engorgées, des signaux qui ne cessent de se rapprocher pour autoriser le trafic le plus serré possible, la hantise du « pépin » qui entrainera des retards en chaîne. Pour écarter un trafic de banlieue en hausse constante, la SNCF ne cesse de modifier les parcours des trains. Mais un parcours changé multiplie les risques qu'un voyageur actionne le signal d'alarme pour descendre à sa station, où le train s'arrête encore plus — ce dont fut victime le « train fou » du 27 juin. Et un train de retard, c'est la nervosité des voyageurs reportée sur le conducteur, les bras d'honneur qui l'accueillent à l'entrée en gare, les sarcasmes quand il marche le long du train pour chercher la cause de la panne.

Pour tous, banlieues et grandes lignes, il y a la hantise de la vieillesse, ces semaines fréquentes de quatre jours de suite sans voir les enfants. Et ces primes, archaïques et érotiques : pas un seul conducteur n'est capable aujourd'hui de comprendre sa feuille de paie, mais ni la direction ni les syndicats n'auront le courage de demander ou d'imposer la refonte générale du système.

Toute velléité de réforme — du règlement, des roulements, des primes, etc. — est a priori ressassée comme une brimade, une manœuvre aux objectifs incertains. Dans la formation continue — pour l'instant quasi inexistante — la direction souhaite introduire progressivement le simulateur de conduite, comme pour les pilotes d'avions. Et, déjà, s'élève l'interrogation : « Et si l'on s'en servait pour nous contrôler ? »

Comment, dans ces conditions de défiance absolue, mettre en œuvre des nouvelles mesures de sécurité ? Les plus lucides des dirigeants avouent se trouver « au milieu d'un champ de mines. Dès que nous bougeons un pied, ça peut exploser de tous côtés. Et si nous ne bougeons pas, ça peut exploser quand même ».

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Jusqu'à l'an dernier, quand le projet de roulement de la nouvelle saison arrivait dans un dépôt, le chef n'avait qu'une pensée : la mettre sous clé pour que nul ne puisse le voir avant le jour fatidique. En juin 1988, dans le cadre de la « glasnost », un « correspondant roulement » a été nommé dans chaque dépôt, dont le rôle fut de recueillir les avis de la base — « Ne pourrait-on pas décaler cette pause d'une heure pour nous permettre de déjeuner ? », etc. Sur la valeur de cette réforme, les syndicats restent réservés, mais attendent de voir « ce qui est la conduite la plus positive que nous puissions espérer de leur part », soupire Jean-Michel Dancoisne.

Drape SNCF et « sac à viande »

Chaque minute de la vie du conducteur est programmée dans le roulement. Le 31 août 1985, juste avant de prendre les commandes du Paris-Port-Bou, Jean-Yves Brisset dispose de cinq minutes — pas une de plus — pour prendre connaissance des dernières informations sur l'état de la ligne, placardées sur un panneau du dépôt. Pris de court, il les recopie à la hâte, se promettant de les étudier bien au calme dans sa cabine. Il n'en aura pas le temps. Roulant à 100 kilomètres/heure, il enregistre sans les voir une succession de panneaux dont le dernier limite la vitesse à 30 kilomètres à l'heure, et, quelques instants après, déraile dans la traversée d'Argenton-sur-Creuse. Il sera condamné à un an de prison avec sursis et le jugement mettra en cause la SNCF, qui, depuis, distribue à ses conducteurs, avant chaque départ, un bulletin d'informations photocopié.

A l'insterté de la direction, répond souvent la langue de bois des syndicats. A qui en fait la demande, les syndicats font alors visiter le foyer préhistorique de Corbeil-Essonnes : fauteuils déchirés, douches collectives, fontaine à eau cassée depuis la nuit des temps — mais oubliant de préciser que personne ou presque n'y vient dormir : même au prix de plusieurs quarts d'heure de voiture, les conducteurs de banlieue, après leur service, préfèrent rentrer chez eux au lieu d'utiliser les draps que la SNCF leur fournit depuis un an — auparavant ils devaient se munir de leur « sac à

enquête judiciaire. Bien que situés, eux aussi, gare de Lyon, ces bureaux sont en territoire sédentaire, donc ennemi. En se dressant d'un seul mouvement, la caste a évité l'exil au malheureux, finalement affecté au dépôt, où chacun peut passer lui dire un petit bonjour pour le consoler d'avoir été « descendu de machine », autant dire de devoir respirer à l'air libre avec des branches.

Aux yeux des conducteurs les plus durs, les chefs sont devenus comme transparents depuis qu'ils ont « fait les trains » à leur place lors de la grève. Bien sûr, ils font encore mine de monter en cabine avec les conducteurs, puisque c'est leur métier. Mais un mot plus haut que l'autre, une question trop abrupte, et ils savent que ce sera l'incident : « Tu prends ta sacoche, et tu descends ».

Au bout de cinq secondes, toute conversation avec un conducteur s'oriente vers quelques sujets obsessionnels : les roulements, les primes et les foyers. Accessoirement, les chefs.

Le roulement — c'est-à-dire la journée de travail — ordonne toute l'existence du conducteur. Il y a des roulements de jour et des roulements de nuit, des roulements idéaux et des roulements poubelle. Il y a des roulements récompensés, réservés aux conducteurs qui n'hésitent pas à répondre à un appel du dépôt même un jour de repos pour assurer un train imprévu, et des roulements impossibles pour les autres. Dès que deux conducteurs se rencontrent, ils sortent de leur poche une feuille pliée couverte de traits gras, pointillés ou hachurés, rigoureusement hermétique à l'œil étranger, et ils comparent leurs roulements.

Le roulement se compose de trois parties : la conduite, le temps de transport et les pauses. Les deux dernières parties, si elles sont décomptées dans le temps de travail, n'entrent pas dans le calcul de la « prime kilométrique », qui est la véritable source de hié-

descendre vers la gare de Lyon souterraine, les trains empruntent l'une des pentes les plus fortes du réseau — celle sur laquelle a dévalé le « train fou » du 27 juin. Il s'y trouvait un feu rouge mal placé, que l'on ne pouvait respecter sans dépassement. Il fallut aux conducteurs six ans de remarques répétées — six ans ! — pour le faire déplacer de 150 mètres.

Depuis la « guerre » de 1986-1987, les deux armées s'observent, méfiantes. Chef du dépôt de Paris Sud-Est, Hugo Ferrol, a tenté trois fois de faire passer « à la psycho » des conducteurs coupables de graves fautes de conduite — dépassement de vitesse, insubordination aux signaux, etc. La « psycho », ce sont des tests psychotechniques menés par des psychologues. En temps ordinaire, les mécaniciens les subissent à leur entrée dans la carrière, et après seulement en cas de faute. A la troisième tentative d'Hugo Ferrol, toute la banlieue sud-est a déposé un préavis de grève. Le chef du dépôt a reculé et n'a plus jamais envoyé personne « à la psycho ».

Un conducteur est venu, un jour, demander à Gérard Richide, chef du dépôt de Dijon, une légère modification de ses horaires. Elle n'était possible qu'en mordant de quelques minutes sur le temps légal de repos, ce qui oblige à demander le consentement des délégués du personnel. Le mécanicien demandeur était justement un délégué CGT. En tant que délégué, il refusait d'accorder l'autorisation qu'il demandait comme conducteur.

Les trois obsessions

Après l'accident de la gare de Lyon — à la SNCF, on dit « après le 27 juin », et chacun comprend — la hiérarchie a tenté d'exiler le conducteur du train fou dans les bureaux de la direction régionale en attendant les résultats de

un « audit social », rédigé par d'illustres sociologues dont Michel Crozier, auteur de la *Société bloquée*, titre qui ne saurait trouver meilleure illustration que la SNCF. Le mérite essentiel de l'audit social a été de clocher par écrit les données du blocage, telles que chacun les ressentait confusément. Les conducteurs ont un salaire — 8 000 francs à 15 000 francs, primes comprises — qui leur offre des conditions de vie de cadres moyens. Ils font de la randonnée en montagne, militent dans des associations de parents d'élèves, l'occupation, au début de l'année, du lycée Grandmont de Tours a été essentiellement animée par un cheminot CFDT, Michel Desmars, s'intéressant à Gorbatchev, et, quand ils se retrouvent autour d'un café, ne discutent pas du tétér, mais se divisent entre partisans de Paul Amar et défenseurs de Christine Ockrent.

En un mot, ils vivent dans le siècle, et ils sont gouvernés comme à l'époque de la *Stèle humaine*, quand leur locomotive était une sorte de deuxième femme et que la première n'avait d'autre but dans la vie que de préparer leur gamelle. Aujourd'hui, leur femme travaille aux PTT, et une cabine de conduite n'est pas autre chose qu'un bureau sur roues, avec des horaires tout de même particuliers. Comment accepter, alors les ordres donnés à travers un guichet, le déploiement du parapluie du bas en haut de la hiérarchie, bref l'ambiance très particulière de la SNCF où « l'obéissance passive » exigée aux signaux sur la voie a déteint dans tous les domaines des relations sociales ?

Six ans pour déplacer un feu rouge

Depuis la grande grève, un nouveau lucide et sans illusions des très hauts hiérarchiques, regroupés autour de Jean-Michel Dancoisne, chef de la « traction », c'est-à-dire patron des vingt-deux mille « roulements », s'efforce d'insuffler l'esprit d'initiative dans les entrailles du dinosaure.

La direction a lancé en 1986 un programme prométhéen de « groupes d'initiatives et de progrès », visant à faire participer même les plus humbles à la marche de l'entreprise. Tous les chefs s'y soumettent les uns après les autres, offrant ainsi le spectacle sans précédent d'une armée faisant descendre par la voie hiérarchique la consigne... d'en finir avec l'obéissance aveugle.

Dans le même esprit, la direction a lancé un journal bimestriel de liaison entre les conducteurs, *Contact*, qui se fait l'écho des « secousses » des états d'âme de la base. Mais les deux conducteurs recrutés pour rédiger le magazine se sont transformés, par la force des choses, en médiateurs, n'hésitant pas à houspiller au téléphone tel chef de dépôt qui ne respecte pas les conditions d'une mutation, ou à dénoncer à la direction tel autre, trouvé en pleine crise d'éthylisme lors d'un de leurs « reportages ».

Que la tâche soit lourde, mille anecdotes en témoignent. Four

(Suite de la première page.)

Pendant l'apéritif, Guy Truchot a reçu les cadeaux des amis, une horloge représentant une loco à vapeur, un four à micro-ondes et son manuel d'utilisation, quelques bouquets en plastique. Il n'y a pas eu de discours, mais un malin a subrepticement coupé sa cravate, l'a taillée en morceaux et distribué à tous les présents dans une corbeille à pain, selon la tradition cheminote. Et, en vertu du statut du cheminot, Guy Truchot est parti en retraite, la semaine de ses cinquante ans.

Pas plus que les chefs, les « jaunes » de la grande grève de 1986-1987 n'étaient convoités. Deux ans après, on tourne encore le dos quand on les croise sur un quai ou dans un dépôt, et on se souvient avec rancune des 7 000 francs de salaire qui, cette fin de mois-là, manquèrent sur la feuille de paie. Quinze jours avant Guy Truchot, un autre conducteur, un « jaune », était lui aussi parti en retraite. A la cérémonie, il n'y avait que des chefs.

Ce « jaune » était un tégéviste. Un tégéviste, par rapport à un conducteur de banlieue, c'est un autre univers. Les conducteurs du « cachalot » (le TGV) ne sont pas seulement recrutés dans le vivier général sur leurs aptitudes techniques, mais aussi sur leurs qualités « commerciales ».

Deux vieilles dames et une valise

Qu'est-ce que les qualités commerciales ? Sur un quai de la gare de Lyon, alors qu'il allait embarquer dans sa cabine, Jacques Cumy a vu un jour deux vieilles dames embarrassées par une énorme valise. Les ayant aidées à l'installer, il s'est présenté : « Je suis le conducteur de ce train » — et, arrivé à Montpellier, a fait en sorte que quelqu'un aide les voyageuses à descendre leur valise. Sans connaître son nom, les dames ont écrit à la SNCF, et la photocopie de la lettre ne quitte plus le portefeuille de Jacques Cumy.

En décembre 1986, il ne voulait pas faire grève, mais trente appels d'initiales anonymes reçus chez lui en deux jours l'ont incité à rejoindre le mouvement. Jacques Cumy appartient au grand dépôt de Dijon, qui avait vu arriver, quelques semaines après la grève, trois conducteurs non grévistes du dépôt de Dôle venus chercher l'anonymat. Ils ne pouvaient plus continuer à vivre parmi leurs anciens collègues.

Il y a la grande corporation solitaire des conducteurs, et les « autres » : les chefs, les médecins de la SNCF, et ces cobayes de bureaux qui « font du chemin de fer avec du papier », se voient, rentrent chez eux chaque soir à la même heure, et travaillent dans des bureaux équipés de machines à café, alors que les foyers des « roulements » en sont dépourvus. Bref, une immense armée ennemie des conducteurs, dont l'état-major est désigné par le nom redoutable de « Saint-Lazare », siège de la direction générale de la SNCF.

Après la grève, « Saint-Lazare » a fait réaliser et publier

Le blues du « patachon »

Philippe Delorme ne goûte jamais le café du foyer de Montargis. Son roulement prévoit pourtant souvent une pause, en gare, entre 2 heures et 4 heures du matin. Mais il préfère s'installer dans sa cabine, les pieds sur le tabeau de bord et, l'hiver, regarder tomber la neige à la lueur blanche des réverbères, sur les bords déserts. Quand il ne neige pas, il rentre à pied chez lui, pendant la pause. Une demi-heure aller, une demi-heure retour, il lui reste une heure pour lire, installé au chaud dans la cuisine pour ne pas réveiller la maisonnée. Avec le chat.

Sans qu'on l'y pousse, Philippe Delorme dit son attachement pour ce métier. Ses raisons de l'aimer, au fond, sont les mêmes que ses raisons de le prendre en grippe, et elles se résument en quelques mots : ce n'est pas le métier de tout le monde. « Quand je roule la nuit, à travers toutes ces maisons endormies, c'est comme de la fièvre. » Qui le croira ? Mais c'est presque d'habitude, une cabine de « patachon » (1) qui glisse doucement dans la nuit. Seul avec la caténaire, compagnie fidèle qui court sous les étoiles. Seul avec le radio de bord, qui de loin en loin crachote une conversation toujours

inaudible avec le sol. Seul avec la sonnerie, qui retentit quand on lâche le pédale plus de cinq secondes, ou quand on la maintient appuyée plus de cinquante-neuf secondes. Sur-tout, seul sans chef derrière le dos — chaque conducteur n'est accompagné par un chef qu'une fois par trimestre en moyenne.

En contrepartie, il y a bien sûr la cruauté des soirées attachées à la douceur familiale, des week-ends offerts au rail. Et bien d'autres raisons aussi d'avoir le blues dans sa cabine. Il y a ces sièges non scellés au sol, sur les anciennes machines, dont la vibration fait — dit un collègue de Philippe Delorme — qu'on parcourt 50 kilomètres de gauche à droite quand on fait 100 kilomètres en ligne, et qui condamnent aux douleurs permanentes. Il y a les repas sautés, la condamnation aux sandwiches SNCF à perpétuité, le cholestérol précoce à la clé. Il y a aussi le petit flacon qu'emportent avec eux certains conducteurs de TGV sur les longues distances pour pouvoir uriner.

D. S.

(1) Train de marchandises.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75006 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 30 SEPTEMBRE 1988

	SICAV ACTIONS				SICAV OBLIGATIONS			SICAV TRESORERIE		
	AGF ACTIONS	AGF INVEST	AGF MO	AGF FONCIER	AGF 5000	AGF ECU	AGF INTERFONDS	AGF OBLIG	PHENIX PLACEMENT	AGF SEC
ORIENTATION	Actions Diversifiées	Actions Diversifiées	Immobilier	Immobilier	Monnaie-CA	en ECU	Valeurs Extérieures	Long terme	Court terme	Court terme
Milieu d'investissement	1 720 128	1 282 632	5 202 748	500 636	6 172 485	111 527	2 384 751	531 159	1 670 141	33 373
Actif net par action (F)	1 050,43	111,09	579,52	102,00	552,97	1 065,96	419,92	1 070,05	251,76	10 584,16
Actif net total	1 806 676 646	140 824 210	3 015 104 292	51 134 294,00	3 413 190 387	118 885 386	999 018 823	573 082 012	470 165 683	353 225 278
Repartition de l'actif (%) :										
- Obligations diversifiées	17,76	20,12	23,38	18,30	23,54	45,73	41,98	64,57	44,21	-
- Obligations diversifiées	0,36	0,83	0,23	-	-	26,51	37,34	-	2,21	-
- Actions diversifiées	30,81	39,86	60,40	63,45	64,82	2,08	7,73	4,91	-	-
- Actions diversifiées	37,00	28,00	7,41	2,25	2,75	-	0,85	-	-	-
- Autres emplois	14,25	13,17	8,57	15,98	8,89	13,87	12,30	10,92	53,58	100,00
Descente unitaire	34,79	3,18	24,30	ouvert au public le 16/03/88	17,34	70,32	23,43	90,46	19,24	444,98
Net/Actif total	4,87	0,18	2,58	-	3,23	2,45	1,23	10,75	1,39	-
Performance (%) depuis le 1/1/86	+ 20,85	- 30,41	+ 14,43	-	- 27,24	- 9,48	+ 13,15	+ 12,55	+ 9,00	+ 5,32

(*) Classement Paris au 30.09.88 (dividendes net réversés)

AU 30 SEPTEMBRE 1988, L'ACTIF NET TOTAL DES 10 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 10,84 MILLIARDS DE FRANCS

Souscription, rétrocession, renseignements généraux : Banque Générale du Pérou, 31 rue La Fayette, 75003 PARIS, tél. 42.80.06.00. Au guichet des banques et chez tous les agents de change. Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42.44.12.22

Économie

REPÈRES

Chômage

Légère augmentation dans la CEE

À la fin du mois d'août, les douze pays de la Communauté européenne, comptant 15,6 millions de chômeurs, indique l'Office européen de la statistique, Eurostat. En données brutes, ce chiffre correspond à une augmentation de 0,1 %, en un mois, du nombre de demandeurs d'emploi et à une baisse de 0,4 % par rapport au même mois de l'année précédente. Depuis onze mois, souligne Eurostat, le nombre de chômeurs indemnisés « n'a jamais été en hausse par rapport au mois correspondant de l'année précédente ». Voilà également dix-huit mois que le taux de chômage des hommes diminue alors que celui des femmes n'a cessé d'augmenter. Seule la Grande-Bretagne fait exception à cette règle, les femmes profitant davantage du mouvement de création d'emplois.

Au total, les chômeurs représentent 10,4 % de la population active dans la CEE. Selon un mode de calcul rendant possibles les comparaisons, le classement des pays s'établit de la façon suivante : Espagne, 19,7 %; Irlande, 17,6 %; Italie, 12,9 %; Belgique, 10,8 %; France, 10,6 %; Pays-Bas, 10 %; Grande-Bretagne, 8,3 %; RFA et Danemark, 8,6 %; Portugal, 6,4 % et Luxembourg, 2,8 % (les données pour la Grèce ne sont pas disponibles).

Conjoncture

La production devrait continuer de s'accroître

La conjoncture industrielle est restée bien orientée en septembre et, pour les chefs d'entreprise, la production devrait continuer de s'accroître modérément au cours des prochains mois, indique l'enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France pour septembre. Les carnets de commandes sont mieux remplis qu'en juin, notamment pour l'automobile et les biens intermédiaires, et les dépenses d'équipement se poursuivent, tant pour améliorer la productivité que pour développer les capacités de production.

Quant aux travaux publics, ils bénéficient des grands chantiers en cours : tunnel sous la Manche, TGV Nord, de la préparation des Jeux olympiques d'hiver de 1992... L'activité du commerce de détail s'est enfin située, en septembre, à « un niveau jamais atteint ». En revanche, la situation de l'emploi n'a guère évolué, les effectifs se contractant même légèrement dans l'industrie. Portées par la conjoncture, les entreprises continuent de recourir en priorité aux heures supplémentaires, aux intérim et aux recrutements à durée déterminée.

Commerce extérieur

Vive dégradation de la balance chinoise...

Le déficit de la balance commerciale chinoise a atteint 3,4 milliards de dollars (21 milliards de francs) durant les neuf premiers mois de l'année, presque autant que pour l'ensemble de 1987 (3,7 milliards de dollars), annonce l'agence Chine nouvelle.

Les responsables du commerce extérieur estiment que le compte des échanges restera déséquilibré jusqu'à la fin de l'année, compte tenu du rythme des achats qui ont totalisé 36,4 milliards de dollars de janvier à septembre. Durant cette période, le déficit le plus important a été enregistré avec les États-Unis (1,97 milliard de dollars), suivis par la CEE (1,92 milliard) et le Japon (1,6 milliard).

... redressement de la balance suisse

Le déficit du commerce extérieur suisse a atteint 785,6 millions de francs suisses (3,16 milliards de francs) en septembre, une réduction de 40 % sur le mois précédent, indique la direction générale des douanes. Pour les neuf premiers mois de l'année, le solde négatif s'inscrit désormais à 6,9 milliards de francs suisses, une aggravation de 8,9 % sur la période correspondante de 1987.

Logement

Hausse des loyers de 2,59 %

Les loyers des contrats en cours, indexés sur l'indice du coût de la construction du deuxième trimestre augmentent de 2,59 % au moment de leur révision annuelle. En effet, l'indice du deuxième trimestre 1988, publié au Journal officiel du 18 octobre, s'établit à 912, contre 889 au deuxième trimestre 1987, en progression de 2,59 % en un an.

Tourisme

23 milliards de francs d'excédent en 1988

Le solde net de la balance touristique française approcherait, en 1988, 23 milliards de francs, a annoncé, lundi 17 octobre, M. Olivier Stirn, ministre du tourisme. Cette progression de 15 % par rapport à l'année précédente s'explique par le retour des Américains, qui atteindront le chiffre de deux millions, et par une forte croissance du nombre des touristes en provenance de l'Europe de l'Ouest. On estime qu'en 1988 9,5 millions d'Allemands de l'Ouest, 6,5 millions de Britanniques et 1,7 million d'Espagnols auront effectué un séjour en France.

ÉTRANGER

Moscou joue la carte de l'endettement pour accélérer la « perestroïka »

La France propose à son tour un crédit de l'ordre de 12 milliards de francs

Après les Allemands et les Italiens, les Français pourraient diffuser à leur tour, à l'URSS un crédit de l'ordre de 2 milliards de dollars (12,4 milliards de francs) pour participer au vaste mouvement européen de soutien à la modernisation de l'économie soviétique. Le Crédit lyonnais a ouvert les discussions avant la visite de son président, Jean-Yves Haberer, attendu à Moscou le 10 novembre. Les modalités de ce prêt non garanti comme le nombre de banques entrant dans le consortium restent à définir. Les taux d'intérêt étant élevés en France, cet important crédit pourrait être libellé en ECU ou en d'autres monnaies européennes, sa durée variant selon les types de biens auxquels chaque tranche sera affectée. La préférence française va tout naturellement à la promotion des biens de consommation en URSS.

Reste à savoir à quel cet apport sera consacré. On a suffisamment souligné que l'infrastructure nécessaire à la mise en place des réformes était inexistante pour s'interroger sur l'efficacité des projets qui seront financés. Les Britanniques parlent de tourisme, de projets hôteliers, d'agro-alimentaire au moment où leur ministre du commerce, Alan Clark, doit rencontrer, mercredi 19 octobre, le ministre soviétique pour les relations économiques internationales, Constantin Katousov.

Les Italiens voient large, de la mode à certaines technologies d'avant-garde (le Monde du 18 octobre). Les industriels allemands qui accompagnent le chancelier Helmut Kohl lors de son voyage à Moscou du 24 au 27 octobre affirment emporter dans leurs valises une vingtaine de projets allant de l'équipement médical à la machine-outil, en passant, bien sûr, par l'automobile.

Les Britanniques négocient sur la base de 1,7 à 2,5 milliards. Sans même compter l'apport de la France, cette escalade de crédits — chacun joue à annoncer l'octroi du prêt record occidental à l'URSS — devrait permettre d'accélérer le processus de modernisation de l'industrie.

Les Soviétiques soient revenus à une politique plus classique. Les premiers mois de 1988 ont vu reprendre le flux des achats à l'Ouest : les importations ont progressé de 24,6 %, alors que les exportations au premier trimestre augmentaient de 12,6 %, creusant le déficit commercial.

Soucieux de répondre aux critiques et à l'irritation de la population, les dirigeants soviétiques se sont retournés vers ceux auprès desquels Mikhaïl Gorbatchev a accumulé un capital de sympathie, les Européens.

Aux seuls, les prêts contractés auprès d'un consortium de banques italiennes dirigé par la Mediobanca Centrale et d'instituts de crédit allemands, dont la Deutsche Bank joue les têtes de file, assurent l'équivalent de 2,5 milliards de dollars (15,5 milliards de francs).

Les Britanniques négocient sur la base de 1,7 à 2,5 milliards. Sans même compter l'apport de la France, cette escalade de crédits — chacun joue à annoncer l'octroi du prêt record occidental à l'URSS — devrait permettre d'accélérer le processus de modernisation de l'industrie.

Reste à savoir à quel cet apport sera consacré. On a suffisamment souligné que l'infrastructure nécessaire à la mise en place des réformes était inexistante pour s'interroger sur l'efficacité des projets qui seront financés. Les Britanniques parlent de tourisme, de projets hôteliers, d'agro-alimentaire au moment où leur ministre du commerce, Alan Clark, doit rencontrer, mercredi 19 octobre, le ministre soviétique pour les relations économiques internationales, Constantin Katousov.

Les Italiens voient large, de la mode à certaines technologies d'avant-garde (le Monde du 18 octobre). Les industriels allemands qui accompagnent le chancelier Helmut Kohl lors de son voyage à Moscou du 24 au 27 octobre affirment emporter dans leurs valises une vingtaine de projets allant de l'équipement médical à la machine-outil, en passant, bien sûr, par l'automobile.

Les Britanniques négocient sur la base de 1,7 à 2,5 milliards. Sans même compter l'apport de la France, cette escalade de crédits — chacun joue à annoncer l'octroi du prêt record occidental à l'URSS — devrait permettre d'accélérer le processus de modernisation de l'industrie.

Les Soviétiques soient revenus à une politique plus classique. Les premiers mois de 1988 ont vu reprendre le flux des achats à l'Ouest : les importations ont progressé de 24,6 %, alors que les exportations au premier trimestre augmentaient de 12,6 %, creusant le déficit commercial.

Soucieux de répondre aux critiques et à l'irritation de la population, les dirigeants soviétiques se sont retournés vers ceux auprès desquels Mikhaïl Gorbatchev a accumulé un capital de sympathie, les Européens.

Aux seuls, les prêts contractés auprès d'un consortium de banques italiennes dirigé par la Mediobanca Centrale et d'instituts de crédit allemands, dont la Deutsche Bank joue les têtes de file, assurent l'équivalent de 2,5 milliards de dollars (15,5 milliards de francs).

Les Britanniques négocient sur la base de 1,7 à 2,5 milliards. Sans même compter l'apport de la France, cette escalade de crédits — chacun joue à annoncer l'octroi du prêt record occidental à l'URSS — devrait permettre d'accélérer le processus de modernisation de l'industrie.

convité, les spécialistes s'interrogent. « Il est possible, par ce retour aux vieux schémas, de donner un nouvel élan à celui, plus récent, des joint ventures », espère l'un d'eux. Et de fait, rien ne s'oppose à ce qu'une part des crédits alloués donne un nouvel attrait à la création de sociétés conjointes.

Jusqu'à présent une centaine seulement ont vu le jour, des opérations de taille généralement modeste et représentant un mince afflux de capitaux frais. Conscients des reticences de leurs interlocuteurs, les Soviétiques ont annoncé qu'ils étudiaient de nouveaux amendements à la législation de janvier 1987, déjà modifiée il y a un an.

Il leur faut jusqu'à répondre au principal obstacle des sociétés conjointes : de l'avis des milieux d'affaires occidentaux, le plafonnement du rapatriement des bénéfices au montant des devises gagnées à l'exportation ? Si Moscou assouplit ses positions il lui sera possible de faire coup double : financer des projets ciblés grâce à de nouveaux crédits tout en rassurant les investisseurs étrangers potentiels.

« Le montage d'une usine de production de biens de consommation est assez rapide », souligne un homme d'affaires. Encore faut-il éviter les erreurs du passé et ne pas se cantonner à l'industrie lourde. Et persuader les États-Unis du bienfondé d'un soutien direct à l'économie soviétique.

Pour le moment, la première réaction de Washington a été négative. Agacé de voir les Européens se précipiter à l'Est, les Américains ont fait savoir qu'il était regrettable d'offrir à Moscou les moyens de consacrer une plus grande part de ses revenus à la défense. Vieux débat.

FRANÇOISE CROQUENNEAU.

(1) Le Courrier des pays de l'Est, juillet-août 1988.

TRANSPORTS

■ M. Pierre Léonard, président de l'Académie de marine. — M. Pierre Léonard, président du Conseil supérieur de la marine marchande, a été élu président de l'Académie de marine.

Il succède à l'amiral Jean Tardif. Lors de la séance inaugurale, le 11 octobre, le ministre de la mer, M. Jacques Maffic, a lu un message de M. Michel Rocard soulignant : « Il est clair que la France ne peut ni ne doit, quels que soient les bouleversements apportés par le progrès, renoncer à son importance dimension maritime. »

Fiat sollicité pour une nouvelle usine automobile en URSS

Les autorités soviétiques auraient proposé aux dirigeants du groupe italien Fiat de construire une nouvelle usine de montage de voitures à Togliatchi (usine Vaz (Volga Automobile Plant) produit déjà 600 000 véhicules par an du type Fiat 124. Selon un porte-parole de la firme de Turin, son président, Giovanni Agnelli, sollicité par le premier ministre soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, pour savoir si Fiat serait prêt à doubler la capacité de Vaz, aurait donné une réponse positive de principe. Mais rien n'a été précisé sur le

financement du projet ni sur le modèle de voiture envisagé.

De son côté, M. Agnelli s'est contenté de déclarer que si tous les grands constructeurs mondiaux (européens, américains et japonais) étaient concernés, Fiat était dans une situation privilégiée.

La production automobile soviétique atteint environ 1,4 million de véhicules par an dont 1,1 million pour le marché intérieur. L'URSS envisagerait de produire 900 000 à 1 million de voitures supplémentaires. Ce qui, selon M. Agnelli, nécessiterait un investissement de 4,8 à 6,4 milliards de dollars.

AFFAIRES

Les investissements nippons en France

Les Japonais ont acheté 200 000 mètres carrés de bureaux dans la région parisienne

Les investisseurs japonais seraient propriétaires, à Paris et dans la région parisienne, de plus de 200 000 mètres carrés de bureaux, valant globalement 4,7 milliards de francs, si l'on en croit le recensement effectué par Jones Lang Wootton, cabinet international d'immobilier d'entreprises.

Le plus gros investisseur est sans conteste l'Industrial Bank of Japan, par le biais de sa filiale immobilière Kowa, qui maîtrise à lui seul plus de la moitié des surfaces : les 60 000 mètres carrés de la ZAC Pasteur à Montparnasse (gare TGV et dalle), acquis en état futur d'achèvement pour un montant de 2,6 milliards de francs ; mais aussi 30 000 mètres carrés d'un immeuble « high tech » à Courbevoie (300 millions de francs) ; et encore, pour la même somme, 6 000 mètres carrés rénovés dans le 16^e arrondissement (voir le Monde affaires du samedi 24 septembre).

Le groupe financier C'itoh, de son côté, a acquis, en trois opérations (à Sèvres, Suresnes et Neuilly-Malmaison) un total de 31 000 mètres carrés valant environ 470 millions de francs.

Arrivée en force, donc, mais il faut remarquer qu'il s'agit essentiellement de groupes financiers, qui se livrent à des actions de portage, avant de commercialiser leurs acquisitions, et cela en préjudice en rien de la nationalité des propriétaires ultérieurs de ces immeubles.

Les Britanniques, de leur côté, ne sont pas en reste, avec des acquisitions d'environ 10 milliards de francs. Ainsi, l'European American Mercantile Company a acquis les 60 000 mètres carrés des Mercantiles à la porte de Bagnotet, la Générale Continentale Investissements et Heron International ont acheté 35 000 mètres carrés à la Tête-Défense.

70 000 F le mètre carré

L'intérêt porté par les groupes étrangers aux immeubles de bureaux en Ile-de-France, sur un marché total estimé à environ 25 milliards de francs se traduit bien par la place qu'ils y ont prise, réalisant 19 % des investissements. Les compagnies d'assurances conservent la première place sur le marché avec 38 % des investissements, tandis que les SCPI et les SICOMI en assurent 28 %.

La libéralisation des procédures d'agrandissement a mis sur le marché ces dernières années des surfaces importantes et il semble que cette offre nouvelle a suscité une demande supplémentaire. L'envolée des prix a été très forte dans le « triangle d'or » (Champs-Élysées, Opéra, Madeleine) où des transactions récentes ont été réalisées à 70 000 F le mètre carré et plus. Selon l'étude de Jones Lang Wootton, la rentabilité s'est affaiblie, n'atteignant plus que 4,5 % à 5 %.

Dans Paris, et dans les très grandes opérations, les prix se situent dans une fourchette de 25 000 à 35 000 F le mètre carré, et en proche banlieue entre 18 000 et 25 000 F, le grand critère demeurant les facilités d'accès au centre des affaires.

La qualité des immeubles, leur conception, leur équipement technologique font aussi partie des critères de choix mais les investisseurs restent prudents, malgré une rentabilité meilleure (6 %, voire 7 % et même parfois 8 %) et limitent les risques en n'achetant que des locaux déjà loués.

On évalue le stock de bureaux disponibles à moins d'un an à environ 1,2 million de mètres carrés, soit l'équivalent d'une année de commercialisation, les nouveaux programmes se représentant que le tiers de ce stock.

Les prix moyens pratiqués sont, comme toujours, très variables en fonction de la localisation et de la qualité de l'immeuble. De 3 200 F à 3 600 F le mètre carré par an pour les locaux de prestige, de 2 200 F à 2 600 F pour les « bons » quartiers.

À la Défense, les loyers atteignent 1 600 F à 1 700 F dans les immeubles de la première génération (où les charges sont plus élevées) et plus de 2 000 F dans les immeubles récents où les charges sont mieux maîtrisées. Dans les proches banlieues sud et ouest, les loyers sont de l'ordre de 1 300 F à 1 600 F le mètre carré.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Electro Financière

Le Conseil d'administration s'est réuni le 12 octobre 1988, sous la présidence de Monsieur Philippe DARGENTON, pour procéder à l'examen des comptes de l'exercice 1987-1988.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 203,4 millions de francs, contre 109,7 millions de francs pour l'exercice 1986/1987.

COMPTES EXERCICE 1987-1988

Cette forte progression est due, pour l'essentiel, à l'importance des plus-values réalisées sur cession de valeurs immobilisées : après imputation de l'impôt, celles-ci s'élèvent à 111,6 millions de francs au lieu de 19,7 millions de francs en 1986/1987, le résultat de l'exercice précédent.

Après dotation de 1,4 million de francs à la réserve légale, ainsi portée à son plein, et affectation de 86,5 millions de francs à la réserve spéciale de plus-values long terme, le résultat distribuable, report à nouveau non compris, s'élève à 115,4 millions de francs.

Il sera proposé à l'Assemblée générale de répartir aux actions une somme globale de 97,6 millions de francs contre 90,1 millions de francs au titre de l'exercice 1986/1987, le report à nouveau s'établissant à 77,4 millions de francs.

Le dividende correspondant serait de 34,50 francs par action contre 33,50 francs pour l'exercice précédent. Compte tenu d'un avoir fiscal de 17,25 francs, le revenu global serait ainsi de 51,75 francs.

Comme les années précédentes, il sera proposé aux actionnaires qui le souhaiteraient d'opter pour le paiement du dividende en actions de la Compagnie, cela dans les conditions prévues par la loi du 5 janvier 1988. Le délai d'option serait de trois semaines à compter de la date des assemblées convoquées pour le 23 novembre prochain.

Le Conseil a enfin pris connaissance de la valeur estimative de la société, qui sur la base des derniers cours de bourse de la veille de ses diverses participations, était supérieure de 18,5 % à la capitalisation boursière de la Compagnie à la même date.



مكتبة من الأصول



UN RAPPROCHEMENT QUI TOMBE SOUS LE SENS

Le plus intéressant, c'est que notre opération est intéressante pour tout le monde.

1^{er} équipementier automobile français et numéro 2 européen, Valeo a fait le 30 septembre 1988 aux actionnaires d'Epeda Bertrand Faure une offre d'échange dans le but de rapprocher les deux groupes.

Une bonne opération industrielle.

Valeo et Epeda sont les deux principales entreprises françaises d'équipements automobiles. Elles ont la même clientèle; elles occupent des positions de leader européen, notamment dans la fonction refroidissement moteur et climatisation, la fonction embrayage, la fonction éclairage, la fonction protection/commutation pour Valeo, et la fonction siège pour Epeda. Se rapprocher, c'est élargir la gamme des fonctions offertes sans qu'il y ait, pour les constructeurs automobiles, aucune diminution de la concurrence mais au contraire bénéfice des retombées techniques et industrielles découlant du regroupement. C'est devenir le grand spécialiste de l'habitacle qui est aujourd'hui l'objet de toutes les attentions des constructeurs. Les équipements de Valeo en assurent déjà le confort, la sécurité, la visibilité, le silence. Le siège, élément clé, compléterait nos compétences dans l'habitacle. Le siège automobile est une activité en pleine expansion, notamment par l'incorporation de l'électronique et de l'électro-mécanique - sièges motorisés, sièges à mémoire. Valeo fabrique 15 000 000 de moteurs par an et maîtrise les techniques de l'électronique de pointe adaptée à l'automobile. Avec Epeda, Valeo progresserait de nouveau dans les méthodes de fabrication "juste à temps" par des usines situées à proximité des chaînes de montage automobile. **Une bonne opération pour les actionnaires d'Epeda.** Valeo est un groupe en pleine croissance qui anticipe un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs et un résultat record en 1988: le résultat net consolidé du premier semestre, 535 millions de francs, a déjà dépassé le résultat de tout l'exercice 1987. La proposition faite aux actionnaires d'Epeda est très intéressante. En échange d'une action Epeda, Valeo a offert: un paiement cash de 500 francs, une action à fort potentiel de croissance

par conversion d'une obligation et un intérêt annuel de 6,5% par obligation, soit 45,50 francs par an. **Une**

bonne opération pour les actionnaires de Valeo.

Epeda est sur le marché en croissance du siège automobile. Par ailleurs, les marques Epeda et Delsey sont internationalement renommées et développées par des sociétés bien gérées. Le rapprochement avec Epeda permettrait à Valeo d'élargir sa gamme de fonctions et de constituer un groupe plus complet et plus fort. Valeo et Epeda Bertrand Faure regroupées réaliseraient un chiffre d'affaires de 24 milliards de francs dont plus de 21 milliards dans l'équipement automobile. **Une bonne opération pour le personnel des deux groupes.** Les succès de Valeo et d'Epeda s'expliquent par la motivation et les efforts du personnel. Le rapprochement des deux entreprises - et de leurs activités complémentaires - ne peut que renforcer ce dynamisme et donner, par la taille ainsi acquise, un nouvel élan à des opportunités de carrière favorisées par de très vastes programmes et budgets de formation. **Une bonne opération pour l'industrie française.** La concurrence mondiale dans l'équipement automobile est extrêmement forte. Nos concurrents internationaux sont souvent 3 fois plus gros que nous. Aujourd'hui, dans l'équipement automobile comme dans l'automobile, il faut être puissant pour survivre. La solution Valeo + Epeda qui permet de rapprocher deux sociétés françaises pour en faire un groupe équipementier indépendant, de capacité mondiale, est une opportunité que nous ne devons pas laisser passer.

Valeo

PREMIER EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE FRANÇAIS

Économie

Un entretien avec le secrétaire américain à l'énergie

« Nous allons devoir vivre longtemps avec le pétrole bon marché » nous déclare M. John Herrington



remplacement du premier, qui a trente-deux ans et connaît des problèmes. La technologie choisie sera probablement celle des réacteurs à haute température.

— Les États-Unis ont voté contre le retraitement des combustibles irradiés pour récupérer l'uranium et le plutonium. Mais les Français, les Britanniques, les Russes et maintenant les Japonais ont opté pour cette technique de gestion des déchets. Combien de temps les États-Unis peuvent-ils rester isolés ?

— Je ne sais pas. Nous devrions nous mettre au retraitement. Nous avons approuvé le transport de combustibles japonais en France pour y être retraités. Cela n'a pas été facile au Sénat américain d'accepter. La France, dans ce domaine, montre l'exemple au monde entier.

— Ne pensez-vous pas que le Parlement américain est prêt à accepter un changement ?

— L'opinion américaine est en train de changer. Mais elle n'a pas encore suffisamment évolué pour que les commandes de nouveaux réacteurs reprennent. Je pense que les commandes des compagnies repartiront dès le milieu des années 90. Et vous connaissez les États-Unis : une fois qu'ils décident quelque chose, ils le font à fond, dans tous les domaines !

— Le département américain de l'énergie est le principal concurrent de la GOGEMA française dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium. Quand comptez-vous utiliser les nouvelles techniques d'enrichissement au laser ?

— Nous avons trop d'uranium, et nous restons, pour ainsi dire, loin qu'on puisse le réutiliser, les concurrents des Français. Si nous avons le marché, nous pourrions augmenter massivement notre production. Nous avons actuellement des usines qui ne fonctionnent pas à pleine capacité.

— Quant aux nouvelles techniques utilisant le laser, nommées AVLAS, la recherche est bien avancée. Nous prévoyons de les mettre en œuvre au début des années 90. A ce moment-là, nous reprendrons le marché mondial aux Français.

Propos recueillis par
VERONIQUE MAURUS.

«Croyez-vous que le pétrole bon marché va durer longtemps ?

— Oui. Nous allons devoir vivre longtemps avec le pétrole bon marché. Je ne sais pas exactement combien de temps, mais au moins pour aussi longtemps qu'on puisse le prévoir. A court terme, peut-être à moyen terme, et personne ne connaît le long terme.

— Ne pensez-vous pas que l'OPEP puisse reprendre les rênes du marché ?

— Personnellement je ne le crois pas. Les jours où l'OPEP avait une forte influence sur le marché sont terminés.

— Revient-on à un marché libre du pétrole ?

— Un marché plus libre, pas un marché complètement libre.

— Que considérez-vous comme un bon prix du pétrole ? Cela peut aller de 5 dollars à...

— Tout prix inférieur à 14 dollars par baril est très difficile à supporter pour l'industrie américaine. Notre coût moyen est de 13,50 dollars le baril, dont 8 dollars pour la production et 4,5 dollars pour le transport. Le coût moyen dans les pays de l'OCDE est de 4,5 dollars tout compris.

— De nombreux experts s'inquiètent de la montée rapide des importations pétrolières américaines. Dans les années 70, le même phénomène a précédé les deux chocs de 1973 et 1979. Ne craignez-vous pas que la recrudescence des prix ne conduise à un nouveau choc pétrolier ?

— Non. Certains hommes politiques américains prévoient un nouveau choc pétrolier. Je n'en fais pas partie. Les États-Unis ne subissent pas un nouveau choc pétrolier. D'abord nous avons accumulé des réserves stratégiques précieuses pour l'éviter. Nous réduisons ce pétrole dans le système de raffinage à la moindre menace d'embargo ou de tentative d'utilisation politique du pétrole, au rythme de 3 à 4 millions de barils par jour, ce qui éliminera tout choc à la hausse. Nous avons accumulé aujourd'hui de trois à quatre fois les volumes qui nous auraient été nécessaires en 1973 et en 1979 pour éviter la crise.

— D'autre part nous ne sommes plus vulnérables, comme c'était le cas en 1973 et en 1979, dans le secteur de la production électrique. Notre électricité provient à 20 % du nucléaire, à 55 % du

charbon, et presque à 10 % des énergies renouvelables. C'est un grand progrès. Le pétrole n'est plus vraiment important dans l'électricité. De surcroît le Canada, à nos portes, a accumulé d'énormes surplus d'électricité. Nous avons développé des transmissions entre les deux pays.

— Le seul secteur dans lequel nous restons vulnérables est le transport. La plus grosse part du pétrole importé est destinée aux transports. Nous avons toujours des problèmes dans ce domaine.

— Ne pensez-vous pas que les tendances actuelles sont dangereuses ? La consommation américaine d'énergie continue à augmenter alors que la production diminue ou stagne, non seulement dans le pétrole mais aussi dans la plupart des autres énergies.

— L'économie américaine croît très rapidement. Nous avons eu soixante-neuf mois consécutifs d'expansion économique ; c'est la plus longue et la plus forte période d'expansion en temps de paix que le pays ait connue. C'est pour cela que la consommation d'énergie augmente, pas parce qu'on gaspille.

— Nous aurons certainement besoin de moins de pétrole. Nous importons aujourd'hui 39 % de nos besoins. C'est moins que les taux records de jadis — 46 % — mais c'est encore trop. Le problème, c'est que le pétrole est trop bon marché et que nous en sommes dépendants. Si le pétrole était plus cher, nous en importerions moins. Néanmoins nous avons beaucoup de projets pour réduire cette dépendance.

Pas de taxe à l'importation

— Pourriez-vous arrêter la hausse de la production américaine par une taxe sur le pétrole importé ?

— Nous n'avons pas de taxe sur le pétrole importé. C'est impossible. Vous pouvez me croire, il n'y a pas une seule chance.

— Et une taxe sur les carburants ?

— Une taxe sur l'essence est à la fois une mesure d'économie d'énergie et une façon d'augmenter les recettes budgétaires. Il est possible qu'elle soit décidée au cours du prochain mandat présidentiel. Mais elle n'aura aucun

La recrudescence des cours du pétrole place de nouveau les États-Unis sur la défensive. Premiers consommateurs et seconds producteurs mondiaux de brut, les Américains sont, en raison de l'importance de leurs coûts, particulièrement gênés par une hausse des prix qui a toutes chances de durer, reconnaît M. John Herrington, secrétaire américain à l'énergie, dans l'entretien qu'il nous a accordé. Pour autant ils n'envisagent pas de se couper du reste du monde en imposant, comme le craignent les producteurs, une taxe sur les importations pétrolières, assure le ministre, qui affirme ne pas craindre à terme un nouveau choc pétrolier et prône des mesures fiscales pour relancer la production outre-Atlantique.

M. Herrington, rendant hommage au programme nucléaire français, regrette l'arrêt actuel du programme américain et se dit convaincu que les États-Unis ne pourront atteindre le siècle prochain sans une relance du nucléaire, peut-être en collaboration avec l'industrie française.

effet sur les producteurs de pétrole américains. Elle ne relance pas les forages ou l'exploration ; elle ne crée pas d'emplois ; elle ne permettra pas de produire plus de brut. De ce point de vue, une taxe sur l'essence n'a aucun sens.

— Le gouvernement américain pourrait-il aussi prendre des mesures structurelles pour réduire la production et d'autre part réduire la consommation ?

— C'est dans ce domaine, je crois, que vous verrez agir la prochaine administration. On peut modifier le code des impôts afin de promouvoir l'exploration et le développement de pétrole et de gaz aux États-Unis.

— Le Canada, par exemple, a proposé un crédit d'impôt pour chaque premier million de dollars investi dans l'exploration d'un nouveau puits. Cette mesure s'est révélée très efficace. On peut autoriser les compagnies à déduire les coûts géologiques et géophysiques d'un puits, on peut augmenter le rythme d'amortissement, etc.

— Et du côté de la consommation ?

— Je ne vois pas grand-chose à faire. Peut-être une taxe sur le gaz ; mais, pour être efficace, elle doit être très importante. Une taxe de 10 ou 20 cents n'aura aucun effet. Le public s'en moque.

— Ne pensez-vous pas qu'il faille aider les énergies renouvelables ?

— Tant que le pétrole est trop bon marché les énergies renouvelables ne sont pas compétitives. C'est l'un des aspects les plus négatifs de la baisse des

prix du brut : elle inhibe toute action dans les autres technologies.

« La France a fait ce que nous aurions dû faire »

— Et le nucléaire ? Le programme américain peut être considéré, sous bien des aspects, comme une catastrophe. Il est stoppé depuis un bon moment. Pensez-vous que cette situation puisse changer ?

— Je suis un grand admirateur du programme nucléaire français. J'ai visité Superphénix, l'usine de retraitement de Marcoule ; j'ai étudié tout votre programme et je crois que c'est sion le meilleur, du moins l'un des meilleurs du monde. La France a fait ce que nous aurions dû faire. Nous avons commis beaucoup d'erreurs. Nous n'avons pas standardisé nos centrales, comme les Français l'ont fait nous n'avons pas non plus utilisé des services communs, comme les salles de contrôle, les centres d'entraînement du personnel. Nous avons mal travaillé dans le retraitement des combustibles. Nous avons voté contre les surélévateurs, comme Superphénix, qui est un bon projet. Il a eu quelques problèmes techniques, mais c'est la voie de l'avenir.

— Nous aurions dû copier les Français. Nous ne l'avons pas fait. Il n'y a pas eu de commande de nouveau réacteur nucléaire aux États-Unis depuis 1978. Je crois que cela changera. Nos calculs montrent qu'on n'atteindra pas le siècle prochain sans énergie nucléaire aux États-Unis.

— Nous aurions dû copier les Français. Nous ne l'avons pas fait. Il n'y a pas eu de commande de nouveau réacteur nucléaire aux États-Unis depuis 1978. Je crois que cela changera. Nos calculs montrent qu'on n'atteindra pas le siècle prochain sans énergie nucléaire aux États-Unis.

— Nous aurions dû copier les Français. Nous ne l'avons pas fait. Il n'y a pas eu de commande de nouveau réacteur nucléaire aux États-Unis depuis 1978. Je crois que cela changera. Nos calculs montrent qu'on n'atteindra pas le siècle prochain sans énergie nucléaire aux États-Unis.

Dans la perspective du grand marché de 1993

EDF veut vendre directement aux industriels européens

EDF, le plus français des établissements publics, devenu en quelques années le premier exportateur européen de courant électrique, hume le vent du large et veut s'internationaliser. « Nous restons trop hexagonaux », affirme M. Pierre Delaporte, président de l'entreprise. Au-delà des simples ventes de courant aux électriciens voisins, EDF étudie actuellement les moyens de toucher le client final au-delà des frontières et de développer de nouvelles formes de coopération, en Europe mais aussi beaucoup plus loin où son savoir-faire est fort apprécié.

La déréglementation européenne, qui s'annonce dans la perspective du « grand marché » de 1993, jointe au « passage à vide » et aux difficultés rencontrées par la plupart des programmes nucléaires étrangers offrent à l'établissement de nouvelles occasions. Grâce à la réussite d'un programme d'équipement loué partout comme l'un des meilleurs du monde, EDF a le vent en poupe et entend bien en profiter. Il y est poussé par la nécessité de rentabiliser un parc de centrales taillé « un peu large », qui dépasse l'optimum de cinq à sept tranches, et surtout par l'obligation de « faire du chiffre » pour accroître sa productivité et équilibrer ses comptes, sans gonfler exagérément ses tarifs.

Des formules d'association

Déjà, l'établissement exporte 10 % environ de sa production en Europe, soit environ 34 milliards de kilowatts-heure en 1988 (14 % de plus que l'an passé). Mais aller plus loin est difficile. En attendant l'ouverture totale des frontières, EDF est, en effet, obligé jusqu'ici de passer par ses concurrents, les grandes compagnies d'électricité voisines, qui utilisent, bien entendu, en priorité leurs propres équipements et ne recourent au courant français que pour le surplus.

D'où l'idée d'essayer de toucher directement les utilisateurs finaux,

comme les grandes industries consommatrices. Contrairement à ce qu'affirmait le *Financial Times* dans ses éditions du 17 octobre, aucune négociation n'a encore été sérieusement engagée avec ceux-ci outre-Manche, mais des contacts sont pris non seulement en Grande-Bretagne, premier client du courant français, mais aussi dans d'autres pays comme l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, la Belgique, etc.

L'idée consiste à proposer des formules d'association originales comme celles actuellement négociées en France avec les grands clients : Pechiney, Atochem, etc. EDF propose, selon des formes adaptées à chaque cas, de fournir pendant dix ans du courant très bon marché, ce qui permet aux industriels de supporter sans difficultés les frais financiers des nouvelles installations, quitte le cas échéant à être associé aux résultats des usines.

V.M.

PLUS DE 40 OPA ET OPE EN 1988 !

Tout ce qu'il faut savoir au plan pratique et juridique sur les techniques d'attaque... et de défense. Avec des analyses d'opérations de prise de contrôle depuis 1966. LES OPA EN FRANCE - droit et pratique Guy BARSIL - Avocat à la Cour. Nathan - 237 p. - 130 F

LE PATRIMOINE DES FRANÇAIS ÉVOLUE.

Épargne et gestion, aujourd'hui, prennent place dans un environnement plus risqué. Des analyses indispensables qui évitent théories non vérifiées et « recettes » décevantes. LE PATRIMOINE ALLOUANTIN André BABEAU - Professeur à Paris-Dauphine Nathan - 320 p. - 130 F

Situation au 30.09.1988

Placez-vous bien en 1988.

Sicav Groupe CIC

La force de la compétence



Les valeurs liquidatives de nos Sicav peuvent être consultées tous les jours sur Minitel 3615 Code Assoc.

GROUPE CIC

CIC Paris
Lyonnaise de Banque
Banque de l'Union Européenne
Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine
Crédit Industriel de l'Ouest
Société Nancéenne Vain-Bernier
Banque Scalbert-Dupont
Crédit Industriel de Normandie
Banque Régionale de l'Ouest
Société Bordelaise de Cio
Banque Régionale de l'Air
Banque Transatlantique
Banque Bonasse.

Pour savoir pourquoi un investissement s'adresse à vous, à la Banque du Groupe CIC la plus proche de votre domicile, ou à l'un de nos conseillers, appelez le 01 42 96 10 00.

Sicav Actions

	Valeur liquidative (en francs)	Performances (coupons inclus) par rapport au 28.12.1984	31.12.1987
FRANCIC (CEA-Monroy, P.E.R.)	387,82	80,63 %	28,72 %
FRANCIC-RÉGIONS (CEA-Monroy, P.E.R.)	1.000,82	non comparable	18,08 %
FRANCIC-PIERRE (CEA-Monroy, P.E.R.)	98,18	non comparable	4,21 %
AVENIRIC (Industries Françaises, P.E.R.)	100,74	-	0,74 %
S.N.I. (diversifiée)	1.129,70	39,00 %	14,95 %
CREDINTER (Internationale diversifiée)	481,27	48,02 %	16,84 %
TECHNOIC (Industrie de technologie)	1.088,71	23,66 %	18,70 %
ALÉRIC (Industrie de l'air)	1.354,53	45,64 %	6,14 %
JAPACIC (France et Extrême-Orient)	184,73	84,87 %	23,47 %

Sicav Obligations

RENTACIC (revenus trimestriels, P.E.R.)	183,26	46,67 %	9,29 %
OBLICIC-RÉGIONS (obligations 1 ^{re} catégorie)	1.044,29	non comparable	10,76 %
JEUNEPIERRE (diversifiée)	233,73	non comparable	9,78 %
EUROICIC (obligations étrangères)	9.137,39	31,84 %	6,20 %
ECUCIC (obligations en Esc et monnaies européennes)	1.178,19	28,42 %	6,85 %

Sicav Court terme

	Valeur liquidative (en francs)	Durée de détention minimale conseillée	Taux
SECURICIC (participations rémunérées, très court terme)	5.496,21**	1 semaine	5,29 %
EPARICIC (entreprises, associations rémunérées, très court terme)	2.783,05	1 semaine	5,63 %
TRESORICIC (placements institutionnels, rémunérés, très court terme)	108.304,53	1 semaine	5,69 %
MONERICIC (participations rémunérées)	5.597,32	3 mois à 6 mois	7,54 %
ASSOCICIC (participations rémunérées)	1.180,98	6 mois à 1 an	8,78 %

* Créée le 1.01.1988 ** Créée le 28.12.1984

D'autres Sicav court terme sont disponibles dans certaines banques du Groupe CIC.

Veuillez m'envoyer une documentation sur les Sicav

N

Adresse

502 من الأصل

[illegible]

1. **Einleitung:** Die vorliegende Arbeit ist eine Zusammenfassung der Ergebnisse der Untersuchung der Auswirkungen der Digitalisierung auf den Arbeitsmarkt.

2. **Ziele:** Ziel der Untersuchung ist es, die Auswirkungen der Digitalisierung auf den Arbeitsmarkt zu analysieren und die Chancen und Risiken zu bewerten.

3. **Methodik:** Die Untersuchung basiert auf einer Literaturrecherche und der Analyse von Statistiken und Studien.

4. **Ergebnisse:** Die Digitalisierung führt zu einer Zunahme der Arbeitsplätze in der Dienstleistungsbranche und einer Abnahme in der Industrie. Es gibt auch eine Zunahme der Arbeitslosigkeit.

5. **Schlussfolgerungen:** Die Digitalisierung ist ein zweischneidiges Schwert. Es bietet Chancen, aber auch Risiken. Es ist wichtig, die Auswirkungen zu überwachen und Maßnahmen zu ergreifen, um die Arbeitslosenquote zu senken.

Et la compatibilité en plus.

24 h sur 24, 7 jours sur 7, ATLAS 400 régle la transmission de vos messages, assure leur stockage temporaire, leur diffusion, gère leur remise directe ou différée. Maintenant, vos micro-

ordinateurs, vos terminaux, téléx, télétypes, minitels, téléex, dialoguent en toute compatibilité, entre eux et avec ceux de vos correspondants.

ATLAS 400 convertit les codes, les formats et proto-

coles. Plus de contraintes.
d'horaires. Plus de frontières
techniques.

C'est cela, l'élan TRANSPAC.

TRANSPAC. Tour Maine-Montparnasse,
33, avenue du Maine. 75755 Paris cedex 15.
Tél.: (1) 45.38.52.11.

Prenez l'Elan Transpac.

**TRANSPAC est une filiale
de COGECOM (Groupe
FRANCE TELECOM).**

TRANSPAC

Marchés financiers

BOURSE DU 17 OCTOBRE

[illegible]**Comptant** (selection)[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS pds.	COURS 17/10	COURS Achat
Ester-Unis (5 t)	6 213	6 188	5 847
ECU	7 078	7 080	
Aluminium (100 DM)	341 230	341 280	251
Aluminium (100 t)	18 578	18 280	18 588
Pays Bas (100 t)	302 780	302 900	280
Dunkerque (100 tnd)	89 610	89 240	86 500
Norvège (100 t)	32 280	32 540	30 850
Norvège (100 tnd)	10 940	10 937	10 850
Alu (100 dischème)	4 174	4 187	3 480
Italie (1 000 tnd)	4 981	4 982	381
Suisse (100 tnd)	40 310	40 250	36
Autriche (100 tnd)	48 550	48 555	47
Espagne (100 pnt.)	5 198	5 157	4 95
Portugal (100 tnd)	4 136	4 137	4 05
Portugal (100 tnd)	5 198	5 130	4 90
Portugal (100 tnd)	4 870	4 862	4 70

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS P.C.	COURS 17/10
Or fin (à la livre)	81500	81700
Or fin (à l'once)	81700	82000
Pièces indiennes (20 \$) ..	481	480
Pièces françaises (10 \$) ..	395
Pièces indiennes (20 \$) ..	518	516
Pièces indiennes (10 \$) ..	476	471
Souverains	301	301
Souverains	2390	2370
Pièces de 10 dollars	1470	1460
Pièces de 5 dollars	900
Pièces de 50 francs	3000	3080
Pièces de 10 francs	490	488
Or Louvain	406 80	411 15
Dr Zurich	407	412
Or Hongkong	407 25	411 45
Argent Louvain

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - * : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Pologne : un entretien avec le négociateur de Solidarité. 5 Un entretien avec M. Claude Cheysson. 6 La Turquie continue d'héberger 43 000 Kurdes irakiens. 7 Salvador : la guérilla multiplie les opérations sur l'ensemble du territoire.	8 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. — Le bras de fer PC-PS pour les municipales. 9 Le CDS prépare le regroupement des forces du centre.	10 La prix Nobel 1988 de médecine. — La première audience du procès du Heyssel. — Un rapport sur les CRS et la gendarmerie mobile. 11 M. Chevènement et le service national. 18 Communication.	14 Dessins d'Allemagne à l'Ecole des beaux-arts. — Un musée Benois à Leningrad : le retour des émigrés. 15 Ventes : les céramiques de Picasso. — Musique : la 4 ^e symphonie de Landowski. — Théâtre : A ta santé, Dorothea, de Remo Forlani.	40-41 Les conflits dans la fonction publique et les conditions de vie des agents de l'Etat. 42 Moscou joue la carte de l'endettement. 44 Un entretien avec le secrétaire américain à l'énergie. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 22 à 38 Campus 39 Carnet 39 Météorologie 17 Mots croisés 17 Radio-télévision 17 Spectacles 16	• Chaque jour, le point sur l'état des graves... JOUR • Un œil sur le coin, l'autre sur votre portefeuille... BOURSE 36-15 tapez LEMONDE • Converser avec New-York pour 1 franc la minute... DIA • Tous les jeux du monde... JEU 36-15 tapez LIM

YUGOSLAVIE : la réunion du comité central de la Ligue des communistes

Les dirigeants cherchent à atténuer leurs discordes

BELGRADE
de notre correspondant

La première journée du plénum du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) s'est déroulée sans affrontements. Le ton général, plutôt apaisant, des débats a été donné, lundi 17 octobre, par le président en exercice de la LCY, le Croate Stipe Suvar, dans un rapport politique de cinquante pages. Son discours sur la « mauvaise situation » dans laquelle se trouvent aujourd'hui la Yougoslavie et la Ligue des communistes s'est voulu conciliant. Il a approuvé le programme de « renouveau du socialisme à la mesure de l'homme », défendu par la Slovincie, et a reconnu à la Serbie le droit de contrôler plus étroitement la province autonome du Kosovo, peuplée à 90 % d'Albanais de souche.

« A l'étranger, a-t-il dit, on se demande ce que va devenir la Yougoslavie et ce que va devenir l'autogestion dans le pays où a pris naissance le socialisme à visage humain (...). La Ligue doit se tourner vers l'avenir et faire preuve de compréhension à l'égard de ceux qui lui adressent des critiques justifiées. » Selon M. Suvar, la LCY doit savoir écouter l'avis des Yougoslaves qui n'appartiennent pas au parti, des membres de l'Alliance socialiste et d'autres organisations sociales. A ses yeux, le système actuel de la « politique des cadres » entrave le développement de l'autogestion et permet à des fonctionnaires « installés dans les bureaux de jouer avec le destin des travailleurs ».

L'ambition de la Serbie

M. Suvar a consacré une large partie de son rapport au problème du Kosovo et à l'« agression brutale » des nationalistes albanais, qui veulent contraindre les Serbes et les Monténégrins à s'expatrier de la région. Les orateurs qui se sont succédé à la tribune ont tous succédé d'accord pour dire que des mesures urgentes devaient être prises pour arrêter immédiatement l'émigration

de la population slave du Kosovo (près de trente mille personnes depuis 1981).

Dans un discours très attendu, le chef du Parti serbe, M. Slobodan Milosevic, a dénoncé l'« hypocrisie » de ceux qui accusent la Serbie de vouloir imposer sa suprématie sur les autres républiques de la fédération. « La seule ambition de la Serbie, a-t-il dit, est d'établir son unité territoriale, administrative et juridique, et de faire cesser la terreur au Kosovo. » Rejetant les accusations selon lesquelles cette volonté constitue une menace pour l'équilibre de la Yougoslavie, M. Milosevic a déclaré que « personne n'empêcherait la Serbie de se constituer en république égale aux cinq autres de la fédération yougoslave dont les territoires respectifs ne sont pas divisés en provinces ».

Le leader serbe a, par ailleurs, défendu les impressionnants « meetings de solidarité avec les Serbes du Kosovo », qui ont eu lieu ces derniers mois, en dépit de la réprobation de la direction du parti, et a affirmé que les Serbes « ne tiendront pas compte des interdictions dans une affaire concernant leurs droits légitimes ». A ces propos, un haut responsable du Kosovo, M. Azem Vllasi, a répondu qu'il était dangereux d'utiliser les pogroms et un puissant appareil de propagande pour faire pression sur l'ensemble de la direction politique du Kosovo.

Une trentaine d'intervenants ont également demandé le départ du parti des « coupables et incapables ». Ils se sont prononcés pour la liberté de circulation des hommes et des capitaux, des idées et de la culture que les frontières des différentes Républiques de la fédération entravent au profit de « la bureaucratie qui s'est emparée du pouvoir ». « Si nous ne sortons pas tous de la crise, a dit l'un d'entre eux, nous irons ensemble à la ruine. »

Le comité central devait procéder, mardi 18 octobre, à l'issue de ses travaux, à un renouvellement d'un tiers de ses cent soixante-cinq cadres ainsi qu'à un vote de confiance pour la direction du parti, dont quatre des quatorze membres ont démissionné au cours des derniers jours.

PAUL YANKOVITCH.

La journée d'action de la CGT

Les grèves semblent plus suivies à EDF et dans les PTT que dans les transports

La journée nationale interprofessionnelle d'action de la CGT, le mardi 18 octobre, devrait être marquée par des arrêts de travail de 24 heures à la SNCF, à l'EDF, dans la fonction publique (et notamment aux PTT), dans la chimie, la métallurgie, la construction et le commerce. La CGT avait organisé soixante-quatorze manifestations à travers la France dont une à Paris, à 11 heures, de la Bastille à Richelieu-Drouot.

Dans la matinée du 18 octobre, le trafic à la SNCF et à la RATP était plus important que ce que prévoyaient les directions. Sur les grandes lignes SNCF, le trafic était normal sur l'est, le nord, le sud-est et la branche Aquitaine du réseau sud-ouest. Sur le réseau ouest grandes lignes (le Havre, Cherbourg, Rennes avec les branches Brest et Quimper, et Nantes) et sur la branche Toulouse du sud-ouest, le trafic était de deux trains sur trois. Dans la banlieue parisienne, on notait un train sur trois sur le réseau nord, deux sur deux sur le réseau sud, deux sur trois sur le réseau Saint-Lazare et Montparnasse, un sur deux sur la ligne C du RER. Il était « pratiquement normal » sur la banlieue de Paris-Lyon alors que les perturbations étaient plutôt fortes sur les services régionaux de Marseille et Montpellier.

A la RATP, le trafic était assuré de plus de 80 % dans le métro (où, en plus de la CGT, le Syndicat autonome traction SAT avait déposé un préavis, reconductible) et à 90 % dans les autobus. Mais, de très fortes perturbations étaient prévues dans le métro entre 12 heures et 14 heures. A 8 heures, sur le RER, où les mots d'ordre de grève affectent surtout les heures de pointe (en début et en fin de journée), le trafic était assuré à 8 heures à 50 % sur la ligne A et à 82 % sur la ligne B. La direction de la RATP a indiqué, le 18 octobre, que la revendication des conducteurs de la ligne A — qui souhaitaient un classement hiérarchique

de supérieur dans la grille des salaires de la région — « compromettrait gravement les équilibres internes de la région et n'a pu être satisfaite ».

A EDF, la grève est plus forte que lors des mouvements précédents, et notamment celui du 27 septembre. Elle a entraîné dans la matinée du 18 octobre, et cela risque de se reproduire en fin de journée, des coupures d'électricité tournantes dans toute la France. Le délestage a été, à 9 h 30, de l'ordre de 20 %, avec des pointes à 40 % dans les régions de Lille et de Nantes. La baisse a été de 20 000 mégawatts, et quelques coupures sauvages ont été signalées à Paris.

Aux PTT, selon une première estimation nationale, la grève était là aussi plus suivie que lors des mouvements précédents, le taux de grévistes se situant autour de 6,4 %. A Paris, le pourcentage de grévistes, selon le ministère, oscille entre 5 % et 10 % pour les bureaux de poste et la distribution, et est de l'ordre de 25 % dans les centres de tri.

Sur le vif

La justice bafouée

Vous avez vu un peu ce qui se passe à Bruxelles ? C'est la honte, ce procès du Heyssel. Le procès de ces supporters de Liverpool, de ces vingt-cinq petites brutes sanguinaires accusées d'un véritable carnage, des dizaines de cadavres écrasés, piétinés, poignardés, étouffés, sans compter les blessés, les amochés à vie, tiens il y en a encore un qui vient de claquer, un Italien.

Ca va faire trois ans et demi qu'on le prépare, qu'on le repousse, qu'on le conteste, qu'on le négocie. Pour en arriver où ? A un incroyable cirque médiatique, des centaines de journalistes, des équipes de télé venues du monde entier, des flottes qui crépissent, des escadrons d'avocats qui se battent à coup de dossier et de codes de procédure, des flics débordés et un président obligé de rappeler à l'ordre les inculpés en les priant de se tenir convenablement. Parait-il qu'il y en a un qui est sorti de son box pour griller une cigarette à bout doré en ricanant : Quelle farce ! Ah ! ça, oui ! Un box où ils ne font que passer, indifférents, méprisants, ils

ont le chewing-gum éloquent, les mecs, entre deux avions, deux interviews, deux séances de photo. Des stars !

Et à côté de ça, fautillez la presse : les confrères tartinent imperturbablement sur la noblesse bafouée du sport, le fair-play, le terrain de foot — champ de bataille et le pourquoi et le comment et la faute à qui ? A la société de consommation, au chômage, à la mère qui travaille ou à cette salope de Thatcher ?

Soyons sérieux ! Il n'y a pas qu'en Grande-Bretagne qu'on en trouve, des hooligans. Ils recrutent à tour de bras en Belgique, en Hollande et en Allemagne. Ils ont du boulot pour la plupart. Ils sont pas si jeunes que ça. Ils suivent des stages de la violence et de la terreur. Ils voyagent, ils organisent des descentes, des commandos et — c'était très bien expliqué ce matin dans le Parisien — ils sont plus ou moins manipulés. Par qui ? La voilà, la vraie, la seule question qu'on pourrait peut-être commencer à se poser.

CLAUDE SARRAUTE.

Le procès de deux nationalistes corses accusés de meurtre

La journée des suspensions et des pas perdus

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

La cour d'assises de la Gironde « spécialement composée », c'est-à-dire ne comportant que des magistrats, siège depuis lundi 17 octobre à Bordeaux pour juger deux nationalistes corses, accusés d'avoir participé à un commando dirigé contre le centre de repos de la légion étrangère installé à Sorbo-Ocagnano (Haute-Corse), au cours duquel le caporal-chef Renato Rossi, quarante-quatre ans, était tué et le légionnaire Maurice Steinte, alors âgé de vingt-huit ans, grièvement blessé.

Les faits remontent au 11 février 1982. Vers 20 heures, Rossi et Steinte, seuls dans le centre, regardaient la télévision. Un homme en passe-montagne surgit : « On vous aura ! » Il lâche une rafale de pistolet-mitrailleur. Steinte est laissé pour mort, mais, toujours conscient malgré ses blessures, il entend une seconde rafale et plusieurs coups de feu séparés. Rossi vient d'être touché à son tour ; il parvient cependant à prévenir un ami mais succombera au cours de son transport à l'hôpital.

Les enquêteurs remontent rapidement à Joseph Moracchini, propriétaire du fourgon ayant servi à transporter le commando. Arrivé un peu plus tard, il met en cause deux hommes : Charles Pieri, qui avoue sa participation mais seulement comme chauffeur, et Félix Tomas. Ce dernier est soupçonné d'être le « contact » de Moracchini, lui ayant

proposé de participer à une « nuit bleue », mais il nie formellement.

Pour ces deux nationalistes, qui affirment avoir été frappés par les policiers, commence alors un étrange parcours. Charles Pieri s'évade le 22 janvier 1984 et, lorsqu'il est repris le 26 juin 1987, on le soupçonne d'avoir participé à plusieurs attentats et, le 18 mars 1988, M. Michel Legrand, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, l'inculpe, dans le cadre de l'information ouverte après le mitraillage d'une gendarmerie à Serra-di-Scopamène, le 11 juin 1987. Tomas restera en prison pendant six ans, en raison des tentatives et des obligations de la procédure.

Logique

Ce procès s'est ouvert toutefois dans un climat particulier. Fidèle à sa logique, le FLNC a diffusé, le 30 septembre, un communiqué annonçant que la terre décidée le 1^{er} juin était reconduite, tout en ajoutant : « Nous attendons une volonté politique et non de simples discours (...). Nous pourrions en juger dans le courant de ce mois, lors du verdict du procès de Bordeaux. La teneur de ce verdict politique déterminera, dans les faits et non dans les discours, si cette volonté est réelle ou illusoire. »

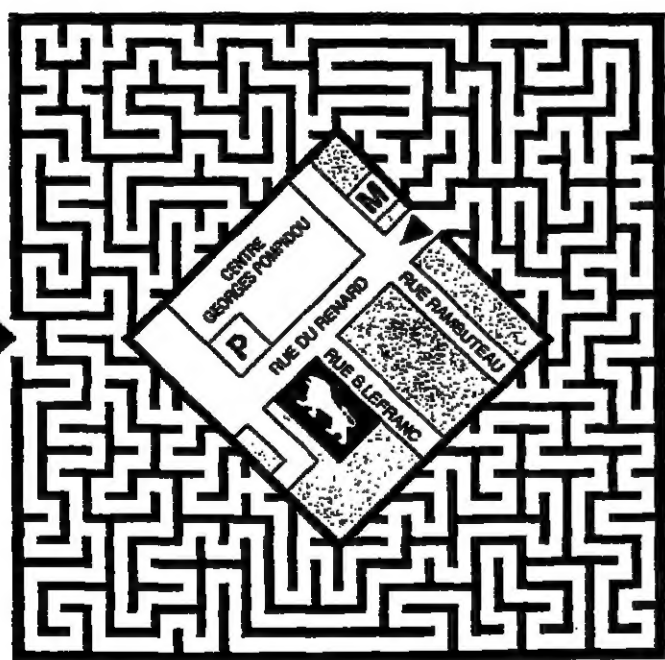
Il reste qu'à la fin de sa première journée le procès avait été occupé la plupart du temps par des suspensions... C'est que M. Henri Leclerc déposa d'entrée des conclusions pour qu'il lui soit donné acte de ses réserves quant à la composition de la

cour, décidée en janvier. Pour l'avocat, les magistrats auraient dû faire l'objet d'une nouvelle désignation, avant cette session, mais il ajoutait aussitôt que son plus cher désir était que « justice soit faite, dans la plus grande sérénité ». Ce propos était immédiatement répété, de façon péremptoire, par le président André Gaubert, ancien commissaire du gouvernement aux tribunaux permanents des forces armées (TPFA), devenu président d'une chambre commerciale de la cour d'appel. Toutefois, il arrive que la justice semble confondre sérénité et lenteur. Une suspension fut ordonnée pour permettre à l'avocat général, M. Mignonnat, de rédiger ses propres conclusions. Lorsque le magistrat les eut exposées, la cour se retira pour délibérer longuement, avant de rendre un arrêt donnant acte à M. Leclerc de ses réserves. Puis ce fut l'appel des témoins et la suspension de midi.

A la reprise, la défense s'étonna du nombre élevé des certificats médicaux présentés pour justifier l'absence de près d'un tiers des témoins. Les avocats voulaient aussi savoir pourquoi le juge d'instruction qui avait connu le dossier à ses débuts, M. Gérard Pancrasi, n'était pas dans la salle. Ce fut l'occasion de nouvelles délibérations et suspensions pour en arriver à un arrêt ordonnant que deux témoins soient amenés par la force publique et prononçant un sursis à statuer sur le cas de M. Pancrasi, dont on devait finalement apprendre qu'il serait là mardi 18 octobre.

MAURICE PEYROT.

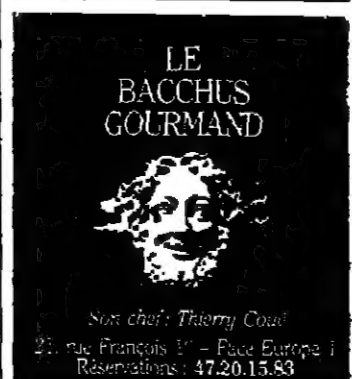
Pour choisir Macintosh, où trouver le plus vaste espace d'exposition de Paris ?



**INTERNATIONAL COMPUTER,
LE PLUS COURT CHEMIN
VERS MACINTOSH.**

International Computer,
c'est un grand choix de matériels
et de périphériques en
démonstration sur près de 500 m².

**INTERNATIONAL
COMPUTER**
26 rue du Renard Paris 4^e
42 72 26 26



MICHEL SWISS
MÊMES REMISES
EXCEPTIONNELLES
QUALITÉ TOURISTES
ÉTRANGERS
16, rue de la Poix (Paris 75002) 2^e étage esc.
TEL. : 42.61.61.11
(Publicité)

VERS LA QUALITÉ

La Direction Commerciale Voyageurs de la SNCF vous informe que les 18 et 19 octobre, se tient à la Baule la première Convention Nationale : VERS LA QUALITÉ

Cette Convention veut :

- promouvoir les mesures d'amélioration de la « Qualité de Service » aux niveaux national et régional,
- associer l'ensemble du personnel commercial voyageurs à la démarche engagée.

SNCF

A B C D E F G

هكذا من الأصل